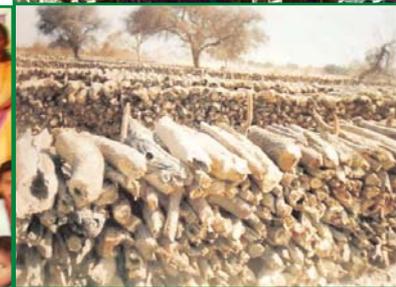


enda



alternatives pour le développement durable

rapport annuel 2006



© 2007 Enda Tiers Monde / Organisation Internationale Non Gouvernementale

Publication : Enda Tiers Monde / Secrétariat Exécutif

Citation : Enda Tiers Monde / Secrétariat Exécutif [2007], Rapport Annuel 2006
Dakar, Sénégal, 124 pages.

Photos de couverture : Enda Tiers Monde

Impression : La Rochette (Dakar / Sénégal)

Rapport disponible auprès du Secrétariat Exécutif d'Enda Tiers Monde :

4 & 5 rue Jacques Bugnicourt (ex Kléber)

B P 3370 DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 822 21 25 / +221 822 42 29

Tél. standard : +221 842 82 50

Fax : +221 822 26 95

E-mail : se@enda.sn

Site Web : <http://www.enda.sn>

La reproduction de cette publication à des fins non commerciales notamment éducatives est permise sans autorisation écrite préalable du droit d'auteur à condition que la source soit clairement indiquée.



enda tiers monde

rapport
annuel
2006

*alternatives pour
le développement
durable*

TABLE DES MATIÈRES

MESSAGE DE LA **SECRETÉAIRE EXÉCUTIVE D'ENDA TIERS MONDE**

1. **ÉNERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE**
2. **GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**
3. **AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL**
4. **VILLES ET POLITIQUES URBAINES**
5. **EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT**
6. **GESTION ET VALORISATION DES DÉCHETS**
7. **INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE**
8. **RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**
9. **DIALOGUE POLITIQUE ET INTÉGRATION RÉGIONALE**
10. **JEUNESSE ACTION ET ÉDUCATION**
11. **APPUI À L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ**
12. **COMMUNICATION ET NTIC**
13. **ÉDITION ET DOCUMENTATION**
14. **SOLIDARITÉS INTERNATIONALES**
15. **ASPECTS DU BUDGET**
16. **ANNEXES**

Enda Tiers Monde est une organisation en transition. Certainement vers un nouveau stade de son développement institutionnel, entamé il y a plus de trente ans déjà, où les principes de son action resteront certes identiques, mais où les modalités pratiques de son intervention seront justiciables des nouvelles exigences du développement. Parce que le monde du développement a changé. En ce début du 21^e siècle marqué par la globalisation, où l'activité économique n'a jamais autant produit de richesses, alors que paradoxalement l'objectif général des gouvernements et des agences de développement reste la réduction de la pauvreté absolue, notre organisation se trouve placée devant un triple défi. La recherche d'une plus grande cohérence de son action globale, la volonté de convergence de ses diverses initiatives et la nécessité de mise en place d'instruments de pilotage et de mesure de l'impact de ses interventions.

L'action d'Enda a, depuis les années 70, été marquée par trois objectifs fondamentaux : la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté et la promotion de la citoyenneté. Trois défis qui, on le sait, fondent le concept mondialement reconnu de développement durable ; ce qui renforce l'organisation dans ses choix initiaux. La crise énergétique de ces dernières années en est une illustration. Enda a tôt fait d'investir la problématique Energie et pauvreté, à travers l'une de ses plus anciennes entités qui œuvre dans ce domaine depuis plus de vingt ans. L'on sait que le monde a besoin de beaucoup plus d'énergie pour alimenter le développement, que plus d'un quart de la population mondiale n'a pas accès à l'électricité et que deux cinquièmes utilisent encore la biomasse traditionnelle pour leurs besoins énergétiques élémentaires. D'où il ressort que, dans les pays du Sud, lutter contre la pauvreté et contre la déforestation qui engendre la désertification, revient pour l'essentiel à œuvrer pour l'accès des plus démunis aux ressources et services énergétiques. L'établissement d'un partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD-FINESSE) a permis à Enda de participer, conjointement avec AFREPREN (Kenya), au processus d'actualisation de la politique du secteur de l'énergie de la Banque. En perspective, ce travail a conduit à l'élaboration d'un document de politique énergétique, d'une stratégie de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, et d'un plan de mise en œuvre pour l'Afrique.

Toutes les stratégies de développement durable ayant besoin d'être validées par la participation démocratique, Enda s'y emploie en Asie, en Amérique latine et en Afrique, à travers la mise en œuvre d'initiatives de développement local concerté, associant les populations à la base dans la promotion d'une culture de paix et de solidarité, que ce soit en milieu rural, comme dans les centres urbains. Sur des questions aussi centrales que la sécurité foncière dans les villes, l'assainissement et l'accès aux services de base de manière générale, Enda est devenu un partenaire major d'ONU-Habitat et participe en tant qu'observateur et expert au Conseil d'administration de cette agence des Nations Unies. Ce partenariat s'est traduit par une série de campagnes et de programmes de renforcement des capacités (formation des élus et leaders locaux) dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne et à Madagascar. Enda s'est par ailleurs beaucoup soucié de faciliter l'émergence en Afrique d'une masse critique de leaders avertis et imprégnés des préoccupations favorables au développement durable et à la politique de bonne gouvernance.

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement occupe une part importante dans le dispositif de fourniture de services de base mis en place par Enda. Celui-ci accorde une part importante aux modèles alternatifs, faits de technologies rustiques et de solutions techniques à faible coût, en insistant sur les campagnes d'éducation à l'hygiène et de prévention des maladies liées à l'eau. Les initiatives de santé communautaire d'Enda sont quant à elles reconnues sur le plan international. En témoigne le *Red Ribbon Award* décerné à Toronto (Canada) en août 2006 par le PNUD et ONU-SIDA à Enda Santé, pour saluer l'excellence de sa démarche de prévention et de prise en charge des personnes affectées et infectées par le VIH/Sida. Les activités d'éducation alternative et de défense de l'enfance en situation difficile viennent tout naturellement renforcer cette stratégie globale d'Enda, qui se propose notamment de contribuer à l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

Dans le domaine de la protection du patrimoine génétique africain, Enda a mis en place une Coalition régionale (COPAGEN), après avoir initié une coalition nationale au Sénégal et plusieurs autres activités liées à la biosécurité. L'organisation a ainsi participé aux activités de lobbying auprès des Ministres de la CEDEAO en charge des biotechnologies, dans le cadre de la lutte contre l'introduction des OGM dans l'agriculture africaine, en relation avec les coalitions des autres régions d'Afrique. Enda a également développé des pratiques agro écologiques pour une valorisation des ressources naturelles et la prévention de la dégradation du milieu liée à l'utilisation des pesticides. En raison de tout cela, la FAO, en collaboration avec Enda et le PNUE, a formulé un programme qui va étendre cette initiative d'approche communautaire d'évaluation, de gestion du risque dus aux pesticides et de mise en place d'alternatives, au niveau sous régional. Le programme, financé par le FEM et les Pays Bas, intéresse six pays riverains des fleuves Sénégal et Niger (Sénégal, Mali, Mauritanie, Guinée, Niger, Bénin) et repose sur l'expertise et l'implication d'Enda en matière d'approche communautaire. Son démarrage est prévu au cours du premier semestre 2007.

La promotion de l'intégration sous régionale, à travers la coopération transfrontalière en Afrique de l'ouest, constitue l'un des chantiers les plus porteurs d'espoirs pour Enda. L'idée n'est certes pas nouvelle, mais l'entrée d'Enda est originale en ce qu'elle se propose d'associer fortement le niveau local à la construction sous régionale, en permettant la collaboration entre acteurs locaux situés de part et d'autre des frontières, pour la mise en œuvre conjointe d'actions de développement. Un travail en réseau entre le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, la Direction Nationale des Frontières du Mali et Enda a permis de vulgariser le concept de " pays-frontière " et de faire la promotion de l'initiative au niveau des institutions sous régionales, telles que la CEDEAO. L'un des effets indirects de ces partenariats, c'est qu'un travail de réorganisation est en cours depuis le second semestre de 2006 au niveau de la CEDEAO, pour qu'au delà de l'engagement politique, soit assurée une meilleure opérationnalisation de ses programmes autour de la coopération transfrontalière. Une direction de la coopération transfrontalière est ainsi en train d'être mise en place au niveau de la CEDEAO, ce qui constitue un impact très significatif à ce stade du processus.

Le dialogue politique qui facilite cette démarche fonctionne sur les mêmes modalités que celui qui vise l'harmonisation des politiques de gestion des ressources halieutiques en Afrique de l'ouest, par lequel Enda œuvre pour l'existence d'une pêche durable, soutenue par un engagement fort des États dans le cadre d'une coopération sous régionale. L'action d'Enda a eu un impact sur la prise de conscience de la nécessité d'une politique de pêche responsable et cohérente, en conciliant la recherche de compétitivité sur le marché international, la satisfaction des besoins alimentaires des populations et la conservation durable des ressources halieutiques. Ce changement de pratiques et de visions s'est concrétisé par un processus de création d'un vaste réseau sous régional des acteurs de la pêche dénommé REPAO (Réseau sur les Politiques de Pêche en Afrique de l'Ouest) abrité par Enda. Autant d'actions qui nécessitent de fines stratégies de lobbying et de plaidoyer au niveau international, entrant dans le cadre général de la promotion du commerce équitable. Dans ce domaine, notre organisation a acquis une solide expérience marquée par ses interventions en faveur des producteurs de coton en Afrique de l'ouest et par la mobilisation de la société civile africaine contre les Accords de partenariat économique (APE) entre les pays ACP et la Commission européenne.

L'*empowerment* des groupes de base prônée par Enda dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté, a toujours accordé une large part à l'autonomisation des femmes. Que ce soit en Amérique latine (Colombie), comme en Asie (Inde) ou en Afrique du Nord (Tunisie), renforcer les capacités de ces dernières est non seulement un viatique vers l'égalité des sexes, mais aussi un levier efficace dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin, seul moyen de leur accorder un réel pouvoir économique dans les sociétés du Sud. Le *Tribunal des femmes*, organisé lors du Forum social mondial polycentrique de Bamako (Mali) pour dénoncer les impacts

désastreux des politiques néolibérales sur les conditions de vie des femmes du Sud, met le doigt sur un problème aux déterminants certes sociologiques, mais aussi économiques et politiques. Le combat altermondialiste dans lequel notre organisation s'est engagée dès l'émergence de ce mouvement mondial, unit dans un même élan de solidarité organisations du Nord et du Sud, pour s'opposer aux effets pervers de la globalisation. Il offre ainsi à Enda qui assure le Secrétariat du Forum social africain - un des maîtres d'œuvre du Forum social mondial de Nairobi (Kenya) en janvier 2007 - l'occasion de montrer la cohérence de son action globale, fait d'une permanente articulation des échelles du local à l'international, avec comme ligne de mire la défense des intérêts des moins nantis parmi les personnes, les communautés et les nations.

La volonté de convergence des diverses initiatives au sein de l'organisation s'affirme de plus en plus, avec notamment la mise en place des espaces de concertation thématiques (ECT). Ces ECT devraient rapidement permettre aux différentes entités d'Enda de renforcer le partage de leurs visions, approches et expériences dans les principaux domaines du développement durable, afin de les traduire en activités communes, frappées du sceau de l'efficacité et de la transversalité. Conçue pour mener des réalisations d'envergure dans huit villes du Sud, le *Programme MINGA : pour des villes durables et solidaires*, en cours de financement, devrait constituer l'épuration de la convergence des actions à l'interne et inspirer l'élaboration d'autres programmes transversaux dans les domaines du développement rural, de l'accès à l'eau, de la santé, de l'éducation ou des migrations internationales. Ainsi, le *Projet de mobilisation des diasporas qualifiées pour le développement ou Projet DIASPODE*, en cours de financement, se situe aussi en droite ligne de cette préoccupation et devrait mobiliser une dizaine d'entités d'Enda et renforcer l'activité de valorisation de l'apport des diasporas au développement de leur pays d'origine.

Enda a entamé en 2006 un processus de réflexion interne qui doit, à terme, permettre à son Secrétariat Exécutif de définir de nouveaux instruments de pilotage, des indicateurs de performance et autres outils de mesure de son action en faveur du changement social. Pour ce faire, à la suite du long processus d'introspection *Mouya Yara* (2002-2004) qui lui avait permis de faire un lent et patient travail de diagnostic à l'interne, Enda devra encore mieux faire connaissance avec ses propres logiques de fonctionnement. Autrement dit, il lui faudra maîtriser l'information, au sens d'une rationalisation des relations entre ses différentes composantes, établir un système de contrôle permanent pour mesurer les effets des politiques mises en œuvre (suivi & auto évaluation) et enfin s'étalonner, c'est-à-dire pouvoir situer ses performances grâce à des outils adaptés élaborés à cet effet, dans un contexte national et international en perpétuel mouvement.

Tel est le prix de la transparence qui fonde le management participatif et la gouvernance prônés au sein même de l'organisation et promus dans toutes ses modalités d'intervention. Car, la gouvernance démocratique et participative a des liens évidents avec le développement durable. Et la question essentielle, qui reste très ouverte, est celle de l'état dans lequel les générations futures trouveront nos sociétés. Seule la paix peut les rendre vivables. Seule le développement économique peut les rendre viables. Seule la gestion environnementale peut les rendre durables. Seule une citoyenneté active des femmes, des jeunes et des groupes défavorisés d'une manière générale, peut les rendre véritablement inclusives et démocratiques. C'est à la réalisation de tous ces desseins qu'Enda Tiers Monde tente d'apporter sa contribution, à travers les interventions multiformes présentées dans ce *Rapport Annuel 2006* intitulé, pour toutes ces raisons, *Alternatives pour le développement durable*.

Mariam SOW

**Secrétaire Exécutive
d'Enda Tiers Monde**



Du 19 au 23 juin 2006, s'est tenu à Vancouver (Canada), le 3^e Forum Urbain Mondial. Le thème de ce forum était "Notre avenir : des villes durables - passer des idées à l'action". En marge de cette grande rencontre internationale, ONU-Habitat, représenté par Mme Anna TIBAIJUKA Directrice Exécutive, et Enda Tiers Monde, représenté par Mme Marième SOW, Secrétaire Exécutive, ont procédé à la signature d'un protocole de partenariat, le mercredi 21 juin 2006. La collaboration entre les deux institutions dure depuis 30 ans, mais elle n'avait pas un cadre juridique et politique à la hauteur. C'est ce qui est désormais réalisé à travers la signature de ce protocole par lequel Enda TM est reconnu comme l'un des partenaires majeurs d'ONU-Habitat.





Les berges du fleuve Sénégal en aval du barrage de Manantali, au niveau de la région du Sénégal oriental.

1 Energie et développement durable

Peut-on valablement faire le lien entre l'accroissement des besoins énergétiques, l'amélioration des conditions de vie des plus démunis, la lutte contre la désertification, la souveraineté économique des pays africains et les changements climatiques ? Lorsqu'on sait qu'en Afrique subsaharienne 77% de la population (environ 530 millions de personnes) n'ont pas accès à l'électricité, que l'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques concerne plus de 95 % de la population rurale, que la pollution intérieure émanant des combustibles de cuisson et de chauffage provoque des affections qui coûtent la vie à plus de deux millions de femmes et d'enfants par an (selon l'OMS), que le renchérissement des cours du pétrole fait perdre leur assise économique à la majorité des pays et qu'en l'absence d'investissements colossaux dans des projets d'infrastructures, seul le développement des énergies renouvelables pourra pallier durablement les déficits énergétiques si néfastes à l'économie des Etats et des ménages, le lien devient évident.

L'on comprend alors aisément que la problématique que pose le déficit énergétique important dans les pays d'Afrique subsaharienne, articulée aux exigences du développement durable, focalise une bonne partie des options stratégiques d'Enda depuis déjà plus de deux décennies. Pour l'entité Enda Energie, faciliter l'accès aux ressources et services énergétiques est un des préalables du développement durable en Afrique. Cela permettrait d'améliorer les conditions de vie - notamment sanitaires et éducatives - des populations les plus démunies, de développer la mécanisation, la mobilité et la communication si nécessaires à l'activité économique, de renforcer la qualité de l'intervention publique et partant, de la bonne gouvernance.

L'année 2006 a permis à Enda Energie de poursuivre ses interventions dans le prisme de ses quatre axes stratégiques que sont :

1. la contribution à une meilleure connaissance des problèmes énergétiques et de développement de l'Afrique, d'un point de vue technique, économique, politique et socioculturel ;
2. la contribution à une meilleure compréhension des conditions d'accès aux services énergétiques favorables aux populations les plus défavorisées ;
3. la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre, par les pays africains, des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (Conventions " désertification ", " changements climatiques ", " biodiversité ", etc.) ;
4. l'analyse et la recherche de synergies entre les différents termes du triptyque Energie - Environnement - Développement, dans une optique de lutte contre la pauvreté (le " Développement d'abord ").

Connaissance des problèmes énergétiques africains

Pour Enda Energie, contribuer à une meilleure connaissance des problèmes énergétiques et de développement de l'Afrique, c'est précisément améliorer la connaissance des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, économique, politique, social et culturel. L'accroissement des besoins et les difficultés d'approvisionnement occasionnées par la hausse des cours du pétrole ont renforcé l'entité dans son option de poursuivre la recherche d'alternatives énergétiques. Une recherche consistant, d'une part, à intensifier les activités de lobbying et de plaider, afin d'influer sur la définition et l'application de politiques et autres mesures facilitant l'accès du plus grand nombre aux services énergétiques. Et d'autre part, en une action au niveau des sources d'énergie, dans le but de contribuer à la sécurité énergétique. Une contribution que rend possible le développement de technologies d'énergie renouvelable et d'outils d'évaluation des impacts des interventions énergétiques sur le développement. Parmi les alternatives les plus significatives ainsi dégagées, l'on peut noter :

- a) l'analyse de l'état des différentes expériences de diffusion des Foyers améliorés en Afrique de l'Ouest, dans une étude qui pose les contraintes entravant une diffusion massive, définit des objectifs, trace les lignes stratégiques et les actions visant une utilisation rationnelle de la biomasse traditionnelle ; et des lignes stratégiques élaborées suivant une analyse SWOT, de façon à couvrir tous les aspects relatifs à la réalisation des objectifs définis pour la diffusion massive et durable des Foyers améliorés (GNESD / Etude RETSII) ;
- b) la synthèse des études réalisées par les centres membres du GNESD (Global Network on Energy for Sustainable Development) sur les expériences des pays en développement dans le domaine des énergies renouvelables (dans le cadre de l'étude RETSI) a fait l'objet d'une publication spéciale sous forme de Résumé pour les Décideurs ("Lutte contre la pauvreté : les Energies Renouvelables peuvent-elles y contribuer de manière significative ? " *Bulletin Africain n° 16*) ; une synthèse, orientée sur l'atteinte des OMD, qui tire les leçons des différentes expériences en matière d'énergie renouvelable en Afrique, en Asie et en Amérique Latine, et couvre divers aspects, comme la promotion des usages productifs, l'électrification rurale et l'amélioration des conditions de vie des populations démunies ;
- c) le lancement d'une réflexion sur la problématique d'accès à l'énergie dans le milieu périurbain, rendu nécessaire par la volonté d'amener le ciblage des besoins des populations à être encore plus précis, a permis de dresser les profils énergétiques, de montrer les impacts des politiques et des réformes menées dans ce secteur sur les populations démunies, et de proposer des options d'amélioration de l'accès de celles-ci à l'énergie ;
- d) les premiers jalons d'une étude globale sur la sécurité énergétique ont été posés par Enda Energie qui l'a jugée nécessaire à une bonne compréhension de la conjoncture particulière liée à la hausse des cours du pétrole en 2006, et qui a ainsi élaboré une première note conceptuelle définissant les contours d'une recherche plus approfondie à mener dans le cadre du GNESD en 2007 ;
- e) l'analyse approfondie de bonnes pratiques en matière d'accès aux services énergétiques en Afrique de l'Ouest, a permis de cerner les meilleures pratiques susceptibles d'opérer un changement d'échelle en Côte-d'Ivoire, au Ghana, au Sénégal, au Mali et au Niger ; des pratiques portant sur les politiques d'accès à l'électricité, la promotion des combustibles domestiques, l'accès à la force motrice, la promotion de la promotion de l'accès au financement et le développement des microentreprises pour la fourniture des services énergétiques de proximité (Energizing Africa / GTZ).

Les activités de lobbying et de plaidoyer menées à un niveau international par Enda, justifiées par sa volonté d'influer sur les politiques, sont toutefois indissociables de son action d'évaluation des politiques énergétiques.

1. ENERGIE ET OMD

L'élaboration d'un outil d'évaluation des impacts des interventions énergétiques en Afrique a permis d'identifier le lien effectif entre l'amélioration de l'accès à l'énergie et les OMD (démonstration des liens de cause à effet à partir d'un catalogue des petits projets, identification des indicateurs d'évaluation sur la base d'études de cas sur les combustibles domestiques, l'électrification rurale et la force motrice, et étude de l'impact de l'utilisation des foyers améliorés) et rend désormais possibles l'adoption d'un cadre d'évaluation et le lancement d'un processus de formation sur l'outil (DEA / URC).

2. PARTENARIAT ENDA / BAD

Un important partenariat avec le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD-FINESSE), permet à Enda Energie de participer, conjointement avec AFREPREN (Kenya), au processus d'actualisation de la politique du secteur de l'énergie de la BAD. Ce qui a pour but 1) d'analyser les documents des politiques énergétiques des pays membres de la BAD et les documents des organisations régionales et internationales (Compendium), 2) d'élaborer un projet de " papier de position " faisant un état des lieux des différentes politiques énergétiques, ainsi que les gaps du document de politique du secteur de l'énergie de la BAD de 1994, et 3) de dégager en perspective l'élaboration d'un document de politique énergétique, comprenant une stratégie de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, et un plan de mise en œuvre. Ainsi, les travaux menés avec la BAD visent essentiellement à repositionner, du régional au local, les sources d'énergie renouvelable au cœur des alternatives énergétiques susceptibles de renforcer la sécurité énergétique des pays africains.

Au fur et à mesure que l'on améliore la connaissance des systèmes énergétiques, le partage et la diffusion de l'information scientifique sur les avancées significatives deviennent de plus en plus indispensables. C'est ce qui a justifié :

- 1) l'élaboration d'outils pédagogiques sur l'énergie durable, la définition des pistes d'intervention en matière de renforcement de capacités des pays francophones membres de la BAD dans le domaine de l'énergie durable, et l'organisation d'un atelier de formation en énergie durable ;
- 2) l'animation d'un atelier de formation sur les Systèmes d'information énergétique en Afrique (SIE-Afrique) à Niamey (Niger) en janvier 2006, avec comme objectif le développement des techniques de calcul des caractéristiques de tendance centrale et de dispersion à partir de séances de questions-réponses et d'exercices pratiques, avec les participants de trois pays (Sénégal, Bénin, Niger).

Accès aux services de base de l'énergie...

La mise en œuvre d'un mécanisme de microfinancement dans le cadre du projet AREED, le développement des biocarburants et l'utilisation de la bioénergie et des résidus, constituent les aspects les plus saillants des efforts menés dans le cadre de la problématique de l'accès du plus grand nombre aux services énergétiques, permettant ainsi à Enda d'atteindre plusieurs résultats significatifs.

- 1) La création d'entreprises, dans le cadre d'un projet relatif à l'amélioration de l'accès à la téléphonie en milieu rural par la diffusion des cabines GSM fonctionnant à l'énergie solaire. D'un montant d'environ 122'000 euros, le projet a porté le volume global du crédit accordé par AREED aux opérateurs sénégalais à environ 616'000 euros. Le suivi post-investissement des huit entreprises financées par AREED a permis de réorienter des stratégies de développement de marchés pour certaines d'entre elles. Six des huit projets portent sur le gaz butane, un sur la bioénergie (production d'électricité à partir de balles de riz dans la vallée du fleuve Sénégal) et un sur les aérogénérateurs.

- 2) Le développement des possibilités d'amélioration de l'utilisation de la bioénergie et de valorisation des résidus dans les PME du Sénégal et du Cameroun (ENEFIBIO / UE). Cela s'est traduit par la définition des profils énergétiques des Pme, à travers des enquêtes de terrain et des recherches d'options techniques d'efficacité énergétique pour les entreprises utilisant le bois énergie comme combustible de base, mais également la valorisation de la coproduction des résidus dans les entreprises qui les produisent au niveau de leur processus : recherche et recueil de fiches techniques sur les procédés industriels assurant une utilisation rationnelle de la biomasse dans les petites et moyennes entreprises en liaison avec des bureaux d'étude spécialisés en Europe (CRA-W, Belgique et ITEB, France). Pour ce faire, il a fallu organiser un dialogue politique sur l'identification et les mesures de levée des barrières non technologiques pour la mise en œuvre d'action d'utilisation efficace de la biomasse dans les petites et moyennes entreprises (juillet 2006), ainsi que deux (2) sessions de formation sur les études de pré faisabilité et de faisabilité (septembre et décembre 2006) à l'attention d'une douzaine de bureaux d'études camerounais et sénégalais. Ces sessions d'échange et de renforcement des capacités des bureaux d'études ont cherché à favoriser le développement des projets bioénergie, ouvrant ainsi la perspective d'un projet de valorisation de la balle de riz dans la vallée du fleuve Sénégal, objet d'une étude de faisabilité, qui sera soumis au processus de financement de AREED. Qui plus est, des fiches sur les technologies matures disponibles permettront d'alimenter une base de données spécifique, afin de développer, au sein même d'Enda, un centre de ressources sur la bioénergie (Enda TM / CRETAS / UEMOA).

Atelier de formation ENEFIBIO, organisé par Enda à Saly (Sénégal) en septembre 2006



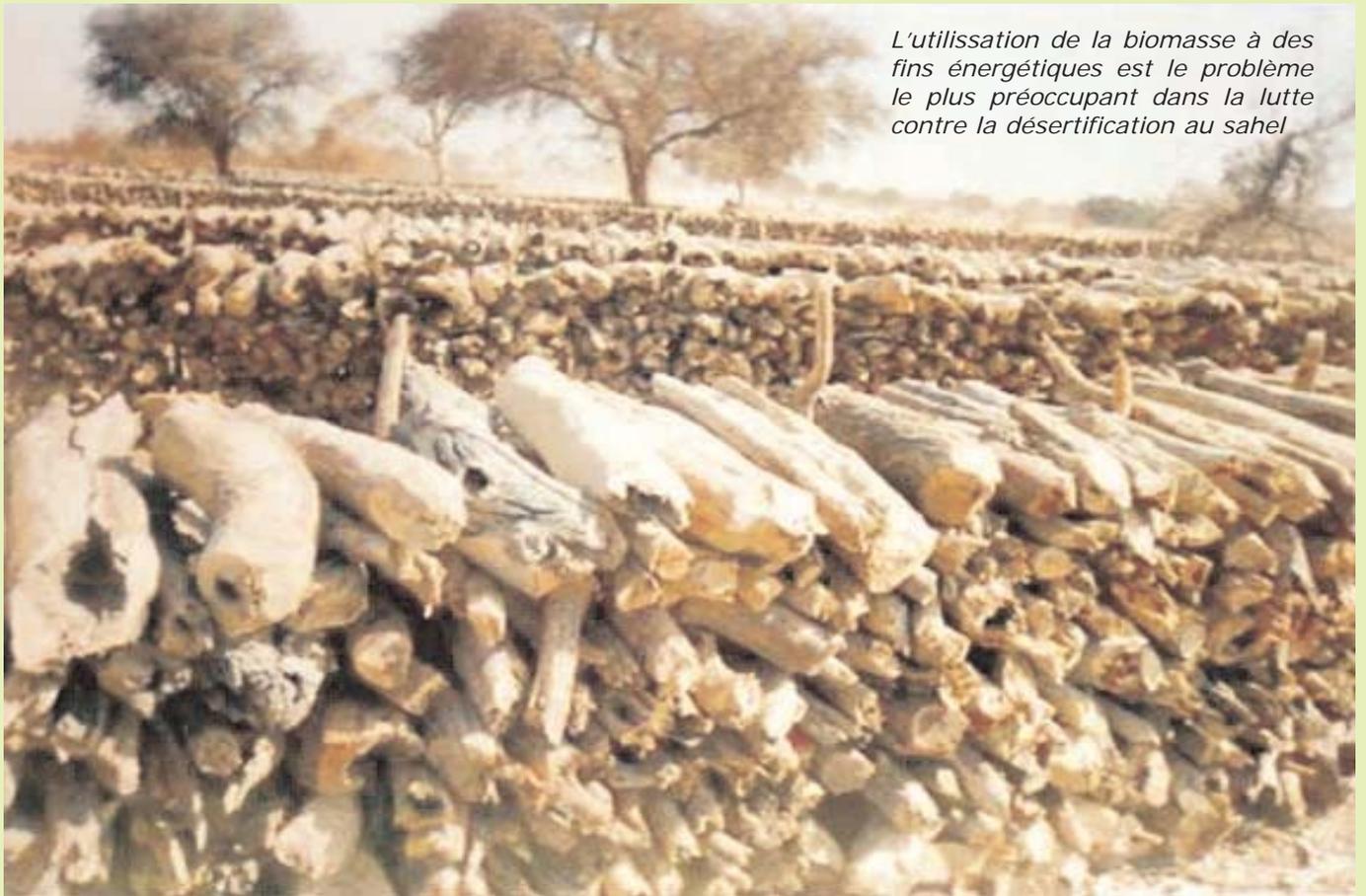
- 3) Le développement des biocarburants qui suscitent actuellement beaucoup d'intérêt et d'espoir à travers le monde, a justifié l'organisation d'une série de séminaires internes d'information, ayant pour finalité de faire le point sur la technologie existante, les différentes expériences menées en Afrique et la préparation d'un papier de position.
- 4) La création de l'Association africaine des producteurs de biocarburants (AABD) au sein de l'espace UEMOA, offre aujourd'hui un intéressant cadre de concertation et de partage des expériences réussies, qui a été facilité par Enda, en marge de l'atelier sous-régional de validation de l'étude de " Ethanol-Gel fuel comme substitut aux combustibles domestiques ".

Accords multilatéraux sur l'environnement

Ces dernières années, Enda a renforcé son rôle et sa place dans la mise en œuvre des Conventions sur l'environnement, en particulier sur les changements climatiques. Le " *Climate Change Capacity Development* " (C3D/Enda) prend actuellement une place prépondérante en Afrique, que ce soit sur la Vulnérabilité - Adaptation, le Mécanisme de développement propre ou la problématique des Gaz à effet de serre. Une douzaine de points peuvent servir à mesurer la contribution d'Enda Energie à l'élaboration et à l'application des Accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

1. Le développement de la recherche-action-formation a permis à Enda de répondre aux besoins des utilisateurs ciblés et d'être en phase avec les autres initiatives de renforcement des capacités dans le domaine du climat. Pour s'assurer que l'outil de formation est efficace et que ses futures activités de formation recoupent ces deux exigences, Enda Energie a participé à une réunion stratégique à Paris (février 2006). Ont également pris part à cette rencontre les représentants du Groupe consultatif d'experts de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) chargés de fournir les programmes de renforcement de capacités de la Convention, le programme de soutien des Communications nationales du PNUD-FEM, le Programme hollandais d'assistance sur le climat (NCAP) et le Secrétariat de la CCNUCC. Cela a permis à Enda de présenter une vue d'ensemble de son manuel de formation et de recevoir les réactions des représentants de ces différentes structures. Ainsi, les partenaires de C3D ont pu discuter de leurs activités pour les trois prochaines années et de leurs contributions potentielles au travail du Groupe consultatif d'experts.
2. Grâce à la construction de la version définitive de l'outil pédagogique pour les études de V&A, Enda dispose maintenant d'un outil de formation relativement complet constitué de 5 modules, avec des modules théoriques (sur les cadres, méthodes et outils pour les études de V&A), et des études de cas concrets autour de thématiques diverses comme les désastres naturels, les zones côtières ou la sécurité alimentaire. Des exercices complètent l'outil de formation. L'ensemble des modules a été traduit en anglais, et ensuite distribué à l'occasion de la 12e Conférence des parties (COP) à Nairobi où Enda a connu un franc succès. L'outil pédagogique de formation a aussi été distribué auprès des représentants d'une vingtaine de pays présents à Nairobi (Ministères, Directions de l'Environnement, Centres de recherches et Points focaux changements climatiques). Par ailleurs, cet outil alimente la plate-forme de collaboration C3D (www.c3d-unitar.org) et est directement accessible en ligne à l'adresse suivante : (<http://energy.enda.sn> - rubrique " Matériel de formation Changements Climatiques").
3. La sensibilisation et le renforcement des capacités de la société civile et des décideurs locaux constituent quelques uns des principaux objectifs de l'année 2006. Par la mise à la disposition des décideurs locaux d'un mémento sur le développement et le climat, Enda a cherché à aller de pair avec les parties prenantes, dans l'organisation d'un atelier avec les décideurs locaux (en juin) pour les familiariser avec la notion de changement climatique, évaluer leurs besoins en information sur les changements climatiques, discuter des différents impacts de ces changements climatiques et de la nécessité d'en tenir compte lors de l'élaboration des plans locaux de développement pour un développement durable. Des décideurs locaux du Sénégal, du Mali, de la Mauritanie et du Burkina Faso ont participé à l'exercice et le mémento est en cours d'élaboration.
4. L'appui technique à plusieurs pays ouest-africains pour l'élaboration de leurs Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) ou de la 2e Communication initiale dans le cadre de la CCNUCC a permis l'élaboration de ces documents nationaux (par les équipes nationales) et a requis, dans la plupart des cas, des appuis techniques spécifiques de la part d'Enda, comme :
 - la formation d'une équipe d'experts mauritaniens sur l'évaluation Vulnérabilité - Adaptation pour l'élaboration de leur 2e Communication nationale (octobre 2006) ;
 - l'élaboration des termes de référence pour l'évaluation de la vulnérabilité et de l'adaptation, en vue du démarrage de la 2e communication nationale du Sénégal (en juillet 2006) ;
 - l'atelier du *National Communications Support Programme* sur le démarrage des activités pour la 2e communication nationale des pays africains à Pretoria (en septembre 2006), et en particulier sur les études de Vulnérabilité - Adaptation ;
 - La coordination du forum de discussion sur les PANA organisé par le réseau *Linking Climate Adaptation - LCA network* - (en février 2006).

5. La participation aux réunions de la CCNUCC a également été déterminante, car la mise en œuvre de la Convention Climat est l'objet, depuis ses débuts, de nombreux questionnements auxquels les organisations de la société civile tentent d'apporter des réponses. Dans ce cadre, Enda a participé à la réunion des organes subsidiaires qui s'est tenue à Bonn (en mai 2006) et à la 12e Conférence des parties (COP) tenue à Nairobi (en novembre 2006) où Enda a animé un stand d'exhibition pendant toute la durée de la COP, avec comme thème principal : "Comment intégrer le climat et le développement ? Expériences dans les Pays les Moins Avancés (PMA), en particulier l'adaptation dans le domaine de l'agriculture, de la santé, des établissements humains et de l'énergie".
6. Enda a participé au processus de sélection des 6 projets pilotes africains, dans le cadre de *Advancing Capacity to Support Climate Change Adaptation (ACCCA)*. Les propositions complètes sont actuellement disponibles et un atelier de démarrage était prévu à Ouagadougou en janvier 2007, faisant ainsi suite au projet AIACC qui est maintenant coordonné par UNITAR et dont Enda est partenaire.
7. Le renforcement des capacités des négociateurs africains sur les changements climatiques, pour les pays francophones d'Afrique de l'Ouest, a été possible à travers le programme de l'ECBI (*European Capacity Building Initiative*) qui comporte trois volets : 1) un programme de bourse initié depuis 2005 et ouvert uniquement aux négociateurs de haut niveau ; 2) un programme d'analyse politique qui s'intéresse aux questions relevant d'une importance majeure pour les négociateurs (actuellement les sujets traités portent sur l'analyse de la faiblesse du Mécanisme de développement propre et de l'avenir de l'élaboration des PANA dans les PMA) ; 3) un programme d'ateliers dans les pays du Sud, dont celui de Bamako (en octobre 2006) à la veille des COP, pour renforcer les capacités de négociation des délégations et leur permettre de mieux comprendre l'intérêt de leur groupe d'appartenance pour pouvoir le défendre.
8. Le renforcement des capacités dans " l'Utilisation du Mécanisme de développement propre pour promouvoir des services énergétiques durables en Afrique " qui est une activité réalisée conjointement par le Centre Risoe du PNUE, le Fonds carbone de développement communautaire de la Banque Mondiale et le PNUE. Un projet qui vise à favoriser le service énergétique à travers l'élaboration des projets de Mécanisme de développement propre et dans lequel Enda, en tant que centre régional, est souvent sollicité dans les activités de renforcement des capacités pour accompagner et aider les pays d'Afrique Subsaharienne dans la mise en œuvre des activités de MDP. Enda a organisé, en partenariat avec Ecoenergy (Washington DC) et Malifolk Center (Mali), une série d'ateliers pour le compte du Mali, ciblé par les agences de réalisation et de management de ce programme.
9. La recherche *Kyoto : Think Global - Act Local ou comment impliquer concrètement les populations*, a consisté à mesurer le carbone des forêts communautaires gérées par les populations, dans les régions de l'Afrique de l'Ouest, de l'Est et dans la zone montagneuse de l'Himalaya en Asie. Cette activité est construite sur un partenariat entre l'Université Twente, à travers l'institut TDO/ITC, Enda Energie, l'Université de Tanzanie et ICIMOD au Népal. Pour cette 3e phase qui s'achève, le projet a pu consolider les acquis des phases précédentes, orienter les activités de terrain en collaboration avec les populations locales et coordonner ces activités en rapport avec son instance de coordination internationale.
10. L'Inventaire des gaz à effet de serre (IGES) dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture constitue l'une des obligations des pays en développement à la Convention, qui doivent l'établir dans le cadre de leurs Communications nationales. Appuyés par la Communauté internationale, les pays bénéficient de programme de renforcement de capacités dans ce domaine, en particulier celui du PNUD/FEM, destiné à quatorze pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Un programme qui s'est achevé par une session de formation à Niamey à laquelle Enda a apporté sa contribution pour mieux comprendre et profiter des meilleures directives d'orientation en matière d'amélioration du recueil des données et des facteurs d'émissions pour la préparation des inventaires des GES (Gaz à effet de serre).
11. L'appui à l'UNFCCC pour la revue et la traduction des " Handbooks " en IGES a consisté à conduire une revue technique qui tienne compte des terminologies nouvelles et anciennes des " Handbooks " du manuel de l'IGES de l'UNFCCC. Les résultats de ce travail sont disponibles sur CDRom édité par le Secrétariat de la Convention sur les changements climatiques et présenté lors de la 12e COP de Nairobi.



L'utilisation de la biomasse à des fins énergétiques est le problème le plus préoccupant dans la lutte contre la désertification au sahel

12. L'animation d'organisations de la société civile et de réseaux d'ONG est également l'un des aspects essentiels du travail d'Enda. Parmi ces réseaux, le *Regional and International Networking Group (RING)* est particulièrement important en ce qu'il regroupe 14 organisations régionales et internationales, ainsi que des organisations et instituts de recherche et de dialogue politique partageant le désir d'encourager les débats et d'influer sur les politiques de développement durable.

“Le développement d’abord...”

Le slogan " le développement d'abord ", c'est à la fois une analyse et une recherche de synergies entre Energie, Environnement & Développement, dans une optique de lutte contre la pauvreté. La volonté de rapprocher les préoccupations environnementales actuelles des plans de développement en Afrique doit permettre la réalisation progressive de l'objectif de durabilité dans les choix de développement, à savoir : efficient au plan économique, sain au plan environnemental, équitable au plan social et cohérent au plan institutionnel. L'analyse des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) constitue actuellement une entrée incontournable pour aborder les opportunités actuelles en matière d'énergie et d'environnement. Elle permet de proposer des approches multisectorielles et décentralisées pour le développement. Mais, face à la multiplication des AME, la priorité, nul ne le conteste, doit rester aux objectifs de développement (" Le développement d'abord ") et les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) sont là pour le rappeler. Le défi est d'intégrer ces accords dans les plans de développement ou encore de faire en sorte qu'ils deviennent des facteurs de développement durable. Ces accords doivent permettre de développer, dans les pays africains, des actions structurantes à long terme, c'est-à-dire d'intervenir, par exemple, en amont sur le " trend " des futures émissions de GES en privilégiant, dès maintenant, des choix d'infrastructures économes en carbone, que ce soit dans le domaine de la construction, de l'énergie, des transports, de l'urbanisme, etc.

Dans ce cadre, Enda a appuyé le Comité intersectoriel de mise en synergie du secteur de l'énergie avec les autres secteurs de la lutte contre la pauvreté (CIMES), pour la préparation d'un plan d'action, dans le cadre de l'initiative de la CEDEAO. Enda continue à appuyer la Direction de l'énergie pour la prise en compte de la dimension énergie dans le Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) du Sénégal. Cette même activité est menée en Gambie où Enda appuie la Direction de l'énergie et le Comité multisectoriel national, sur le

processus de la Facilité énergie de l'Union Européenne, ainsi que dans l'analyse de la prise en compte de la dimension énergie dans le DSRP de la Gambie.

L'approfondissement des causalités entre Développement, Énergie et Climat a été poursuivi en 2006, en partenariat avec l'*Unep Risoe Center (URC, Denmark)* et s'est concentré sur 1) la collecte des données sur les indicateurs de développement durable du Sénégal et leur report sur tableur, en vue de réaliser des projections pour les années 2010, 2020, 2030 ; 2) l'analyse des politiques de réformes du secteur de l'énergie par rapport au développement ; 3) l'organisation d'un dialogue politique sur la thématique développement, énergie et climat, qui a regroupé une quinzaine d'experts provenant de secteurs variés, afin d'analyser les interrelations entre les différentes options énergétiques et les politiques nationales de développement, en intégrant les effets des changements climatiques.

Pour mieux cerner le lancinant problème du développement et du climat, la Communauté internationale a lancé plusieurs programmes durant ces dix dernières années. Celui de *Netherlands Environmental Agency* porte notamment sur la réalisation d'études de cas dans 6 pays en développement (Afrique du Sud, Bangladesh, Brésil, Chine, Inde et Sénégal) cherchant à établir un lien quantitatif et qualitatif entre les programmes nationaux de développement et l'agenda du développement durable incluant les politiques d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. Ce programme *Development and Climate* est réalisé avec la collaboration de chercheurs du Nord comme du Sud, d'organismes de développement et d'universitaires, et outre les travaux de recherche, a permis tout un ensemble d'ateliers d'échanges : le premier, organisé en septembre 2004 à Delhi, portait sur les questions du financement des stratégies intégrées de développement et de climat. Le deuxième, organisé par Enda, en novembre 2005, soulevait la problématique du développement rural : le rôle de l'eau, de l'agriculture et de la biomasse. Le troisième, qui s'est tenu en 2006 à Paris, s'est intéressé à l'aspect politique. Enda a, sur ce programme, assuré les travaux pour l'Afrique de l'Ouest et, plus particulièrement, pour le Sénégal.

La dimension " Genre " s'est renforcée dans les activités d'Enda Energie, tant au niveau national qu'international. L'énergie a été, au cours de l'année 2006, l'un des 4 thèmes de la 14e session de la Commission sur le développement durable (CDD 14) qui a identifié le groupe des femmes comme un groupe majeur. La session de revue, prévue en 2007, avec la CDD-15, entend faire le point sur les avancées enregistrées dans les différentes thématiques, en particulier sur les femmes et l'énergie. L'approche transversale est conduite en relation avec les changements climatiques et la désertification qui, dans certaines conditions, placent les populations dans des situations de vulnérabilité aiguë.

Séance d'information et de sensibilisation de populations rurales au Tchad



L'accent ayant porté sur la sensibilisation, la formation et l'analyse des politiques, l'objectif est de parvenir à l'information d'un plus grand nombre d'acteurs, sur la nécessité de corréliser le genre et l'énergie pour la réalisation d'objectifs nationaux majeurs. Dans cette optique, une rencontre d'information a été organisée le 28 mars 2006, en prélude à la 14^e session de la Commission sur le développement durable, afin d'asseoir le débat et de mettre en place un cadre national de concertation. Une formation régionale francophone de formateurs sur genre et énergie, a par la suite été organisée (en août 2006) dans le but d'augmenter le nombre de praticiens capables de s'approprier la problématique. Ils seront à leur tour chargés de démultiplier la formation au niveau de leurs pays et de contribuer au renforcement d'un réseau régional francophone genre et énergie en Afrique de l'Ouest.

En définitive, replacer le développement au cœur des priorités africaines peut aujourd'hui paraître banal. C'est pourtant, dans le courant de mondialisation actuelle où la communauté internationale se fixe des objectifs minimums de lutte contre la pauvreté (OMD), ce qui est le moins perceptible dans l'ensemble des décisions prises, tant au niveau national qu'international. En effet, au-delà des objectifs eux-mêmes, c'est la pérennité des actions et leur prise en charge à long terme par les populations, qui sont en jeu. C'est donc vers les modalités et les conditions de mise en oeuvre des politiques et des activités, à la fois économiques, sociales et environnementales, qu'il faut mettre l'accent.



Le stand de Enda à la COP 12 de Nairobi, en novembre 2006



2

Gestion des ressources naturelles

L'exploitation et la préservation des ressources naturelles soulèvent dans les pays du Sud des problèmes ardues aux déterminants socioéconomiques complexes. En effet, la pauvreté conduit souvent à des modes d'exploitation non viables et à la dégradation de l'environnement, mettant ainsi en péril des écosystèmes fragiles. Dépourvus d'une représentation politique ou économique suffisante, les personnes démunies subissent de façon disproportionnée les contrecoups de la surexploitation et de la dégradation des ressources naturelles.

C'est pourquoi l'action d'Enda en matière de Gestion des ressources naturelles (GRN), entre dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, où recherche-action, formation des acteurs, animation des réseaux et interventions ponctuelles sur le terrain se complètent et se renforcent mutuellement.

Depuis sa création en 1984, **Enda Dominicana**, basé à Saint-Domingue (République dominicaine), s'est beaucoup investi dans le développement de projets d'agriculture intégrée marqués essentiellement par l'exploitation rationnelle du bois de sciage, que seules rendent possible et durable la création de pépinières et la reforestation. En 2006, cette entité d'Enda a permis à la Fédération paysanne *Sambara* et aux associations de producteurs agroforestiers, parties prenantes et copropriétaires du *Programme Agroforestier* en République dominicaine, de créer une entreprise forestière autogérée de sciage fonctionnel, qui a pu fournir des services sociaux de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.) à plus de 1800 familles paysannes, grâce aux bénéfices générés par l'activité.

Enda Dominicana a aussi poursuivi, à Haïti, la mise en œuvre de son *Programme Agroforestier* qui consiste notamment en un accompagnement de plusieurs organisations paysannes, destiné à leur fournir tous les moyens (techniques, financiers, méthodologiques et organisationnels) pouvant leur faciliter l'atteinte d'un développement agroforestier adapté à l'environnement et autogéré. L'option prise par Enda d'étendre le projet à Haïti, pour la période comprise entre juin 2002 et mai 2006, a facilité l'intégration de nouvelles techniques agroforestières, assortie d'un échange et d'un enrichissement mutuel entre organisations paysannes, techniciens en GRN et institutions d'encadrement des deux pays.

Dans le but d'enrichir sa démarche, Enda Dominicana a dégagé plusieurs possibilités de changement d'échelle, avec la prospection de nouveaux champs d'intervention dans le domaine de la GRN, comme :

- l'élaboration de la proposition pour le Réseau national de forêts modèles ;
- l'élaboration de la proposition pour la Gestion des catastrophes naturelles ;
- l'élaboration de la proposition pour l'entreprise Coopérative forestière nationale ;
- la vente de permis d'émission de CO².



Enda Graf Sahel, basé à Dakar (Sénégal), a poursuivi la mise en œuvre de son *Programme d'aménagement concerté du Plateau de Thiès* dont l'enjeu principal consiste en la mise en place d'un cadre de concertation intercollectivités pour gérer les interdépendances. En effet, le Plateau de Thiès (Sénégal), qui regroupe les villages ciblés par le projet est confronté à une dégradation avancée : érosion, disparition du couvert végétal et baisse de la fertilité des sols. La dégradation des ressources naturelles des villages résulte ainsi en grande partie de la perte des terres agricoles au profit de la ville de Thiès qui s'étend sur les périphéries communautés rurales. Le projet a organisé au profit de 100 villages de six collectivités locales, une dizaine d'ateliers de diagnostic et de planification environnementale. Ces ateliers ont associé paysans, services techniques agricoles, élus et ONG intervenant dans la zone du projet, avec pour but principal de doter 100 villages d'un plan de gestion des terroirs sur la base de l'identification des ressources naturelles disponibles et de l'analyse des pratiques d'exploitation de ces ressources. Du diagnostic et des solutions préconisées, les 100 villages ont pu constituer chacune un comité de gestion de terroirs villageois et entreprendre des actions pour promouvoir de bonnes pratiques en matière de restauration et de protection des sols, de reboisement, de techniques de fertilisation biologique et de dispositifs anti érosifs.

La cohabitation entre la ville de Thiès et les communautés rurales situées à son pourtour, a engendré de multiples dysfonctionnements qui n'ont pas été pris en compte en amont par les décideurs municipaux, régionaux et nationaux. Le programme compte s'appuyer sur les réseaux interpaysan pour entretenir des contacts avec la mairie de la ville de Thiès, le conseil régional et les différents ministères que la mise en oeuvre du programme pourrait interpeller. Ce dialogue politique vise à instituer un cadre intercommunal d'interpellation réciproque qui a pour rôle de décloisonner les acteurs, de trouver une cohérence entre toutes leurs initiatives et de contribuer à la résolution des conflits de chaque entité territoriale décentralisée.

Ces cadres de concertation ont été indispensables pour souligner les interdépendances environnementales, économiques et sociales entre les activités des uns et les situations vécues par les autres. Ils ont permis de construire une vision commune des enjeux sur le plateau et sa déclinaison en un schéma directeur d'aménagement consensuel. La démarche du programme est la suivante :

1. recherche et enquêtes pour améliorer la connaissance des dynamiques géomorphologiques, environnementales, sociétales et politiques du Plateau ;
2. valorisation des initiatives, afin que les différents acteurs construisent ensemble la connaissance à travers des dispositifs d'information et de communication adaptés permettant de se mobiliser pour agir consciemment à l'échelle du Plateau ;
3. mise en réseau des acteurs, concertation et création d'une intercollectivité (cette dimension prévoit la traduction de vision partagée en schéma directeur et dans des plans locaux de développement plus adaptés aux enjeux du Plateau) ;
4. mise en place d'un dispositif de gestion concertée, qui définit les règles et les modes de décision pour une meilleure exploitation et valorisation du Plateau.

Depuis plusieurs années, **Enda Maghreb**, basé à Rabat (Maroc), met en œuvre quatre initiatives de développement durable consacrées totalement ou en partie à la GRN :

1. le programme *Appui aux initiatives de gouvernance environnementale et territoriale*;
2. le *Projet de gestion participative des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au niveau des zones arides et semi arides au Maghreb* ;
3. le *Projet de gestion participative des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au niveau des zones arides et semi-arides au Maghreb* ;
4. le *Projet de conservation des écosystèmes des zones humides et côtières de la région méditerranéenne : SIBE de la Moulouya (projet Medwetcoast)*.

Le *Programme Appui aux initiatives de gouvernance environnementale et territoriale* est mis en œuvre depuis juillet 2004, en partenariat avec les acteurs locaux et avec le soutien financier de la Coopération suisse. Il vise à renforcer les modalités de gouvernance environnementale et territoriale, afin d'améliorer le cadre et les conditions de vie des communautés urbaines et rurales à l'échelle de deux collectivités territoriales, c'est-à-dire la Région Rabat-Salé- Zemmours-Zaër et la Province d'Essaouira. Les principaux objectifs de ce programme s'inscrivent dans la continuité des actions menées par Enda Maghreb à l'échelle de ces deux territoires et visent à :

1. améliorer les pratiques de gestion durable des ressources forestières et dérivées ;
2. créer des opportunités d'emplois et de revenus au profit des jeunes et des groupes féminins, à travers les filières du tourisme rural et de GRN ;



3. pérenniser sur les plans institutionnel, technique et organisationnel les procédés de traitement alternatif des déchets solides municipaux (DSM) ;
4. impliquer les différents acteurs locaux dans le processus participatif d'identification et de planification des priorités du développement local.

Dans le cadre du programme, les efforts d'Enda se sont focalisés sur le renforcement des centres de traitement des déchets solides municipaux de Oulmès et de Tiflet, et l'identification d'opportunités d'emploi à Oulmès, ainsi que dans l'arrière-pays d'Essaouira, sur la base d'un usage rationnel des ressources naturelles et de la valorisation des ressources du territoire. Une approche intégrée de la réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles, essentiellement forestières, à l'échelle des territoires d'Oulmès et d'Essaouira, nécessite la prise en compte des potentialités susceptibles d'être valorisées. Dans cette perspective, au-delà des actions de conservation stricto sensu et des actions de sensibilisation centrées sur la préservation des ressources forestières, le programme a axé son intervention sur le soutien au développement d'initiatives économiques privilégiant la valorisation des ressources de la biodiversité, ainsi que des potentialités naturelles (paysages) et culturelles des régions concernées.

Ainsi, l'intervention d'Enda Maghreb a inclu, d'une part, l'organisation d'actions de sensibilisation des ressources forestières (activités d'éducation à l'environnement et campagnes de reboisement à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de l'arbre le 21 mars) et d'autre part, l'appui aux différentes filières de valorisation des produits locaux et au tourisme rural, considéré comme un axe structurant du développement des territoires.

Le *Projet de gestion participative des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au niveau des zones arides et semi-arides au Maghreb*, a axé son intervention dans la continuité du *Projet de renforcement de l'implication de la société civile dans la mise en oeuvre du plan d'action national de lutte contre la désertification* (achevé en 2004), mis en oeuvre au Maroc par Enda, avec le soutien du Mécanisme Mondial. Il inscrit les actions d'Enda Maghreb dans une perspective régionale, en permettant d'élargir à l'Algérie et à la Tunisie l'intervention menée au Maroc dans le domaine de la lutte contre la désertification. Il vient, par ailleurs, consolider les activités de lutte contre la désertification menées localement par Enda Maghreb à Essaouira, Taza et Chefchaouen, dans le cadre de différents projets et programmes. Il contribue enfin à la dynamique de travail en réseau dans laquelle s'inscrit Enda,



Vue panoramique sur une oliveraie située sur les contreforts montagneux de l'Atlas marocain

à travers l'animation du réseau d'associations de lutte contre la désertification (RIOD), en tant que point focal national, et la participation au Réseau Arabe d'Agriculture Durable (RAAD).

De manière générale, le projet s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des programmes d'action nationaux de lutte contre la désertification dans les pays du Maghreb et contribue à une gestion durable des ressources naturelles et à l'amélioration des conditions de vie des communautés vivant dans les zones arides et semi arides.

Il s'articule autour d'un volet opérationnel et d'un volet de renforcement des capacités, avec trois objectifs :

1. identifier et mettre en œuvre des techniques novatrices de lutte contre la désertification et de restauration des zones dégradées à l'échelle des oasis, des forêts et des zones de parcours ; les techniques qui seront mises en place privilégieront l'articulation avec l'atténuation de l'effet des facteurs induisant des changements climatiques et contribueront à la conservation de la biodiversité ;
2. renforcer les capacités des acteurs associatifs dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets participatifs de lutte contre la désertification au niveau local ;
3. animer une dynamique d'échange, de travail en réseau et de capitalisation à l'échelle nationale et sous-régionale.

Le projet s'articule autour de deux volets :

1. un volet opérationnel orienté vers l'action de proximité, consistant en l'appui à des projets à plus-value environnementale ou socioéconomique, identifiés comme prioritaires par les associations locales au Maroc, en Algérie et en Tunisie, dans les domaines de lutte contre la désertification ;
2. un volet de renforcement des capacités d'innovation et d'échanges d'expériences et d'expertises des différents acteurs du développement des pays du Maghreb (Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie et Libye), en appui au volet opérationnel et aux stratégies nationales respectives de lutte contre la désertification.

Le volet opérationnel est réalisé au Maroc, en Algérie et en Tunisie autour de l'identification et l'application de techniques novatrices de lutte contre la désertification et de restauration

des zones dégradées à l'échelle des écosystèmes affectés (en priorité les oasis, forêts et zones de parcours). Le volet renforcement des capacités s'attachera à renforcer le rôle de la société civile maghrébine (réseau ROM-LCD et réseau RIOD) dans la mise en œuvre de la convention des Nations Unies de Lutte Contre la Désertification et des Plans d'action nationaux qui en découlent. Ainsi, quatre ateliers nationaux et un atelier régional de débats et d'échanges ont été organisés en 2006. A l'échelle des trois pays, des actions physiques de lutte contre l'ensablement et l'érosion, des sessions de sensibilisation et de vulgarisation sur les pratiques d'agriculture durable ont été organisées, et des actions de communication ont été organisées.

Le *Sous-programme d'Appui au Plan d'Action National de lutte contre la désertification (SA-PAN)* est une des 5 composantes du *Programme d'appui à la lutte contre la pauvreté rurale, la désertification et les effets de la sécheresse (PAL-PDS)* mis en œuvre au Maroc, et dont l'objectif global est de contribuer à l'opérationnalisation des principes de la Stratégie nationale de Développement Rural du Maroc à l'horizon 2020. Mené en partenariat entre l'Agence de Développement Social, l'Agence pour le Développement des Provinces du Nord (APDN), le Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche maritime, le Haut-Commissariat aux Eaux & Forêts et à la Lutte contre la désertification, le SA-PAN appuie essentiellement la mise en œuvre de deux axes faisant partie des quatre catégories d'actions préconisées par le PAN : 1) le renforcement de l'environnement politique, législatif et institutionnel, et 2) le renforcement des capacités des acteurs du gouvernement et de la société civile.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme SA-PAN dans les régions du Rif central, l'Agence Nationale pour la Promotion et le Développement des provinces du Nord du Royaume a délégué à Enda Maghreb l'exécution opérationnelle du *Sous-Programme d'Appui à la mise en œuvre du Plan d'Action National de Lutte Contre la pauvreté et la Désertification*. L'objectif principal demeure la lutte contre la pauvreté rurale et contre la désertification dans la région montagnarde du Rif central et se décline en plusieurs composantes :

1. l'appui à l'émergence d'une dynamique participative et partenariale de développement rural et de gestion intégrée et durable des ressources naturelles des terroirs de la montagne du Rif ;
2. l'amélioration des conditions de vie et des revenus des communautés montagnardes;
3. le renforcement des capacités d'expertise et d'intervention des acteurs du développement local ;
4. la production et la diffusion d'un modèle de bonnes pratiques en matière de lutte contre la pauvreté et la désertification dans les zones de montagnes défavorisées au Maroc.

Suite à l'identification des *douars* d'intervention, l'action d'Enda Maghreb s'est articulée autour de deux axes :

1. l'appui à l'émergence d'une dynamique participative et partenariale de développement rural et de gestion intégrée, avec l'implication des acteurs locaux dans la formulation concertée d'orientations stratégiques pour le développement des *douars*. Il consiste à élaborer des Plans de Développement de Douar (PDD) pour chacun des 3 douars concernés par l'intervention.
2. la réalisation d'actions prioritaires ou facilitatrices, identifiées lors de la phase de diagnostic et concernant la gestion conservatoire des ressources et des milieux naturels, ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de revenus des communautés montagnardes.

Le *Projet de conservation des écosystèmes des zones humides et côtières de la région méditerranéenne : SIBE de la Moulouya (projet Medwetcoast)* a été mis en œuvre durant trente mois (juillet 2004 - décembre 2006) au niveau de l'embouchure du fleuve Moulouya, situé sur la côte méditerranéenne, à proximité de la frontière avec l'Algérie. L'exécution de ce projet a été confiée à Enda Maghreb dans le cadre du projet régional MedWetCoast (financé par le PNUD/GEF, l'Agence Française de Développement et le FFEM).

L'intervention a permis de contribuer à l'aménagement, la protection et la valorisation de ce site d'intérêt biologique et écologique de 2700 hectares. Le SIBE de la Moulouya abrite en effet un écosystème tout à fait particulier, où l'on trouve une grande diversité d'espèces, dont certaines sont endémiques et absolument uniques (notamment les populations de reptiles). Ainsi, cet espace s'intègre pleinement et de manière significative dans l'ensemble du patrimoine écologique et biologique méditerranéen.

MedWetCoast



Par conséquent, le maintien ou la disparition des écosystèmes en présence (qui s'expriment selon des variables locales telles que la couverture végétale des dunes, le niveau d'ensablement des zones humides, la diversité des cortèges floraux, etc.) influent sur des variables globales de biodiversité et physicochimiques. Or, des risques et des pressions importantes pèsent sur cet écosystème humide et ont plaidé en faveur d'une action urgente visant à sa protection et au contrôle de la fréquentation du site. La principale menace, venant s'ajouter et accentuer les phénomènes naturels d'érosion, est anthropique. L'affluence estivale, bien que saisonnière, laisse des marques et des cicatrices irréversibles sur le SIBE : érosion du cordon dunaire par piétinement, diminution de la fréquentation des oiseaux migrateurs dérangés par la pollution sonore et physique des zones humides, destruction du couvert végétal par le passage des véhicules, etc. La construction d'un complexe touristique à proximité du SIBE (d'une capacité de 28 000 lits) laisse présager de l'évolution de la fréquentation du SIBE dans les années à venir et confirme la nécessité d'engager dès à présent une démarche de protection et de sensibilisation de la population, démarche qui s'inscrit par ailleurs dans un processus visant à préparer l'évolution de cet espace en Parc Régional.

لنحمي طيور مصب ملوية

Protéger les écosystèmes des zones humides et côtières du Maroc



3 Agriculture et développement rural



La caractéristique principale de la plupart des pays du Sud, c'est qu'ils restent des pays agricoles à forte composante rurale. En Afrique de l'Ouest, plus de 70 % de la population de pays comme le Sénégal vivent d'élevage, d'agriculture, de pêche et d'exploitation des ressources forestières. L'explosion urbaine qui a drainé une bonne partie de la population rurale vers les centres urbains, n'a pas encore inversé la tendance qui est que la majorité de la population vit toujours en milieu rural. Qui plus est, dans la plupart des villes, l'agriculture demeure la première activité économique, alors que la transition amorcée ne s'accompagne pas de changements répondant aux demandes sociales des populations. L'évolution de l'activité économique demeure marquée par une exclusion ou une marginalisation de large franges de la population, en majorité agricole, rurale, jeune et d'un faible niveau d'instruction.

Cette situation fort préoccupante a justifié à Enda le choix de privilégier une entrée rurale dans la stratégie de lutte contre la pauvreté. Ce choix ne repose nullement sur une sous-estimation des autres secteurs, comme l'économie populaire urbaine, bien au contraire. Mais, elle se fonde uniquement sur un constat fondamental : la pauvreté est un phénomène largement rural et agricole. Autrement dit, seule une croissance agricole élevée, axée sur la petite agriculture familiale, sera en mesure d'aboutir à une réduction rapide et durable de la pauvreté, avec son corollaire de mesures environnementales rigoureuses, liées à la gestion des ressources naturelles, ainsi qu'à la diffusion et à l'adoption de pratiques culturelles agro-écologiques et adaptées.

Enda Pronat, basé à Dakar (Sénégal), est une entité née d'une préoccupation largement partagée en ce qui concerne l'agriculture africaine, le souci d'informer, de sensibiliser et de former à des méthodes adaptées de " protection naturelle des cultures ", afin de pallier l'utilisation abusive des pesticides et autres produits agrochimiques d'amendement des sols. Ses programmes, presque entièrement orientés vers des processus d'expérimentation de méthodes agro-biologiques, conçues comme autant d'alternatives aux intrants synthétiques, sont mis en œuvre avec l'espoir de créer, dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, une agriculture entièrement " bio ". Actuellement menés au Sénégal dans la zone des Niayes (communauté rurale de Diender), la région de Tambacounda (communauté rurale de Koussanar) et la vallée du fleuve Sénégal, ces programmes font du renforcement des capacités au sens large, combinant assistance technique, sensibilisation environnementale, information sur la législation foncière et appui aux femmes rurales pour la création d'activités génératrices de revenus (AGR) grâce au système du micro-crédit.

La mutuelle d'épargne et de crédit autogérée par les populations du Diender, dans la zone des Niayes, en est un bel exemple. Cette mutuelle qui mobilise fortement l'épargne locale depuis plusieurs années, facilite aux agropasteurs de la zone un accès à des semences de qualité, à des intrants organiques et au matériel agricole. Elle permet aussi de développer une commercialisation des produits horticoles et autres sous-produits agricoles de la zone, qui profite surtout aux groupements féminins. Des initiatives qui constituent un exemple éloquent d'application, par les producteurs, des recommandations les plus communément admises en matière de développement durable.

Pour l'heure, Enda Pronat poursuit ses expérimentations de terrain au Sénégal, mais l'entité reste consciente du fait que malgré les acquis, il reste toujours des performances à développer, tant au niveau des techniques de production qu'à celui de l'aspect organisationnel, facteur déterminant dans la promotion de l'agriculture biologique. Dès lors, quelques constats s'imposent. Dans chacune des zones, les acteurs de base ont réussi à mettre en place une fédération des groupements de producteurs : à Koussanar, la Fédération *Yakaar Niani Wulli* regroupe plus de 70 villages, dans la communauté rurale du Diender, la Fédération des agropasteurs englobe 24 villages et dans la vallée du fleuve Sénégal, la fédération naissante compte plus de 30 groupements répartis en quatre grandes unions. Le fait qu'une autre fédération soit en gestation dans la Communauté Rurale de Keur Moussa et qu'un Réseau national des femmes rurales du Sénégal ait été mis sur pied, reposant sur plus de 130 groupements répartis dans toutes les régions du Sénégal, montre aisément qu'Enda Pronat a réussi à opérer un changement d'échelle important.

Un constat préoccupant se dégage toutefois de la mise en place de ces groupements : les populations de jeunes qui devraient en assurer la relève sont absents du processus à près de 90 %. Un phénomène que plusieurs facteurs permettent d'expliquer.

- 1) **L'AGRICULTURE, TELLE QU'ELLE EST ACTUELLEMENT PRATIQUÉE DANS LES PAYS DU SAHEL**, en plus des aléas climatiques et leur corollaire de dégradation des sols qui affectent gravement les rendements, se trouve fort dévalorisée par de mauvaises conditions de commercialisation des produits. Pour trouver une alternative à cette problématique, Enda Pronat a initié un partenariat avec **Enda Plantes Médicinales**, **Enda Ecopole** et **Enda Syspro**, dans le cadre d'un processus de recherche participative sur le commerce équitable, avec pour objectif la mise en place d'un système de certification local. Ensemble, ces entités d'Enda développent un plaidoyer intense pour une participation plus égalitaire au choix des normes de certification qui, jusqu'ici, sont déterminées par les organismes du Nord. Un premier résultat a été obtenu : l'élaboration et la validation nationale d'une charte d'engagement des acteurs au commerce équitable, qui porte les valeurs sénégalaises. Le groupe de réflexion est en relation avec d'autres organismes africains pour partager des expériences et défendre une vision africaine du commerce équitable, pour que les réalités du Sud soient enfin prises en compte par les organisations du Nord. A Koussanar, la Fédération *Yakaar Niani Wulli* a connu des avancées significatives, non seulement dans l'amélioration de sa production de coton biologique, mais également dans la prospection de nouveaux marchés. Ces résultats ont stimulé les producteurs qui se sont alors lancés dans la diversification des produits agricoles (fonio, sésame, coton, indigo et bissap) certifiés " biologique " par Ecocert. De la même manière, dans la zone maraîchère des Niayes, la Fédération des Agropasteurs du Diender a progressivement mis en place des marchés de légumes " bio ", en cherchant dans le même temps à pénétrer les marchés des pays du Nord avec le commerce des mangues.
- 2) **LA FAIBLE SCOLARISATION DES ENFANTS EN MILIEU RURAL**, constitue également un autre facteur bloquant, car l'on a plus d'une fois constaté un grand décalage entre l'éducation scolaire et l'éducation familiale traditionnelle. En effet, il n'y a pas une très

grande cohérence entre les contenus de l'enseignement scolaire et ce que les enfants vivent dans leur vie de tous les jours. Et, il résulte de tous les processus de recherche-action engagés par Enda et ses partenaires locaux, que la gestion saine et durable des ressources disponibles en milieu rural, devrait être intégrée dans les différents curricula (préscolaire et scolaire), mais aussi enseignée au sein des associations de jeunes, des groupements féminins, voire des lieux de culte. Pour cela, Enda Pronat a initié, avec ses partenaires de la localité de Guédé, une formation sur les techniques agro-écologiques, qui a impliqué des élèves du primaire, des enseignants et des parents d'élèves. Ainsi, de petits périmètres agricoles ont été mis en place par les élèves et les maîtres d'école, avec un apprentissage technique sur la fertilisation des terres, la production sans intrants de synthèse, le rôle des arbres dans les écosystèmes, la protection naturelle des cultures et l'amélioration des semences locales. Des réflexions se poursuivent toujours entre partenaires pour, par ce biais, rendre possible la réinsertion des élèves rejetés par le système éducatif. Les négociations en cours avec l'Inspection départementale de Podor (vallée du fleuve Sénégal) devraient permettre une meilleure reconnaissance de cette expérimentation par les autorités scolaires, afin de produire des résultats qui puissent durablement influencer les politiques éducatives.

- 3) **L'EXPLOSION URBAINE** constitue le troisième facteur qui empêche les jeunes de rester dans les zones rurales. L'on y a plus d'une fois constaté les ravages de la mauvaise publicité autour de l'épanouissement des populations des grandes villes. Le phénomène d'exode rural qui en résulte, on le sait, procède aussi d'une mauvaise redistribution des ressources nationales, qui génère un développement très inéquitable à l'intérieur du pays. Les jeunes préfèrent ainsi la vie en ville qui de toute façon offre des conditions de vie qu'ils n'ont pas la possibilité d'avoir au village. Et même s'il y a de faibles chances qu'ils atteignent en ville le niveau de vie auquel ils aspirent, ils se trouvent dans le même état d'esprit que les jeunes sénégalais, scolarisés pour la plupart, qui ont emprunté des pirogues pour les Îles Canaries. D'où le constat d'Enda Pronat : si l'on veut parvenir à fixer les jeunes en zones rurales, il faudra promouvoir une politique agricole concertée avec les acteurs à la base et créer des systèmes de valorisation des produits agricoles, tels que la transformation locale des produits agro-alimentaires.

Renforcer la place des femmes rurales dans les processus de prise de décision

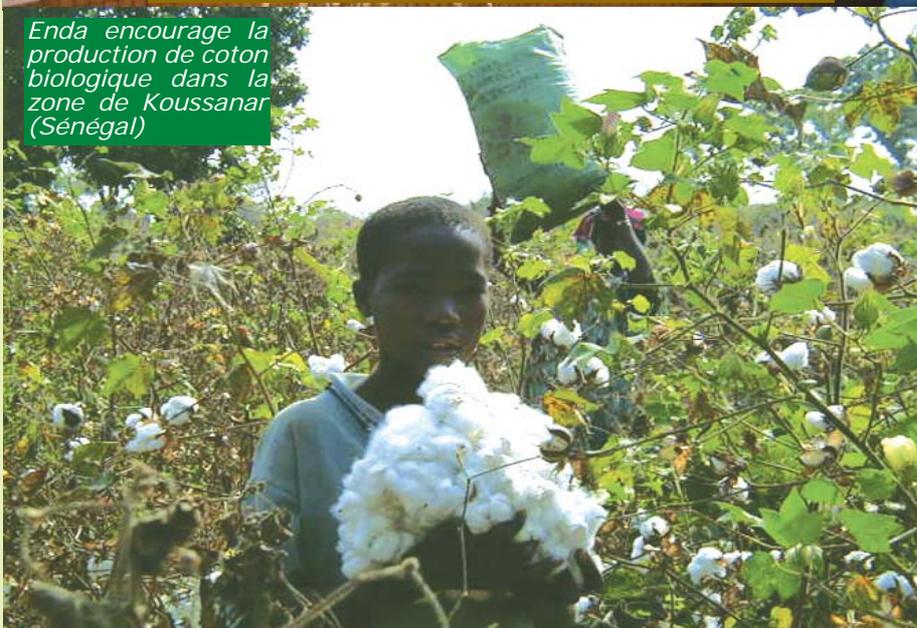
Enda Pronat a contribué au renforcement des capacités des fédérations de chacune de ses zones d'intervention, sur les questions de décentralisation, afin que celles-ci soient en mesure de mieux évaluer et participer à la définition et à l'application des politiques locales. Ces fédérations ont pu se retrouver et avec d'autres acteurs partageant les mêmes préoccupations, revitaliser le mouvement des producteurs biologiques entamé il y a six ans et qui a connu des hauts et des bas. Un mouvement qui nourrit le dessein de capitaliser les acquis et d'organiser une large diffusion de son plaidoyer sur la base de ses résultats, pour influencer sur les politiques nationales. Les femmes ont été très présentes tout au long du processus et sont bien représentées au sein du mouvement, même si la parité est encore loin d'être atteinte dans certaines zones.

Ainsi, avec l'appui du *Programme Dimitra*, le Réseau national des femmes rurales a même projeté d'organiser un atelier national en 2007, pour faire une série d'analyses sur la faible implication des femmes dans les processus de prise de décision. Cet atelier devrait voir la participation des organisations sœurs de plusieurs pays de la sous-région (Niger, Mali, Guinée Conakry, Guinée-Bissau et Burkina Faso). Les femmes de la Communauté Rurale de Diender et de Keur Moussa ont connu des avancées significatives dans ce sens, car elles dirigent aujourd'hui des organisations locales mixtes dans leur terroir. Mais, il est certain qu'il reste des efforts à fournir pour qu'elles soient représentatives dans les assises du Conseil rural. Elles ont aussi effectué une capitalisation de leur parcours à travers une publication en wolof, traduite en français. Dans ce livre, les femmes expliquent de façon très claire leurs valeurs traditionnelles et leur vision de l'équité dans les foyers et dans les terroirs.

Elles reconnaissent que des efforts sont à faire pour une meilleure visibilité des femmes dans les associations et assemblées locales, mais font aussi valoir cette particularité d'être à la fois épouses, mères, éducatrices et garantes de l'équilibre du foyer. En quelque sorte, elles ont montré leur attachement à certaines valeurs traditionnelles qui les aident à maintenir cet équilibre, car selon elles, aller tout de suite au front pour réclamer le partage du pouvoir ou la parité pourrait occasionner une dislocation des ménages et ainsi perturber l'éducation des enfants. La parité devra se construire dans le renforcement des capacités de tous les acteurs, grâce à une reconnaissance mutuelle des capacités et de la valeur individuelle de chacun.



La Fédération des agropasteurs du Djander (Sénégal) s'est lancée dans la commercialisation de légumes "bio"



Enda encourage la production de coton biologique dans la zone de Koussanar (Sénégal)

En outre, Enda Pronat a obtenu de nombreuses avancées dans la mise en œuvre d'un programme de recherche-action sur l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans les systèmes agricoles du Sénégal et des pays ouest-africains. L'entame de ce nouveau chantier avait été sanctionnée en 2003 par un Atelier régional qui avait réuni d'éminentes personnalités gouvernementales, scientifiques, parlementaires et syndicales paysannes en provenance de toute la sous-région ouest-africaine. Ce pas important vers la nécessaire mise en place de stratégies d'évaluation et de contrôle, a permis de créer par la suite un cadre efficace de mobilisation contre l'introduction et l'utilisation des OGM en Afrique de l'Ouest. La Coalition sous-régionale contre l'utilisation des OGM ainsi créée, a permis à Enda, membre fondateur, de poursuivre ses activités de sensibilisation en direction des organisations de producteurs pour la sauvegarde de la biodiversité.

Enda Pronat, en tant qu'animateur de la Coalition nationale contre l'utilisation des OGM, a pu mener, en partenariat avec les organisations de producteurs et un groupe de scientifiques, un programme de recherche sur la situation des OGM au Sénégal. Une étude qui devrait faciliter la recherche d'alternatives viables à l'introduction des OGM, à savoir la production et la gestion de semences de qualité par les producteurs eux-mêmes.

Enda Bombay, basé à Bombay (Mumbai - Inde), a continué à axer ses efforts sur les zones rurales de l'Inde où l'on constate un fort taux de chômage parmi la population active, une conséquence de la privatisation progressive des activités agricoles due à la mondialisation. L'entité a continué à œuvrer en partenariat avec d'autres organisations locales, comme *Konkan Prachin* et *Devrai Krishi Samuha* (une coopérative agricole) et a contribué à la création d'un Centre pour la recherche et le développement de l'entrepreneuriat rural (CREDAR). Ce centre créé dans le District de Ratnagiri a pour vocation de faire en sorte que les nouvelles initiatives destinées à promouvoir des groupements d'intérêt économique, tels que *Medicinal herbs & vegetable growers Association* et *Federation of women's Association*, puissent se renforcer et continuer à bénéficier d'un appui/conseil efficace.

L'action d'Enda Bombay en direction des populations rurales a été décisive lors des inondations survenues après la mousson rigoureuse et sans précédent des mois de juillet-septembre 2006. Plus de 5000 hectares de rizières ont été inondés et toutes les cultures endommagées, compromettant ainsi les moyens de subsistance de plus de 2000 familles d'agriculteurs. Enda a coordonné l'action des organismes humanitaires intervenant dans la région en procédant à la collecte et à la distribution du matériel de secours. Les opérations d'évacuation des populations sinistrées des villages les plus reculés ont ainsi pu être réussies, avec notamment l'implication des groupes de jeunes volontaires et des organisations partenaires. Par la suite, l'engagement d'Enda dans une tâche majeure d'évaluation des pertes

pour le compte de l'Etat a été une contribution essentielle, car l'indemnisation des populations sinistrées était intimement liée à une évaluation juste et équitable des pertes subies.

L'expertise acquise par Enda Bombay tout au long de sa Campagne en faveur d'une politique de l'eau axée sur les populations des Districts de Ratnagiri / Sidhudurg, a également été décisive dans l'efficacité de sa mobilisation et de son aide en direction des populations sinistrées. Pendant des années, conscient des potentialités agricoles énormes que recèlent ces deux districts, Enda a effectué un intense lobbying auprès des autorités locales et gouvernementales, qui a amené ces dernières à envisager la mise en œuvre d'une politique de gestion des ressources hydrauliques à vocation participative. Lorsque le Gouvernement indien a adopté ce *Plan Jal Swarajya*, qui est donc une politique participative et globale de gestion de l'eau, Enda Bombay a été sollicité pour engager dix villages dans la conservation et la gestion des ressources hydriques, encourager la culture de jardins potagers au niveau des ménages et diffuser les bonnes pratiques d'horticulture par le biais de la formation et de l'expérimentation de pratiques agrobiologiques. Ce plan a permis aux collectivités locales et autres organisations locales de promouvoir, grâce à une politique de subventions, les activités génératrices de revenus au niveau de chaque village et de promouvoir la participation communautaire.

La gestion de la biomasse par le biais du *Projet de lombriculture et de lombricompostage* à travers le système d'interconnexion a été un aspect important du travail de développement rural mené par Enda en Inde. Le travail de coordination avec la Commission des industries du village de Khadi (KVIC), destiné à aider les femmes, les agriculteurs et les jeunes à faire du lombricompostage une vraie activité génératrice de revenus, a été si efficace durant les années précédentes que les institutions bancaires et gouvernementales leur ont octroyé des subventions et des prêts à des taux très avantageux. Cela a permis de développer un certain nombre d'initiatives dans plusieurs villages du district (Golwali, Hatkhamba, etc.) avec un accent particulier sur la constitution de coopératives de producteurs.

Enda Bombay a en outre mis en œuvre un projet de renforcement des capacités des producteurs agricoles, par le biais des NTIC, pour un développement agricole durable. Cette initiative qui se trouve être un volet de son *Projet de création d'emplois agricoles*, a permis d'encourager les groupements d'agriculteurs de 20 villages à changer leurs pratiques culturelles et d'évoluer vers l'agriculture biologique. Un Guide sur le " Calendrier des bonnes pratiques " a été élaboré pour une consultation facile par les agriculteurs grâce à l'Internet où un guide individuel est également disponible pour les agriculteurs qui ont résolument décidé d'adopter ces pratiques culturelles.

Enda Graf Sahel a créé en son sein plusieurs pôles stratégiques, parmi lesquels celui consacré à la Filière agricole et au développement rural (FADER). Ce Pôle FADER ambitionne d'être à la fois opérateur de projets de renforcement des capacités des acteurs, organe de recherche, lieu d'échanges et instance de mise en réseau et de promotion du dialogue politique. Le croisement entre les programmes d'appui à la filière agroalimentaire soutenus par les bailleurs et l'Etat sénégalais, et les initiatives des entrepreneurs locaux, a permis de développer une approche globale de cette filière en renforçant le dialogue politique entre tous ces acteurs. Ainsi, Enda Graf Sahel a le souci constant de recouper et de mettre en interaction ses différents programmes d'appui à la filière agricole et à la sécurité alimentaire. Il s'agit des programmes 1) d'*Appui aux producteurs, aux micro et petites entreprises de transformatrices de céréales, aux consommateurs et aux élus dans la gestion concertée de ces activités sur leur territoire*, 2) d'*Appui aux cadres de concertations entre acteurs*, 3) de *Recherche-action sur l'articulation rural/urbain* et les enjeux socio-économiques qui en découlent, 4) de *Recherche agricole et de plaidoyer pour la protection du patrimoine génétique agricole*, au niveau communal, national et sur la scène internationale.

Ainsi, parmi les programmes de développement rural mis en œuvre en 2006 par Enda Graf Sahel, l'*Appui aux communautés de paysans et de pêcheurs pour une diversification et une amélioration de la qualité de leurs productions* a permis de procéder à leur structuration en organisations fortes et représentatives. Cette condition préalable a alors facilité la livraison de différentes formations et informations sur les techniques agricoles les plus adaptées et sur la gestion de leur terroir. Ces actions ont permis de créer un dialogue fructueux avec les élus locaux sur la gestion de l'environnement et l'aménagement du terroir, en prenant en compte les intérêts immédiats des communautés rurales et leurs aspirations sociales. Aussi, l'appui à l'**Initiative prospective agricole et rurale (IPAR)** avec l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA), la Direction de l'analyse de la prévision et de la statistique (DAPS) du Ministère sénégalais de l'agriculture, le Conseil national de concertation des ruraux (CNCR) a-t-il contribué à créer un espace convivial de dialogue, de réflexion et de proposition rassemblant les principaux acteurs étatiques et privés pour une politique agricole et rurale consensuelle au Sénégal.

I P A R : un partenariat entre Enda Graf, la DAPS, l'ISRA et le CNCR.

L'agriculture sénégalaise connaît une crise structurelle qui dure depuis l'indépendance du pays en 1960. La crise est flagrante lorsqu'on analyse l'agriculture par rapport à ses cinq fonctions principales : 1) nourrir les populations, 2) assurer des revenus aux paysans, 3) exporter pour assurer des devises à l'économie nationale, 4) créer des emplois et 5) préserver les ressources naturelles.

- 1) L'agriculture ne permet plus de nourrir les populations. La situation alimentaire du Sénégal s'est dégradée de façon continue depuis 1960. Le phénomène connaît une accélération ces dernières années. Le Sénégal accroît ses importations alimentaires pour les besoins de la population urbaine et rurale. Le taux d'autosubsistance céréalière est tombé en dessous de 50 %. Le Sénégal est par tête d'habitant, le pays le plus dépendant sur le plan alimentaire en Afrique de l'Ouest. Cette dépendance est une hypothèque sur ses capacités d'investissement et donc de développement.
- 2) L'agriculture n'assure pas aux agriculteurs et aux ruraux les revenus nécessaires. L'arachide est la production agricole qui traditionnellement assure les revenus les plus importants aux agriculteurs et aux ruraux. Avec la crise arachidière, les revenus des producteurs poursuivent leur tendance à la baisse. Les revenus tirés de l'arachide dans les régions productrices d'arachide ont chuté de 73% à 48% durant ces quinze dernières années.
- 3) Les produits arachidières ne représentent plus que 4 % des exportations entre 1993 et 2003, alors qu'ils constituaient la principale source de devises pour le pays au cours des années 1960-1970. Les exportations d'arachide qui ont rapporté 61 milliards en 2001, ne rapportent plus que 17 milliards en 2005. Pourtant, les paysans ont fait des efforts importants d'adaptation à la sécheresse, à la libéralisation des marchés et à la raréfaction des terres. Pour la grande majorité d'entre eux, les activités non agricoles rurales, urbaines et liées à l'émigration sont devenues structurellement indispensables à leur survie. La Banque mondiale estime les transferts officiels et non officiels des émigrés à environ un milliard de dollars US par an. Dans le sous-secteur de la pêche, la surexploitation des ressources se traduit par une baisse importante des prises et des exportations. Le sous-secteur de l'élevage doit faire face aux importations de volaille d'Europe, de moutons de Tabaski des pays voisins et récemment de viande de bœuf d'Inde et du Brésil, ce qui réduit fortement les revenus monétaires des populations concernées.
- 4) Le problème de l'emploi des jeunes ruraux devient de plus en plus préoccupant. La population du Sénégal devrait atteindre entre seize et dix-sept millions de personnes à l'horizon 2025. Cette population est jeune, en majorité agricole et sans formation. Dans le futur proche, plus de deux cent mille jeunes vont se présenter chaque année sur le marché du travail dont une majorité appartenant à des familles agricoles et rurales, et donc très peu préparée à transformer les systèmes de production agricoles ou à entrer dans l'économie non agricole, urbaine en particulier. L'agriculture devra continuer à en absorber la majorité, mais l'économie non agricole doit se préparer à en absorber une part de plus en plus importante. Relever ce défi de l'emploi des jeunes dépendra de la capacité des acteurs politiques et économiques à assurer une transition agricole génératrice d'emplois. Cette transition sera basée sur une intégration de plus en plus forte de l'économie urbaine et de l'économie agricole, sur des gains continus et élevés de productivité améliorant les revenus des ruraux et donc augmentant leur capacité d'investissement. Elle devra offrir aux consommateurs urbains des produits agricoles transformés répondant à leurs besoins et à leur pouvoir d'achat. Elle devra également fournir à l'industrie des matières premières agricoles en contrepartie de services et d'intrants agricoles. La capacité de l'Etat à concevoir et mettre en œuvre des politiques avec la participation de l'ensemble des acteurs sera essentielle.
- 5) Les ressources naturelles sont surexploitées et en dégradation continue. La baisse de la pluviométrie, l'érosion éolienne, la salinisation, l'acidification, le déséquilibre dans la répartition spatiale de la population agricole, les pratiques agricoles inappropriées constituent autant de facteurs qui concourent à la dégradation des terres, des pâturages et des ressources halieutiques. La pression sur les ressources forestières, en grande partie pour satisfaire les besoins en bois de service et en énergie (90 % des besoins énergétiques des ménages) des populations urbaines et rurales, et les politiques étatiques favorables à la colonisation agricole ont réduit le potentiel ligneux de 9,2 % entre 1985 et 1995.

Les stratégies préconisées par les partenaires au développement et la stratégie de croissance accélérée prônée par le gouvernement actuel sont essentiellement basées sur la promotion des exportations. Comme le suggèrent des études récentes (IFPRI, 2006), on peut se demander si une stratégie de reconquête du marché national des produits alimentaires et une stratégie d'exportation de produits alimentaires sur les marchés ouest-

africains et africains ne seraient pas plus efficaces et plus porteuses d'avenir pour le Sénégal. Les importations alimentaires augmentent régulièrement sur ces marchés et le Sénégal devrait pouvoir, en fonction de ses avantages comparatifs, conquérir une part de cet énorme marché alimentaire. Les organisations paysannes posent de plus en plus ce débat en terme de souveraineté alimentaire et donc de protection du marché des produits alimentaires de la sous-région et de soutien aux filières alimentaires. Les implications de cette situation générale, en termes de réflexion prospective, montrent que cet exercice est d'autant plus utile que la transition démographique se dessine dans un contexte historiquement unique. Comparé à l'Europe et aux pays d'Asie, cette transformation profonde de la société sénégalaise va s'opérer dans un temps très court (quelques dizaines d'années), dans un contexte de libéralisation de l'économie mondiale et enfin dans un contexte de croissance démographique élevée où les migrations, comme soupape de sécurité, deviennent de plus en plus difficiles.

Enda Graf Sahel et ses partenaires (DAPS, ISRA et CNCR) conçoivent cette réflexion prospective comme devant être essentiellement participative. Il faudra donc sortir d'une démarche d'experts qui, à la fin de leurs travaux, présentent aux populations le fruit de leurs élucubrations comme un produit à prendre ou à laisser. La démarche proposée est donc un travail animé par des experts principalement, mais pas exclusivement nationaux. La diaspora et ceux qui s'intéressent au Sénégal seront sollicités. Les communautés paysannes qui vivent ces situations au quotidien contribueront également à ce travail de réflexion à travers leurs organisations. L'exercice se fera dans la plus grande transparence et les non-spécialistes pourront suivre " en temps réel ", questionner, critiquer, apporter leurs contributions et s'approprier le résultat final. Cela signifie que l'ambition de l'IPAR n'est pas d'imposer une vision du Sénégal à l'horizon 2030, mais d'amener d'abord les citoyens, quelle que soit leur place dans la nation, à se poser des questions sur leur futur et à débattre des réponses. L'ambition proposée aux participants est de construire ensemble une vision de l'avenir. L'IPAR veut développer une dynamique incluant tous les acteurs du secteur agricole et rural et permettre le renforcement des capacités de tous les participants à cette initiative. Pour ce faire, l'IPAR fonctionne en réseau, diffuse de l'information, organise des débats. A cette fin, des personnes ressources seront sollicitées et des partenariats tablis avec différentes institutions publiques et privées, nationales et extérieures.

Le *Programme Femmes et Entrepreneuriat Responsable (FER)* d'Enda Graf s'inscrit aussi dans cette logique. Il consiste à appuyer les femmes formatrices de produits agroalimentaires dans leurs activités et à leur fournir des services d'appui-conseil pour le montage de micro et petites entreprises. Ce qui appelle un renforcement des capacités, des informations régulières sur l'état de la filière, une mise en réseau avec les producteurs agricoles et une articulation avec des programmes de micro-crédit. Une tâche qui nécessite de nouer un dialogue constant avec les élus locaux pour la reconnaissance et l'inscription géographique de leurs activités dans le cadre des stratégies locales et de renforcer l'importance de la place des entreprises féminines dans les affaires de la collectivité.

Le *Programme INFOCONSEILS* mis en œuvre par Enda Graf en partenariat avec l'Union Européenne, le Ministère français des Affaires étrangères et le GRET, est une initiative visant à fournir aux entreprises de commercialisation des produits agricoles ou transformés un appui en termes de renforcement des capacités organisationnelles de leurs entreprises, d'information sur l'environnement économique et technique, et de missions de conseil. Un travail qui permet, par la mise en relation avec les institutions économiques et artisanales (nationales et internationales), de trouver des débouchés et peser sur le débat de l'import/export, et du protectionnisme des marchés. Il rejoint en cela le *Programme commerce et développement (CODEV)* qui associe la recherche de marchés (nationaux et internationaux) rémunérateurs et durables, au plaidoyer pour un commerce des produits transformés conçu comme levier du développement, comme facteur de réduction des inégalités et comme garant de la sécurité alimentaire.

Avec son *Programme DIOGENE*, Enda Graf met en œuvre un plaidoyer sous-régional pour la diversité alimentaire et la protection du patrimoine génétique agricole aux mains des communautés paysannes. Cette initiative traduit une préoccupation comparable à celle d'Enda Pronat, à la différence près qu'elle met plus l'accent sur la sensibilisation des journalistes et un plaidoyer en direction des élus (députés) et autres décideurs, avec un lien évident avec le mouvement mondial anti OGM.

Relance des activités d'Enda en Casamance

Enda Acas, basé à Ziguinchor (Sénégal), a conçu en 2006, en partenariat avec **Enda Europe** qui a pu obtenir un financement de l'Union Européenne pour trois ans, le *Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concertée et durable des ressources naturelles en Casamance*. Le montant global du financement du projet est de 828'000 euros, les 72% représentant la contribution de l'Union Européenne et les 28 % restants, celle de la Coopération française, de l'ONG espagnole *Paz y Desarrollo* et d'autres partenaires. Sa zone de mise en œuvre est la région naturelle de Casamance (les régions administratives de Kolda et de Ziguinchor) et concerne un total de 83 villages répartis comme suit :

- 1) 59 villages dans 3 communautés rurales (CR) de la région de Kolda :
 - la CR de Saré Bidji : 19 villages de la " Vallée de Saré Lamine " et 19 villages de la " Vallée de Saré Sara " ;
 - la CR de Ndorma : 10 villages de la " Vallée de Saré Lamine " ;
 - la CR de Tankanto escale : 11 villages de la " Vallée de Nemataba Mandingue ".
- 2) 24 villages dans 4 communautés rurales de la région de Ziguinchor :
 - la CR de Boutoupa-Camaracounda : 6 villages ;
 - la CR d'Adéane : 9 villages ;
 - la CR de Kafountine : 5 villages insulaires des " Iles du Bliss et du Karone " et 2 villages continentaux dans la " Vallée de Kabadio " ;
 - la CR de Diouloulou : 2 villages dans la " Vallée de Kabadio ".

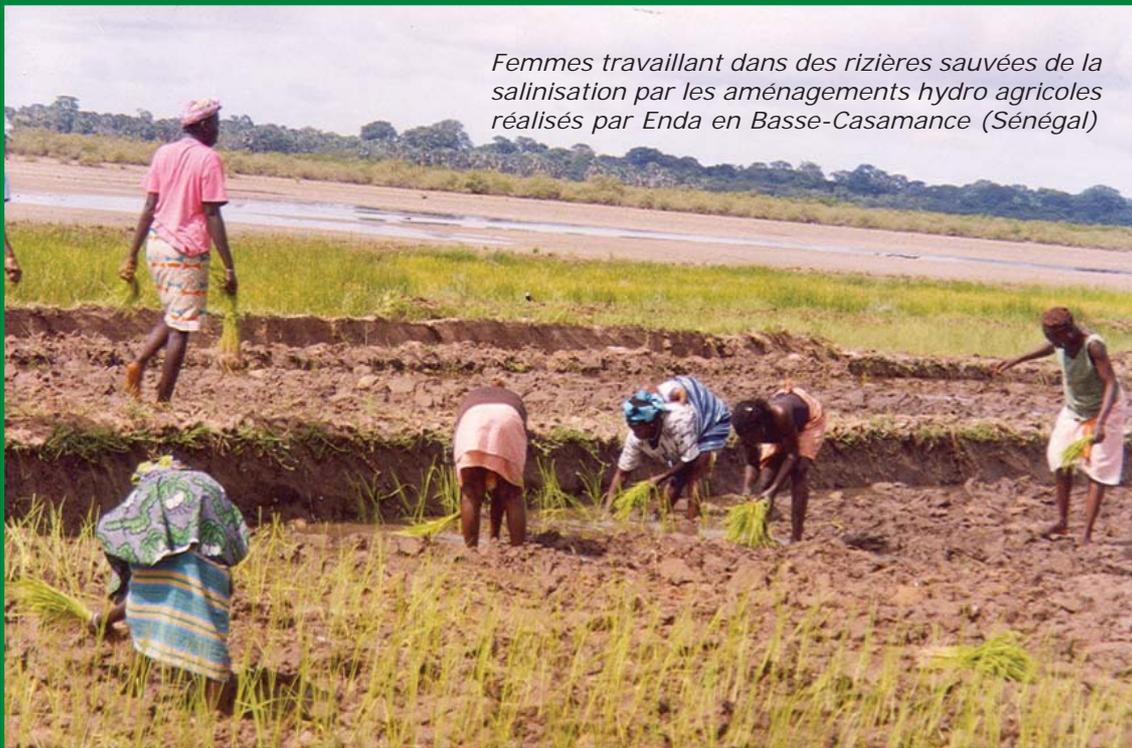
Ce projet d'échelle qui vient concrétiser plusieurs années d'efforts de fund raising destinés à relancer les activités d'Enda TM en Casamance, et notamment de l'entité Enda Acas et de son Bureau de Kolda (**Enda Bukol**), devrait faciliter l'atteinte des OMD dans la région naturelle de Casamance à travers :

1. la contribution à l'autosuffisance alimentaire et la création d'AGR pour les femmes, et précisément par l'amélioration de la disponibilité et de la qualité de l'eau d'irrigation en Casamance ;
2. l'amélioration de la santé et de l'hygiène par une mise à disposition de l'eau potable auprès des communautés rurales les plus enclavées ou les plus affectées par le conflit armé en Casamance ;
3. la contribution à la protection des ressources naturelles de la Casamance, en particulier les ressources hydriques, la protection des sols (érosion, ensablement) et la préservation de la biodiversité ;
4. la promotion et la consolidation de la culture de la paix, en accompagnant notamment une dynamique de dialogue et de solidarité au niveau communautaire, intervillageois en Casamance et sur le reste du Sénégal, en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles.

L'atteinte de ces objectifs devrait permettre d'accroître et d'assurer la maîtrise et l'appropriation de techniques et de modes de gestion rationnelle, durable et concertée des ressources naturelles, notamment hydrauliques, au profit de 83 villages casamançais. Les bienfaits d'une telle initiative sont multiples, du fait de l'importance cruciale d'un accès à la fois quantitatif et qualitatif à l'eau, que ce soit pour une utilisation domestique, agricole ou à des fins de régénération des écosystèmes menacés. Une meilleure gestion de la ressource hydraulique permettra ainsi, à terme, une amélioration considérable du niveau d'autosuffisance alimentaire, de revenus économiques, de santé, d'hygiène, et de la restauration des écosystèmes. La Casamance est en situation de post-conflit et la dynamique de paix a encore besoin d'être consolidée. Ainsi, l'organisation des relations sociales autour d'enjeux bien concrets pour les villageois et la mise en place d'instances de prévention et de régulation des conflits liés à l'utilisation de cette ressource constituent un potentiel de resserrement des liens de solidarité.

Enda Europe, basé à Paris (France), s'est donné pour mission de contribuer, au sein du réseau Enda, aux objectifs de l'organisation en matière de mise en œuvre du développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion de la citoyenneté. Dans cette optique, l'activité d'Enda Europe vise tout d'abord à soutenir les actions des équipes et entités d'Enda TM à travers le monde. Ce soutien prend souvent la forme d'un appui au montage et au financement de projets via, notamment, les instruments de cofinancement de la Commission européenne ou de la Coopération française.

Femmes travaillant dans des rizières sauvées de la salinisation par les aménagements hydro agricoles réalisés par Enda en Basse-Casamance (Sénégal)



La digue-route de Némataba, réalisée par Enda dans la région de Kolda en Casamance (Sénégal) a permis la régénération de centaines d'hectares de rizières.

En 2006, trois nouveaux projets conçus par Enda Europe en collaboration avec des entités d'Enda ont ainsi démarré ou ont été acceptés pour cofinancement. Il s'agit du *Projet de diffusion de technologies appropriées et de modes de gestion concertée et durable des ressources naturelles en Casamance* (Enda Acas - Commission européenne), du *Projet de promotion de l'agriculture urbaine comme moyen d'améliorer la nutrition, en particulier des personnes touchées par le VIH Sida à Addis-Abéba* (Enda Ethiopie - Commission européenne) et du *Projet de formation et insertion socioprofessionnelle de jeunes marginalisé-e-s par la mise en place d'une unité de production de jouets pédagogiques en bois* (Enda Bolivie - Fondation Air France). Enda Europe contribue également aux objectifs d'Enda TM, en jouant un rôle d'interface Nord-Sud sur les questions qui affectent le développement des pays du Sud. Dans cette optique, les chantiers qui avaient été initiés en 2005 ont commencé à porter leurs fruits. Ainsi, l'activité de lutte contre les discriminations liées à l'origine est désormais bien engagée. Soutenue en 2006 par le FASILD, elle devrait bénéficier en 2007 de l'appui de cet organisme (devenu entre-temps l'ACSE) et cela dans le cadre d'une Convention triennale. L'activité de valorisation de l'apport des diasporas au développement de leur pays d'origine devrait également se pérenniser grâce au soutien du ministère français des Affaires étrangères qui s'est déclaré intéressé par le *Projet DIAPODE (Diasporas pour le développement)* dont une pré-version a finalement pu être élaborée fin 2006.



Les villes du Sud sont actuellement confrontées à une forte pression urbaine qui s'explique par des facteurs d'ordre structurel et conjoncturel. De récentes études ont montré que la croissance actuelle des villes d'Asie et d'Amérique latine est avant tout endogène, cependant que celle des villes d'Afrique est toujours fortement liée à un exode rural justiciable des aléas climatiques et autres catastrophes naturelles qui rendent la vie rurale de plus en plus difficile. Il s'ajoute à la forte pression démographique, due autant à l'exode qu'à l'accroissement naturel, le problème récurrent de la gestion du foncier auquel les pouvoirs publics éprouvent de plus en plus de mal à trouver une solution durable. La distinction habituelle entre la " ville légale " dont l'érection repose sur des normes précises d'urbanisme et d'aménagement de l'espace, et la " ville illégale " reposant sur le piratage des aires urbaines et périurbaines inoccupées, pose la question de l'habitat informel et de la place réservée à un nombre croissant et important de citoyens des villes du Sud. Car, si aujourd'hui le tiers des populations vivant dans le Sud, soit 1,5 milliard d'habitants, vit dans les villes, il faut noter que plus d'un milliard d'entre eux, soit environ 67%, vivent dans des zones d'habitat insalubres ; avec un record pour l'Afrique subsaharienne dont 71% de la population urbaine vivent dans des taudis ou bidonvilles, contre 59% en Asie du Sud et 54% en Amérique latine (PNUE 2006).

Sur bien des aspects, les problèmes des villes du Sud s'expriment surtout à travers les problèmes des bidonvilles du Sud, malgré les déclarations gouvernementales fracassantes et autres " projets de villes sans bidonvilles ". L'on comprend alors très aisément l'option prise par Enda TM, depuis plus de deux décennies déjà, de faire de l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, l'aspect numéro un de sa stratégie de gestion urbaine. En effet, toutes les questions de développement urbain durable tournent, pour Enda, autour de la défense du " droit à la ville " pour les plus pauvres et notamment de leur droit aux services sociaux de base, à la sécurité de l'occupation foncière, à l'emploi et à l'exercice plein et entier de leur citoyenneté.

4 Villes et politiques urbaines

Ce bidonville qui existe depuis 1901, a regroupé, durant des décennies, les derniers arrivants du bled. Il s'agit du plus vieux bidonville du Maroc, étalé sur 60 hectares à la périphérie sud de Rabat, et qui a commencé à être rasé le 8 décembre 2005. Ce bidonville comptait quelque 1750 baraques dans lesquelles logaient environ 12'000 personnes, selon la préfecture de Rabat. Ses habitants ont commencé à être relogés, à quelques centaines de mètres de leurs baraques de fortune, dans des bâtiments en dur dont la construction a déjà été achevée. En juillet 2004, le roi Mohammed VI avait annoncé un PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INSALUBRE 2004-2008 POUR LA RÉGION DE RABAT, SALÉ ET TÈMARA, auquel Enda Maghreb participe activement. Le coût de ce programme qui devrait profiter à 550'000 habitants - s'élève à 5 milliards de dirhams; l'objectif étant de faire disparaître tous les bidonvilles de Rabat d'ici 2010. En outre, en mai 2005, le royaume a lancé une "initiative nationale pour le développement humain", dont l'une des priorités est la lutte contre l'habitat insalubre. Le terme "bidonville" serait d'ailleurs originaire de Casablanca, avec la récupération des bidons d'essence et d'huile de l'armée américaine après le débarquement de 1942.

Enda Rup, basé à Dakar (Sénégal), poursuit depuis de nombreuses années des objectifs de développement urbain durable fondé sur la recherche d'alternatives viables, dans le prisme des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), de la lutte contre la pauvreté et de la politique de bonne gouvernance. Ainsi, les activités de dialogue politique, de lobbying et de plaidoyer sont articulées à des activités concrètes de recherche-action sur le terrain pour que la gestion urbaine, dans les villes africaines, soit de plus en plus participative et contribue effectivement à l'amélioration des conditions de vie des populations démunies.

Pour atteindre tous ces objectifs, Enda Rup s'est attaché à remplir les missions spécifiques suivantes :

- 1) appuyer les efforts destinés à faciliter l'accès aux services sociaux de base en zones urbaine et périurbaine, avec une forte participation communautaire, c'est-à-dire en impliquant fortement les populations concernées et en privilégiant les technologies rustiques ou à faible coût, dans les domaines de l'habitat, de l'agriculture interstitielle, du recyclage des déchets, etc. ;
- 2) développer les outils les plus adaptés pour faire de l'aménagement urbain concerté une réalité, grâce notamment à un cadastre réalisé en conformité avec les réalités sociales locales, à l'élaboration de systèmes d'information géographique et à l'aménagement des fronts d'urbanisation ;
- 3) articuler à la microfinance les possibilités d'accès à l'eau potable, à l'assainissement collectif, à la santé et à l'hygiène préventive ;
- 4) promouvoir une gestion urbaine plus juste, c'est-à-dire plus solidaire et plus en conformité avec les exigences de la démocratie participative (mise en place d'Agendas 21 locaux, Charte des droits humains à la ville et à l'habitat, campagnes sur la sécurité de l'occupation foncière et immobilière et la bonne gouvernance locale, etc.) ;
- 5) développer la microentreprise orientée vers la gestion intégrée de l'environnement, c'est-à-dire la précollecte des ordures ménagères, le recyclage, la gestion des risques liés à l'eau, l'épuration et la réutilisation des eaux usées, etc.

Pour remplir toutes ces missions spécifiques, Enda Rup s'est attaché à agir dans cinq grands domaines d'intervention :

1. L'agriculture urbaine

L'agriculture urbaine et périurbaine prend de plus en plus d'ampleur dans les villes ouest-africaines, car elle contribue énormément à la sécurité alimentaire et à l'amélioration des conditions de vie des populations. Cependant, le déficit hydrique, constatable dans des villes comme Dakar, a conduit les populations à adopter certaines pratiques à risque, comme la réutilisation des eaux usées dans les activités de maraîchage. Cet état de fait a suscité l'intervention d'Enda Rup auprès des maraîchers pour limiter les risques de propagation des maladies. Des actions ont été menées dans la zone des Niayes, dans la Commune de Pikine (Sénégal), avec la mise en place d'un bassin d'épuration destiné à traiter les eaux usées avant leur réutilisation. Une action jumelée à des activités de recherche scientifique, avec notamment la mise en place d'une station expérimentale à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN), qui a été sélectionnée par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI/Canada) parmi les quatre stations pilotes pour l'épuration des eaux usées et leur réutilisation dans l'agriculture urbaine.

2. Le Fonds de crédit pour l'assainissement des quartiers pauvres (FOCAUP)

La microfinance est aujourd'hui devenue une activité incontournable pour l'accompagnement des activités de développement. En 2006, le FOCAUP a connu un changement d'échelle important, car l'initiative qui n'était auparavant connue que dans la ville de Dakar et ses environs, a par la suite permis le déblocage des premiers crédits assainissement dans le quartier de Somgandé de Ouagadougou (Burkina Faso).

3. La gestion des catastrophes naturelles

L'année 2006 étant la dernière du *Programme sur les catastrophes naturelles dans la ville de Saint-Louis (Sénégal)*, a été marquée par la redynamisation du comité de surveillance et de gestion des catastrophes naturelles, l'élaboration d'un état des lieux en vue d'une campagne de sensibilisation des populations et d'un plaidoyer auprès des autorités administratives et des acteurs de la société civile. En effet, le comité de gestion a soumis aux autorités compétentes un plan d'actions prioritaires, qui a classé l'exode rural et l'occupation foncière anarchique parmi les principales causes de l'inondation dans la ville de Saint-Louis.



La ville de Saint-Louis du Sénégal connaît chaque année de graves inondations qui ont motivé la mise en place par Enda d'un Programme de gestion des catastrophes naturelles

4. La Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC)

La Coalition Internationale pour l'Habitat a été créée dans le but de lutter pour l'accès à l'habitat (production sociale de l'habitat) particulièrement en faveur des populations les plus démunies. En tant que point focal de HIC et membre de son bureau exécutif, Enda Rup a surtout focalisé son action en 2006, dans la participation active à de grandes rencontres internationales où il a pu mener d'intenses activités de lobbying et de plaidoyer ; comme lors du Forum social mondial polycentrique à Bamako (Mali) en janvier 2006, le Forum mondial sur l'eau à Mexico (Mexique) en mars, le 3^e Forum urbain mondial à Vancouver (Canada) en juin et le Sommet de Africités à Nairobi (Kenya) en septembre. La participation à ces différents forums a été une occasion de rendre visibles les différents programmes d'Enda Rup sur le développement urbain durable, à travers l'exhibition d'actions pertinentes de lutte contre la pauvreté.

5. La promotion du partenariat avec d'autres institutions de recherche

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses différents programmes, Enda Rup a développé plusieurs partenariats avec des ONG, universités et instituts de recherche à travers le monde, notamment par l'accueil d'étudiants stagiaires, soit dans le cadre de la préparation de mémoires et de thèses, soit pour des stages de perfectionnement dans des programmes de recherche développés en partenariat. Au cours de l'année 2006, une dizaine de stagiaires se sont succédé dans différents programmes, tels que les Observatoires de développement local urbain ou l'agriculture urbaine, avec un accent particulier sur la réutilisation des eaux usées, la restructuration des quartiers spontanés, etc. C'est ainsi que des étudiants luxembourgeois ont été accueillis, dans le cadre d'une prospection environnementale au nord du Sénégal, précisément dans les domaines de l'assainissement, de la gestion des déchets, de la lutte contre les inondations et de l'agriculture dans les zones de Richard Toll, Matam, Podor et Dagana. Une mission qui a permis de constater la quasi-inexistence de systèmes de gestion des déchets liquides et solides dans toutes ces localités. A l'exception de Podor où un réseau de drainage des eaux de pluie qui a été financé par l'Union européenne pour plus d'un milliard de francs CFA (1,6 million d'euros), rencontre d'énormes problèmes d'entretien. D'où la décision prise par Enda Rup de répondre à un besoin exprimé par plusieurs autorités locales, lors de cette mission, qui est de dresser un profil environnemental urbain, dans chacune de ces villes.

Enda Ecopole : actions dans les quartiers défavorisés et bidonvilles

L'action dans les bidonvilles reste une préoccupation constante pour Enda Ecopole. L'histoire de l'entité reste liée à celle des bidonvilles de *Khadimou Rassoul* (ex quartier Rail) et de *Baraka*. Le combat mené par Enda pour l'épanouissement des habitants de ces quartiers s'inspire des engagements forts, inscrits dans les missions d'Enda, consistant à défendre les droits des bidonvillois à la sécurité de l'occupation foncière et à l'accès aux services sociaux de base, au même titre que tous les autres citoyens.

L'Association des Comités Interbidonvilles de Dakar (ACIDAK) est devenue, au fil des années, un vaste mouvement d'avant-garde qui s'active quotidiennement pour la défense des droits des bidonvillois et une participation citoyenne aux politiques publiques de restructuration de leurs quartiers, et la prise en compte de leurs droits en cas de déguerpissement. Enda Ecopole, tout en accompagnant leurs démarches par un appui organisationnel et un renforcement de leurs capacités, les soutient dans les actions de lobbying et de plaidoyer. L'entité leur offre en même temps un espace qui leur sert de cadre d'échanges et de concertations.

Quant au Fonds roulant mutuel des bidonvilles (FOROMBI), il est une synergie et un cadre de promotion socio-économique des femmes vivant en zones urbaines défavorisées. Il a été mis en place pour pallier les difficultés d'accès au crédit et bénéficie du concours d'Enda Ecopole, sur les aspects organisationnels notamment.

Enda Éthiopie, basé à Addis-Abéba, a achevé la seconde phase de son *Projet de promotion de l'agriculture urbaine pour améliorer la nutrition pour les ménages urbains défavorisés, en particulier ceux touchés par le VIH/Sida*, conçu en partenariat avec Enda Europe. Après la première phase pilote qui a duré 3 ans (2001-2003), la seconde, dite de consolidation (2004-2006), a permis d'étendre la zone d'intervention, d'accroître le nombre de bénéficiaires, de capitaliser les acquis et diffuser les bonnes pratiques. L'initiative a été mise en œuvre dans trois *Woredas* (districts) d'Addis-Abeba, grâce à un partenariat entre Enda et les autorités municipales, les services gouvernementaux et les associations de femmes et de jeunes, qui en ont constitué les groupes cibles.

Enda Ethiopia s'est, depuis ses débuts, fixé pour but de lutter contre la pauvreté et les mécanismes qui la provoquent. Le VIH/Sida étant devenu l'un des principaux mécanismes qui causent la pauvreté en tuant les éléments les plus productifs de la communauté, l'entité a décidé de s'attaquer aux problèmes multidimensionnels qu'il génère (économiques, sociaux, démographiques, etc.) en tentant de : 1) promouvoir la production légumière dans les communautés affectées et infectées par le VIH/Sida des zones du programme existant ; et 2) apporter un soutien aux groupes (travaillant avec Enda) de jeunes directement impliqués dans la lutte contre le VIH/Sida.

Les buts visés au début de l'intervention étaient :

- a. d'accroître en 3 ans, de 50%, la pratique de l'agriculture en milieu urbain dans l'amélioration de la nutrition dans le cadre de la prévention du VIH/Sida et des activités de soins par rapport à la pratique existante dans les zones de projet ;
- b. de développer et fournir des moyens abordables pour améliorer la nutrition au niveau des ménages, à 200 familles affectées et infectées par le VIH/Sida, à 5 associations, dans les 3 ans et dans les zones de projet ;
- c. de promouvoir l'adoption de l'agriculture en milieu urbain pour l'amélioration de la nutrition en tant que volet des programmes relatifs au VIH/Sida, par les organisations et institutions intervenant dans les zones du projet.

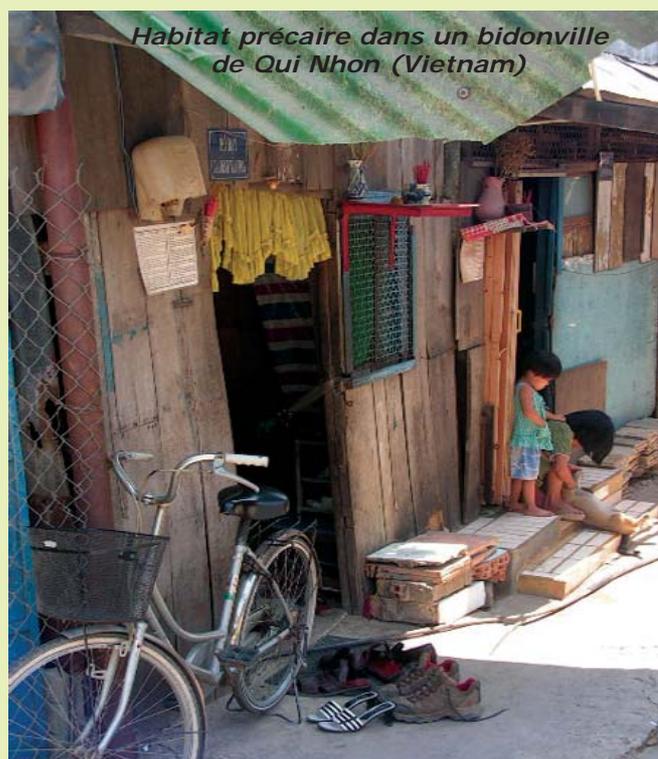
La difficulté d'atteindre de nombreuses personnes vivant avec le virus, à travers les *kebeles* ou individuellement, du fait qu'elles craignaient de révéler leur statut au public, a constitué un certain biais qui a failli réduire les chances de succès de l'intervention. L'association *Dawn of hope* d'Addis-Abeba, partenaire d'Enda dans la mise en œuvre du projet, a pu pallier cet inconvénient, et c'est ainsi que plusieurs activités ont pu être menées dans le but de créer un environnement favorable :

- 1) l'information sur les projets d'Enda Ethiopia, en particulier sur l'agriculture urbaine, a été fournie à 13 coordonnateurs de l'association *Dawn of Hope*, intervenant dans les villes de Yeka, Lideta et Akaki-Kality, situées dans la banlieue d'Addis-Abéba ;

- 2) les visites de terrain convenues durant la phase d'information, ont permis de d'échanger sur les expériences de maraîchage domestique, de démontrer la possibilité de pratiquer l'agriculture en milieu urbain et d'encourager les coordinateurs et fournisseurs de soins de *Dawn of Hope* à participer activement aux futures activités du projet ;
- 3) la mise en place de sites de démonstration par Enda, afin de faciliter la récupération et la distribution quotidienne des antirétroviraux, et la vulgarisation des différentes techniques de production légumière ; trois sites de démonstration sont créés (au bureau local de *Dawn of Hope* à Addis-Abeba, à Nifas Silk Lafto et au bureau de coordination de *Dawn of Hope* à Lideta) avec pour objectif de montrer les avantages du maraîchage et la facilité avec laquelle les personnes vivant avec le VIH peuvent réussir ces activités ;
- 4) l'atelier de planification exigé par l'un des partenaires financiers du projet (Union Européenne) a été tenu le 14 avril 2006 pour discuter du partage des rôles entre les partenaires pendant la période de mise en œuvre, examiner les résultats escomptés, ainsi que les détails des stratégies de mise en œuvre à la lumière de la période écoulée entre la conception et la période de mise en œuvre effective ;
- 5) la collecte de données dans les trois villes de banlieue (Lideta, Akaki et Yeka) auprès de 154 bénéficiaires a été réalisée par les travailleurs sociaux d'Enda et de *Dawn of Hope*. Les informations obtenues ont été utilisées pour évaluer l'état de santé et les conditions de vie des bénéficiaires choisis, afin de formuler une stratégie de mise en œuvre et fournir des données de référence par le biais de ces sources ;
- 6) l'enquête de référence sur la nutrition et le VIH/Sida a été menée par des consultants dans trois villes de banlieue où le projet était mis en œuvre, dans le but d'identifier plus clairement les ménages infectés ou affectés par le VIH/Sida, ainsi que l'état nutritionnel des ménages ou groupes de jeunes identifiés et leur intérêt à s'engager dans l'agriculture urbaine. Les informations de base ont été importantes dans l'évaluation des impacts du projet. En conséquence, les documents de formation et les conclusions de recherche ont été préparés et distribués aux parties prenantes et autres organisations partenaires.

Enda Ethiopie a achevé la formulation d'une nouvelle proposition de projet pour les années 2007-2009, qui permettra de perpétuer les bonnes pratiques déjà vulgarisées et d'insister dans les domaines 1) du renforcement des capacités des associations de jeunes, 2) de la gestion intégrée des déchets pour une meilleure hygiène et des moyens de subsistance durables, 3) des activités complémentaires de l'agriculture urbaine pour les personnes infectées par le VIH/Sida (aviculture, embouche, apiculture), et 4) de l'intégration de la gestion des déchets à l'agriculture urbaine (*Awassa*), avec notamment la production de compost et la réutilisation des eaux usées épurées.

Enda Vietnam, basé à Hô Chi Minh Ville (Vietnam), a achevé en 2006 la mise en œuvre de son *Projet participatif de modernisation urbaine dans les Districts 4 & 6 de Hô Chi Minh Ville* entamé en 2004, fruit d'un partenariat stratégique entre Enda, l'ONG néerlandaise NOVIB et le ministère français des Affaires étrangères. Le projet est arrivé à son terme sur une note de satisfaction, car les principaux résultats attendus ont été atteints et l'expérimentation axée sur l'amélioration du cadre de vie des populations urbaines défavorisées sur un mode participatif, a permis aux autorités locales et aux pouvoirs publics de renforcer leur collaboration et de porter un accent particulier sur la mise en place d'infrastructures urbaines adéquates permettant une amélioration de l'habitat et des conditions générales de vie sociale. L'insalubrité dans la zone d'intervention du projet était telle qu'un processus de taudification avancée pouvait y être constaté. Après trois années d'exercice, les services urbains de base (électricité, eau courante et systèmes d'assainissement collectifs) qui y faisaient gravement défaut, ont pu être installés dans la plupart des quartiers de manière satisfaisante, de l'avis même des populations bénéficiaires. Ce qui montre que le choix opéré par Enda Vietnam de fonder son intervention sur des processus de diagnostic, d'analyse des besoins et de planification participative, en mettant un accent particulier sur les problèmes récurrents de sécurité de l'occupation foncière, était judicieux.

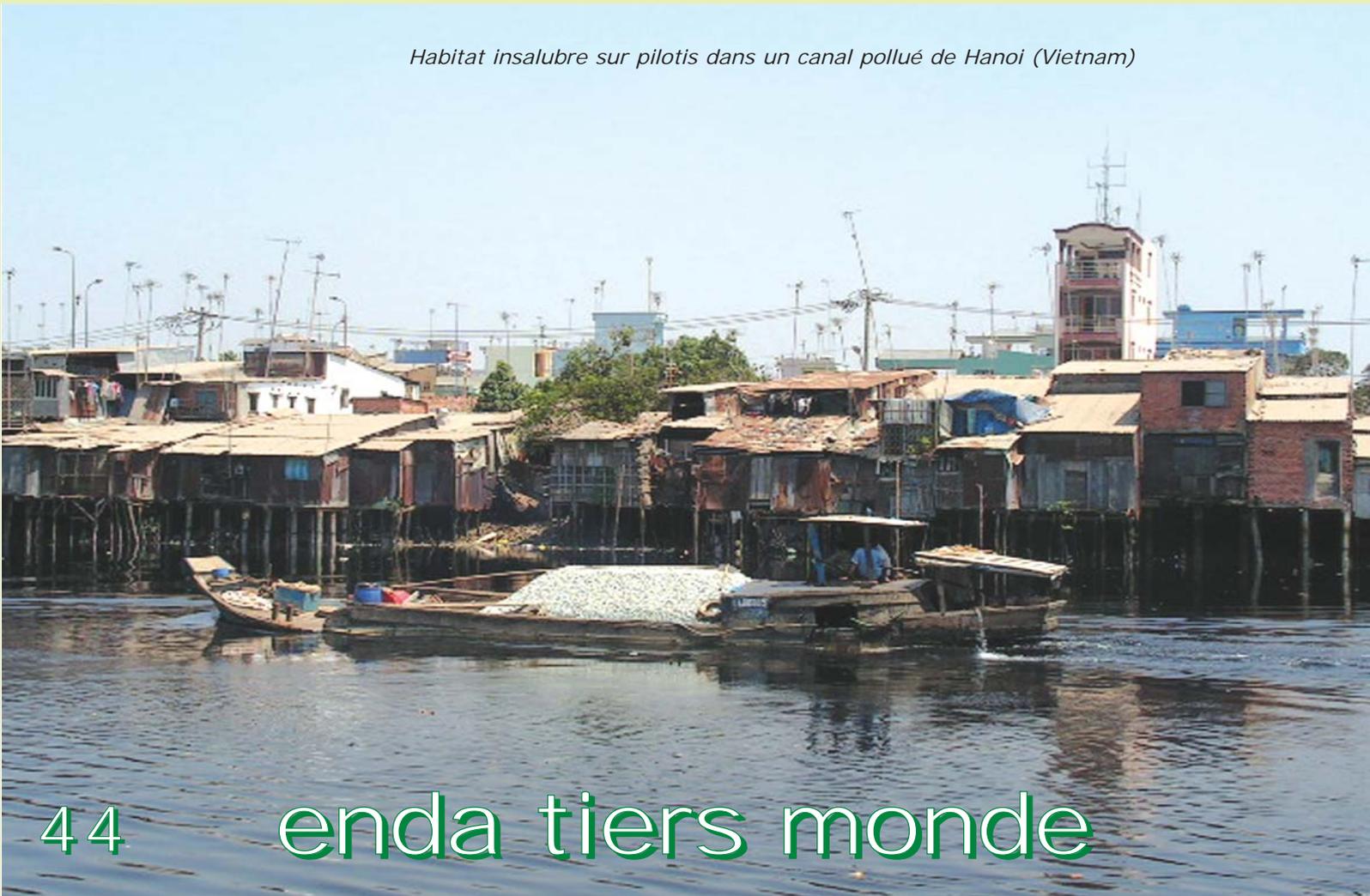


Enda Vietnam a également achevé, en 2006, la mise en œuvre de son *Projet triennal de développement urbain et d'aide au relogement dans les villes de Hanoi, Qui Nhon et Danang*, conçu en partenariat avec **Enda Europe**. Cette initiative a aussi été mise en œuvre grâce à un partenariat avec NOVIB, dans le but de faire la promotion de formes originales et adaptées d'analyse et de compréhension des questions liées au développement communautaire dans les quartiers défavorisés de ces quatre villes vietnamiennes. Ces nouvelles formes d'intervention qui privilégient des approches plus intégrées sur les questions d'habitat, avaient pour but de soulager les populations déguerpies des bidonvilles de Hanoi, Qui Nhon et Danang. En prenant l'empowerment des organisations communautaires de base comme pierre angulaire de son action, Enda Vietnam est parvenu, à travers ce projet triennal, à améliorer sensiblement les conditions de vie de ces populations très démunies.

A l'entame du projet, de nombreuses infrastructures communautaires destinées à pallier l'absence de services urbains de base (logements, systèmes d'adduction d'eau potable et d'assainissement à faible coût, etc.) avaient été construites grâce aux premiers financements. Par la suite, Enda a réussi un travail de mobilisation sociale et d'encadrement des populations bénéficiaires, dont les acquis les plus importants ont été situés dans l'adhésion massive de celles-ci à des mutuelles d'épargne et de micro-crédit. Ces mutuelles ont été un moyen facile et fort adapté de réhabilitation de leur habitat dans les nouvelles aires de recasement qui leur ont été affectées. Cette forme d'intervention a été particulièrement appréciée par les partenaires et les bénéficiaires, car elle a permis de développer la participation communautaire et renforcé la responsabilisation des familles les plus fragilisées par la précarité. Plusieurs points peuvent servir à mesurer les impacts au terme de l'intervention :

1. le Fonds de développement communautaire urbain a pu être consolidé, grâce notamment au renforcement des capacités de son Conseil de gestion et à l'amélioration de son mode opératoire et de sa structure organisationnelle ;
2. le Fonds de crédit logement destiné aux ménages déguerpis a pu être constitué, avec un taux d'indemnisation fort avantageux inférieur à 25 millions de dong (monnaie locale) ;
3. les supports de communication qui devaient fournir des informations aux populations concernées par le projet de réhabilitation des quartiers situés aux abords du lac Dong Da, ont pu être élaborés et toutes les informations relatives aux techniques de construction de logements à faible coût et aux mesures d'indemnisation et de relogement, ont pu être diffusées et bien assimilées par les bénéficiaires.

Habitat insalubre sur pilotis dans un canal pollué de Hanoi (Vietnam)



Enda Maghreb, forte de sa solide expérience en matière d'accompagnement social des projets de résorption de bidonvilles et de sa connaissance des problématiques de planification urbaine, participe au *Programme de Gouvernance Locale (PGL)*, financé par l'USAID et mis en œuvre par l'Institut de recherche américain Research Triangle Institute (RTI). Le PGL, large programme d'action ayant pour objectif global de renforcer l'éthique et la transparence des processus de gouvernance locale, comporte en effet une composante F, intitulée " Appui à l'initiative Villes sans bidonvilles ", faisant référence à l'initiative engagée par le gouvernement marocain depuis 2003 et visant l'éradication, à l'horizon 2010, de l'ensemble des bidonvilles (environ 900 noyaux et 217 560 ménages) des 70 centres urbains concentrés, notamment sur l'axe Casablanca- Rabat- Kénitra- Tanger, à Agadir et à Fès.

Même si la lutte contre l'habitat insalubre est relativement ancienne au Maroc, la mise en œuvre de la composante " Appui à l'initiative Villes sans bidonvilles " du PGL présente certaines particularités et nouveautés qui augurent de son efficacité et de sa durabilité. Il s'agit, tout d'abord, de la vision globale et systémique qui la sous-tend : le PGL, mis en œuvre à l'échelle nationale, bénéficie de moyens financiers et humains particulièrement importants et de l'appui de multiples partenaires nationaux et internationaux. Il vient renforcer d'autres initiatives publiques en faveur du développement économique et social des populations les plus marginalisées et comprend un ensemble d'activités de renforcement des capacités des acteurs locaux, afin d'optimiser leur participation au processus d'accompagnement social des projets de résorption des bidonvilles.

Pour la mise en œuvre opérationnelle de la composante F du projet, RTI, qui assure la coordination globale du PGL, a choisi de s'appuyer sur une expertise à la fois nationale et internationale. Cette double expertise garantit d'une part, que la stratégie d'intervention préconisée sera adaptée aux réalités locales, d'autre part qu'elle bénéficiera des meilleures pratiques internationales. Enda Maghreb constitue ainsi l'un des 5 partenaires associés à la mise en œuvre de ce projet, au même titre que l'Agence de développement social, la *Near East Foundation*, la Holding d'aménagement *Al Omrane* et l'association AMSED.

La composante F du PGL est mise en œuvre sur 3 ans (mai 2005-mai 2008) à l'échelle de 10 villes (soit 20 bidonvilles) des régions de Tanger-Tétouan, Rabat-Salé-Zemmour-Zaër et Casablanca, identifiées comme prioritaires dans le cadre de l'initiative Villes sans bidonvilles. Dans la perspective d'enrichir les réflexions en cours et de diversifier les outils d'accompagnement social des projets d'habitat et d'équipements de proximité, chacun des partenaires a été chargé de la réalisation des différentes activités de la composante à l'échelle de 2 à 3 villes. Enda Maghreb doit intervenir au niveau de la Commune urbaine de Salé où l'entité travaille actuellement dans le cadre de l'accompagnement social de l'opération de résorption du bidonville de Karyan El Oued et de la commune voisine de Témara. Le choix de ces deux sites permettra à Enda Maghreb de valoriser les acquis de son intervention sur ces communes au cours des dix dernières années.

Ingénierie sociale : participation d'Enda au processus de réinsertion des déplacés du projet d'autoroute à péage Dakar - Diamniadio (Sénégal)

Le projet d'autoroute à péage Dakar-Diamniadio est un projet du Gouvernement du Sénégal visant l'amélioration de la mobilité urbaine par une politique d'investissement infrastructurel sur l'axe routier Dakar-Diamniadio. Plusieurs institutions ont été impliquées aux côtés de l'Agence de promotion des investissements et des grands travaux (APIX) de l'Etat et des comités mis en place pour une mise en œuvre cohérente et harmonieuse d'un tel projet. Il s'agit notamment du comité ad hoc de supervision de la libération des emprises de l'infrastructure, le Groupe opérationnel de Dakar, la Direction des impôts et domaines, la Commission de conciliation et Enda TM qui assure la mission de médiation sociale à travers les entités, **Enda Rup**, **Enda Ecopole** et **Enda Ecopop**.

Enda a mis en place une stratégie d'approche et des outils destinés à faciliter la négociation entre les différents protagonistes impliqués dans le projet. Sa mission concerne essentiellement la sensibilisation, l'information et l'accompagnement des nombreuses personnes à déplacer et à reloger. Les acteurs concernés sont les personnes physiques ou morales affectées par le projet. Il s'agit de donner aux populations les informations et les savoirs techniques leur assurant les meilleures conditions de déplacement et de réinstallation. Les principes de participation, de partenariat, de négociation, de recherche du consensus et de restitution sont de rigueur tout au long du processus et permettent de spécifier les niveaux de responsabilité et de prise en charge des différents acteurs impliqués dans le processus, afin de faciliter leur adhésion effective pour une réussite de l'application du PAR. Un point focal qui facilite considérablement l'accès des populations à l'information a été mis en place au niveau de la mairie de Dalifort et permet d'instaurer une bonne communication de proximité.

L'année 2006 a été consacrée au démarrage effectif des activités d'Enda Maghreb à Salé et Témara, avec notamment la réalisation du diagnostic de la société civile et l'élaboration des plans d'accompagnement social des bidonvilles des communes de Salé et Témara. Ce document a consisté à 1) étudier l'ensemble des bidonvilles des territoires urbains concernés par le programme de résorption de l'habitat insalubre (notamment le programme national Villes sans bidonvilles) et dresser, de manière participative et concertée, un plan local d'accompagnement social ; 2) diagnostiquer le tissu associatif concerné par le processus d'accompagnement social, afin d'identifier les formations de renforcements des capacités ; 3) identifier les synergies entre les politiques nationales en termes de développement humain, notamment l'initiative nationale pour le développement humain. Le Plan local d'accompagnement social de la commune de Salé a été proposé pour validation aux partenaires institutionnels locaux. Sa mise en œuvre devrait s'opérer incessamment au niveau de cinq bidonvilles, pour lesquels Enda Maghreb assurera l'accompagnement social. Le plan en question a également proposé la mise en œuvre d'un processus de maîtrise d'ouvrage social sur un noyau bidonvillois classé prioritaire par les acteurs institutionnels locaux.

Le Projet d'accompagnement social de l'opération de recasement du bidonville de Karyan el Oued constitue l'aboutissement de plus de 10 ans d'intervention d'Enda Maghreb au niveau du bidonville de Karyan El Oued, situé dans l'arrondissement de Laâyayda à Salé. Son intervention s'est, dans un premier temps, centrée sur l'amélioration du cadre de vie des populations de ce quartier très défavorisé (construction de bornes-fontaines, mise sous tuyau des eaux usées, etc.). Dans ce cadre, un important travail de sensibilisation et de mobilisation des acteurs locaux a été mené, qui a ouvert la voie à un travail de réflexion sur la problématique de l'habitat précaire. Le bidonville de Karyan El Oued fait ainsi aujourd'hui l'objet d'un projet de recasement, dont la gestion technique est assurée par le Holding Al Omrane. Ce projet implique le déplacement de 7177 habitants répartis au niveau de trois sites d'accueil, dont deux sont déjà partiellement occupés par le bidonville. Il s'agit par conséquent d'une opération tiroir, qui implique de mener un transfert géographique des populations bénéficiaires, transfert ayant d'importantes implications économiques, financières, sociales et culturelles sur les populations concernées.

Dans ce cadre, l'intervention d'Enda Maghreb, maître d'ouvrage social de l'opération, vise à anticiper les effets sociaux, économiques et culturels induits par l'intervention, et ce afin d'assurer un déroulement optimal du transfert des ménages. Il s'agit ainsi, d'une part, de construire et d'organiser les partenariats nécessaires à la participation et à la prise de décision et, d'autre part, d'assurer l'information et l'accompagnement des ménages tout au long de l'opération, en favorisant notamment l'appropriation par les ménages de leur nouvel espace de vie. Le projet d'accompagnement social est mis en œuvre par Enda Maghreb dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec le maître d'ouvrage technique de l'opération de recasement, le Holding Al Omrane. Ce dernier a octroyé à Enda Maghreb un budget total de 86'500 euros. Le projet est mis en œuvre sur une période de 3 ans (mai 2005-mai 2008) au niveau du bidonville de Karyan El Oued à Salé (arrondissement de Laâyayda) et s'articule autour de 5 axes majeurs :

1. l'accompagnement des ménages tout au long des deux phases de transfert :
1) information et sensibilisation des ménages autour des caractéristiques juridiques, financières et techniques du transfert, 2) organisation de sessions de vulgarisation des produits et outils financiers pour l'accès à la propriété, 3) aide aux ménages pour l'élaboration des plans financiers (acquisition et valorisation des lots), 4) participation à la préparation des dossiers d'attribution des lots, et 5) réunions d'information sur l'état d'avancement des réalisations ;
2. l'information et la sensibilisation des ménages : 1) organisation d'ateliers publics d'information, 2) " porte-à-porte ", 3) mise en place d'un espace d'accueil pour le public, 4) organisation régulière d'ateliers d'informations, 5) élaboration de fiches d'informations pour les ménages concernés par le transfert, 6) organisation de visites d'expériences ;
3. le renforcement des capacités des acteurs locaux : organisation de formations au bénéfice des associations locales en vue de les préparer à prendre le relais de l'accompagnement social (formation au management associatif, à la planification stratégique, à la gestion de microprojets), organisation d'ateliers de formation et de sensibilisation en direction des élus (partenariat public/privé, gestion des conflits, médiation sociale, maîtrise d'ouvrage sociale, etc.), organisation d'ateliers multi acteurs ;
4. le développement d'activités économiques génératrices d'emplois : 1) organisation de formations professionnelles sur les métiers du bâtiment, 2) de l'artisanat et du textile, 3) développement de partenariats entre les bénéficiaires du projet et

- les acteurs économiques locaux, 4) appui aux ménages pour l'accès au micro crédit dans le cadre de la réalisation d'activités génératrices de revenus, 5) création et accompagnement de coopératives et de micro entreprises, 6) mise en place d'un point emploi pour les jeunes ;
5. la communication et la capitalisation : 1) édition et diffusion d'un bulletin d'information, 2) conduite d'un processus de capitalisation, et 3) organisation d'ateliers multi acteurs de réflexion sur l'accompagnement social, ses résultats et les recommandations pour construire des partenariats entre les différents acteurs.

Pour une gestion participative des équipements et infrastructures urbains

L'accès aux équipements collectifs et services sociaux de base se pose aujourd'hui avec acuité et interpelle la problématique des droits humains dans ses composantes économiques, culturelles et sociales. Si des efforts sont déployés par les pouvoirs publics pour la mise en place des équipements, force est de reconnaître que leur fonctionnement et entretien durable de même que la délivrance de services de qualité demeure toujours problématique. Nombreux sont les infrastructures et équipements qui cinq ans après leur mise en place montrent les premiers signes de détériorations faute d'entretien et n'arrivent plus à offrir des services de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation, des loisirs, etc.

C'est conscient de ces enjeux pour des villes inclusives et durables en Afrique que **Enda Ecopop**, dans le cadre de son axe stratégique Droits humains et services sociaux de base, a articulé plusieurs interventions en collaboration avec le Ministère de l'éducation du Sénégal et plusieurs collectivités locales, avec l'appui de la Coopération technique japonaise (JICA) et du Programme d'appui au développement local urbain (PADELU) de l'Union européenne. Ces interventions ont pour l'essentiel porté sur la Gestion participative des équipements et infrastructures urbains, dont le processus se décline à travers les étapes majeures suivantes :

1. la sensibilisation des autorités et décideurs locaux pour une prise en charge de l'entretien et de gestion des Infrastructures et Equipements communautaires ;
2. le renforcement des capacités d'intervention des acteurs locaux, principaux bénéficiaires des ouvrages, aux outils, approches et méthodes pratiques d'entretien, de maintenance et de gestion des infrastructures et équipements;
3. la mise en place de dispositifs organisationnels (Comité de gestion, Unité communautaire de développement, Cellule qualité, etc.) et de mécanismes de participation pour une meilleure implication des populations dans l'exploitation et la gestion durable des infrastructures et équipements urbains ;
4. la mobilisation des ressources nécessaires au bon fonctionnement, à la maintenance et la gestion durable des infrastructures et équipements urbains ;

Au cours de l'année 2006, Enda Ecopop a capitalisé sa démarche d'accompagnement des collectivités locales en éditant plusieurs supports et guides pour l'entretien, la maintenance et la gestion durable des infrastructures et équipements urbains :

- 1) le Guide de sensibilisation et de formation des autorités et acteurs de la société civile à l'entretien et à la maintenance élaboré dans le cadre de la Composante organisationnelle du projet de construction et d'équipement de l'Ecole de formation des instituteurs (EFI) de Dakar. Ce document a été avec l'appui de la Coopération japonaise.
- 2) le Guide d'entretien, de maintenance et de gestion des infrastructures élaborés pour le compte du PADELU, édité en sept (7) tomes (*Tome 1 : Introduction à la gestion des équipements communautaires ; Tome 2 : les équipements marchands ; Tome 3 : les infrastructures scolaires ; Tome 4 : les infrastructures communautaires et de jeunesse ; Tome 5 : les infrastructures d'assainissement et de voirie ; Tome 6 : les équipements sanitaires ; Tome 7 : les équipements hydrauliques*).

Femmes du Sahel, confrontées aux effets de la désertification et à leurs conséquences en termes de difficultés d'accès à l'eau potable (Maradi au Niger)





5

Eau potable et assainissement

Les recommandations les plus communément admises concernant les projets d'accès à l'eau potable et à l'assainissement insistent sur le fait qu'ils doivent être élaborés en partenariat avec les populations et se baser sur l'initiative et la responsabilité de celles-ci. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est aujourd'hui conçu comme un droit indissociable des autres droits humains. Il s'inscrit dans des politiques nationales affirmées, comprenant la protection de la ressource en eau, la lutte contre toutes les formes de pollution, les actions de contrôle des marchés pour le prix de l'eau soit toujours à la portée des plus démunis, la prise en charge durable du fonctionnement et de la maintenance des équipements communautaires, et la recherche d'un apport financier minimal conforme au niveau de revenus des populations.

L'on comprend aisément, au regard de toutes ces conditions, pourquoi Enda TM, dans sa stratégie d'approvisionnement en eau potable des quartiers défavorisés et des localités rurales, cherche toujours à atteindre un optimum entre la valeur du service, le coût des installations et la capacité économique des usagers. Car, l'organisation a toujours fait en sorte que les équipements réalisés soient le plus possible à moindre coût, pour que le prix de l'eau et de l'assainissement soit acceptable, et que les projets d'accès à l'eau potable mis en œuvre par les entités soient complétés par des équipements d'assainissement, ainsi que par des formations à l'hygiène et à la prévention des maladies liées à l'eau.

Enda Eau Populaire, basé à Dakar, s'est depuis ses débuts spécialisé dans l'accès des populations des quartiers défavorisés de l'agglomération dakaroise à l'eau potable et à l'assainissement. A sa création en 1994, la borne fontaine a été utilisée par l'entité comme porte d'entrée principale de ses interventions. Mais, depuis quelques années, cette option fondamentale a été combinée à une approche innovante qui réserve une large part à des partenariats stratégiques avec les autres acteurs du secteur de l'eau. En outre, les projets habituels mis en œuvre dans les zones urbaines peu desservies en eau potable, comme les quartiers périurbains de Dakar, sont de plus en plus associés à des initiatives sur l'eau et l'assainissement en milieu rural. Ainsi, trois axes d'intervention peuvent servir à caractériser l'action d'Enda Eau Populaire :

1. l'accès à l'eau potable dans les bidonvilles et autres quartiers défavorisés, non seulement avec la construction et la gestion communautaire des bornes-fontaines, mais aussi grâce à la mise en place de branchements sociaux à domicile ;
2. l'appui aux initiatives de santé communautaire, dans les centres urbains, sous forme de fourniture de matériel médical et de médicaments de première nécessité, et dans les zones rurales, avec des activités de sensibilisation sur les maladies liées à l'eau et de construction d'infrastructures sanitaires ;
3. les activités d'IEC destinées à permettre aux populations de prendre en charge le volet de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires, afin de consolider les actions réalisées et d'assurer la pérennisation des ouvrages.

Durant l'année 2006, quatre projets portant sur l'accès à l'eau potable ont été mis en œuvre par Enda Eau Populaire. Il s'agit :

1. du *Projet d'appui aux initiatives communautaires de la ville de Pikine* (au Sénégal) ;
2. du *Projet d'adduction d'eau potable dans le village de Diagnoum* (dans la vallée du fleuve Sénégal) ;
3. du *Projet d'adduction d'eau potable du village de Ndiayenne Pendao* (dans la vallée du fleuve Sénégal) ;
4. de l'*Initiative d'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et l'assainissement à Malika et Keur Massar*.

Le 1^{er} projet, conçu en partenariat avec **Enda Europe**, vise à améliorer les conditions de vie des populations démunies de la ville de Pikine en leur facilitant l'accès à l'eau potable par la construction d'infrastructures hydrauliques et en pérennisant des actions grâce à la création d'activités génératrices de revenus. Il comporte aussi un volet consacré à l'amélioration de l'accès aux soins de santé primaires par l'amélioration de l'accès aux médicaments, la formation d'agents de santé communautaire et l'éducation à l'hygiène (lutte contre l'insalubrité due au déversement anarchique des eaux usées sur la voie publique). Il s'agit plus précisément :

1. d'assurer l'approvisionnement en eau potable et de mettre en place des systèmes semi-collectifs d'assainissement dans les quartiers les plus pauvres ;
2. d'assurer l'accès des populations démunies des quartiers ciblés aux médicaments essentiels, en collaboration avec l'hôpital Aristide Le Dantec ;
3. et de renforcer, chez les habitants, les capacités d'organisation, de gestion communautaire et de prise de décision démocratique.

Les 2^e et 3^e projets, conçus en collaboration avec Enda Europe, visent à améliorer les conditions de vie des populations rurales vivant dans la région du fleuve Sénégal, grâce à un meilleur accès à l'eau potable et au renforcement de leurs capacités de gestion et de maintenance des infrastructures communautaires. Pour chacun de ces projets, les interventions en 2006 ont consisté en 1) la construction d'un château d'eau de 32 m³ à 15 m de hauteur ; 2) la mise en place d'une unité de traitement d'eau de surface, d'une barge flottante pour la pompe d'aspiration, d'une chambre de pompage et de deux réservoirs au sol d'une capacité totale de 20 m³ ; 3) la réalisation d'un réseau d'eau potable de 3000 m³ (avec utilisation de la main-d'œuvre locale pour les branchements) ; 4) la mise en place de 7 points d'eau ; 5) la dotation de 10 compteurs d'eau au comité de gestion pour les futurs branchements ; 6) la réalisation d'un magasin de stockage et d'une clôture de sécurité ; 7) la formation du conducteur de l'unité de traitement d'eau (gestion, entretien, hygiène, etc.) ; 8) le suivi rapproché durant les 6 premiers mois du projet ; 9) le suivi espacé durant les 6 mois suivants et enfin 10) la mission d'évaluation finale.

Le 4^e projet, fruit d'un partenariat entre ONU-HABITAT, la Mairie de Paris, les Communes d'arrondissement de Malika et Keur Massar, et Enda Eau Populaire, cherche à contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et de ceux du Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Les quartiers cibles sont dans les zones d'habitat précaire de la ceinture périurbaine de Dakar (Malika et Keur Massar), où l'intervention cherche à améliorer de façon durable les conditions de vie des populations.

Le 5^e projet, fruit d'un partenariat entre *Friend's of The Cap Skiring*, la Fondation VEOLIA, VEOLIA-Waterforce et Enda Eau Populaire, a pour objectif d'améliorer la qualité de vie de populations rurales démunies dans la région de Ziguinchor et notamment d'assurer l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement liquide de plus de 3000 habitants et d'assurer l'accès des populations démunies des quartiers ciblés aux médicaments essentiels. Les activités ont consisté en 1) la réalisation d'un programme d'urgence de 98 latrines (dans les

villages de Cap Skiring, Boucott, Bouyouye et Diembéring) ; 2) la construction d'un château d'eau à Boucott pour l'accès à l'eau potable dans les villages de Cap Skiring, Boucott, Bouyouye ; 3) un soutien en médicaments des structures sanitaires (pour cinq cases de santé à Cap Skiring, Boucott, Bouyouye, Kabrousse et Diembéring).

Enda Maghreb, à travers son Programme d'appui aux initiatives de développement durable en milieux défavorisés, a mené des actions concrètes d'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations rurales, centrées sur 4 communes rurales de la Province de Taza, où l'entité intervient depuis près de 10 ans. Les actions menées ont privilégié la participation des bénéficiaires et des acteurs locaux. Parmi ces interventions, trois ont concerné en priorité l'amélioration des infrastructures de base et la préservation de l'environnement, à travers l'accès à l'eau et la promotion de pratiques d'agriculture durable :

1. développement de la petite hydraulique dans deux douars relevant de la commune rurale de Beni Ftah (captage de sources, construction de réservoirs et de bornes-fontaines) permettant de contribuer à l'amélioration des conditions d'accès à l'eau des populations rurales et de promouvoir localement une utilisation plus efficace et plus rationnelle des ressources hydriques ;
2. alimentation en eau potable des 250 ménages du douar Hbaila (commune de Beni Ftah) à travers la mise en place d'une station de pompage, dont la gestion a été confiée à une Association d'Usagers de l'Eau potable ;
3. amélioration des pratiques culturelles et des revenus des agriculteurs dans le domaine de l'agriculture, à travers la création et l'équipement de 3 comités de producteurs pour l'approvisionnement en eau et l'utilisation en commun du matériel de taille, de traitement et de récolte.

Enda Rup : répliquer les bonnes pratiques dans d'autres pays africains

Durant plusieurs années, Enda Rup a développé des expérimentations visant à trouver des alternatives durables au déficit d'infrastructures d'assainissement en milieu urbain et périurbain au Sénégal et en Afrique de l'Ouest. La réalisation d'ouvrages d'assainissement individuels, de réseaux petit diamètre d'évacuation et de systèmes de traitement des eaux usées par lagunage à macrophytes, a considérablement amélioré l'environnement de plusieurs localités du Sénégal. Une évolution notable du *Programme d'Amélioration Durable de l'Environnement (PADE)* a consisté ces deux dernières années à opérer un véritable changement d'échelle qui s'est manifesté par de nouvelles interventions dans d'autres pays africains et notamment au Burkina Faso et au Cameroun.

Ces expérimentations menées par Enda Rup ont une pertinence telle que le *Programme PADE-Rufisque* a été reconnu sur le plan international, considéré comme une expérience de référence dans le cadre du *Programme Eau et Ville d'Afrique* et inscrit dans la Lettre de politique d'eau et d'assainissement du Sénégal. D'ailleurs, la ville de Rufisque a été désignée comme un exemple à suivre pour l'atteinte des OMD dans ce secteur. Il faut aussi souligner la quasi-totalité des interventions au niveau local, les initiatives d'Enda Rup concernant l'assainissement sont passées d'une étape d'évaluation (en 2004) à une phase d'extension dès 2005, pour passer à une phase de consolidation en 2006. Un aspect très important dans ce domaine a été l'élargissement des champs d'action d'Enda Rup vers de nouvelles perspectives encore plus ambitieuses, qui lui permettent de s'investir davantage pour le développement urbain durable en Afrique.

Initié dans le but de répondre aux besoins d'assainissement dans les quartiers périurbains de la ville de Rufisque (Sénégal), le PADE a permis de développer les premières activités d'assainissement, avec en amont le développement de l'assainissement à faible coût, la densification du réseau petit diamètre de Diokoul et Arafat, et l'expérimentation réussie de traitement des eaux usées par utilisation des technologies rustiques. Le PADE Rufisque a permis d'assainir nombre de quartiers, de valoriser l'eau épurée, de développer des initiatives locales, des activités de nettoyage des quartiers, de stabiliser les emplois créés à cet effet et de développer la gestion de proximité. Après les expériences fort concluantes des zones de Yoff, Ouakam et Pikine, l'initiative du PADE a été répliquée dans la Ville de Saint-Louis, en partenariat avec la Coopération autrichienne, pour appuyer la commune et les acteurs locaux dans la promotion de l'hygiène environnementale. Ainsi, le PADE participe à la réalisation des objectifs du Plan de développement de la commune de Saint-Louis, concernant le renforcement des capacités des acteurs locaux et de la municipalité, et le développement intégré de l'agriculture urbaine et périurbaine. La deuxième phase du PADE a démarré en mars 2006 et a été une étape de redéploiement des activités du PADE dont on peut citer : 1) le renforcement des capacités des OCB ; 2) l'appui à l'agriculture urbaine et périurbaine ; et 3) le Fonds communautaire pour l'assainissement des quartiers pauvres (FOCAUP).

La création d'un fonds de crédit visant à faciliter l'accès des couches défavorisées à l'assainissement (le mécanisme du FAUCAUP), a eu un réel impact permettant de pérenniser et de répliquer l'initiative d'assainissement dans plusieurs autres localités. Ses avancées se lisent à travers le changement d'échelle qui a permis de répliquer l'initiative au Burkina Faso et au Cameroun, où des partenariats avec les municipalités des villes de Ouagadougou, Douala et Edéa ont été noués pour une mise en œuvre effective du processus. Le *Projet IANODE (Initiative d'Assainissement Novateur à Ouagadougou, Douala et Edéa)* est dans sa phase de consolidation. La mise en place des structures locales d'auto-gestion des réseaux d'assainissement est en cours à Ouagadougou où les systèmes collectifs, semi-collectifs et individuels d'évacuation des eaux usées ménagères sont en cours de construction, de même qu'à Edéa au Cameroun.

Des millions de bouteilles ont envahi la nature aux alentours de la décharge municipale de Mbeubeusse près de Dakar (Sénégal)



6

Gestion et valorisation des déchets

Lorsqu'on se penche sur la situation de la gestion des déchets solides urbains dans la majeure partie des pays du Sud, force est de constater qu'elle est toujours préoccupante. L'importance que revêt cette question dans les stratégies de développement urbain durable est telle qu'actuellement toutes les initiatives visant l'atteinte des OMD lui accordent une place de choix dans leurs stratégies. Parce qu'on ne peut pas parler de lutte contre la pauvreté sans intégrer la question de la ruralisation des villes du Sud, avec son corollaire d'implantation des populations démunies dans des quartiers spontanés que les autorités locales ont rarement su maîtriser. Si l'on y ajoute l'insuffisance des infrastructures urbaines, la faiblesse de l'investissement, les dépenses non maîtrisées, la non-maintenance des équipements, la mauvaise planification, la rareté des données urbaines fiables et les problèmes de gouvernance, les échecs répétés dans la gestion des déchets solides de beaucoup de villes du Sud s'expliquent aisément.

L'on comprend alors pourquoi Enda a intégré depuis plus de vingt ans la gestion des déchets solides, comprenant la mise en place de stratégies de précollecte dans les quartiers défavorisés, de récupération et de recyclage, comme l'un des aspects les plus emblématiques de son action. Car, les stratégies mises en œuvre par les entités d'Enda ont non seulement l'avantage de renforcer le développement communautaire en mettant les populations devant leurs propres responsabilités dans l'amélioration de leur cadre de vie, mais elles montrent à ces dernières les profits qu'elles peuvent en tirer en termes de création d'activités génératrices de revenus, dans la précollecte comme dans la récupération et le recyclage des déchets, à travers le compostage, l'artisanat d'art, etc.

Enda Océan Indien, basé à Antananarivo (Madagascar), a mené en partenariat avec l'association Aide pour le Développement Humain (ADH) un important *Projet quadriennal de gestion des ordures ménagères* qui s'est achevé en 2004. Après transfert du projet à ADH en mai 2004, l'association mène en parfaite autonomie ce projet au niveau des deux Fokontany (quartiers) de Faami et Andranomanalina. Mais, puisqu'il était convenu qu'Enda relancerait ce type de projet au sein d'autres quartiers, l'entité a entamé à partir de mars 2005 un travail d'élaboration d'un nouveau projet de gestion des déchets ménagers nommé ADQua (Assainissement durable des quartiers), conçu en partenariat avec Enda Europe. En 2006, le Projet ADQua intervient dans 11 Fokontany des 4^e, 5^e et 6^e arrondissements d'Antananarivo. Ses activités se découpent entre l'identification des zones d'intervention en réponse aux demandes des chefs de quartier (enquêtes auprès des ménages et rencontres avec les leaders), l'accompagnement de terrain des comités des Fokontany, la conception d'outils de suivi et d'évaluation pour les projets comme pour ADQua, et la formation des acteurs locaux.

Dans la mise en œuvre du projet, chaque ménage paie une cotisation mensuelle (environ 0,10 euro) qui sert au recouvrement des dépenses de fonctionnement du projet, comme les salaires des collecteurs, les indemnités des membres du comité de gestion et les frais d'entretien et de réparation des matériels de collecte. Ce sont les régisseurs qui assurent la collecte de cette cotisation qu'on appelle " les redevances ". Chaque ménage dispose d'une carte de redevances, où sont inscrits ses paiements ; et certains Fokontany vont jusqu'à exiger sa mise à jour pour la délivrance de papiers administratifs.

Pour favoriser une solidarité et une synergie entre les différents Fokontany, Enda Océan Indien a organisé trois ateliers d'échange et de partage d'expériences entre les différents comités. En invitant la Commune urbaine d'Antananarivo (CUA), le Bureau de Développement d'Antananarivo (BDA), et la SAMVA (entreprise de collecte des déchets à Antananarivo), l'objectif était également d'informer des actions entreprises, et de faire remonter les attentes et les besoins des fokontany auprès des décideurs, pour les aider à réussir leur projet. Des échanges très intéressants ont eu lieu avec la CUA, notamment en ce qui concerne le paiement des redevances par les ménages. Les Fokontany ont souhaité avoir un décret pénalisant leur non-paiement, pour assurer la viabilité du projet. D'autres problèmes communs ont été abordés (la santé des collecteurs, la sensibilisation des ménages, l'amélioration de l'organisation interne des comités, etc.) et des stratégies de résolution ont été planifiées (partenariat avec le Bureau municipal d'Hygiène) pour des soins gratuits, des journées obligatoires de grand nettoyage, la mise à disposition d'outils de gestion et de formation, etc.). L'équipe d'ADQua s'assure de la mise en œuvre des solutions envisagées.



A l'occasion du premier anniversaire du projet ADQua à Madera Namontana, les comités du 5^e arrondissement ont organisé un événement en octobre 2006, pour valoriser le travail réalisé, sensibiliser les autres Fokontany, informer les différents partenaires tout en les impliquant davantage. Chaque comité avait préparé un panneau et offert une animation pendant 15 minutes. Un intéressant débat a eu lieu autour de l'idée d'un arrêté municipal pour officialiser de manière plus formelle les projets et les incitations au paiement des redevances. Les nombreuses personnes conviées à cette manifestation ont tous été très impressionnés par la qualité des projets des Fokontany.

Enda Océan Indien a également démarré en 2006 un partenariat avec l'association Water Lily qui avait envisagé de mettre en place un centre de tri et de recyclage des déchets à Antananarivo. Enda a pu assurer dans un Fokontany la mise en place d'un système de précollecte, avec tri à la source (deux bacs à ordures au lieu d'un) selon ses procédures habituelles. Un partenariat qui a démarré sur Amboniloha au mois de mai. En outre, pour combler le besoin en collecteurs, Enda Océan Indien a réussi à insérer des jeunes du programme " Espace Jeunes " dans un emploi régulier, sur un projet de précollecte d'un Fokontany. Ce partenariat pourra être renouvelé lorsque les besoins se présenteront, grâce au processus d'accompagnement socioprofessionnel de ces jeunes. Les projets offrent donc un nouvel avantage qui est de permettre la création d'emplois et l'insertion de jeunes en situation difficile.



Grande journée de sensibilisation organisée à Antananarivo (Madagascar) avec l'appui d'Enda pour lancer le projet de collecte de déchets ménagers

Enda Ethiopie a acquis une certaine expérience dans la gestion des déchets solides à Addis-Abéba, orientée vers la génération de revenus au profit des populations défavorisées et l'amélioration des quartiers populaires. Le second volet de son *Programme de développement urbain* a été le cadre de mise en œuvre de ces interventions qui se sont poursuivies en 2006 et ont concerné trois districts woredas (districts). Un partenariat entre les autorités locales, les services administratifs, les groupements féminins et les associations de jeunes et Enda a permis de renforcer l'efficacité des différents acteurs depuis le lancement du projet en 2005. Le projet " **IGNIS** " (2005-2008) ainsi mis sur pied par Enda et *AT-Verband (Appropriate Technology Association)*, est le sigle du titre allemand *Income Generation in Megacities durch die nachhaltige Inwertsetzung von Siedlungsabfällen*. Il vise à promouvoir une approche holistique qui insiste sur le choix des technologies les plus adaptées à la situation locale et qui soit en phase avec les exigences de protection de l'environnement, d'amélioration de la santé publique, de renforcement des capacités des acteurs et d'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires d'Addis-Abéba. Le Projet IGNIS bénéficie ainsi de l'appui financier du ministère allemand de l'Education et de la Recherche, dans le cadre d'une convention associant AT-Verband (pour la prise en charge de la coordination et de la représentation du Projet IGNIS) et l'Université de Stuttgart (pour la supervision, la formation et le suivi scientifique). Chargé de la maîtrise d'ouvrage et de la création d'une véritable synergie entre les

différents partenaires du projet IGNIS, Enda Ethiopie a procédé à la définition du plan de mise en œuvre en fonction de cinq axes :

1. les réunions et les ateliers de préparation de la phase principale du Projet IGNIS ;
2. la définition du consortium final du Projet IGNIS et la mise en place du comité de pilotage ;
3. la sensibilisation des politiques et des principaux acteurs à Addis-Abéba ;
4. la définition du calendrier détaillé pour le programme de travail ;
5. la coordination de la phase préliminaire.

L'exécution du Projet IGNIS pour l'année 2006 comprend plusieurs volets :

- 1) la construction du site de démonstration pour le compostage ;
- 2) la préparation des supports de communication du projet (campagne d'IEC) ;
- 3) l'organisation d'ateliers d'échange sur le recyclage : " art Festal " ;
- 4) les visites et expositions Sud-Sud destinées à partager l'expérience des autres pays du Sud sur le recyclage (l'échange d'expériences en matière de technologie appropriée des pays comme l'Inde et l'Egypte sur les technologies rudimentaires pour le recyclage s'est avéré pertinent).

Les Comités de gestion des ordures qui ont été mis en place et habilités à soutenir la base de la gestion intégrée des déchets solides dans les trois villes de banlieue où Enda intervient, ont commencé à développer un plan d'action, à entreprendre les activités prévues avec le soutien (technique et financier) d'Enda. Dans le but de promouvoir les activités de récupération et de recyclage, une formation en " art Festal " a été dispensée dans quatre régions du pays (Oromiyia, Harar, Tigray et Amhara) et à Addis-Abéba, afin de réduire les impacts négatifs des sacs en plastique (" festal " en langue locale) sur l'environnement, sur la santé des personnes et des animaux. Des impacts qui ne sont pas limités à Addis-Abéba, d'où l'urgence qu'il y avait de dispenser ces formations dans les régions, avec l'espoir de créer un effet positif de redynamisation des efforts consentis par les associations locales pour réduire les déchets en plastique.

Enda Maghreb sensibilise depuis plusieurs années les pouvoirs publics et les acteurs de la société civile sur la nécessité de réduire les pollutions émanant des divers modes de consommation, par la promotion de la gestion alternative des déchets solides municipaux à l'échelle de petites et moyennes collectivités. Une action qui s'est traduite par l'appui à la création et à la mise en place de dispositifs alternatifs de traitement des déchets. Des dispositifs qui, tout en apportant une réponse adaptée au problème de la mise en décharge sauvage et de la prolifération des points noirs, ont offert un terrain particulièrement propice au développement des filières de recyclage des matières non organiques (papier, carton, verre, etc.). L'année 2006 a été consacrée à la poursuite et au renforcement des activités engagées à l'échelle des différents sites d'intervention, dans le but d'œuvrer au renforcement et à la pérennisation des procédés de traitement alternatif des déchets solides municipaux, sur les plans institutionnel, technique et organisationnel.

Dans le but de rendre durables ses interventions dans le domaine de la gestion des déchets, Enda Maghreb a mené des activités de sensibilisation, d'éducation et de communication dans l'ensemble des sites d'intervention. Une sensibilisation doublée d'une éducation à l'environnement en direction de groupes cibles (écoliers, collégiens, instituteurs, etc.) ou de publics plus larges et qui constitue l'un des objectifs les plus importants des projets mis en œuvre par l'entité. Ce travail de sensibilisation a aussi eu pour ambition de susciter une prise de conscience sur la gravité des menaces anthropiques pesant sur l'environnement, ainsi que sur les changements de comportements escomptés.

Le *Projet de sensibilisation communautaire à la préservation de l'environnement urbain d'Essaouira* s'est aussi inscrit dans cette optique et a contribué à assurer la continuité des actions menées par Enda Maghreb dans le domaine de la gestion des déchets solides municipaux, de l'éducation à l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie urbain. Cette intervention a permis de mener des actions d'éducation environnementale auprès d'une vingtaine d'établissements scolaires et associations de la ville sur les thèmes de l'eau, des déchets et de la biodiversité. Le projet est une composante du Projet de Gestion des Déchets Solides Urbains à Essaouira, mis en œuvre par l'Office National de l'Eau Potable (ONEP) et financé par l'Union Européenne dans le cadre du programme MEDA II. Il a été mis en œuvre en étroite collaboration avec l'Unité de Gestion du Projet (ONEP et Commission Européenne), en partenariat avec la Municipalité d'Essaouira ainsi que la Délégation de l'Education Nationale.

L'ONEP a délégué à Enda Maghreb la réalisation de deux composantes de ce projet : 1) organisation des amicales de quartiers et 2) appui à la filière de récupération et de valorisation des déchets. Dans ce cadre, l'ONEP a assuré le financement de l'intervention d'Enda Maghreb, sur la base d'un budget global d'environ 155'000 euros.

Entamé en 2005, ce projet a contribué à l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain, en mobilisant la population et les acteurs locaux d'Essaouira autour de l'amélioration de la gestion des déchets urbains et s'est assigné pour objectifs spécifiques :

1. de développer la prise de conscience des populations, surtout en milieu scolaire, par rapport aux problèmes environnementaux de la ville d'Essaouira et aux solutions possibles ;
2. de sensibiliser les citoyens à l'adoption de nouveaux comportements en matière de gestion des déchets urbains et de protection de l'environnement urbain ;
3. de renforcer les capacités d'intervention des acteurs locaux en matière d'amélioration de la qualité de l'environnement urbain, et notamment en matière de sensibilisation (IEC) à la gestion rationnelle des déchets solides urbains ;
4. d'engager les acteurs locaux et la population dans un processus évolutif d'identification et de mise en œuvre d'actions physiques visant l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain.

Mise en œuvre sur une période de 19 mois (d'avril 2005 à octobre 2006), l'intervention s'est articulée autour de quatre axes répondant aux objectifs spécifiques du projet :

- 1) la sensibilisation de la population et des acteurs locaux à la gestion rationnelle des déchets urbains et à la préservation de l'environnement urbain, par la production de supports de communication destinés aux écoliers et au grand public (livret ludique sur les gestes écologiques, affiches, etc.), l'organisation de 15 sessions de sensibilisation des écoliers et du grand public, l'organisation de 6 visites des infrastructures de gestion des déchets pour les scolaires, les élus et les journalistes, et l'organisation d'une journée " ville propre " à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement;
- 2) le renforcement de la capacité d'intervention des acteurs locaux en matière de gestion rationnelle des déchets et d'amélioration de la qualité de l'environnement urbain, par l'élaboration d'une stratégie de communication et de renforcement de capacités en matière de gestion de l'environnement urbain, la conception de modules de formation et l'organisation de 10 sessions de formation des acteurs locaux, la réalisation d'une étude de faisabilité concernant la mise en place d'une unité de tri et de compostage au niveau de la décharge contrôlée d'Essaouira, la réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en place d'une unité de prétraitement ou de recyclage, et la production de supports de communication destinés aux acteurs locaux (kit pédagogique d'éducation à l'environnement, guide sur le traitement des déchets pour les techniciens municipaux) ;
- 3) la mise en place d'actions physiques d'amélioration de la qualité de l'environnement urbain, par l'identification des quartiers et des amicales intéressées à participer à la réalisation d'actions environnementales, la réalisation de diagnostics environnementaux participatifs au niveau des quartiers et des écoles, l'élaboration et la mise en œuvre de 15 micro-projets environnementaux, et la création d'un Réseau Ecoquartiers (publication de quatre bulletins d'information sur les micro-projets) ;
- 4) la capitalisation et la diffusion des résultats de l'expérience, par la production et la diffusion d'un document de capitalisation du projet.

Le projet comprend par ailleurs une composante Expertise qui porte sur la faisabilité de la réalisation, au niveau de la ville d'Essaouira, d'une unité de recyclage des déchets non organiques et d'une unité de compostage des déchets organiques.

A Tiflet, compte tenu du prolongement de l'inactivité du Centre de co-traitement (CCT) des déchets, plusieurs missions et réunions ont été organisées entre l'équipe d'Enda Maghreb et les services compétents de la municipalité, afin de faire pleinement adhérer ces derniers aux principes d'une gestion intégrée des déchets solides municipaux et de les voir devenir des acteurs effectifs de cette gestion. Un travail de plaidoyer a par ailleurs été engagé en direction de plusieurs instances institutionnelles telles que le Conseil de la région Rabat-Salé-Zemmour-Zaer et la Direction générale des collectivités locales, afin d'obtenir les financements nécessaires au redémarrage du centre. En vue d'une reprise des activités du CCT,

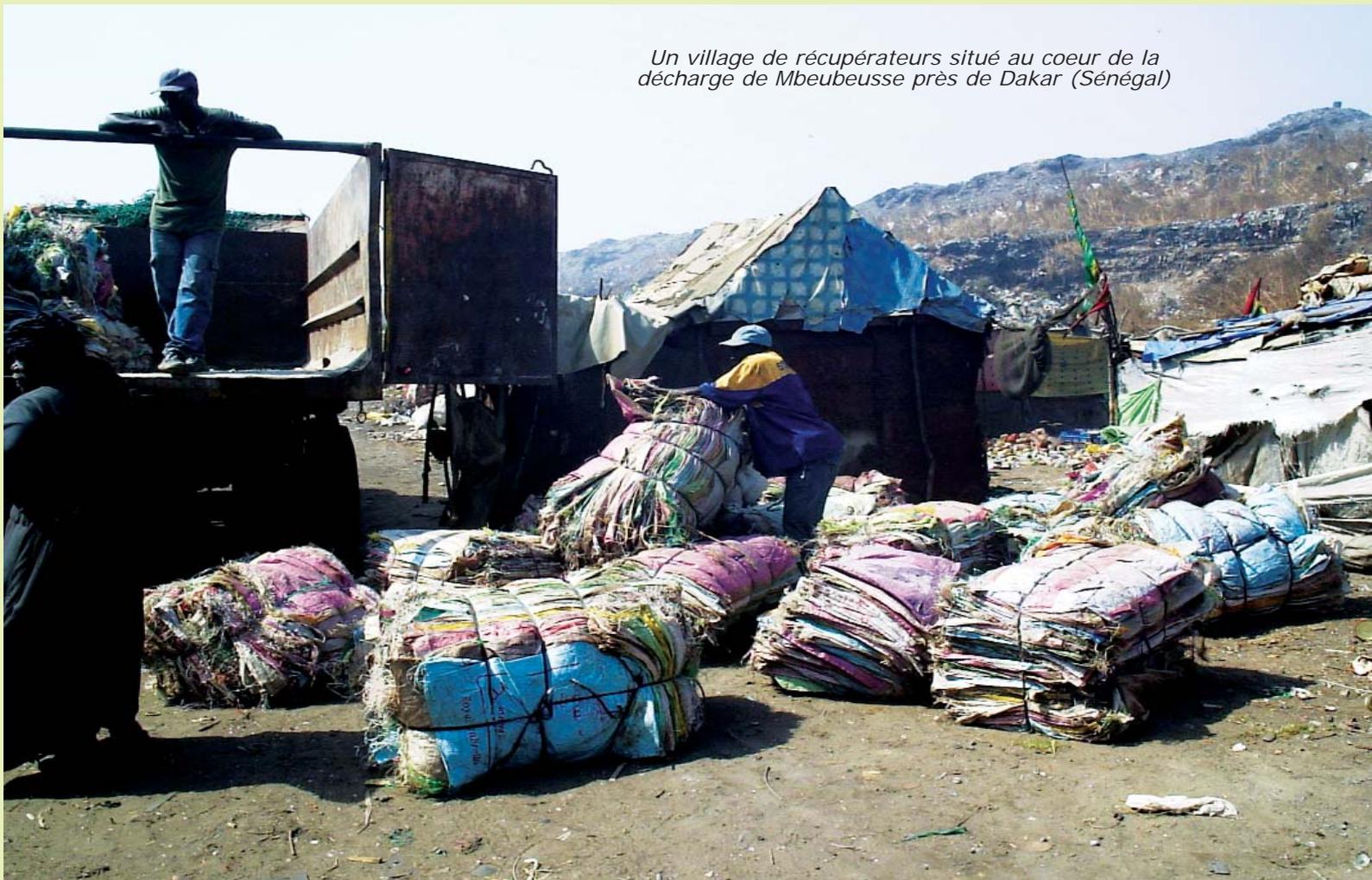
une série d'actions ont été identifiées et mises en œuvre : assainissement du site (aménagement d'une piste d'accès au CCT avec écartement des déchets de ses bords), identification des aménagements nécessaires au redémarrage du CCT, et surtout définition d'un plan de reprise de ses activités.

A Oulmès, en vue de garantir une production de qualité indispensable pour l'intéressement des utilisateurs potentiels du compost, et afin de vérifier son innocuité tant sur la santé publique que sur l'environnement, deux campagnes d'analyse ont été réalisées. Les résultats issus des analyses ont permis de démontrer la conformité de la valeur fertilisante du compost produit avec les normes en vigueur des composts urbains. Parallèlement, un essai agronomique a été réalisé, afin d'évaluer l'impact du compost sur les propriétés physicochimiques du sol. Les résultats obtenus dans le cadre de cet essai ont servi de base à la conception et à la mise en œuvre d'une stratégie de commercialisation du compost. Une étude de commercialisation du compost a, par ailleurs, été réalisée, afin d'asseoir un plan d'action stratégique. Enfin, un travail d'accompagnement et de suivi des activités de l'Unité Technique de Compostage a été fourni par l'équipe d'Enda, afin de garantir un tri efficace et assurer le traitement de la totalité des déchets organiques.

Enda Ecopole Ouest-Africaine mène depuis plus d'une dizaine d'années une action d'encadrement et d'appui en direction des récupérateurs et des populations vivant aux alentours de la grande décharge de Mbeubeusse. L'entité a collaboré à une étude dirigée par l'Institut africain de gestion urbaine (IAGU) et menée en partenariat avec d'autres structures spécialisées de l'administration sénégalaise. Le but visé par ce projet entamé en 2006, est d'améliorer la qualité de vie des populations et les revenus des plus démunis grâce à la résolution des problèmes environnementaux dans les quartiers limitrophes de la décharge de Mbeubeusse. La pression exercée sur les ressources en eau par l'essor de l'agglomération dakaroise et la forte exploitation des eaux souterraines pèsent fortement sur la santé des populations environnantes, avec un impact évident sur la dégradation du cadre de vie dans la localité de Malika jouxtant la décharge. Cette recherche est menée sur trois niveaux :

1. une recherche pluridisciplinaire sur l'écosystème menée par un groupe d'experts ;
2. une recherche participative avec les populations et les acteurs locaux ;
3. et une recherche intégrant le genre et les autres composantes sociales.

Un village de récupérateurs situé au coeur de la décharge de Mbeubeusse près de Dakar (Sénégal)



La composante socio-économique et la perception des ménages sur l'impact de la décharge a été confiée à Enda Ecopole Ouest-Africaine et à la Fondation Paul GÉRIN-LAJOIE, une ONG canadienne. Ce volet concernant l'étude de la dégradation du mode de vie et de l'environnement dans le quartier de Diamalaye et dans la décharge, a nécessité une approche participative destinée à dresser le profil des ménages, la structure de leurs revenus, leurs avoirs, la structure de leurs dépenses en soins de santé, en éducation et en produits alimentaires. Ce projet est très utile à la compréhension et à la résolution des problèmes environnementaux générés par la décharge et doit ainsi permettre de répondre à sept questions importantes :

- 1) l'analyse de la qualité des eaux souterraines et des sols à Malika ;
- 2) l'amélioration des connaissances relatives aux liens entre la décharge de Mbeubeusse et la détérioration de l'environnement (activités agricoles, élevage, contamination des eaux souterraines, santé animale, santé humaine, etc.) de Malika ;
- 3) l'identification sur le mode participatif de mesures adaptées et durables d'atténuation et de prévention de ces impacts négatifs ;
- 4) l'estimation des surfaces agricoles affectées par la décharge et l'évolution des conflits fonciers nés de sa localisation et de son expansion ;
- 5) l'appui aux autorités locales dans la formulation de politiques appropriées, afin de lutter contre de telles incidences et influencer sur les politiques environnementales futures relatives à l'implantation et à la gestion des décharges municipales ;
- 6) le développement des relations de travail entre les chercheurs et les autorités locales de Dakar sur les problématiques liées à l'environnement et à la pauvreté ;
- 7) la contribution, à travers la conception et la mise en œuvre de projets pilotes, à la consolidation des solutions d'adaptation envisagées dans le document de vision pour le développement durable de la ville de Dakar.

En outre, pour mieux apprécier le niveau de leur participation à la vie communautaire, associative et politique, ainsi que leur accès aux services de base, aux infrastructures et aux équipements collectifs, plusieurs réunions avec le Comité Local de Développement de la Mairie de Malika ont eu lieu. Ce qui a permis de dégager une vision partagée et de préparer des formations à l'attention des groupes jeunes, des personnes âgées et des femmes, pour une meilleure appropriation du projet et de ses composantes. La finalité de cette recherche, est qu'elle aboutisse à des projets pilotes identifiés par l'ensemble de la population en relation avec le groupe de chercheurs. Le projet devrait être réalisé sur une durée de quatre années, suivant le calendrier établi par le Centre de recherche pour le développement international (CRDI/Canada), le comité de pilotage et la population de Malika.



Le Red Ribbon Award a été décerné à Enda Santé par le PNUD et ONUSIDA à Toronto (Canada) en août 2006, pour saluer l'excellence de sa démarche de prévention et de prise en charge des personnes affectées et infectées par le VIH/Sida

7

Initiatives de santé communautaire

La pandémie du Sida n'a pas seulement modifié en profondeur les faits comportementaux des populations à travers le monde. Elle a aussi facilité l'ancrage d'une sensibilisation planétaire sur le lien, aujourd'hui évident, entre le niveau de développement économique et la santé, autrement dit sur la relation entre santé et pauvreté. C'est dire que la place prépondérante occupée par la santé dans la détermination de réelles perspectives économiques pour les pays du Sud, a été pour beaucoup dans la manière dont les Nations Unies ont eu à penser et à formuler les OMD dont les objectifs 4, 5 et 6 concernent exclusivement les questions de santé. Le développement durable, tel qu'il se conçoit à l'heure actuelle, confond la santé et l'environnement de façon indissociable, et justifie que les actions de lutte contre la pauvreté soient consacrées pour une large part à une facilitation de l'accès aux soins pour les plus démunis.

Les différentes stratégies développées par les entités d'Enda depuis les années 80 sur les questions de santé communautaire ont toujours eu pour but d'améliorer la situation sanitaire des populations démunies, par la mise en œuvre de solutions alternatives, durables et adaptées. C'est encore le cas en ce qui concerne la création de formules de mutualisation originales, de prise en charge des personnes affectées ou infectées par le VIH/Sida, comme de valorisation de l'utilisation des plantes médicinales.

Enda Graf Sahel développe depuis plusieurs années le *Programme d'appui au développement des mutuelles de santé* qui est parti d'un constat fondamental. Au Sénégal, malgré les efforts consentis par les autorités publiques qui ont décidé depuis 1993 d'augmenter annuellement de 0,5 % le budget de la santé pour enfin atteindre 9 % du budget national en 2003 (norme de l'OMS), la situation sanitaire des populations reste généralement précaire. La femme et l'enfant payent le plus lourd tribut à cette situation avec des taux de mortalité maternelle de 510/100.000, de mortalité infanto-juvénile de 139/1000. Les politiques d'ajustement structurel ont amené l'Etat à transférer ses prérogatives d'organisation, de financement et de gestion des services de santé, à des cadres décentralisés, appelant une plus grande implication des populations.

D'une manière générale, les femmes sont traditionnellement écartées des décisions concernant la gestion des communautés ; et si l'enfant est au cœur de la société sénégalaise, il n'est pas reconnu comme sujet actif de celle-ci. Avec la déstructuration des liens familiaux liée à l'appauvrissement économique, ces groupes sont particulièrement marginalisés et fragilisés. A travers des programmes d'appui à l'amélioration de la santé de la mère et de l'enfant, et le développement de mutuelles de santé communautaires, Enda Graf Sahel a souhaité renforcer les réponses communautaires pour la prise en charge de la santé, et aborder sous cet angle leurs droits et devoirs de citoyens, leur implication nécessaire dans les modes de gouvernance de la santé.

C'est aux femmes qu'incombe la préservation de la santé au sein de la famille sénégalaise. C'est la raison pour laquelle Enda Graf Sahel appuie et valorise les initiatives locales par le renforcement des capacités organisationnelles des populations qui connaissent mieux leurs problèmes et mettent elles-mêmes en œuvre les solutions adéquates. L'expérience acquise par les femmes dans le domaine du développement communautaire à travers les tontines, les activités génératrices de revenus impulsées par les groupements de promotion féminine et qui constituent autant d'espaces de solidarité, a été largement mise à contribution pour bâtir les mutuelles de santé.

Conscientes qu'une partie des habitants étaient malgré tout exclus de ce système, les mutuelles féminines ont décidé de s'appuyer sur les groupements de quartier. Ces organisations sont des leviers pour l'expression des attentes de la population en matière de santé. Les mutualistes vont rencontrer les services de santé pour négocier leurs tarifs et prises en charge en fonction de leurs besoins réels et de leurs budgets. La santé étant une compétence nouvellement transférée aux collectivités locales par l'Etat, le dialogue s'est établi avec les élus délégués à la santé. Le Programme d'appui au développement des mutuelles de santé a l'ambition de signer des conventions de prestation avec toutes les structures sanitaires publiques et communautaires des départements de Pikine et de Guédiawaye.

Ces femmes responsabilisées ont été actrices d'un mieux-être dans leur communauté, ce qui a revalorisé leur statut. Grâce à elles, les habitants commencent à s'emparer du débat sur la

santé publique et à s'impliquer dans des espaces de régulation au niveau communal. Cet apprentissage concret de la citoyenneté et de la démocratie participative permet d'aborder les droits mais aussi les devoirs d'un administré : importance du vote de ses représentants, débat sur l'utilisation des ressources communales, besoin d'informations, impôts et autres ressources fiscales. L'entrée par la santé est donc un prétexte au renforcement du processus démocratique de la décentralisation et de la bonne gouvernance jusqu'à l'échelon le plus local qui soit : négociation des rôles dans la famille, dans la mutuelle, puis dans la commune.

Le programme mis en œuvre par le pôle Maison Intermondes a permis la création de 4 mutuelles de santé alternatives opérationnelles dans les départements de Pikine et de Guédiawaye, en partenariat avec IAMANEH SUISSE. Il a consisté en :

1. la formation d'une cinquantaine de membres des conseils d'administration des 5 mutuelles fonctionnelles, la formation de 6 gérants de mutuelles, la réalisation d'outils de gestion et de communication, des statuts et règlements intérieurs ;
2. des séances de causeries IEC avec les groupements de femmes mutualistes ;
3. la réalisation d'études de faisabilité technique et financière, la mise en place d'une base de données.

Le GRAIM : pour soutenir et impulser le mouvement mutualiste au Sénégal

Le GRAIM (Groupe de Recherche et d'Appui aux Initiatives Mutualistes) est un des pôles d'Enda Graf Sahel. Contrairement à la majorité des pôles, le GRAIM est une structure d'appui technique qui a préexisté à l'entité Enda Graf Sahel. Jusqu'en 1997, le GRAIM est resté un Groupe d'Intérêt Economique faisant la promotion des mutuelles de santé dans la région de Thiès. Portant assistance au mouvement mutualiste émergent, il défendait les intérêts matériels et moraux du mouvement mutualiste. En 2000, le GRAIM a opéré des recentrages organisationnels liés à sa mission et à son mode de fonctionnement : la nécessité se faisait sentir de créer une agence capable d'impulser et de soutenir le mouvement mutualiste, en disposant de compétences la rendant apte à accompagner, animer et appuyer les mutuelles de santé, tout en participant à la formation des membres. Le GRAIM a alors changé de statut et est devenu une association.

Depuis, le GRAIM a diversifié ses programmes et partenaires, en optant pour une approche intégrée : expérimentation de système d'épargne et de crédit en couplage aux mutuelles de santé, mise en œuvre de programmes d'alphabétisation, appui aux producteurs, à la santé, etc. Son partenariat avec Enda Graf Sahel lui a permis de se renforcer, d'élargir son impact à travers d'autres programmes de développement dont il est opérateur dans le respect de ses valeurs mutualistes. Les objectifs du GRAIM sont :

1. de promouvoir des stratégies d'insertion à travers un réseau mutualiste, porteur d'une véritable dynamique de développement durable (santé, économie, culture, social, etc.) ;
2. d'asseoir une culture de gestion démocratique, de transparence, de solidarité et de la prévoyance ;
3. d'induire des changements sociaux, culturels avec le renforcement des aptitudes et l'amélioration des attitudes par l'éducation, la formation et l'information.

La vision du GRAIM est une société solidaire et démocratique qui épanouit l'individu dans sa communauté et dans un environnement sain. Sa mission consiste à faciliter la recherche et la valorisation de stratégies d'insertion et de promotion individuelle et collective. Sa démarche s'appuie sur les principes de la mutualité, afin de faciliter la reconstruction des solidarités locales : un citoyen isolé ne peut rien, il a besoin des autres. Comme école de démocratie et de mutualisation des efforts, la mutuelle est un modèle de gouvernance pour les communautés. Quelles que soient les actions menées (santé, micro-finance, alphabétisation, aménagement concerté du territoire, etc.), elles sont pour le GRAIM une porte d'entrée pour un changement ayant un impact global sur la société.

Participer à la vie d'une mutuelle est un exercice démocratique : chaque membre a sa place, les sociétaires discutent en assemblée générale de leurs problèmes, et tentent de trouver des solutions consensuelles. Ils élaborent ensemble des règles de fonctionnement transparentes, des modalités de gestion, élisent leurs représentants. L'analogie avec la société ne s'arrête pas là : les mutuelles de santé militent pour une décentralisation de leurs guichets, afin de répondre aux préoccupations spécifiques de leurs membres, dans des contextes particuliers. Les guichets sont ainsi plus proches des bénéficiaires, et répercutent ensuite leurs préoccupations et leurs choix au niveau de la maison mère. Ce système démontre qu'un développement partant de la base et conçu par la base est possible.

Pour améliorer les taux d'adhésion et de recouvrement des cotisations, Enda Graf a initié en 2005 une nouvelle approche de développement et de promotion des mutuelles de santé qui consiste en la mise en place de groupements mutualistes solidaires : sont sollicitées les adhésions de groupes de 10 mutualistes ayant chacun au moins 4 bénéficiaires à charge.

Le groupement mutualiste ainsi constitué s'engage à collecter les cotisations de ses membres, à les reverser à la mutuelle. Ainsi, en 2005-2006, les mutuelles ont enregistré les résultats suivants :

- 1) 1372 adhérents et 4622 bénéficiaires ;
- 2) 800 prestations ont été dispensées pour un coût total de 22'792'655 FCFA ; les réserves en banque s'élevant à 30'512'220 FCFA (environ 46'500 euros) ;
- 3) 60 groupements mutualistes solidaires totalisant 1800 bénéficiaires ont déjà signé des conventions de partenariat avec les mutuelles et ont reçu des financements. La mise en place des groupements mutualistes a permis de relever le taux de recouvrement des cotisations qui passe de 43 % en 2004 à 60 % en 2005-2006.

Ce programme est en synergie avec quatre autres programmes de santé communautaire d'Enda Graf Sahel :

1. le *Programme d'appui aux mutuelles de santé du GRAIM dans la région de Thiès* ;
2. le *Programme d'amélioration des équipements et infrastructures de santé en milieu rural dans les départements de Tambacounda, Thiès, Louga, Matam et Kaolack* ;
3. le *Programme de sensibilisation aux IST/Sida à destination des pêcheurs, voyageurs, coxeurs, bonnes et jeunes* ;
4. le *Programme de renforcement de la nutrition des femmes enceintes, allaitantes et des nourrissons (PRN)*.

Le GRAIM (Groupe de recherche et d'appui aux initiatives mutualistes) est une initiative qui se développe au sein de l'entité Enda Graf Sahel, qui a également une expérience riche d'appui aux mutuelles de santé. Il met l'accent sur l'accès aux soins maternels et de santé de la reproduction, en recherchant l'intégration de la dimension genre. En 2006, le GRAIM a accompagné 39 mutuelles avec 75'000 personnes dans la région de Thiès (Sénégal), principalement des femmes et des jeunes, au moyen de formations, d'appui-conseil dans la gestion et l'élaboration de plans d'action, de négociation de conventions avec les autorités sanitaires et communales, d'ouverture de guichets décentralisés, de mise en réseaux, etc.

Enda Santé, basé à Dakar (Sénégal), a connu en 2006 un changement d'échelle important dans sa stratégie de lutte contre la pandémie du Sida et dans le développement de nouveaux programmes de santé communautaire axés sur d'autres maladies infectieuses tropicales comme le paludisme. L'entité qui n'intervenait il y a quelques années qu'au Sénégal, déploie maintenant ses activités dans plusieurs pays d'Afrique et d'Asie, dans le cadre de huit (8) programmes tournant essentiellement autour de la sensibilisation, du counseling, de la formation et du soutien psychosocial. Il s'agit des initiatives suivantes :

1. le *Programme de prise en charge médicale et psychosociale des travailleuses du sexe clandestines à Dakar, Mbour et Ziguinchor* (Enda TM, ministère de la Coopération luxembourgeoise, Croix-Rouge luxembourgeoise & PSF) ;
2. le *Programme de renforcement des réponses communautaires par les conversations communautaires* (Enda TM, PNUD) ;
3. le *Programme de prévention du VIH chez les jeunes à travers les NTIC* (Enda TM, IRD & Agence de la Francophonie) ;
4. le *Programme de réduction de la propagation de l'épidémie dans les zones riveraines des Industries Chimiques du Sénégal* (Enda TM, ICS & PNUD) ;
5. le *Programme de réduction de la vulnérabilité des travailleuses du sexe au Tchad, en Mauritanie et en Guinée* (Enda TM & OSIWA) ;
6. le *Programme de Plaidoyer, prévention et prise en charge des groupes vulnérables (travailleuses du sexe et MSM) à Dakar, Thiès, Diourbel et Kolda* (Enda TM, ANCS & Fonds mondial)
7. le *Projet d'intervention en matière de prévention de la consommation et de la lutte contre la drogue en Afrique de l'Ouest* ;
8. et le *Programme national de lutte contre le paludisme* (PNLP)

RED RIBBON AWARD : Enda Santé primé par le PNUD et ONUSIDA

Enda Santé a été primé en 2006 pour son Programme de prise en charge médicale et psychosociale des travailleuses du sexe clandestines à Dakar, Mbour et Ziguinchor, dans le cadre de la lutte contre le VIH-Sida au Sénégal. Cette distinction, dénommée Red Ribbon Award, a été décernée par ONUSIDA et le PNUD lors du XVI^e Congrès mondial sur le Sida qui s'est tenu en août 2006 à Toronto au Canada, aux 25 meilleurs projets de lutte contre le Sida à travers le monde. D'une valeur de US\$ 5000 (redistribués à 10 organisations communautaires pour les appuyer dans le financement de leurs activités de sensibilisation), ce prix est venu couronner les efforts consentis par Enda Santé dans la mise en œuvre de son programme qui a été le cadre de développement de stratégies de prévention, de formation et de renforcement des capacités. Fruit d'un partenariat stratégique, entamé en janvier 2003, entre Enda Santé et le ministère de la Coopération du Luxembourg, le programme a essentiellement eu pour cible les prostituées et MSM (hommes développant des relations homosexuelles) de ces localités.

Dans ce contexte, le ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'Action humanitaire, Jean-Louis Schiltz, a donné, le 29 août 2006, une conférence de presse au cours de laquelle le programme lauréat a été présenté par Daouda Diouf, coordinateur de Enda Santé. En signalant que dans le domaine du Sida les bonnes nouvelles étaient assez rares pour être dûment célébrées, Jean-Louis Schiltz a félicité Enda Santé et la Croix-Rouge luxembourgeoise pour la récompense décernée à Toronto à leur projet conjoint. Ce premier *Red Ribbon Award* est une initiative conjointe des programmes Communauté et Leadership du Congrès International sur le Sida et organisée par le PNUD, en partenariat avec ONUSIDA et doit permettre de faire connaître et de répliquer les best practices (meilleures expériences) et à ce titre, est appelée à devenir un véhicule d'accès à la parole pour les communautés des pays en développement. Parmi les 517 candidatures déposées, 25 finalistes ont été retenus par le Comité de révision technique, dont le projet d'Enda Santé en collaboration avec la Croix-Rouge luxembourgeoise, qui concourait dans la catégorie " Combattre toutes formes de stigmatisation et de discrimination liées au VIH/sida au sein de la Communauté ".

La stratégie du programme a consisté à se rendre dans les localités de Dakar, Mbour, Thiès et Ziguinchor, avec une clinique mobile. Ces localités constituant des zones où la prostitution est très développée, la clinique mobile a permis d'effectuer des opérations de dépistage, d'offrir des soins, des informations et de sensibiliser un total de 2'400 travailleuses du sexe prises en charge dans le cadre du plan d'action d'Enda Santé. Les travailleuses du sexe étant obligées la plupart du temps d'opérer dans la clandestinité, la discrimination et la stigmatisation ont constitué un obstacle majeur à la mise en œuvre du programme, car les intéressées ont éprouvé une certaine gêne à intégrer celui-ci. Il en a été de même en ce qui concerne les MSM (homosexuels), mais ils ont progressivement pris confiance et accepté de coopérer avec Enda Santé et de suivre correctement les traitements par trithérapie. Le défi de la pérennisation du plan d'action au niveau des structures de santé est le seul dont l'urgence s'impose à ce niveau de la mise en œuvre du programme, car ce sont les structures de soins publics qui devront désormais assurer la continuité du plan d'action qui, jusqu'ici, a été piloté par Enda Santé grâce à sa clinique mobile.

En outre, Enda Santé a apporté un appui technique et scientifique à des pays asiatiques (Cambodge et Népal) et à des organisations internationales (le PNUD, les CNLS des pays concernés et la Banque Mondiale) dans trois domaines :

1. la formulation et la mise en œuvre de stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA ;
2. la documentation des processus communautaires des réponses à l'épidémie ;
3. la formation de pools de personnes ressources.

Dans sa stratégie d'intervention, Enda Santé poursuit plusieurs buts dont les quatre principaux sont :

- 1) l'information, la formation et la prise en charge médicale et psychosociale des groupes vulnérables face au VIH/Sida ;
- 2) le renforcement des réponses des organisations communautaires au VIH/Sida ;
- 3) le dialogue politique et l'appui à la formulation de stratégies nationales de lutte contre le VIH/Sida ;
- 4) la recherche-action et la capitalisation des expériences communautaires en matière de lutte contre le VIH/Sida.



Campagne de sensibilisation et d'incitation au dépistage volontaire organisé par Enda Santé



Dépistage volontaire



La clinique mobile d'Enda Santé



Enda Mali, basé à Bamako (Mali), a mené deux initiatives de santé communautaire, dans le cadre de la lutte contre le VIH/Sida. Il s'agit du *Programme de lutte contre les IST/VIH/Sida dans les régions de Ségou & Mopti (Mali)* et du *Projet de lutte contre le VIH/Sida dans la commune de Ségou*.

Le *Programme de lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les régions de Ségou et Mopti* a pour domaine d'intervention la prévention et le conseil-dépistage au niveau de 133 villages de ces régions, afin de réduire la transmission du VIH/Sida, ainsi que son impact sur les individus et la communauté. Il a consisté plus spécifiquement à :

- 1) mettre en place 4 Centres communautaires de dépistage volontaire (CCDV) fonctionnels dans les zones d'intervention du programme ;
- 2) amener au moins 500 personnes par localité d'intervention du programme à effectuer un test de dépistage volontaire du VIH ;
- 3) améliorer les connaissances d'au moins 60 % de la population de ces lieux d'intervention en matière d'IST/VIH/Sida ;
- 4) amener environ 60 % de la population sexuellement active des zones d'intervention à adopter des comportements de développement personnel (compétences de vie) en faveur d'une prévention efficace de la transmission du VIH ;
- 5) amener la moitié des personnes infectées et affectées par le VIH des zones d'intervention à s'organiser en association pour leur épanouissement et l'amélioration de leur conditions de vie ;
- 6) renforcer les capacités des acteurs de la lutte contre le VIH/Sida de l'ensemble des zones d'intervention du programme.

Le *Projet de lutte contre le VIH/Sida dans la commune de Ségou* se situe dans un contexte particulier qu'est celui de réduction de l'incidence du VIH/Sida dans la commune de Ségou. Selon une enquête (ISBS) menée récemment dans la région de Ségou, il existe des groupes socioprofessionnels vulnérables que composent les aides-ménagères, les apprentis-chauffeurs, les chauffeurs, les vendeuses ambulantes, etc. La multiplicité de ces groupes qui, par un phénomène d'exode rural, affluent des zones périphériques vers les capitales régionales, est un facteur d'importation locale des IST/VIH/Sida et constitue un grand danger pour la population rurale. Selon la dernière enquête démographique et de santé réalisée au Mali (EDS III), la prévalence des IST/VIH/Sida dans la population globale est de 1,7 %, tandis que la prévalence régionale pour Ségou est de 2 %. D'où l'urgence d'entreprendre des actions concrètes pour y freiner l'extension de l'infection. C'est dans le but de contribuer à relever ce défi et répondre aux objectifs du Fonds Mondial qu'Enda Mali a entrepris de mettre en œuvre un projet de lutte contre le VIH/Sida dans la commune de Ségou. De par sa position centrale et ses axes routiers, la région de Ségou qui fait frontière directement avec la Mauritanie au nord, et le Burkina Faso au sud, est un grand carrefour par le lequel il faut obligatoirement transiter pour passer des 3 régions du sud du Mali aux 4 régions du nord. Le projet est par conséquent bien parti pour :

1. améliorer les connaissances de 600 jeunes âgés de 15 à 24 ans sur le VIH/Sida ;
2. augmenter le taux de jeunes âgés de 15 à 24 ans ayant utilisé le préservatif lors du dernier rapport sexuel ;
3. sensibiliser 6000 personnes dans les groupes à haut risque au changement de comportements ;
4. sensibiliser 857 corps en uniforme au changement de comportements dans la zone de Ségou.

Le coordinateur de l'antenne d'Enda à Ségou a ainsi pu bénéficier de l'ensemble des formations dispensées par le Groupe Pivot/Santé Population dans le cadre du projet depuis mars 2006 et une animatrice qualifiée ayant suivi des formations similaires dans le cadre d'un autre programme, notamment en IEC/CCC (approche participative), a été recrutée. En outre, le programme prévoit la sélection et la formation de 14 jeunes pairs éducateurs et de 102 relais parmi les groupes cibles.

Enda Santé Plantes Médicinales, basé à Dakar, a établi une relation de partenariat avec la Coopération autrichienne, l'ONG autrichienne Horizon 3000 et LED, qui a donné naissance au *Programme Appropriation des Plantes Médicinales (APM) ou Enda II*, financé pour une première phase allant de 2005 à 2007. L'entité a investi, il y a déjà plus d'une décennie, dans la proposition de solutions alternatives au déficit d'offre de soins de santé de base qui touche surtout les couches populaires au Sénégal. La valorisation de la Médecine Traditionnelle, associée à la promotion de l'utilisation des plantes médicinales, a ainsi pu justifier une collaboration avec le Groupe de Recherche sur les Plantes Médicinales avec qui Enda a pu constituer des dossiers scientifiques sur cinq essences et réussir la production galénique de plantes actuellement distribuée dans des officines de pharmacie et structures de santé de Dakar. La mise en culture des plantes médicinales (comme le *Cassia Italica* ou laydour et l'*Euphorbia Hirta* ou mbal) a très rapidement été perçue comme une nécessité qui seule peut permettre la sécurisation de l'accès aux plantes en quantité et en qualité suffisantes. Ce sujet de recherche a permis de confirmer l'option de la mise en culture des plantes médicinales par des groupements de producteurs organisés et la définition d'aires de mise en défens pour la protection des espèces menacées. Une initiative qui a prouvé que les plantes médicinales constituent une alternative, non seulement aux difficultés d'accès aux soins de la grande majorité de la population, mais aussi aux campagnes agricoles désastreuses, comme source de revenus supplémentaires pour les producteurs agricoles.

Les axes principaux du *Programme Appropriation des Plantes Médicinales* sont 1) la mise en culture, le renforcement des capacités de transformation, de conservation et de commercialisation et 2) l'amélioration des conditions de vente des plantes médicinales. Ce programme vise à accompagner des dynamiques de gestion environnementale et organisationnelles portées par des acteurs convaincus qu'à travers la valorisation des plantes médicinales, ils peuvent mieux contribuer à la prise en charge des problèmes de santé. Durant le premier semestre de l'année 2006, Enda Plantes Médicinales a mené un travail d'approfondissement du diagnostic qui s'est traduit par plusieurs rencontres au niveau des villages, précédées par des ateliers de réflexion avec les animateurs locaux. Ce travail a permis d'identifier des problèmes organisationnels dans les sites et des insuffisances dans le travail d'encadrement et d'appui du dispositif local d'animation. La série d'ateliers tenus pendant le premier semestre a permis une redynamisation des groupes et une hausse de la production. Au cours de ce second semestre, en terme de renforcement, hormis le cas de Keur Samba Dié, l'accent a été

plutôt mis sur les réunions de coordination entre les trois partenaires institutionnels et l'équipe d'animation.

La réalisation du volet *Renforcement des capacités de transformation, de conservation et de commercialisation* a nécessité la mise en œuvre des accords de principe retenus à l'atelier de Mbour (novembre 2005) et relatifs à l'établissement de relations commerciales entre les herboristes et les productrices de plantes médicinales. C'est pour cette raison que trois membres du bureau du Réseau Vendre Autrement des herboristes du Sénégal ont rendu visite aux productrices de plantes médicinales en août 2006. Ce voyage a permis aux herboristes de se rendre compte des énormes efforts fournis par les productrices pour assurer une production de qualité malgré les conditions difficiles. Cette visite a été mise à profit pour que chacun des groupes (herboristes et producteurs) présente ses activités à l'autre, puis des négociations ont été menées sur la mise en place d'un partenariat commercial.

Outre la mise en relation avec les herboristes pour la vente d'une partie de la production, les femmes ont pu étendre leur clientèle au niveau local et dans les marchés hebdomadaires. Elles ont pu responsabiliser des personnes pour investir ces marchés et passer des accords avec des revendeurs. Un certain nombre d'instruments et matériels de culture ont été mis en place au niveau des sites. A cet effet, les groupements partenaires ont été invités à des échanges pour déterminer leur participation aux investissements à faire dans le cadre de la culture des plantes médicinales. Les échanges ont conforté la règle qui est que devant tout investissement à effectuer, les ressources locales soient valorisées et utilisées. Solution préférée à celle qui envisagerait que le programme vienne se substituer à l'impossibilité d'un investissement local. L'aménagement de séchoirs pour tous les sites actifs a été réalisé, afin d'améliorer le séchage et la conservation des plantes récoltées. Ce renforcement des capacités et ces équipements ont permis aux producteurs d'obtenir des revenus conséquents au cours de l'année 2006. La partie de la production acheminée à Enda a permis d'alimenter l'unité de production. Et dans le cadre de la promotion de la culture des plantes médicinales, l'expérience de la culture du laydour à Passy et à Kayemor a été capitalisée, éditée en 3 langues (français, wolof et peul) au courant de cette année et mise à la disposition des populations et autres groupements.



Visite du jardin de Malicounda près de Mbour (Sénégal) destiné à la culture expérimentale des plantes médicinales

Le volet *Promotion du respect des conditions d'hygiène et de salubrité dans la vente des plantes médicinales* a été l'occasion de procéder à un suivi régulier qui a prouvé une amélioration notable dans l'hygiène et la salubrité des cantines ; des résultats qui confirment l'évolution notée pendant le premier semestre de l'année 2006. Au cours de ce semestre, la formation et l'encadrement des herboristes ont franchi un palier supérieur avec l'organisation des ateliers zonaux sur " l'hygiène et la salubrité dans la vente des plantes médicinales ". Ces ateliers ont été organisés dans trois grandes zones (Pikine en septembre, Thiaroye en novembre et Dakar en février 2007) et en co-organisation avec le réseau Vendre Autrement qui participe aux frais d'organisation à hauteur de 30 à 40% et les mairies d'arrondissement des localités citées qui assurent la logistique et fournissent les locaux. L'objectif de cette démarche est de décentraliser les ateliers de formation afin d'atteindre le maximum d'herboristes dans leurs lieux de travail et de impliquer dans le processus les populations, les autorités municipales et coutumières et les OCB (Organisation Communautaires de Base). Une ligne de crédit fonctionnant correctement a été mise à la disposition des herboristes, dans le but de leur permettre d'améliorer leurs cantines ou de renforcer l'investissement et notamment l'achat de produits destinés à la vente. Les résultats se font déjà sentir dans la nette amélioration des cantines et de l'emballage des plantes médicinales destinées à la vente. La consommation de la ligne de crédit devrait se renforcer et devenir de plus en plus importante au fil des mois du fait de la vague d'adhésions enregistrée à la fin 2006 et en début 2007.

Enda Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel), basé à Dakar, travaille en partenariat avec Enda Santé Plantes Médicinales depuis plusieurs années, non seulement dans le cadre de la culture des plantes médicinales, mais aussi dans le partage des expériences en matière de confection galénique de produits à partir des plantes médicinales utilisées au Sénégal. Enda Madesahel est propriétaire du Centre de formation en santé et développement de Mbour (Sénégal), à l'intérieur duquel l'entité a installé un jardin botanique fort riche. En effet, ce centre est aussi un cadre de recherche et d'expérimentation où Enda procède à la culture de plus de 50 variétés de plantes, dont les 4/5^e ont des vertus médicinales prouvées et occupent une bonne place dans la pharmacopée locale. Ce jardin a ainsi reçu plusieurs centaines de visites en 2006. Des visiteurs au nombre desquels l'on compte des étudiants nationaux et étrangers, des chercheurs, des praticiens, des agents administratifs, des autorités gouvernementales et des touristes, dont certains en provenance des pays du Nord. Ces activités qui sont en parfaite adéquation avec les activités de renforcement des capacités et de formation académique organisées dans le centre et qui préparent depuis plusieurs années à un Certificat d'études spéciales en Santé Publique (13^e et 14^e promotions), un Diplôme supérieur de gestion des programmes de Santé communautaire

*Etudiants et professionnels
de la santé en formation au
Centre Madesahel d'Enda à
Mbour (Sénégal)*





*(De la gauche vers la droite)
Le Directeur de Cabinet du ministre sénégalais de la Santé, le ministre de l'Information du Sénégal et le recteur de l'Université de Dakar visitant le jardin botanique du Centre d'Enda Madesahel à Mbour*

orientés vers la lutte contre le VIH/Sida (DSGSC - 3^e & 4^e promotions) et une Maîtrise en santé publique. Ainsi, des dizaines d'étudiants sénégalais et étrangers bénéficient chaque année des ces formation, dont Enda Madesahel procède annuellement à la livraison, en collaboration avec l'Institut de santé et développement (ISED) de l'Université de Dakar. Plusieurs axes d'intervention peuvent ainsi caractériser l'intervention de l'entité :

1. dans le cadre de la formation dans les domaines des sciences de la santé et du développement, l'entité offre des méthodes d'apprentissage visant à appréhender les questions de santé dans leur globalité et leur diversité, et à renforcer les liens entre la théorie et la pratique, la réflexion et l'action ; ces méthodes consistent à placer l'étudiant dans un cadre réel et sont axées sur l'identification et la résolution des problèmes. Pour ce faire, l'entité entend renforcer sa collaboration avec l'ISED, pour la mise au point de programmes de formation réalistes, fondés sur les besoins, et qui renforcent les liens entre les déterminants comportementaux, environnementaux et la santé. Cela permet de promouvoir une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des questions de santé et de collaborer aux initiatives que visent à renforcer les capacités de recherche des professionnels de santé ;
2. dans le cadre de la promotion de la médecine traditionnelle et de la valorisation des aliments locaux, l'entité procède à la culture et la conservation des plantes médicinales pour la préservation de la biodiversité et la protection des ressources phytothérapeutiques ; cela permet de rationaliser les pratiques de fabrication et de prescription de médicaments à base de plantes médicinales, afin de répondre aux normes de qualité, de sécurité et d'efficacité ;
3. dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, l'entité procède à la sensibilisation des populations défavorisées sur les voies et moyens d'échapper à la pauvreté tout en investissant dans la santé ; ce qui constitue un réel soutien aux initiatives communautaires de santé. Ainsi, l'entité cherche à établir un partenariat avec les organisations communautaires en vue de les encourager à se doter des connaissances et des moyens nécessaires à la fourniture de ressources aux personnes vulnérables, tout en investissant dans leur propre santé.

L'ouverture de la session inter-cohortes d'Enda Lead Afrique a été présidée par M. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la BAD, en présence de plusieurs personnalités, comme l'Honorable Lord Holme De Chelsetham, Président du Conseil d'administration de Lead International, M. Cheikh Hamidou Kane, Président du Conseil d'administration d'Enda TM et M. Cheik Modibo Diarra, Directeur de Microsoft Afrique.



8

Renforcement des capacités



La question de la faiblesse du leadership s'est toujours imposée comme l'une des contraintes majeures du développement en Afrique. La crise de leadership pose avec acuité la nécessité pour le continent d'avoir des leaders écoutés et crédibles sur la scène internationale, qui puissent véritablement défendre ses intérêts et créer les conditions d'un développement durable. Depuis sa création, Enda Lead Afrique francophone s'est donné pour but de faire émerger en Afrique francophone un leadership de type nouveau, sensible et ouvert aux exigences du développement durable. Autrement dit, il s'agit là pour Enda de développer, par le biais du réseau *Lead International*, la formation d'une masse critique de leaders avertis et imprégnés des préoccupations favorables au développement durable et à la politique de bonne gouvernance dans les pays africains francophones.

La décentralisation a permis le transfert aux collectivités locales d'un grand nombre de compétences qui étaient auparavant du ressort exclusif de l'Etat. Il en a découlé une situation inédite dans nombre de pays du Sud et notamment africains où il a fallu repenser les notions de démocratie et de développement, en rapport avec des préoccupations avant tout locales. Les populations, prenant de plus en plus conscience de leurs rôles de citoyens, ont saisi toute la complexité de leurs droits et devoirs, ce qui a accentué leur volonté de participation à la gestion des affaires de la collectivité. En revanche, les autorités locales, peu ou pas préparées à cet exercice de la démocratie participative, avec tout ce qu'elle exige en termes de gouvernance et de transparence dans les transactions budgétaires publiques, n'ont pas tardé à exprimer des besoins de formation dans tous ces domaines. Les programmes de formation d'Enda, conçus dans des cadres méthodologiques participatifs, ont été articulés à la promotion des initiatives de développement local, qu'elles proviennent des groupes de base ou des pouvoirs publics, ce qui a permis de valoriser différentes formes de partenariat, pour une plus grande efficacité des synergies favorables à la démocratie participative locale.

Leadership pour l'environnement et le développement

La décision prise par le Canada au Sommet de la Francophonie de Moncton en 1999, d'appuyer une initiative couvrant vingt-quatre pays africains francophones, a permis à Enda Lead de mener, depuis 2000, de nombreuses sessions de renforcement des capacités. Ces formations, organisées aux quatre coins du continent (Dakar, Lomé, Tunis, etc.), ont permis de restaurer le sens de l'initiative de plus de 120 jeunes leaders africains (choisis parmi 1 300 candidatures) et d'articuler ce processus à l'élaboration d'un nombre important de projets de recherche-action répondant à des besoins sociaux de base. Pour la période 2006, LEAD Afrique Francophone a défini les grandes lignes d'un programme d'élargissement des bases de recrutement des bénéficiaires de la formation, en vue de favoriser la promotion d'un leadership en développement durable assumé par un plus grand nombre d'acteurs. Deux sessions sous régionales ont été organisées, une session régionale et inter cohorte qui a pris l'allure d'une conférence internationale et dont le thème était : " Contribuer à faire de l'Afrique une terre d'opportunités : l'Afrique progresse, progressons avec elle ".

L'apprentissage par la pratique, l'échange et le mentorship

Les activités de formation mises en œuvre durant ces dernières années ont permis à plusieurs promotions (appelées "Cohortes") de ressortissants d'une quinzaine de pays, ayant bénéficié des formations d'Enda Lead Afrique francophone, d'intégrer le réseau mondial des jeunes leaders sur le développement durable. Ces activités de renforcement des capacités ne consistent pas en une simple série de livraisons de sessions de formation. Elles incitent "Associés" (participants) et "Gradués" (récipiendaires) à prendre une part active dans un large processus de réseautage qui, par un partage continu des bonnes pratiques sur le développement durable, leur permet d'aiguiser constamment leurs compétences et de renforcer leurs capacités d'influence.

Alors que les autres programmes de Lead International avaient envisagé d'entamer le recrutement de la cohorte 12 en 2007, Lead Afrique francophone l'a effectué en 2006 et pour ce faire, le Comité de sélection a tenu trois séances de travail. Une 1^{re} réunion (le 13 janvier) a permis de procéder à la présélection des candidats sur la base de l'examen des dossiers, et sur 298 candidatures, 117 ont été considérées comme valables et sélectionnées. Une 2^e réunion (les 20 et 21 janvier) a permis au comité de retenir les candidatures ayant obtenu les notes A, B, C et D pour les sessions décentralisées de sélection. Une 3^e réunion (le 11 mars) a permis de choisir 36 candidats sur la base de plusieurs critères parmi lesquels :

- 1) le niveau de priorité accordé aux différents pays et qui est fonction du nombre de Gradués ressortissants du pays concerné, avec pour finalité de garantir une répartition relativement équilibrée des bénéficiaires du programme de renforcement des capacités entre les pays éligibles ;
- 2) le souci de prendre en compte la dimension genre, avec la mise en place des mécanismes visant à accorder la préférence aux candidatures féminines en cas d'égalité de compétences, ce qui a permis d'avoir 15 femmes sur les 35 Associés de cette Cohorte.

Le thème principal des sessions sous régionales de formation de la cohorte 12 a été axé sur les " Réponses nationales, sous régionales, régionales et internationales aux problèmes d'environnement en Afrique ". C'est à Ouagadougou (Burkina Faso) que s'est tenue la 1^{re} session sous régionale de formation (du 03 au 19 avril) organisée en partenariat avec l'Association nationale Lead (naissante) du Burkina Faso. Une session décentralisée qui a regroupé les

Associés de l'Afrique de l'Ouest et du Maghreb et qui a marqué le début d'une série de trois rencontres devant permettre aux Associés de couvrir le curriculum de base du Programme Lead Afrique francophone. Les Associés ont également pu participer à deux conférences organisées à leur intention et animées par feu le Professeur Joseph KI-ZERBO sur le thème de son dernier ouvrage *A quand l'Afrique ?* et par le Professeur Stanislas ADETOVI sur " Le leadership dans l'œuvre de Cheikh Anta Diop " .

La deuxième session sous-régionale de formation de la Cohorte 12 s'est tenue à Bangui, en République Centrafricaine, (du 5 au 21 juin). Il s'agissait de la première session décentralisée regroupant les Associés de l'Afrique centrale. Organisée en collaboration avec les membres de l'Association nationale Lead Centrafrique, cette session a aussi mis l'accent sur le thème de la 1^{re} rencontre organisée au Burkina Faso, avec un focus sur la thématique centrale de formation de la Cohorte 12. Quant à la session régionale de formation de la cohorte 12, elle s'est tenue à Hammamet en Tunisie (du 06 au 15 novembre) sur le thème : " réponses nationales, sous régionales, régionales et internationales aux problèmes de développement ". Cette session régionale a été l'occasion de réunir l'ensemble des Associés de la Cohorte 12 et leur a permis d'aborder les problèmes de développement du continent africain, tout au long d'un déroulement en quatre grands temps.

1. Durant la première étape les Associés ont pu revisiter la vision et la mission de Lead, mais également échanger sur les stratégies qui pourraient leur permettre de mieux contribuer, au sein de leurs Associations nationales respectives, à faire de l'Afrique une terre d'opportunités. Dans cette perspective, deux sessions de renforcement de capacités ont été livrées sur deux thématiques principalement : " la communication interculturelle appliquée aux négociations internationales " et (ii) " le plaidoyer comme outil au service du développement durable " .
2. Les questions de développement ont été abordées, avec notamment une importante communication portant sur " le développement d'abord... " (Enda Energie) qui a proposé une analyse en profondeur des causes et des conséquences de la vulnérabilité intrinsèque qui caractérise les pays en développement, se traduisant ainsi par une forte paupérisation. Ce constat a servi de point de départ pour mettre en application la " dynamique des systèmes " pour le développement de l'Afrique.
3. Une troisième étape a été consacrée à des visites de sites, qui ont permis aux Associés de mettre en application les différentes approches d'analyse des problèmes qu'ils ont acquises. Les sites ont été principalement des industries et leur ont donné l'occasion de développer un dialogue et des échanges avec des agents, en particulier sur les bonnes pratiques. Après les visites de terrain, les participants ont fait des exposés sur les sites visités, avant d'être initiés aux méthodes de planification et notamment sur la méthode ZOPP.
4. Le quatrième et dernier temps de la session régionale a consisté en l'organisation de deux conférences sur les thèmes suivants : " réponses nationales, sous-régionales, régionales et internationales aux problèmes de développement en Afrique " et " Contribuer à faire de l'Afrique une terre d'opportunités : l'Afrique progresse, progressons avec elle " .

Initialement envisagée pour les Gradués du Programme Lead Afrique francophone exclusivement, la session inter cohortes de graduation de la cohorte 12 a été élargie aux autres Programmes Lead en Afrique que sont Lead Afrique Australe et Lead Afrique de l'ouest anglophone. Cette session s'est également tenue à Hammamet (du 18 au 23 novembre) sur le thème : " Contribuer à faire de l'Afrique une terre d'opportunités : l'Afrique progresse, progressons avec elle " et a été placée sous la présidence effective du Président du Groupe de la Banque Africaine de Développement. Elle a aussi connu la participation de Lead International, de Gradués du programme Lead en Asie et de l'Université de la Paix. Deux événements majeurs ont marqué cette session :

- 1) la signature d'un protocole d'accord entre les programmes Lead en Afrique et Lead International ;
- 2) la validation d'un agenda commun et l'identification de préoccupations partagées entre les structures de base des Programmes Lead, en particulier les Associations nationales Lead du Programme Lead Afrique francophone, les Comités de Fellows du Programme Lead Afrique australe et les Forums du Programme Lead Afrique de l'Ouest anglophone.

Cette session a été précédée le 17 novembre 2006 d'une journée de rencontre, d'échanges et de partage entre les entités locales de Lead en Afrique et a été marquée par la présentation d'exposés sur les réalisations et les bonnes pratiques de ces structures de base. Il a ainsi été possible

d'organiser une bourse des projets consistant en une présentation de projets au niveau des stands, en utilisant des supports documentaires multimédia ; ce qui a donné aux Fellows la possibilité d'échanger des informations complémentaires et d'étudier les éventualités d'une répliation.

L'ouverture de la session intercohortes (le 20 novembre) a été présidée par M. Donald Kaberuka, Président du Groupe de la BAD, en présence de plusieurs personnalités, telles que l'Honorable Lord Holme De Chelsetham, Président du Conseil d'administration de Lead International, M. Cheikh Hamidou Kane, Président du Conseil d'administration d'Enda TM et M. Cheik Modibo Diarra, Directeur de Microsoft Afrique. La thématique centrale de cette rencontre a été abordée à travers une série de conférences et de panels, suivis d'ateliers qui ont permis de réfléchir sur les recommandations à prendre en compte dans le cadre de la planification des activités communes aux trois programmes Lead en Afrique. Les différents thèmes traités ont porté sur :

- (i) *une introduction aux opportunités de développement du continent ;*
- (ii) *le leadership, facteur clé pour le développement de l'Afrique ;*
- (iii) *un continent africain avec ou sans conflits ;*
- (iv) *la compétitivité des économies africaines (intégration, renforcement des capacités et Gouvernance) ;*
- (v) *la question de la représentation équilibrée de l'image de l'Afrique par la presse a été traitée par une journaliste africaine et un journaliste du Nord ; et un autre panel a examiné les potentialités de collaboration avec la Diaspora en vue de changer l'image de l'Afrique.*

De très fortes recommandations ont été formulées lors de la cérémonie de clôture de cette conférence internationale. Parmi celles-ci, la nécessité de réfléchir sur une stratégie efficace afin de changer l'image globalement négative, que l'on a de l'Afrique dans les pays du Nord. Cette recommandation s'est traduite dans les faits par l'élaboration d'une stratégie de communication intitulée : " L'Afrique a du génie " et qui a été déclinée en deux volets : un 1^{er} mettant l'accent sur une émission télévisuelle mensuelle à diffuser à l'échelle du continent africain ; un second consistant en une campagne internationale de sensibilisation et de communication sur les potentiels de l'Afrique. La mise en œuvre de cette stratégie se fera avec l'ensemble des programmes de Lead en Afrique, en partenariat avec la BAD, la chaîne de télévision Africable, EBK production, etc.



Inter-cohorte 2006: la photo de famille (Hammamet - Tunisie)

Les associations nationales Lead : un creuset pour l'action et le changement social

L'intérêt pour les activités d'Enda Lead s'accroissant au fil des ans dans l'espace francophone de l'Afrique, il est apparu indispensable de créer les conditions de la pérennisation de la formation en leadership pour le développement durable. La mise en place d'Associations nationales Lead dans un certain nombre de pays est apparue comme un pilier important de cette stratégie de pérennisation des structures qui ont su s'illustrer par leur dynamisme en montrant leur utilité et leur efficacité dans les partenariats qu'elles ont su nouer, les financements qu'elles ont su acquérir et la qualité de mise en œuvre des projets de recherche-action qu'elles ont développés.

Associations Lead en Afrique : les principales activités en 2006

Les missions et objectifs des Associations nationales Lead consistent à servir de relais à Enda Lead Afrique francophone à l'échelon national, en fonctionnant comme outils de renforcement de capacités. Ils visent aussi à offrir un cadre d'action et de sensibilisation en matière de développement durable. Ainsi, les Associations nationales Lead se donnent pour vocation de dispenser des formations aux organisations de la société civile sur la thématique de l'environnement et du développement durable. Une démarche qui intègre également les responsables des collectivités locales et les leaders communautaires. En tant que moyen d'action et de sensibilisation, ces associations se donnent pour but de promouvoir une prise de conscience articulée autour des défis et des enjeux majeurs du développement durable, dans le prisme de l'un des credo fondamentaux d'Enda Lead Afrique francophone, qui est d'influencer les politiques et les stratégies de développement. La création des Associations nationales répond également au souci de lever les contraintes découlant de l'extension considérable de la zone géographique couverte par Enda Lead Afrique francophone et du nombre restreint de Gradués (es) ou d'Associés (es) par pays.

Lead RD Congo a participé à la session internationale tenue à Bophal (Inde), ainsi qu'au séminaire de sélection de la Cohorte 12 à Brazzaville. Dans le cadre de la journée internationale de l'eau, l'association a organisé une conférence-débat sur le thème : " L'eau et la culture : la gestion durable de l'eau en RD Congo ".

Lead Togo a organisé le séminaire de sélection de la Cohorte 12 à Lomé (candidats du Togo et du Bénin). Elle a mené des activités de formation des acteurs de la société civile dans le domaine des NTIC.

Lead Cameroun a tenu une assemblée générale au cours de laquelle de nouveaux adhérents ont intégré l'association. Dans le cadre de la célébration de la journée de la Francophonie, elle a organisé une conférence-débat sur " L'apport des organisations internationales dans l'intégration régionale de l'Afrique : le cas de l'Union Africaine / NEPAD, de l'Organisation Internationale de la Francophonie et du Commonwealth ". Dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de l'environnement, l'association a offert des plantes au lycée d'Awaé. Elle a également offert des fournitures scolaires aux dix meilleurs élèves du club environnement de ce lycée. Elle a aussi organisé le processus de sélection de ces candidats la Cohorte 12.

Lead Tunisie, bien que ne bénéficiant pas encore d'une reconnaissance officielle, s'est beaucoup impliquée dans l'assistance à certaines communes pour l'élaboration d'Agendas 21 locaux.

Lead Côte-d'Ivoire a exécuté en 2006 un plan d'action qui a porté sur la vulgarisation de l'approche EcoSanté, notamment à travers la conférence organisée à Abidjan sur la thématique : " Quelle stratégie pour une approche écosystémique de la santé en Côte-d'Ivoire ? L'Association a réalisé des interviews dans le cadre du projet de publication sur les " Atouts et les apports de l'Afrique dans la mondialisation ".

Lead Niger a conduit le processus de sélection de la Cohorte 12 à Niamey et exécuté un projet de recherche-action ayant bénéficié d'un appui financier qui a permis la mise en œuvre d'un projet de développement communautaire dans la zone de Lillato. L'association a aussi participé à une conférence sur l'économie sociale solidaire.

Lead Mali a organisé une conférence sur les approches écosystémiques de la santé humaine. Elle a mené d'autres activités, notamment une conférence sur le thème : " les enjeux des pays africains, tels que le Mali, concernant les recommandations du rapport de la Commission pour l'Afrique mise en place par Tony Blair ".

Lead Sénégal a tenu une assemblée générale en 2006 et organisé des sessions de renforcement des capacités institutionnelles de l'Ecocyber (formation en informatique).

Lead Tchad a organisé le séminaire de sélection de la Cohorte 12 à Ndjaména. Ayant réussi à mobiliser un appui financier auprès d'une ONG américaine spécialisée dans le domaine de l'éducation, l'association a exécuté un projet de développement durable portant sur la scolarisation des jeunes filles dans les régions de Hadjerlamis, Chari Baguirmi et le Mayo Kebbi Est.

Le cas des Associations nationales Lead du Niger et du Tchad est éloquent, car ces deux structures ont su développer des projets intéressants, en droite ligne des OMD. L'un des projets de l'Association Lead Niger a été approuvé par SWISSAID qui lui a alloué un financement d'environ 30'000 euros pour l'exécution des activités liées à l'accès aux services de base (eau, assainissement, etc..) et au renforcement des capacités des communautés de base. Le programme d'appui à la scolarisation des filles dans la zone rurale de Ndjaména élaboré par l'Association Lead Tchad a été approuvé par l'*Academy for Educational Development*. Initialement, le projet, d'un montant de US\$ 147'000, devait couvrir 34 écoles et toucher 2321 filles. Mais, l'agence américaine a par la suite décidé de porter le financement à US\$ 294'000 pour étendre la couverture du projet à 63 écoles et toucher 4576 filles.

Partenariats pour le développement durable

Enda Lead Afrique francophone a également renforcé sa politique d'établissement de partenariats, notamment avec le CRDI et le réseau ECOSANTE en Afrique. En 2006, la durée du protocole d'accord conclu entre l'Agence Canadienne pour le Développement International (ACDI) et Enda Lead a même fait l'objet d'une prolongation. Ainsi, en continuant le développement de nouveaux partenariats, Enda Lead Afrique francophone s'ouvre au reste de l'Afrique et va vers la création d'une antenne décentralisée en Afrique centrale. Une idée née de la session sous régionale de formation de la Cohorte 12, organisée à Bangui (République centrafricaine) en juin 2006, en collaboration avec l'Association Lead Centrafrique.

En tant que Programme de renforcement de capacités en leadership pour l'environnement et le développement durable, Enda Lead a, dès sa création, privilégié l'interaction et la synergie avec d'autres entités d'Enda TM basées au Sénégal et en Afrique. Cette synergie, conçue par Enda Lead comme une partie intégrante de sa stratégie d'intervention, fait qu'il n'est pas exagéré d'affirmer que l'entité fonctionne, depuis sa création, comme une inter-entités. Une stratégie qui a été opérante à trois niveaux.

1. Le fonctionnement des organes de coordination et d'orientation scientifique.

L'une des particularités de Enda Lead Afrique francophone est de s'être doté, dès sa création, d'une sorte de steering committee composée, entre autres, de responsables d'entités d'Enda intervenant sur des thématiques connexes, qui fonctionne à la fois comme mécanisme d'évaluation et de revue, et comme groupe de réflexion et d'orientation scientifique. Au moins trois responsables d'entités siègent dans ces organes : Jean Philippe Thomas (Energie), Emmanuel Ndione (Graf) et Raphaël Ndiaye (Eddoc). Aussi les thématiques autour desquelles est articulé le renforcement des capacités au sein de Lead Afrique Francophone, portent-elles l'empreinte de plusieurs intellectuels africains, ainsi que de ces personnalités membres de l'organisation.

2. Le choix des thématiques et des méthodes d'intervention.

Les thématiques faisant partie du curriculum de formation des leaders s'inscrivent toutes dans la problématique globale du développement durable. Parmi ces thématiques il y en a qui constituent des terrains d'expérimentation et d'application de certaines entités d'Enda. Il s'agit notamment des sources d'énergie renouvelables et non renouvelables et leur interrelation avec l'environnement global (Enda Energie), des établissements humains et l'urbanisation rapide dans les pays du Sud (Enda Rup), de la culture comme levier de prévention et de résolution des conflits (Enda Eddoc), des approches écosystémiques de la santé humaine (Enda Santé). Ainsi, environ 30 % des enseignements livrés lors des sessions de formation sous régionales et régionales ont été assurés par des compétences trouvées au sein même d'Enda TM.

3. L'organisation des sessions de formation et de renforcement des capacités.

Par souci de visibilité, les sessions de renforcement des capacités sont organisées de façon itinérante dans plusieurs pays. Le choix des villes s'appuie sur un ensemble de critères, mais l'existence d'un bureau d'Enda et d'une Association Nationale Lead est toujours déterminante dans le choix final. C'est ainsi que des sessions ont été organisées avec la collaboration d'Enda Maghreb (à Rabat en 2002), Enda Mali (à Bamako en 2003) et Enda Inter-Arabe (en Tunisie - Hammamet en 2005). Cette volonté d'entrer dans une réelle dynamique de partenariat avec d'autres entités d'Enda va être poursuivie dans le cadre des actions envisagées en direction des pays de l'Afrique centrale où Lead Afrique francophone compte élargir ses activités de renforcement des capacités aux acteurs de la société civile, du secteur public et privé, dans les divers domaines du développement durable.

Gouvernance participative et développement local

Enda Ecopop, basé à Dakar (Sénégal), intervient sur des problématiques urbaines et agit essentiellement pour l'émergence de villes durables en Afrique. Pour atteindre cet objectif stratégique, l'entité articule son intervention autour de trois axes stratégiques parmi lesquels la décentralisation et la gouvernance participative. L'objectif visé par cet axe est d'appuyer et d'accompagner les processus de décentralisation et de gouvernance participative en Afrique, par la mise en œuvre de cinq initiatives :

1. le *Projet droits humains, citoyenneté et démocratie locale* ;
2. le *Projet d'appui à la planification participative et au développement local durable* ;
3. le *Projet d'amélioration des performances des collectivités locales* ;
4. l'*Initiative régionale sur le budget participatif* ;
5. le *Programme de gouvernance participative de Madagascar*.

Enda Ecopop articule son intervention du local au global, en passant par l'échelle municipale et nationale. Un cheminement soutenu par la recherche-action, la formation des acteurs locaux et le plaidoyer pour un changement des politiques urbaines. Visant l'innovation et l'émergence de politiques locales inclusives, Enda Ecopop intervient avec les communautés de base pour construire un discours cohérent et pertinent pour le plaidoyer, afin d'influer positivement sur les décisions touchant les citoyens aux différents niveaux d'intervention. Cette expérimentation s'accompagne d'une évaluation participative de ses approches et contenus, ainsi que la capitalisation de ses expériences. La finalité est de mettre à la disposition des institutions publiques (ministères et institutions locales) ou privées (instituts de recherches et partenaires au développement) des outils et méthodes appropriés (mis à disposition sous forme de guides ou de manuels). Cela permet ainsi de contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale pour l'émergence de villes durables. Cette méthode de travail insiste particulièrement sur l'ancrage local dans la conduite opérationnelle des initiatives, pour une institutionnalisation et une pérennisation des dynamiques de développement local.

Le *Projet Droits Humains, Citoyenneté et Démocratie locale au Sénégal* participe de la volonté d'Enda Ecopop de militer pour une culture de responsabilité individuelle et collective basée sur les droits et obligations. Initié en partenariat avec l'UNESCO, ce projet appuyé par la Coopération luxembourgeoise, intervient dans onze collectivités locales du Sénégal : Yeumbeul Sud et Nord, Malika, Rufisque Est, Kébémér, Tivaouane, Louga, Saint-Louis, Pal, Pété et Matam. Il vise à promouvoir la connaissance, l'application et le respect des droits humains par les élus et décideurs locaux, les responsables administratifs, les leaders d'opinion et les populations locales. Démarré en mai 2005, année durant laquelle s'est tenue la formation des formateurs et l'adaptation des manuels de formation, le projet s'est poursuivi en 2006, avec un accent particulier sur l'opérationnalisation dans les collectivités locales et l'institutionnalisation des processus. Ainsi, les activités suivantes ont pu être réalisées :

1. la formation de plus de 300 leaders locaux (élus, agents municipaux, responsables des services techniques déconcentrés de l'Etat et des leaders associatifs) sur les droits humains, la citoyenneté et la démocratie locale dans les sites d'intervention ;
2. l'élaboration d'un plan d'action et la mise en œuvre des actions de démultiplication de la formation ;
3. la mise en place, dans chacune des collectivités locales, d'un comité local pour la promotion des droits humains ;
4. l'évaluation du projet.

Le *Projet d'appui à la planification locale au Sénégal*, démarré en 2003, a concerné cinq localités : les communes de Golf Sud, Wakhinane-Nimzatt et Mbaou (situées dans la région de Dakar), la commune de Pout (dans la région de Thiès) et la commune de Kébémér (dans la région de Louga). L'année 2006 a permis à l'équipe de tirer les enseignements d'une approche et d'en assurer la capitalisation. Le projet utilise une approche destinée à approfondir les politiques de décentralisation et qui pose les jalons d'une culture de gouvernance participative, par le biais des cinq principes suivants :

1. UNE RÉFLEXION PARTICIPATIVE ET CONSENSUELLE : les communes sont dotées d'un outil de gestion prospective de la ville qui a rencontré l'agrément de l'ensemble des acteurs (autorités politiques, acteurs économiques, structures associatives et services

- déconcentrés de l'Etat) impliqués dans le développement. Cette réflexion intégrée a permis aussi de prendre en compte les apports des divers intervenants dans le champ du développement local urbain ;
2. LE BUDGET MUNICIPAL CADRE D'ARTICULATION DES PRIORITÉS DES POPULATIONS : les élus s'engagent à une prise en charge financière, des priorités définies collectivement, dans les budgets municipaux ; ainsi, il a été observé une meilleure prise en charge de l'investissement dans les budgets grâce à l'existence du plan de développement local ;
 3. UN ENGAGEMENT DES PARTENAIRES À APPUYER LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE LA COLLECTIVITÉ : l'organisation du forum des partenaires est un espace qui est mis à profit par les collectivités pour développer une stratégie de communication directe avec les institutions d'appui au développement et des partenaires techniques et financiers ; dans certaines communes, des fiches de manifestation d'intérêt ont été soumises aux partenaires et permettent d'assurer le suivi des échanges et une formalisation du partenariat ;
 4. DES MÉCANISMES DE PARTICIPATION CITOYENNE : les cadres de concertation (Groupe de recherche et d'appui technique) et le Comité de suivi mis en place permettent à la population d'assurer une participation active dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi du Plan local de développement ;
 5. LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX POUR LA DURABILITÉ DE L'APPROCHE : l'appropriation par les collectivités de plusieurs méthodes et outils de planification a permis de développer les capacités d'analyse des populations et groupes de base, pour influencer et accompagner l'élaboration des politiques locales.

Le *Projet d'amélioration continue des performances des collectivités locales* a permis à Enda Ecopop, à la suite de Tivaouane et Dalifort en 2005, de poursuivre l'expérimentation de l'outil dans deux collectivités locales : Mpal (dans la région de Saint-Louis) et Wakhinane Nimzat (dans la région de Dakar). L'objectif visé dans le cadre de cette initiative est de doter les collectivités locales d'outils innovants aptes à promouvoir les processus de participation des populations à la gestion des affaires locales et de renforcer les systèmes d'information des populations sur les prestations du service public local. De manière spécifique, il s'agit de mettre en place un outil d'autoévaluation participative des performances dans les collectivités locales, de manière à assurer une amélioration continue de la qualité des prestations du service public, et promouvoir ainsi la gouvernance participative, les relations entre élus et citoyens et le développement du sens civique. L'approche repose sur :

- 1) l'autoévaluation par les acteurs locaux (collectivité locale, population regroupée au sein des organisations de base, agents des services techniques déconcentrés et partenaires du secteur privé) des performances de la collectivité locale dans sept domaines de gouvernance ;
- 2) la définition des priorités de développement et agenda consensuel en vue d'améliorer les performances en matière de gouvernance.

La conduite de cette phase pilote a permis de tirer les principaux enseignements suivants :

1. l'approche d'accompagnement et d'amélioration de la performance a favorisé la communication entre les différents acteurs au niveau local et avec l'Etat ;
2. la conduite du processus permet également de poser un regard critique et d'interroger les pratiques locales de gouvernance ;
3. elle a permis de promouvoir transparence dans le partenariat public/privé pour une autoprise en charge des affaires locales et une amélioration de l'efficacité et de l'efficience des institutions locales.

L'*Initiative régionale sur le budget participatif*, cible les pays d'Afrique subsaharienne francophone. Elle s'inscrit dans le cadre de la Campagne Mondiale pour la Gouvernance Urbaine menée par ONU Habitat pour des "villes inclusives". Cette initiative, prévue pour deux ans (2006-2007), est le fruit d'un partenariat entre Enda Ecopop, ONU Habitat, le Centre International pour la Gestion Urbaine (CIGU) d'Amérique latine et le Partenariat pour le Développement Municipal de l'Afrique de l'Est (PDMESA). Elle vise l'amélioration de l'efficacité de l'administration publique, la transparence budgétaire, ainsi qu'une réelle implication des principaux acteurs locaux dans la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et le contrôle du budget et des activités menées au niveau local. Elle ambitionne de mettre à la disposition des collectivités locales africaines des outils, méthodes et appui/conseil utiles aux décideurs locaux, en vue d'accompagner leurs processus d'élaboration de Budget Participatif, mais aussi de mobilisation et de gestion des ressources locales pour une prise en charge effective des actions. Dans ce cadre, les volets d'activités suivants ont été prévus :



Atelier de lancement du processus de formation sur le budget participatif, présidé par le Directeur de la Décentralisation, en présence du Vice Président et du Secrétaire Général de l'Association des maires du Sénégal (Dakar, novembre 2006)

- 1) sensibilisation des autorités locales et acteurs clés aux instruments, principes, et méthodes d'élaboration du budget participatif ;
- 2) élaboration d'un manuel de Formation sur le Budget Participatif qui sera coédité par Enda TM, Onu Habitat, CIGU et le PDM ESA ;
- 3) renforcement des capacités d'un pool de formateurs nationaux aptes à accompagner les processus du budget participatif ;
- 4) accompagnement des collectivités locales partenaires dans la mise en œuvre, et le suivi-évaluation des processus de budgets participatifs ;
- 5) capitalisation des enseignements et leçons tirés des expériences à l'échelle locale, nationale et régionale, et en assurer un large partage et diffusion.

L'année 2006 a ainsi permis de mettre en œuvre deux séries d'activités, comme 1) la conduite de recherche et la synthèse d'études de cas sur le budget participatif en Afrique francophone (document de synthèse des études partagé au cours du Sommet AFRICITÉ 2006 à Nairobi), l'organisation à Dakar d'un atelier d'information et de sensibilisation sur le budget participatif, en novembre 2006.

Le *Programme de gouvernance participative de Madagascar*, fruit d'un partenariat entre Enda Ecopop, ONU-Habitat et le ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire de Madagascar, vise à développer une capacité nationale pérenne de formation des élus et des décideurs locaux et à élaborer une stratégie nationale de formation au leadership local. Démarrées en septembre 2005, deux activités majeures avaient été réalisées : 1) l'identification de l'ENAM devant jouer le rôle d'institution nationale d'ancrage et 2) la formation d'une vingtaine de formateurs aux concepts et outils de formation des élus au leadership local. Au cours de l'année 2006, le programme s'est poursuivi et les activités suivantes ont été réalisées :

- 1) l'adaptation au contexte socioculturel, politique et institutionnel de Madagascar et l'édition d'une série de onze manuels sur le leadership local : les manuels ont également été traduits en langues nationales, afin de toucher un public plus large de décideurs locaux (les 11 modules du leadership local sont les suivants: 1) *l'élaboration de politiques communales*, 2) *la prise de décision*, 3) *la communication sociale*, 4) *la facilitation*, 5) *la mobilisation sociale*, 6) *la négociation*, 7) *la gestion financière municipale*, 8) *le contrôle de l'action municipale*, 9) *l'exercice du pouvoir*, 10) *le management de l'institution municipale*, 11) *le leader*) ;

- 2) l'élaboration du document cadre de stratégie nationale de formation de 7770 élus et décideurs locaux couvrant les 1549 communes de Madagascar, pour un coût total de US\$ 2'741' 879, le financement du programme national de formation est sur trois ans et a été ainsi dressé : 1) US\$ 154'955 pour l'année 2007, 2) US\$ 1'147'338 pour l'année 2008 et 3) US\$ 715'124 pour l'année 2009 ; la formation de l'année 2007 sera organisée par le MDAT, la conférence de donateurs et de partenaires de la décentralisation en vue d'assurer le financement du programme national pour le compte du Gouvernement malgache.

Le Centre de ressources pour la gouvernance locale (CERGOLO) doté de ressources humaines (390 formateurs au terme de l'intervention), financières et d'outils & méthodes de renforcement de la gouvernance locale a été mis sur pied au sein de l'ENAM. Une initiative pour un meilleur impact sur l'International, afin de pérenniser et institutionnaliser la démarche d'accompagnement de Madagascar, en matière de formation des Elus et décideurs locaux.

Enda Colombie, basé à Bogota (Colombie), a réalisé, au cours de l'année 2006, divers projets dans le cadre de son vaste *Programme Construire la territorialité*. C'est un programme dont la première phase s'est terminée en décembre 2006 et qui connaîtra une seconde phase entre janvier 2007 et décembre 2010. Il s'agit d'un programme qui articule sur le territoire : a) les acteurs, b) les étapes, c) les savoirs locaux, d) les spécificités des territoires, et e) les dynamiques sociales. Le programme travaille avec différentes populations des 20 localités, divisions administratives de la ville de Bogota. Le but est de qualifier diverses communautés dans la reconnaissance intégrale de leur territoire, dans leur capacité de proposition et de négociation vers des dynamiques d'aménagement du territoire, de défense des ressources naturelles, de processus de confluence communautaire et citoyenne, de formulation et d'incidence dans les politiques publiques, d'actions visant à améliorer le bien-être et la qualité de vie de ces populations. Les projets mis en œuvre dans ce vaste programme sont :

1. le cours de gestion environnementale communautaire ;
2. le bureau environnement des organisations communautaires ;
3. le travail territorial du bassin du fleuve Fucha, une protection sociale et environnementale ;
4. le travail avec des centres éducatifs privés et publics : une initiative innovante ;
5. expédition à travers la ville : le groupe de jeunes de recherche socioenvironnementale urbaine ;
6. le travail territorial dans les collines orientales : en relation avec le projet Quartiers du Monde : aventures urbaines.

Le cours de gestion environnementale communautaire est un processus de formation et d'éducation environnementale réalisé conjointement avec l'Université nationale de Colombie, première université publique du pays, et avec le Secrétariat du District sur l'environnement, qui est l'autorité principale en matière d'environnement dans la ville. Le processus a été initié en 2003 et a connu la participation de 1500 personnes, provenant de toutes les 20 localités du District Capitale de Bogota. Le cours a lieu dans les immeubles de l'Université Nationale, c'est le résultat de la perspective recherche/action/participation et de son lien avec l'Education Populaire. Ce qui suppose une construction collective de connaissances, des rencontres permanentes, et des échanges de savoirs communautaires, académiques, institutionnels (des autorités de la ville qui confluent dans le processus) et du savoir-faire des ONG. Le cours comprend ainsi différents modules et groupes thématiques :

- 1) la gestion environnementale Communautaire - niveau de base & approfondissement ;
- 2) l'aménagement du territoire ;
- 3) les systèmes hydriques et bassins ;
- 4) les collines orientales de Bogota ;
- 5) le traitement des déchets solides et population recycleuse ;
- 6) le genre et l'environnement ;
- 7) l'environnement et la communication ;
- 8) les expériences communautaires en gestion environnementale du territoire.

Diverses catégories de populations participent au cours, telles que la population recycleuse, les organisations communautaires, les groupes de jeunes, les organisations culturelles et environnementales, les organisations de femmes, les professionnels et fonctionnaires de l'Etat, les enseignants des centres éducatifs, les étudiants et les étudiants stagiaires.

Enda Maghreb cherche à promouvoir, dans le cadre de sa stratégie d'intervention, une parfaite adéquation avec les initiatives nationales et locales déployées en matière de développement local au Maroc. Ce troisième grand principe d'action adopté par l'entité dans la conception et la mise en œuvre des projets, l'adéquation avec les initiatives nationales et locales de développement déployées en milieu urbain et rural, a pour objet d'optimiser l'impact et d'assurer la pérennité des projets portés par l'organisation. Un projet bénéficiant de la convergence de plusieurs initiatives multiplie en effet ses chances de réussite et sa capacité à s'inscrire sur la durée. Pour être efficace, la prise en compte des initiatives existantes et des priorités de développement identifiées par les différents partenaires institutionnels et financiers de l'entité (agences internationales de coopération, ministères, collectivités locales, etc.) doit être effective dès le moment de la formulation et du montage des projets.

Le défi pour Enda Maghreb consiste alors à rester fidèle vis-à-vis des objectifs et des méthodes d'intervention qu'elle préconise habituellement, tout en trouvant un moyen de valoriser les synergies et complémentarités qui pourraient exister entre le projet et les initiatives déployées au même moment par ses partenaires, dans les champs ou les territoires d'intervention de l'organisation. Par la suite, tout au long de la mise en œuvre du projet, l'entité accorde une attention particulière aux éventuels redéploiements et réorientations des politiques de développement, qui pourraient avoir un impact sur les programmes menés. Le cas échéant, des mesures de réajustement peuvent être prises en cours de programme, afin de maintenir le degré d'adéquation du programme avec les initiatives existantes.

Pour l'année 2006, l'action d'Enda Maghreb a été en adéquation avec les objectifs et méthodes d'intervention de plusieurs initiatives de développement déployées par les acteurs institutionnels internationaux, nationaux et locaux. Au niveau national, tout d'abord, l'entité a cherché à inscrire son action dans la continuité des programmes mis en œuvre dans le cadre de l'*Initiative nationale de développement humain*, grand chantier social lancé en septembre 2005 par le Roi Mohammed VI, qui vise à lutter contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, en milieu rural comme en milieu urbain.

En milieu urbain plus spécifiquement, l'organisation a choisi de joindre ses efforts aux objectifs opérationnels du programme *Villes sans bidonvilles (VSB)* - programme de grande envergure lancé en septembre 2004 et visant l'éradication des bidonvilles à l'horizon 2010 - en agissant comme l'opérateur social d'un projet de résorption de l'habitat insalubre dans un des quartiers périurbains de la ville de Salé, partenaire du maître d'ouvrage technique, en l'occurrence le Holding d'Aménagement Al Omrane. De nombreuses autres activités mises en œuvre par Enda dans le cadre de ses projets de développement local rejoignent les priorités identifiées par les directions ministérielles : le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'appui aux dispositifs de traitement alternatif des déchets solides municipaux, etc.

Le *Programme d'appui aux initiatives de gouvernance environnementale et territoriale* mis en œuvre par Enda Maghreb, en partenariat avec les acteurs locaux et avec le soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC), depuis juillet 2004, vise à renforcer les modalités de gouvernance environnementale et territoriale afin d'améliorer le cadre et les conditions de vie des communautés urbaines et rurales à l'échelle de deux collectivités territoriales, à savoir la Région Rabat-Salé- Zemmours-Zaër et la Province d'Essaouira.

Les principaux objectifs de ce programme, qui s'inscrivent dans la continuité des actions menées par Enda Maghreb à l'échelle de ces deux territoires, visent à :

1. pérenniser sur les plans institutionnel, technique et organisationnel les procédés de traitement alternatif des déchets solides municipaux (DSM) ;
2. améliorer les pratiques de gestion durable des ressources forestières et dérivées ;
3. créer des opportunités d'emplois et de revenus au profit des jeunes et des groupes féminins, à travers les filières du tourisme rural et d'exploitation rationnelle des ressources naturelles ;
4. impliquer les différents acteurs locaux dans le processus participatif d'identification et de planification des priorités du développement local.

L'intervention d'Enda Maghreb s'est centrée sur 1) l'identification d'opportunités d'emploi à Oulmès et dans l'arrière-pays d'Essaouira sur la base d'un usage rationnel des ressources naturelles et de la valorisation des ressources du territoire et 2) l'appui aux processus de développement local concerté à l'échelle des territoires d'Oulmès, Tiflet et Essaouira.

- 1) L'identification d'opportunités d'emploi à Oulmès et dans l'arrière-pays d'Essaouira a nécessité une approche intégrée de réduction des pressions exercées sur les ressources naturelles, essentiellement forestières, à l'échelle des territoires d'Oulmès et d'Essaouira, a nécessité la prise en compte des potentialités " valorisables " de ces territoires. Dans cette perspective, au-delà des actions de conservation stricto sensu

et des actions de sensibilisation centrées sur la préservation des ressources forestières, le programme a axé son intervention sur le soutien au développement d'initiatives économiques privilégiant la valorisation des ressources de la biodiversité, ainsi que des potentialités naturelles et culturelles des régions concernées. Ainsi, l'intervention d'Enda Maghreb a inclus d'une part l'organisation d'actions de sensibilisation des ressources forestières, d'autre part l'appui aux différentes filières de valorisation des produits locaux et au tourisme rural, considéré comme un axe structurant du développement des territoires.

- 2) L'appui aux processus de développement local concerté à l'échelle des territoires d'Oulmès, Tiflet et Essaouira s'est déployé dans le cadre de l'animation des CODEL (Centres d'observation et de développement local). Suite au réaménagement des deux centres (réhabilitation des bâtiments, équipement en matériel informatique, mise en place d'un fonds documentaire), les efforts se sont portés sur la structuration et le cadrage du processus à travers l'élaboration, en concertation étroite avec les acteurs locaux 1) d'une charte de la concertation permettant de créer les conditions nécessaires au bon déroulement du processus de concertation, et 2) de règlements internes pour assurer la bonne gestion des CODEL. Enfin, un atelier d'échange et de réflexion autour du thème : " les espaces de concertation et de coordination pour le développement local : initiatives à Tiflet et Oulmès " a été organisé à Tiflet. Il a réuni une quarantaine d'acteurs des communes de Tiflet et Oulmès et a permis d'alimenter la réflexion sur les processus de gouvernance locale participative initiés à Tiflet et Oulmès. L'année 2006 a aussi été marquée par la mise en place d'un CODEL à Tiflet, le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'inventaire des acteurs locaux au niveau des différents sites, la réalisation de quatre micro-projets de développement local à Tiflet, et la mise en cohérence de la démarche d'Enda Maghreb avec l'Agenda 21 local initié à Essaouira.

L'implication des différents acteurs locaux dans le processus participatif d'identification et de planification des priorités du développement local a également été un aspect important des activités d'Enda Maghreb dans le cadre de ce projet. Plusieurs interventions ont été menées au titre de la composante urbaine du projet, au niveau des 3 sites retenus (Essaouira, Oulmès, Tiflet). A Essaouira, un travail d'élaboration du " guide de gouvernance territoriale " a été initié. Cette initiative, lancée à la demande des acteurs associatifs et institutionnels d'Essaouira, a pour finalité de dresser un état des lieux exhaustif du processus de gouvernance territoriale à l'échelle d'Essaouira, tout en offrant spécifiquement aux associations locales un récapitulatif des appuis dont elles peuvent bénéficier dans le montage de leurs projets, en termes d'assistance technique, de recherche de financements, etc.

Le document final, sera constitué de 3 outils : 1) un " répertoire des associations de développement local et des amicales de quartiers ", 2) un guide d'appui technique et financier, et 3) un " schéma des acteurs ", présentant de manière simplifiée les relations existantes entre les différents acteurs du développement local. A Oulmès et Tiflet, le travail d'appui aux processus de concertation et de planification locale a été poursuivi, à travers l'actualisation des Chartes des CODEL, l'initiation d'un Guide de gouvernance territoriale comparable à celui réalisé pour la province d'Essaouira, l'animation des commissions CODEL, et enfin l'élaboration d'un Profil de ville de Tiflet, avec un diagnostic participatif de la ville présentant les principaux enjeux, atouts et contraintes de ce territoire. Enfin, au niveau des deux sites d'intervention, le renforcement des capacités des acteurs locaux a été poursuivi à travers l'organisation d'une série de formations (sur le rôle des amicales de quartier dans la gestion urbaine, la planification participative, la communication et le partenariat), et la réalisation de voyages d'échanges.

La réflexion et l'action en matière de coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest sont dans une large mesure justiciables de la manière dont on perçoit l'intégration régionale. Les pays d'Afrique subsaharienne sont aujourd'hui marqués par le manque de dynamisme de leurs économies et par la lenteur de leur intégration à l'économie mondiale. Ainsi, avec des économies caractérisées par de faibles taux d'épargne intérieure, une pauvreté endémique, une dépendance encore trop prononcée vis-à-vis des produits primaires et un manque d'ouverture et de libéralisation de leurs marchés, ces pays courent le risque d'une marginalisation croissante par rapport au reste du monde. Mais, ils ne pourront pas s'ouvrir au monde et profiter de la mondialisation des marchés s'ils ne comprennent pas que c'est la coopération régionale - entendue comme le binôme coopération transfrontalière & intégration régionale - qui peut servir de véhicule pour la libéralisation non discriminatoire du commerce multilatéral et l'intégration dans l'économie mondialisée.

L'idée de coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest n'est pas nouvelle, mais l'originalité de l'approche d'Enda est d'avoir compris que la meilleure manière d'asseoir et de concrétiser les velléités d'intégration, c'est d'associer fortement le niveau local à la construction sous-régionale. Autrement dit, faire en sorte que les progrès actuels de la démocratie et de la gouvernance participative puissent permettre aux acteurs locaux situés de part et d'autre des frontières, d'engager un dialogue politique fructueux et de le traduire en actions concrètes. Les principaux organismes d'intégration que sont l'UEMOA et la CEDEAO, sont actuellement conscients du caractère stratégique de ces initiatives visant le développement des " pays frontières " dans l'espace ouest-africain. Aussi encouragent-ils fortement les acteurs gouvernementaux, régionaux, internationaux et non gouvernementaux à unir leurs efforts pour qu'à l'intérieur de ces couloirs, corridors et autres zones de développement, ils puissent définir, en synergie avec les acteurs locaux, des actions concrètes de coopération.

Enda Diapol, basé à Dakar (Sénégal), considérant que la pauvreté ne se réduit pas à la seule dimension économique, facilite la réappropriation par les citoyens des dimensions techniques, organisationnelles, sociales et politiques de leur environnement. Le but est de les accompagner à participer de manière effective à la négociation des règles du jeu ; cette maîtrise les habilite à prendre une part significative à l'élaboration d'un projet commun et les politiques publiques qui en émergent deviennent opératoires, en ayant l'adhésion du plus grand nombre. En effet, la pauvreté politique s'entend comme une exclusion des sphères de décision. Elle surdétermine les autres formes de pauvreté. C'est pourquoi Diapol a mis l'accent sur l'approche pluriactorielle, la facilitation de dialogues politiques autour de droits sociaux, économiques et politiques, la maîtrise des contextes, des règles du jeu, etc., en vue d'une meilleure gouvernance éthique.

Pour ce faire, Enda Diapol se positionne comme un centre de ressources dynamique dans le domaine du dialogue politique et de la prospective. Il s'est proposé comme mission d'accompagner durablement les acteurs à développer des capacités, afin d'anticiper et de construire des futurs communs durables et de favoriser la décentralisation des sphères de décisions à travers l'implication de l'ensemble des citoyens concernés dans la gestion des biens communs. Diapol s'organise pour la réalisation de sa mission à travers différents pôles : InterAfriques (coopération transfrontalière et intégration régionale), AGRI-POL (durabilité des politiques liées à l'agriculture), REPAO (réseau sur les politiques de pêche en Afrique de l'Ouest).

Les efforts d'intégration institutionnels " par le haut " à travers la création d'institutions sous régionales telles la CEDEAO et l'UEMOA, se heurtent sur le terrain à un déficit d'application des résolutions, législations et règlements communautaires.

Dans le même temps, il existe en Afrique de l'Ouest des espaces transfrontaliers, partagés entre plusieurs constructions nationales, au sein desquels les dynamiques d'intégration sont particulièrement vivaces. Au sein de ces " zones naturelles d'intégration " ou " pays-frontières ", les dynamiques migratoires, productives, commerciales s'appuient sur des réseaux de solidarité communautaires pour intégrer les espaces, les hommes et les activités par delà les frontières.

La vivacité de ces dynamiques d'intégration " par le bas " contraste toutefois avec leur faible prise en compte dans les agendas supra nationaux des institutions sous régionales. Partant de ce constat, le Pôle InterAfriques d'Enda Diapol, se positionnant à l'interface des différentes familles d'acteurs concernées (organisation de producteurs, associations de jeunes et de femmes, collectivités locales, autorités administratives, services déconcentrés, Etats et institutions sous régionales, partenaires au développement, etc.) s'est donné pour mission de travailler à un meilleur arrimage des processus d'intégration institutionnelle aux dynamiques locales d'intégration. Pour ce faire, le Pôle InterAfrique a réalisé plusieurs études visant à mieux comprendre le fonctionnement de ces dynamiques locales d'intégration : 1) en Sénégambie méridionale (Gambie - Sénégal - Guinée Bissau); 2) entre Sikasso, Korogho et Bobo Dioulasso (Mali - Burkina - Côte d'Ivoire); et 3) entre Maradi, Katsina et Kano (Niger - Nigéria). Des rencontres à partir des restitutions de ces études ont permis :

1. d'informer les acteurs sur les textes et conventions existantes, les réglementations sous régionales, notamment en matière de circulation des biens et des personnes, leurs droits et leurs devoirs de citoyen et d'étranger ;
2. de faire reconnaître l'apport des initiatives portées par les acteurs locaux dans la gestion et l'aménagement du territoire ;
3. de favoriser la création de cadres de concertation entre tous les acteurs locaux et les institutions, afin d'entamer le dialogue sur les divergences d'intérêts et les pratiques existantes : des séminaires sur les espaces transfrontaliers ont été organisés ;
4. d'amener la population à s'impliquer dans la définition des politiques de gestion des territoires, afin que les normes soient avant tout déduites des pratiques sociales des populations transfrontalières.

Afin de mieux faire connaître les initiatives locales de coopération transfrontalière et de promouvoir le dialogue entre acteurs locaux, Etats et institutions sous régionales sur ces questions, le réseau " West African Borders and Integration " (WABI) a été initié en partenariat avec le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE (SCSAO) et la Direction Nationale des Frontières du Mali. Les travaux du réseau WABI et d'autres d'acteurs engagés dans la promotion de la coopération transfrontalière comme moteur de l'intégration régionale ont permis la prise en charge de ces préoccupations au niveau des institutions sous régionales. C'est ainsi qu'a été lancé le Programme d'Initiatives Transfrontalières (PIT) de la CEDEAO qui entend promouvoir les initiatives de coopération transfrontalières, notamment grâce à :

1. l'adoption d'une convention juridique communautaire visant à encadrer et faciliter l'élaboration de conventions de coopération entre autorités locales situées de part et d'autre des frontières ;
2. la création d'un observatoire des initiatives transfrontalières ;
3. des projets pilotes d'appui aux initiatives de coopération transfrontalière. Trois projets pilotes ont été engagés, sur l'espace compris entre Sikasso, Bobo-Dioulasso (Mali-Burkina-Faso), en Sénégambie méridionale (Gambie-Sénégal-Guinée-Bissau) et dans le bassin du Karakoro (Mali - Mauritanie).

En 2006, fort des résultats obtenus et dans le souci d'atteindre ses objectifs fondamentaux, Enda Diapol a interrogé la notion d'acteur qui est au cœur de tout processus de concertation voire de toute activité de promotion du dialogue politique à travers un réel jeu d'acteur. Ainsi, les activités développées par Enda Diapol ont été orientées tant en direction des acteurs à la base qu'en direction des organisations paires. Mieux, Enda Diapol a su apporter son appui aux acteurs étatiques notamment les négociateurs africains, parties prenantes des négociations commerciales internationales.

AGRIPOL : " pour le renforcement du rôle d'acteur dans les négociations et les processus de prise de décisions à différentes échelles ".

A/ Acteurs étatiques et institutions internationales

Agripol en collaboration avec le Groupe de recherche et d'échange technologique (GRET) a réalisé une étude qui portait sur " les produits sensibles des filières agro-alimentaires du Sénégal dans la perspective des négociations sur les Produits spéciaux (PS) et le Mécanisme de sauvegarde spécial (MSS) à l'OMC ". Cette étude s'inscrivait en droite ligne de l'initiative que le Sénégal a prise au sein de l'UEMOA, de lancer une dynamique de réflexion sur les questions liées aux produits spéciaux et aux mécanismes de sauvegarde spécial dans les secteurs agricole et agro-alimentaire.

Par ailleurs, le même pôle a eu à mener des études qui portent sur des questions d'économie politique africaine en général avec une grande acuité pour le cas du Sénégal. Les thématiques abordées sont :

1. " l'impact de l'ascendance de l'Inde et de la Chine sur l'économie sénégalaise " ;
2. " l'aide pour le commerce et le développement du secteur privé basé sur l'agro-industrie au Sénégal ".

Ces études ont permis, d'une part, de passer en revue les différents enjeux auxquels l'économie sénégalaise est confrontée à la lumière de la conjoncture mondiale actuelle et d'autre part, l'effort qui devrait être consenti pour une plus grande efficacité de l'aide, notamment dans le domaine agricole. Elles entrent dans le cadre d'exercices d'économie politique qui sont généralement réalisés avec l'appui du centre de développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). La préoccupation majeure prise en charge par la réalisation de ces exercices d'économie politique est la production d'une analyse situationnelle et prospective, à partir du cas d'une économie africaine, généralement le Sénégal, face à des dynamiques mondiales présentées comme des émanations de phénomènes socio-économiques devenus importants. Ces études illustrent bien l'appui du pôle Agripol aux acteurs étatiques, notamment les acteurs régionaux par la porte d'entrée que constitue le Sénégal. Au-delà de cet appui aux acteurs étatiques, Agripol a surtout voulu mettre en exergue un élément fort de son projet politique qui fait référence au renforcement des capacités des acteurs pour un processus de dialogue politique des plus inclusifs. Cette action s'est poursuivie avec d'autres types d'acteurs que sont les organisations de la société civile et les acteurs à la base.

B/ Acteurs de la société civile africaine

Au niveau de la société civile, Agripol a su mener les réflexions prospectives nécessaires au démarrage des actions programmatiques d'autres organisations, notamment sur des thématiques d'enjeux comme la souveraineté alimentaire et les Accord de partenariat économique (APE). L'étude commanditée par ACORD sur les APE entre la Commission européenne et les quatre sous-ensemble régionaux africains (CEDEAO, CEMAC, SDAGC, AOA) en est un bel exemple de transversalités réussies entre des pôles au sein d'Enda Diapol. Cette étude a été réalisée par le pôle Agripol, en étroite collaboration avec le pôle InterAfriques, dans un souci de mieux prendre en compte différents aspects qui sont liés et interdépendants, tels que le commerce et l'intégration régionale.

Il s'agissait, sous l'angle de la souveraineté alimentaire, de porter un regard sur les négociations des APE entre la Commission européenne et les quatre régions africaines en négociation, et de faire une analyse de l'état d'avancement de ces négociations en précisant les enjeux actuels et futurs. L'objectif de ce travail résidait dans l'orientation de l'action programmatique de ACORD.

La souveraineté alimentaire est un concept qui n'est pas considéré dans les documents officiels publiés sur les négociations des APE comme un enjeu à part entière. Malgré tout, les axes de la souveraineté alimentaire constituent des enjeux majeurs au niveau des différents domaines de négociation des APE. D'emblée, les liens peuvent être facilement établis avec des domaines de négociation comme : le commerce, l'agriculture, la pêche et l'accès au marché. En effet, la souveraineté alimentaire milite pour : la priorité donnée à la production locale pour nourrir la population et l'accès libre aux moyens de production, le droit des paysan(ne)s à produire des aliments, la liberté du consommateur, le droit des États à se protéger des importations à trop bas prix et enfin, pour des prix agricoles liés aux coûts de production. Par ailleurs, il est nécessaire de souligner que les deux derniers axes de la souveraineté alimentaire - comme la participation des populations aux choix de politique agricole et la reconnaissance des droits des paysan(ne)s - représentent des enjeux transversaux dans les négociations des APE. Ceci se traduit par l'importance accordée par les pays africains à la participation des populations notamment celles défavorisées au processus de négociation des APE à travers des structurations d'acteurs présentant des similarités et des spécificités régionales.

D'autre part, la réalisation de l'étude a également été l'occasion pour Enda Diapol de préciser les liens entre les APE, les processus d'intégration régionale et les dynamiques de coopération transfrontalières. Ce lien s'explique notamment par rapport à l'une des hypothèses : la création d'une zone de libre échange permettra d'ajuster les structures productives dans un cadre régional et de réaliser des économies d'échelle. Ces dernières seraient alors susceptibles d'atténuer le choc extérieur produit par l'entrée en vigueur de l'accord et de favoriser une meilleure insertion du marché sous-régional dans l'économie globalisée. La création d'un marché unique reste toutefois conditionnée, entre autres, par la libre circulation effective des personnes et des biens, car dans les faits, l'instauration d'une zone de libre échange ne dissipe que partiellement " l'effet barrière " produit par les frontières.

C/ Acteurs à la base : diffusion de l'information à travers des formats simples et accessibles

La production d'informations stratégiques à mettre à disposition des acteurs est primordiale. Cependant, il faut pouvoir s'adapter à tous les publics, ce qui relève d'un vrai challenge. Nous illustrerons ici nos propos par l'expérience du pôle AGRIPOL. Effectivement en 2005, Enda Diapol a publié un ouvrage intitulé : " Négociations Commerciales Internationales et Réduction de la pauvreté : le Livre Blanc sur le coton ".

Cet ouvrage est un recueil de communications diverses, allant d'une interview d'un leader paysan à une recherche approfondie tout en passant par des communications militantes et de plaidoyer. Toutes ces communications traitaient de sujets aussi complexes les uns que les autres. En 2006, pour toucher un plus grand nombre d'acteurs, ce livre a fait l'objet d'une adaptation en fiches de vulgarisation, synthétisant les communications publiées dans le livre. L'objectif de ces fiches était de réécrire les communications en une terminologie et un langage accessibles aux acteurs à la base. Mieux, ces fiches ont été traduites en langues locales parlées lues et écrites par les producteurs au niveau des zones cotonnières africaines, à savoir : le peulh, le juula et le mooré. Puis il a fallu trouver un format adapté et adéquat afin de faciliter l'usage de l'outil produit et son appropriation par le groupe cible.

Ces objectifs atteints, la transposition du débat international portant sur le Dossier coton au niveau du producteur lambda a été un succès dans la mesure où les outils produits sont devenus les parchemins des producteurs de coton qui partagent les connaissances et réfléchissent conjointement sur les thématiques abordées. Malgré tout, la cible finale reste atteinte seulement en partie car une bonne partie des producteurs restent fidèles à la tradition orale, sans oublier un contexte fortement marqué par le développement des radios communautaires et rurales. Face à cette situation, Agripol, en partenariat avec l'Association des Producteurs de Coton Africains (AProCA), a pu renouveler l'exercice en mettant l'accent sur la production très prochaine de cassettes audio suite à des interviews réalisées dans les principales zones cotonnières africaines sur la thématique des expériences paysannes en matière de privatisation et de libéralisation des filières cotonnières.

L'acteur, à différentes échelles, a été au centre des préoccupations des activités 2006 du pôle Agripol. En effet, diverses actions ayant pour cible les acteurs de la base au sommet ont permis de renforcer les compétences politiques de ces derniers en :

- leur facilitant l'accès à l'information ;
- développant des analyses prospectives pour orienter leurs participations ;
- les outillant afin qu'ils soient capables d'être des forces de propositions durant les négociations auxquelles ils participent.

Si le pôle Agripol a axé ses interventions dans le sens d'un renforcement des capacités des acteurs étatiques ou non étatiques, l'objectif recherché reste bien entendu une amélioration de la contribution de ces derniers dans les processus de prise de décisions sur les politiques et ce de façon concertée. Le renforcement des capacités des acteurs dits faibles devient alors un sous objectif de la facilitation d'un véritable jeu d'acteurs qui est considéré comme un excellent levier pour atteindre le but final que représente la durabilité de l'agriculture africaine.

Quant au pôle REPAO, avec le Programme Pêche Commerce Environnement en Afrique de l'Ouest (PCEAO) soutenue par la coopération néerlandaise, l'équipe a pu revisiter les études réalisées au Cap Vert, en Gambie, en Guinée, Guinée Bissau, en Mauritanie et au Sénégal. Le but était de les réactualiser et de les mettre sous un format apte à la publication sous le titre : *Libéralisation du commerce et gestion durable des secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest*. Elles feront l'objet d'une publication à la fin du mois de janvier 2007, permettant ainsi la diffusion d'études portant sur les impacts des politiques liées au commerce dans la gestion durable des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest. Ces publications seront traduites

traduites dans les trois langues parlées, dans le but de toucher le plus grand nombre d'acteurs concernés (français, anglais et portugais) ; cinq études ayant été écrites en français et une en anglais.

Il a été tenu un atelier de systématisation et de modélisation de ces études, en septembre 2006 à Dakar. L'atelier a rassemblé les experts ayant contribué à l'élaboration de ces études, des personnes ressources et les membres de la coordination du programme. Le but visé était de réfléchir sur des outils de systématisation permettant de produire une synthèse de l'ensemble des études pays et de lancer les jalons d'une stratégie d'influence en direction des décideurs politiques des six pays concernés par le programme. L'atelier a ainsi pu contribuer à l'existence d'une pêche durable, gérée de manière participative, prenant en compte les aspirations et les droits des communautés de pêche, contribuant significativement aux économies nationales, et soutenue par un engagement fort des États dans le cadre d'une coopération sous-régionale, pour garantir la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté par une bonne pratique du commerce et restaurer les pêcheries.

Pêche artisanale en Mauritanie



Les effets attendus étaient de donner aux acteurs des six pays un document simple présentant le processus de changement développé par le secteur de la pêche, où ils pourraient identifier et comprendre les effets des actions diverses sur la gestion des ressources halieutiques, les problèmes du développement de ce secteur et les tendances, afin de faire un diagnostic qui leur permette de décider des mesures à prendre pour développer ce secteur, afin que les objectifs recherchés, pour une pêche durable, soient atteints.

Le processus d'élaboration de ces études-pays a créé une dynamique forte entre acteurs et une des recommandations-clé de celles-ci était la mise en réseau des acteurs sous-régionaux, afin de répondre aux enjeux stratégiques. En 2006, Enda Diapol a concrétisé l'avancement de la planification du lancement du REPAO en réseau sous-régional des pêches en Afrique de l'Ouest.

Cette initiative, lancée en 2005, représente bien l'esprit de décloisonnement qu'Enda Diapol prône à plusieurs échelles. Cette démarche provient d'un décloisonnement et d'un rapprochement interne entre Enda Diapol et Enda Graf qui, tous deux, travaillent sur la pêche, à des échelles différentes. Ils ont choisi de cheminer ensemble et de se réunir dans ce pôle REPAO, afin de rentabiliser leurs acquis et d'échanger sur leurs expériences respectives. Ce pôle a également comme mission de constituer un vaste réseau d'acteurs de la pêche en Afrique de l'Ouest qui adhèrent et partagent une vision commune et acceptent de concilier la recherche de compétitivité sur le marché international, la satisfaction des besoins alimentaires des populations et la conservation durable des ressources halieutiques. Nous rappellerons ici les objectifs fixés pour le réseau :

- A. objectifs généraux : créer les conditions d'une dynamique régionale dans la gestion des ressources - susciter et favoriser l'émergence de politiques concertées des pêches sous-régionales conciliant 3 axes : valorisation commerciale / gestion durable / sécurité alimentaire ;
- B. objectifs participatifs : favoriser l'élaboration de politiques concertées et participées entre acteurs de la pêche, - susciter la prise de conscience pour une gestion durable des pêcheries - aider à la compréhension des contraintes et trouver les moyens pour rendre effectives des formes de régulation entre acteurs ;
- C. objectif de recherche : améliorer l'état des connaissances des filières de la pêche en Afrique de l'Ouest et des nouveaux enjeux auxquels doivent faire face les acteurs ;
- D. objectif de formalisation et de décision politique : contribuer à une meilleure cohérence des politiques dans le domaine des pêches, tant au niveau sectoriel, que national et sous-régional.

Ce processus suit son cours et devrait aboutir à la formation officielle du REPAO en tant que réseau en avril 2007, au terme d'un long processus de réflexion sur les objectifs et les axes d'interventions du réseau, sur le partenariat, les champs d'intervention du réseau envers ses membres, d'une tournée sous-régionale de visites des partenaires. Enda Diapol a favorisé, depuis sa création, les dynamiques de concertation comme l'un des éléments nécessaires pour consolider la gouvernance de nos pays. C'est ainsi que toutes les opportunités deviennent des lieux de rapprochement des acteurs. Par exemple, en 2006, dans la cadre de la mise en œuvre des mesures de gestion et de conservation des ressources halieutiques du programme PCEAO, une convention a été signée entre la Direction des Pêches maritimes et le programme. Dans cette convention, le programme PCEAO devra appuyer l'instauration du permis de pêche artisanale, la mise en place des Conseils locaux de pêche artisanale (CLPA) et la promotion de la concertation pour la réglementation de la pêche. Les CLPA sont des instances de cogestion et de régulation des activités de pêche avec des prérogatives fortes dans la réglementation des activités de pêche. Dans la même dynamique, il faut souligner la promotion d'un cadre de concertation pour la réglementation de la pêche artisanale en Gambie. Ce processus a permis de déboucher sur une proposition d'un texte de réglementation de l'accès à la ressource pour la pêche artisanale. En Guinée, REPAO a initié un appui à la mise en place d'une expérimentation de surveillance participative et d'un cadre de concertation pour l'interdiction de l'utilisation du monofilament dans la pêche artisanale.

Bateau pêchant dans les eaux du Sénégal



10 Enfance, jeunesse et éducation alternative

Le droit à l'éducation et à la formation, tel qu'il est stipulé dans l'article 26 de la déclaration universelle des droits de l'Homme (Toute personne a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire est obligatoire...,) ne se reflète nullement dans la situation de 45% des jeunes africains âgés de 6 à 12 ans, toujours privés d'éducation primaire. L'objectif 2 des OMD qui vise à assurer l'éducation primaire pour tous d'ici à 2015, cherche par ce biais à faire en sorte que la situation de ces jeunes qui, ne pouvant exprimer leur potentiel intellectuel, privent leur pays et l'humanité entière de leur contribution à son développement, change vite et radicalement. Car, le tribut payé par ces jeunes privés d'éducation est trop lourd pour les pays africains. Ces enfants travailleurs, enfants soldats, enfants des rues, enfant exploités et trop souvent martyrisés, jeunes filles illettrées trop souvent mariées précocement, influenceront fatalement sur le niveau d'éducation de leurs propres enfants. Ce qui est d'autant plus inquiétant que l'on connaît l'impact de l'éducation sur la santé.

C'est conscient de tout cela qu'Enda avait investi, il y a plus d'une vingtaine d'années déjà, le champ de la protection de l'enfance en difficulté. L'évolution qui a ensuite marqué son action, souvent opposée à l'approche par l'assistance systématique ou la réinsertion, a été propice à la mise en œuvre de méthodes participatives qui ont fait des enfants et jeunes qui font face à des situations difficiles (pauvreté, précarité, discriminations, violences) des acteurs à part entière, organisés depuis 1994 au sein du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT). Comment renforcer leurs capacités et être des partenaires actifs et efficaces dans le combat pour l'amélioration de leurs conditions de vie ? Comment faire en sorte que les initiatives d'éducation pour tous puissent défricher des alternatives aptes à diversifier l'offre d'éducation et à l'adapter aux auditoires d'adultes, de femmes et d'enfants issus des milieux très défavorisés ? Ce sont les questions auxquelles plusieurs entités ont tenté d'apporter une réponse, combinant l'appui aux actions concrètes, le lobbying et le plaidoyer, à divers niveaux d'intervention allant du local à l'international.

Enfance face à des situations difficiles

Enda Jeunesse Action, basé à Dakar (Sénégal), continue à privilégier dans ses choix méthodologiques l'établissement de partenariats avec les groupes de base, constitués de enfants et de jeunes travailleurs. L'entité développe une action multiforme qui articule les différentes échelles, du local à l'international, à travers deux programmes essentiellement :

1. le *Programme international sur le Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs* (750 groupes de base, dans 80 villes de 20 pays d'Afrique) ;
2. le *Programme national Xaleyi ca kanam* au Sénégal (" les enfants vont de l'avant " en wolof) - 9 capitales régionales du Sénégal et 1 ville de Gambie.

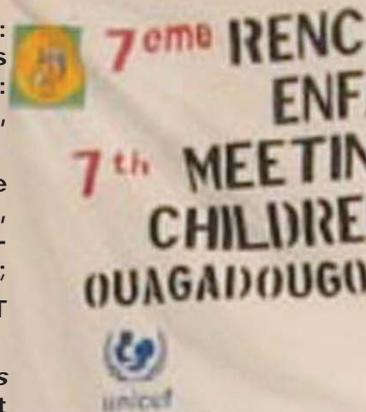
1. LE PROGRAMME INTERNATIONAL DU MAEJT, intitulé *Programme de renforcement des capacités du Mouvement africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT)*, est un programme régional africain négocié entre le Mouvement Africain des enfants et jeunes travailleurs (MAEJT) et le bureau régional de Plan. Des contributions financières complémentaires ont été assurées par Save the Children Suède, SKN Hollande et UNICEF. Enda Jeunesse Action en assure la gestion financière et technique pour une période de trois ans (2004 - 2006). L'objectif de cette initiative est de renforcer les Associations d'enfants et jeunes travailleurs (AEJT), dans les villes et villages, les coordinations nationales, et les instances régionales du MAEJT, afin qu'elles puissent concrétiser les " droits des EJT " notamment dans leurs composantes éducation - santé - formation - diminution du temps de travail - loisirs et participation à tous les niveaux.

C'est la Commission africaine du MAEJT qui avait, en juillet 2003, assigné à ce programme les objectifs suivants :

1. renforcer la concrétisation des 12 droits et l'amélioration des conditions de vie des EJT ;
2. renforcer les capacités de communication des membres et des associations ;
3. renforcer la capacité des membres dans la mise en place des AGR (activités génératrices de revenus) rentables ;
4. renforcer la formation des membres des associations et des animateurs ;
5. développer la collaboration entre AEJT et les autorités locales, les institutions internationales, les ONG et d'autres mouvements ;
6. organiser les AEJT sur l'échelle nationale en vue d'actions communes et de programmes nationaux.

La contribution d'Enda Jeunesse Action consiste à appuyer les AEJT dans la gestion de leur programme et leur prise de décision, mais aussi à accompagner et à renforcer leurs capacités de mise en œuvre de leurs droits humains, civils, socio-économiques et culturels, et à développer leur lobbying. Durant l'année 2006, plusieurs formes d'intervention ont caractérisé la mise en œuvre du programme :

1. 12 ATELIERS NATIONAUX DE FORMATION dont le thème était : "activités génératrices de revenus, écoute, gestion, participation des enfants, radio, recherche-action participative", dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée-Conakry, Madagascar, Mali, Mauritanie, Rwanda, Sénégal et Togo ;
2. 35 MISSIONS D'APPUI TECHNIQUE ont généralement duré une semaine par ville (2 facilitateurs, EJT et animateur), dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte-d'Ivoire, Ethiopie, Guinée-Bissau, Guinée-Conakry, Mauritanie, Niger, RD Congo, Rwanda, Sénégal, Togo, Zimbabwe;
3. UN APPUI FINANCIER ET EN EQUIPEPEMENT INFORMATIQUE A 61 AEJT dans tous les pays ;
4. LA COMMUNICATION : marquée par la publication de la revue *Défi des EJT* rédigée par un groupe de travail du MAEJT, (anglais, français et portugais) la confection et la diffusion de 12 bulletins mensuel *Calao Express*, en français, anglais, espagnol, italien et portugais, et la mise à jour de la page Web (2 brochures *Jeuda*, réseau intranet ejt-com) ; et le développement des capacités notamment en animation radio et en bandes dessinées.
5. LES REUNIONS DES INSTANCES DU MAEJT : consistant en une Rencontre africaine (Assemblée générale) à Ouagadougou, une Commission africaine à Dakar, un Groupe appui technique (Kigali), un groupe de rédaction *Défi des EJT* à Ouagadougou, un groupe "Exode précoce et traite des enfants" à Niamey, un groupe de suivi du programme pour le bilan annuel à Dakar (ce groupe a formulé, en octobre, un programme pour les années 2007-2011) ;



CONTRE DU MOUVEMENT AFRICAIN DES
ANTS ET JEUNES TRAVAILLEURS
G OF AFRICAN MOVEMENT OF WORKING
N AND YOUTH MAEJT/AMWCY
U (BURKINA FASO) 10-22 JUILLET 2006



6. LE LOBBYING REGIONAL ET INTERNATIONAL marqué par la participation significative du MAEJT à différentes rencontres comme : le Forum Social mondial Polycentrique de Bamako ; l'Atelier de planification sous-régional sur les dynamiques des coalitions nationales (CONAFE) de Dakar ; la participation à la formulation de stratégies du réseau international de participation des enfants de l'UNICEF, à Dakar ; l'atelier de Restitution et de Planification sur les Violences faites aux enfants de Dakar : le Forum Panafricain sur " la violence faite aux filles " de Addis Abeba (ACPF) ; la Conférence sur " Jeunesse et Désertification " de Bamako ; le lancement de l'étude des Nations unies sur les violences faites aux enfants à New York ; la Rencontre internationale des mouvements d'enfants et adolescents travailleurs à Siena (Italie). Les temps forts de cette présence ont été la rencontre avec le Président de la Commission de l'Union Africaine et le message de soutien qu'il leur a exprimé, la présentation à Koffi Annan du Rapport sur les violences faites aux enfants, et le succès de la rencontre africaine de Ouagadougou organisée avec le soutien du gouvernement burkinabé, du BIT, de l'UNICEF, et d'un grand nombre d'ONG internationales et locales.



Le MAEJT et Enda sont également membres de deux coalitions : 1) le Global Movement for Children (qui réunit au niveau international la coalition des ONG latino-américaines pour l'Enfance, Enda TM, Plan, Save the Children, UNICEF et World Vision) dont le MAEJT est membre au niveau régional africain, et 2) le RWOGAT (Réseau ouest-africain contre la traite des enfants) qui, outre les organisations déjà citées, réunit également le BIT, L'IOM et l'UNDC. Dans ces deux coalitions, Enda et le MAEJT jouent un rôle important d'animation et proposition.

Les principaux enseignements tirés par les AEJT après trois années de mise en œuvre du programme international (2004 - 2006) sont de sept ordres :

1. l'existence d'un programme et d'une structure régionale a fait que les partenaires ont accordé à tous les niveaux plus d'attention et de considération aux EJT. Cela a permis le développement de programmes nationaux avec ces partenaires dans quelques pays et une plus grande participation aux prises de décision ;
2. pour négocier et gérer ces programmes nationaux et pour proposer de bonnes décisions, il faut se former, à la gestion, au lobbying, à la formulation de programmes, etc., afin que les AEJT et les coordinations nationales puissent jouer pleinement leur rôle " d'acteur national de développement " ;
3. le MAEJT apporte beaucoup aux enfants, mais bien moins aux jeunes. Les nouveaux groupes de base et autres associations ne doivent pas être constitués et dirigés par des jeunes de plus de 18 ans, sauf dans le cas de ceux qui se consacrent beaucoup aux enfants. Le rôle des jeunes qui ont grandi dans le MAEJT doit se borner à l'appui technique et à la formation des nouvelles générations, pour que le renouvellement des générations puisse bien fonctionner ;
4. le développement du MAEJT a amené le développement des droits des enfants organisés en son sein et d'autres qui en ont bénéficié. Pour que de plus en plus d'enfants voient leurs droits se développer, les EJT doivent aider d'autres organisations d'enfants à grandir (dans les écoles, dans les villages, etc.) et mener avec elles et des organisations d'adultes des campagnes d'actions nationales, comme l'enregistrement des naissances, la scolarisation des filles, la lutte contre les IST/SIDA, etc. ;
5. le MAEJT a un grand rôle à jouer dans le plaidoyer et le lobbying à l'échelle nationale et internationale, mais cela ne doit pas se faire au détriment du soutien aux actions des groupes de base et clubs, qui permettent aux enfants d'améliorer leur vie ;
6. le développement du MAEJT en Afrique de l'Est, centrale et australe, n'a pas été aussi rapide que souhaité. Cela est dû, entre autres, à l'absence d'une structure qui ait un mandat régional et les ressources humaines pour l'animer. La composante " anglophone ", malgré les nombreux efforts pour traduire les documents (*Calao Express*, *Défi des EJT*, site Web), reste encore limitée à trois AEJT dans autant de pays. La difficulté repose entre autres sur les limites de communication entre les organisations des diverses sphères linguistiques (notamment anglophone et francophone) et même dans des pays voisins. Il faudra donc évoluer dans les modes d'animation sous-régional et dans le dispositif organisationnel pour arriver à au développement souhaité au niveau sous régional et dans les pays anglophones d'Afrique de l'Ouest. L'apport de Plan, Save et UNICEF sera le bienvenu pour créer et accompagner les contacts ;
7. les AGR ont progressé, mais pas suffisamment, car il y a de nombreux cas où l'on voit les EJT ne pas réussir l'étape de la commercialisation, ou faire preuve de manque d'imagination. Tous produisent la même chose pour un marché qui ne peut tout absorber. Les AGR pourront être dépassées par une formation constante et adaptée au contexte des EJT qui doivent rechercher de nouveaux partenariats, dans les domaines de la formation, de l'accompagnement et du financement. Elles doivent s'appuyer sur les compétences que leurs partenaires sont en train de développer.

Il faut aussi préciser qu'au niveau interne, l'équipe internationale Jeunesse Action d'Enda, a intégré plusieurs jeunes issus du leadership du MAEJT. Ils constituent actuellement l'essentiel de l'unité chargée de l'exécution du programme en liaison avec les instances du Mouvement. Un rajeunissement des cadres de l'équipe qui a été nécessaire pour coller à sa réalité et garder intacte la mémoire du MAEJT. Désormais, les perspectives les plus intéressantes consistent en un développement du MAEJT au niveau national, puis en une structuration progressive à partir de 2009 du niveau régional, afin que le mouvement puisse acquérir son identité propre et les capacités managériales autonomes auxquelles Enda supplée depuis le début de ce programme.

En collaboration avec Enda Mali et d'autres partenaires au Burkina et au Niger. Enda jeunesse - action mène depuis 2005 une série d'études et de recherches-action sur la situation des enfants dans les écoles coraniques, parallèlement au développement d'actions d'appui et de lobbying sur le terrain. Plusieurs documents de la série JEUDA ont été publiés. Enda Jeunesse Action a développé des synergies avec les Enda Ecopole et Enda Graf Sahel dans le domaine de l'appui aux talibés. Avec Enda Mali, une partie de l'action en partenariat se fait avec des objectifs et des partenaires similaires dans un échange permanent. Enda Océan Indien et Enda Ethiopie facilitent, dans leurs pays respectifs, la relation avec les AEJT locales.

Rencontre internationale des mouvements d'enfants et adolescents travailleurs – Siena (Italie)



2. LE PROGRAMME NATIONAL XALEYI CA KANAM qui en est à sa seconde phase (2005-2007) vise la concrétisation des droits des enfants en situation difficile au Sénégal, à travers des actions d'éducation, de formation, de protection sociale, de soutien à leur organisation, d'activités économiques et de lobbying. Plus spécifiquement, l'initiative tente d'atteindre plusieurs objectifs comme :

1. l'amélioration de la situation des enfants selon les droits prioritaires sélectionnés par eux ;
2. la concrétisation d'une importante partie des douze droits dans les écoles coraniques en relation avec l'amélioration du système des écoles coraniques au Sénégal ;
3. l'augmentation des revenus des enfants et jeunes ;
4. le soutien des activités des Associations des EJT (AEJT) et leur intégration dans les programmes de développement des autorités locales et nationales ;
5. la capitalisation, le partage et la diffusion des approches d'accompagnement des enfants en situation difficile.

Au cours de l'année 2006, le programme a développé des activités de proximité dans les quartiers pour accompagner les enfants et jeunes qui vivent dans des conditions difficiles dans les villes de Dakar, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Saint-Louis Tambacounda, Thiès, et Ziguinchor. Ces ESD sont généralement des enfants et jeunes travailleurs (EJT), des enfants en rupture familiale (ERF), des enfants déscolarisés des quartiers populaires (EDQP), des enfants talibés des écoles coraniques (ETEC). Sur la base des douze droits développés, depuis 1994, par le MAEJT, des activités sont menées par les enfants & jeunes et leurs animateurs dans un système de planification " fondé sur les droits ". Le développement des AGR et une recherche-action sur la situation des enfants des écoles coraniques, font également partie de ce cadre en 2006.

Les principaux partenaires du programme sur le terrain sont :

- a. les enfants et les jeunes participant à la mise en place, à l'exécution et à l'évaluation des actions ;
- b. les aînés (anciens membres enfants et jeunes) qui assurent le bon fonctionnement et l'exécution de certaines activités des groupes de base, telles que l'écoute, l'animation des séances sur le MAEJT, les loisirs, et les activités de mobilisation organisées par les AEJT ;
- c. les moniteurs d'alphabétisation, qui facilitent les cours d'alphabétisation et les séances d'animation sur la citoyenneté ;
- d. les monitrices qui sont avec les filles et les fillettes pour les activités d'initiation à la couture, au crochet et à la formation qualifiante ;
- e. les maîtres des écoles coraniques, et autres bonnes volontés, partenaires dans la recherche-action.

Quant au partenariat avec les institutions, organisations et collectifs, il concerne :

1. Caritas Saint-Louis, Doomi Neepp, Femme - Enfant & Environnement, Réseau des Jeunes Filles ; structures partenaires dans l'appui aux enfants et jeunes travailleurs dans les villes de Saint-Louis, Thiès, Fatick et Kaolack ;
2. Les associations d'enfants et jeunes travailleurs (AEJT) de Saint-Louis, Louga, Thiès, Dakar, Fatick, Kaolack, Tambacounda, Kolda et Ziguinchor qui contribuent à la concrétisation des droits des enfants en situation difficile ;
3. Le Collectif des structures d'appui aux enfants en difficulté (COSAED), qui impulse une synergie d'action entre les différents acteurs de terrain ;
4. la Coalition des ONG en faveur de l'enfance (CONAFE) ;
5. le Programme de lutte contre la mendicité (du ministère de la Famille/UNICEF) ;
6. les entités **Enda Acas**, **Enda Ecopole** et **Enda Mali** avec des actions communes dans certains réseaux et initiatives comme la recherche-action sur la situation des enfants dans les écoles coraniques ;
7. les services départementaux du développement communautaire, centres pour le développement de l'éducation populaire et sportive, Inspections d'académie ; structures décentralisées de l'Etat qui ont accompagné le processus de recherche-action sur la situation des enfants dans les écoles coraniques.

Ces partenariats multiformes ont permis à l'action Enda Jeunesse Action d'avoir un impact notable à travers le fait que :

- a) plus de 10'000 enfants et jeunes en situation difficile ont été accompagnés dans 9 villes du Sénégal ;
- b) les causes, les manifestations et les méthodes de prévention des maladies courantes (paludisme, grippe, choléra, etc.) sont connues par les enfants et jeunes en situation difficile ;
- c) des enfants en situation difficile ont reçu des consultations et soins gratuits ;
- d) les enfants en situation difficile se sont adonnés très régulièrement aux activités culturelles, sportives et à diverses activités ludiques ;
- e) plus de 4000 enfants ont participé aux cours d'alphabétisation ;
- f) près de 640 enfants ont obtenu leurs pièces d'état civil ;
- g) plus de 530 enfants ont pu être inscrits au Cours d'Initiation (CI) ;
- h) les enfants talibés s'organisent pour leur hygiène corporelle, alimentaire et le nettoyage régulier des cours et des toilettes, et un certain nombre de marabouts (maîtres coraniques) ont contribué aux frais médicaux des enfants talibés malades ;
- i) les enfants talibés ont commencé à fréquenter des ateliers d'apprentissage professionnel ;
- j) l'on a une meilleure connaissance de la situation des enfants dans les écoles coraniques ;
- k) il existe une dynamique de concertation entre les acteurs dans plusieurs villes sur les " actions avec les enfants talibés " ;
- l) les petites bonnes participent avec beaucoup d'assiduité aux activités menées dans les espaces d'éducation ;
- m) les EJT maîtrisent les points de base en couture et en crochet, les techniques de confection de robe, jupe et chemisette, et de transformation des fruits et légumes ;
- n) les apprentis dans les ateliers de quartier ont commencé à accéder aux outils de formation et à appliquer des mesures de sécurité ;
- o) plus de 260 enfants et jeunes travailleurs ont pu développer des activités génératrices de revenus.

Le programme a connu une évaluation participative à l'issue de laquelle l'impact du programme a été noté sur la vie des enfants et jeunes en situation difficile. Cependant, il convient d'élargir dans le futur cet impact en mettant l'accent sur les actions d'éducation de base, le renforcement des AGR, le renforcement des capacités des "aînés", le renforcement de la coordination nationale des AEJT du Sénégal et la mobilisation des acteurs autour des actions avec les enfants talibés.

Stratégies d'éducation alternative

Enda Océan Indien s'investit depuis plusieurs années déjà dans le développement de l'éducation alternative, au profit des couches défavorisées de la population d'Antananarivo. L'entité a abordé dans un passé proche un tournant intéressant dans la mise en œuvre de son *Programme d'Education Alternative* (en 2004) avec l'ouverture d'un centre d'accueil et d'accompagnement des enfants et jeunes en difficulté nommé " Espace Jeunes ", qui durant plus de deux années déjà, a mené des efforts de réinsertion des enfants en situation difficile (ESD) grâce à des activités :

1. d'apprentissage des règles élémentaires d'hygiène, de santé et de sécurité, qui leur seront très utiles dans leur quotidien d'enfants vivant dans des conditions souvent difficiles dans les rues de la capitale ;
2. d'incitation à l'éducation et à la formation, pour que les idées de projet, de choix professionnel et d'orientation dans la formation professionnelle, leur soient plus familières ;
3. de renforcement de leur citoyenneté active, qui induit des sentiments d'identité individuelle et d'appartenance sociale ;
4. et d'accompagnement dans la mise en œuvre de micro-projets visant la création d'AGR.

Durant l'année 2006, les activités ont été maintenues telles qu'elles avaient été organisées l'année précédente, dans la mesure où la façon dont avait été pensé le travail de suivi éducatif n'a guère été modifiée, bien que la formation continue de l'équipe en ait amélioré la pratique. En ce qui concerne les activités d'apprentissage, les thèmes et le niveau ont été réajustés pour une approche plus réaliste et plus adaptée aux besoins des jeunes. De nouvelles méthodes de travail par petits groupes ont permis de suivre un groupe de jeunes de niveaux très différents. Les évaluations ont par la suite été mises en place à la fin de chaque thème pour le suivi du parcours des jeunes en question. Les animations socioculturelles visant l'implication des jeunes ont vu leurs contenus améliorés, du fait qu'ils ont été conçus par les animateurs et les jeunes eux-mêmes.

Le mois d'août 2006 a permis l'organisation d'un camp de vacances à Ankarafantsika et à Majunga, avec plusieurs dizaines de jeunes, encadrés par 4 animateurs éducateurs dont une assistante sociale, la coordinatrice de l'Espace Jeunes, la volontaire ASMAE, et 4 bénévoles français ASMAE en appui à l'animation socioculturelle et à l'encadrement. Les activités ont eu trait à la visite de la réserve naturelle, la découverte de métiers nouveaux avec des visites d'industries et d'artisans (crevettiers, fabriques de bouteilles de sable, etc.), des activités ludiques organisées en plein air, des excursions en bateau, des spectacles de cirque à l'Alliance française et auprès de jeunes des quartiers, et des jeux de plage.

Des activités socioculturelles ont aussi marqué l'année écoulée, avec l'organisation d'émissions de radio que les jeunes ont animé en direct tous les samedis matin, avec 4 émissions sur la radio Don Bosco, très écoutée à Antananarivo, marquées par la préparation de reportages avec leurs animateurs. Quant aux animations en santé, elles ont été préparées au cours du premier semestre, et ont démarré en septembre 2006, avec pour principaux objectifs la connaissance du corps, l'information sur les règles d'hygiène, la réduction des conduites à risques et des IST, etc. Un film, réalisé par les jeunes en novembre 2005, a obtenu en 2006 le 4^e prix de la catégorie "Rêver" au concours "Regard des jeunes sur la cité", organisé par l'association française OROLEIS de Paris. A partir de novembre 2006, les jeunes ont repris l'activité vidéo pour présenter un film sur leur vie et leurs projets à un atelier avec les médias publics et privés.

Aujourd'hui que le volet Education Alternative est essentiellement centré sur l'Espace Jeunes, Enda Océan Indien constate une amélioration progressive de ses activités qui semblent parfaitement répondre aux attentes des jeunes. De plus, grâce à l'appui de l'éducatrice spécialisée, l'accompagnement éducatif des jeunes a été nettement renforcé. Les animateurs et les éducateurs ont également effectué des visites de rues, jour et nuit, beaucoup plus régulièrement. Tous ces facteurs expliquent certainement l'augmentation du nombre de jeunes fréquentant l'Espace Jeunes tous les jours. Sur une demande du Siège d'Enda TM à Dakar, Enda Océan Indien est devenu la structure d'appui des AEJT de Madagascar, rattaché qu'il est au MAEJT coordonné par **Enda Jeunesse Action**. L'appui des EJT entre bien dans les objectifs d'Enda Océan Indien, notamment dans son projet de construction du dialogue politique. Même si l'heure du bilan n'a pas encore sonné et que les résultats sont encore très mitigés. En effet, les jeunes de l'association n'avaient pas bien compris les objectifs du mouvement et se sont peu à peu démotivés. L'animateur a eu du mal à fédérer un nouveau groupe, par manque de temps et d'objectifs clairs pour sa mission et Enda Océan Indien a décidé de voir avec Dakar les moyens de redynamiser les EJT en 2007.



Manifestation d'enfants dans les rues d'Antananarivo

Les formations organisées au Centre de formation des animateurs et éducateurs (CFAE) se sont quant à elles bien déroulées. La formation des leaders a été retravaillée pour être adaptée à de jeunes leaders ayant un faible niveau d'instruction. Elle a ainsi pu toucher des jeunes suivis par des ONG de la place, dont certains vivent dans les rues. La Session Océan Indien suivante était prévue pour novembre 2006, mais afin qu'elle puisse répondre au mieux aux besoins des ONG et s'intégrer dans les actions menées par l'UNICEF au niveau des adolescents, le temps de préparation a été allongé. Elle a finalement été fixée au mois d'avril 2007.

Enda Ecopole Ouest-Africaine a investi, il y a déjà plus d'une décennie, le champ de l'éducation alternative, dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs d'éducation pour tous à l'horizon 2015. Il s'agit, pour cette entité, de mieux appuyer les actions de formation et d'éducation alternative pour l'atteinte des OMD. Pour ce faire, Enda Ecopole s'est fixé pour objectifs :

- 1) de promouvoir des pratiques innovantes pour une meilleure prise en compte des besoins éducatifs des exclus ;
- 2) de considérer le renforcement pédagogique comme le moteur des innovations et de la qualité de l'offre éducative dans les zones de suivi et d'animation pédagogique des Formations coin de rue (FCR) ;
- 4) d'appuyer les FCR pour en faire des espaces d'élaboration de politiques alternatives d'éducation ;
- 5) de renforcer le programme de solidarité scolaire ;
- 6) d'appuyer les Centres Ressources pour des pratiques innovantes de l'éducation et de la formation ;
- 7) de construire des alliances fortes à travers les réseaux, afin d'élargir le champ d'action et de promouvoir le changement d'échelle.

La promotion des pratiques innovantes a été un axe important d'Enda Ecopole pour une meilleure prise en compte des besoins éducatifs des exclus. Les principaux partenaires des programmes d'éducation et de formation alternative conduits par l'entité sont les FCR, réparties en 7 zones d'animations et de suivi pédagogiques dans l'agglomération de Dakar. Les FCR partenaires ont été évalués en 2006 à 115, soit 19'856 apprenants et 417 appreneurs pour l'année scolaire 2005/2006. Enda Ecopole a appuyé toutes ces initiatives non formelles, regroupées dans un réseau dénommé Association des Formations de Coin de Rue (AFCR), avec le concours de tous ses partenaires, notamment les autorités de tutelle, les services déconcentrés, les collectivités locales et les partenaires au développement. En 2006, la révision des orientations du partenariat a été poursuivie en concertation avec tous les protagonistes du programme et les priorités retenues dans le plan d'actions ont été mieux articulées. Ce qui s'est traduit par l'analyse et l'adaptation d'un programme minimal commun, le réexamen de la carte d'intervention, la conduite d'activités et d'outils d'éveil pour la petite enfance, la définition d'un plan de renforcement des capacités des groupe impliqués et de suivi pédagogique. Dans cet esprit, une batterie d'activités a été réalisée, avec comme objectif majeur de formuler des stratégies innovantes pour plus d'efficacité dans les activités des FCR.

A la rentrée scolaire 2005/2006, sur la base d'un diagnostic participatif d'identification des priorités en formation et éducation, réalisé dans le cadre du Programme d'Education Alternative dans les FCR et autres initiatives populaires d'éducation et de formation, les efforts d'accompagnement ont particulièrement mis l'accent sur la dotation en matériel didactique et en équipements divers, le renforcement de compétences des appreneurs, etc. L'appui des partenaires comme l'ONG HOPE 87, soutenue par l'UNESCO, l'Association KIWANIS et la Mairie de Colobane-Wakhinane, a permis la construction ou la réfection de salles de classe, l'équipement en outils informatiques (ordinateurs et accessoires) et la connexion à l'internet de cinq (05) écoles élémentaires.

Le renforcement pédagogique est considéré par Enda comme le moteur des innovations et de la qualité de l'offre éducative dans les zones de suivi et d'animation pédagogique des FCR. Parallèlement à l'appui organisationnel, didactique et infrastructurel des FCR, 6 sessions de formation pédagogique ont été organisées à l'intention des appreneurs sur des thématiques portant sur: 1) l'approche par les compétences, 2) la méthode Reflet, 3) la pédagogie active et 4) l'évaluation des acquis. Au total, ce sont 120 appreneurs des FCR qui ont participé à ces

formations décentralisées, organisées par l'Espace pédagogique de l'Ecopole en partenariat avec les IDEN de Thiaroye et de Guédiawaye (à Dakar). Pour mieux prendre en compte les besoins liés à la vie de tous les jours des enfants et jeunes issus des milieux défavorisés partenaires des FCR, des modules pédagogiques sont animés sur des thèmes retenus comme prioritaires en fonction des milieux. Les thèmes prioritaires, en 2006, sont : 1) l'éducation à la santé, 2) l'environnement scolaire, 3) la solidarité, 4) le Sida, 5) diarrhée et environnement, et 6) le paludisme.

Les Formations de coin de rue sont également des espaces d'élaboration de politiques alternatives d'éducation. Pour une gestion réellement participative, démocratique et une meilleure intégration de l'école dans son milieu, des rencontres sectorielles regroupant parents d'élèves, personnes ressources, enseignants, Associations de Développement de Quartiers, ont régulièrement été menées sous l'impulsion de l'Espace Pédagogique, au niveau des zones d'animation et de suivi pédagogique sous forme de Penc (" arbre à palabres " en wolof), de séances de contes, de sorties pédagogiques, etc. Ce travail de mobilisation traduit toute une philosophie visant à placer l'action éducative au centre des intérêts de la communauté aux fins d'accélérer l'éducation universelle, comme inscrit dans les objectifs de Dakar 2000. Enda Ecopole déroule depuis 2004, un programme de prise en charge intégrée de la petite enfance. Un travail poursuivi au cours de l'année 2006 et qui s'est traduit par l'appui et la mise en place de quinze (15) crèches et garderies communautaires dans des bidonvilles de Dakar (Khadimou Rassoul, Baraka et Wakhinane-Colobane) et les quartiers populaires de sa banlieue (Guinaw-Rail, Guédiawaye, Yeumbeul et Malika). Dans le cadre du partenariat avec l'Association KIWANIS, il est prévu le parrainage des 21 meilleurs apprenants des FCR retenues pour la phase test et les rencontres d'échanges entre acteurs et apprenants des FCR et élèves de la ville de Saint-Quentin.

Le Programme de Solidarité scolaire a été renforcé. Il s'agit d'un programme annuel d'appui scolaire des enfants et jeunes de familles démunies, exclus du système scolaire. Il intègre plusieurs volets allant de l'identification, l'inscription, le soutien et le suivi scolaire des catégories exclues, conformément à l'esprit de son initiateur, le fondateur d'Enda TM feu Jacques Bugnicourt. Il développe une stratégie de mobilisation et d'implication de ressources humaines, et de mobilisation de ressources financières pour une prise en charge toujours plus efficace des couches les plus défavorisées. Pour l'année 2006, le programme a enregistré l'appui des entités comme Enda Eau Populaire, l'Association française " A Petits Pas " de la ville Argentière, l'Association " Double Horizon ", ce qui a permis l'inscription, le soutien matériel et scolaire de 236 enfants et jeunes du primaire et du secondaire, et dans des centres de formation professionnelle.

L'appui aux Centres Ressources pour des pratiques innovantes d'éducation et de formation a aussi été un axe important. La nécessité de faire de l'école, des besoins d'apprentissage et de formation, et des solutions à leur apporter, une affaire proprement communautaire, a justifié les efforts soutenus d'Enda Ecopole pour la valorisation ou la mise en place de " Centres Ressources " au Sénégal.

En construisant des alliances fortes à travers les réseaux, Enda contribue à élargir le champ d'action et à promouvoir le changement d'échelle. A différents niveaux et domaines, cette volonté s'est affirmée et s'est matérialisée à travers le rôle et la place qu'Enda Ecopole joue dans les instances nationales, sous-régionales et régionales. Au niveau national, l'entité a participé à l'animation de diverses initiatives, telles que la Coalition nationale Education pour tous (CNEPT), la Coalition Nationale des Opérateurs en Alphabétisation du Sénégal (CNOAS), le Réseau Education pour tous en Afrique (REPTA) dont Ecopole assure la coordination au Sénégal. Autant de réseaux qui militent en faveur d'une éducation de qualité pour et par tous. Le REPTA est né d'une vision partagée des acteurs du Nord et du Sud et se positionne aujourd'hui comme un large cadre d'accompagnement des efforts nationaux et régionaux pour le renforcement du plaidoyer, ainsi qu'un partenariat fécond favorisant une prise en charge des exclus par des pratiques innovantes d'éducation et de formation.

Enda Ecopole a facilité la mise en place et le fonctionnement du comité d'initiative qui a abouti à l'organisation de l'Assemblée Générale constitutive du REPTA/Sénégal, en mars 2006, mais également l'élaboration et la mise en œuvre de son plan d'action. C'est ainsi que, dans le cadre de la rencontre internationale du REPTA au Burkina-Faso, en novembre 2006, sur le thème " les exclus de l'école : quelles sont les pratiques innovantes et efficaces dans le domaine de l'éducation, de l'alphabétisation et de la formation ? ", Enda Ecopole a présenté une communication sur l'expérience des FCR et des filles migrantes. Ce fut l'occasion pour les participants de la rencontre de mieux connaître cette expérience communautaire de prise en charge des exclus et de s'engager à mieux la promouvoir.

Enda Graf Sahel met en œuvre, conjointement avec **Enda Ecopole** et **Enda Diapol**, le *Programme EDUCAL II (Education Alternative)*. Le but général de cette initiative est de permettre à l'individu de faire l'apprentissage de la citoyenneté dès l'enfance. Ce programme de lutte contre la pauvreté (EDUCAL II) a ainsi pour vocation :

1. d'éduquer les jeunes à la démocratie participative à l'école et en dehors de l'école, dans toutes les situations d'apprentissage ;
2. de renforcer la participation décisionnelle des populations dans les organisations et les collectivités locales ;
3. de renforcer le pouvoir des femmes pour qu'elles deviennent des actrices politiques.

En effet, les populations ne se sont pas toujours approprié les systèmes éducatifs formels, inadaptés à leurs réalités sociales. En revanche, elles ont développé des alternatives qui sont souvent la seule offre d'éducation et de formation à laquelle elles peuvent avoir accès : écoles de la rue, daaras, cours d'alphabétisation fonctionnelle du soir en langues nationales, réseaux d'apprentis, formations sur le lieu de travail, etc. Le Programme EDUCAL II cherche donc à crédibiliser ces initiatives. Dans son 1er volet, il a tenté de mettre l'enfant au cœur de l'apprentissage des fondamentaux de la citoyenneté : ainsi, l'instruction n'est pas subie, mais interactive, l'élève pouvant donner son avis. Il est encouragé à participer de façon transparente aux organes de gestion (conseils de classe, gouvernement scolaire, parlement des enfants), à la vie économique (cotisations, budget) et aux décisions politiques de son école. Des outils d'expression et de gouvernance partagée sont alors mis à la disposition du futur citoyen (ateliers d'expression libre, théâtre et jeux de rôle des situations scolaires). Des échanges sont organisés entre écoles, afin d'élargir sa vision de l'éducation, de connaître d'autres initiatives, et de communiquer sur les siennes.

Le *Programme EDUCAL II* a aussi permis à la communauté de s'interroger sur le statut de l'enfant dans la société sénégalaise, sur ses droits, sur son pouvoir décisionnel au sein de la famille et des structures qu'il côtoie. Des changements sociétaux avec l'implication des principaux bénéficiaires sont ainsi recherchés, sans rupture avec les valeurs endogènes de la communauté, pour l'enfant, pour les femmes et les communautés. D'autres réseaux sociaux s'inscrivent dans la démarche EDUCAL et tentent de valoriser ces apprentissages alternatifs. C'est le cas du RACT (réseau des acteurs du transport) qui cherche à promouvoir des dialogues entre organisations professionnelles autour de la réalisation de projets fédérateurs (mutuelles de santé et centrales d'achat sur les gares, campagnes de prévention routière, ateliers de gestion positive des conflits, etc.). Ce réseau propose des modules de formation plaçant les jeunes opérateurs et les femmes commerçantes dans de nouvelles situations d'apprentissage, en partant de leurs savoirs et de leur vécu et leur garantissant à terme une réinsertion professionnelle. Cela s'est concrétisé par des formations (sur la fiscalisation et sur la décentralisation) et par une sensibilisation sur la place légitime de chaque acteur dans la gestion des lieux de transit, leur droit à siéger dans les instances de décision régissant la filière du transport (collectivités, GIE, syndicats, etc.).

Ces quelques résultats obtenus par le *Programme EDUCAL II* sont édifiants : 17 écoles de quartier ont adopté ces méthodes d'éducation, 52 cadres de concertation ont été créés entre apprenants, maîtres, Associations de Parents d'Elèves et IEP. Le programme a concerné 30 organisations et touché 167'000 bénéficiaires directs. Il est logé dans la toute nouvelle Maison de l'Education, qui a pour mission de faciliter la réappropriation des formes d'éducation pour en encourager la diversité, d'aider l'Etat à se positionner face à une éducation plurielle et décentralisée, et de faciliter l'émergence d'entreprises éducatives. Elle regroupe les différents réseaux d'acteurs de l'éducation formelle et informelle populaire alternative, comme le RISOA (Réseau international solidaire d'opérateurs et d'acteurs d'alphabétisation), la CNOAS (Coordination nationale des opérateurs en alphabétisation du Sénégal), la CNEPT (Coalition nationale de l'éducation pour tous) et le CNEAP (Collectif national de l'éducation alternative et populaire), et le RJPE (Réseau jeunes pour le plein-emploi).

Enda Graf Sahel a fortement soutenu ces formes d'universités populaires où chaque acteur est porteur de savoirs et de compétences qui devraient être validés. Ce qui n'empêche pas que soit prônée par EDUCAL une action sur le contrôle conjoint de la communauté et de l'Etat sur la qualité des différentes formes d'apprentissage éducatif et professionnel. Car il est important qu'une régulation sociale et institutionnelle s'exerce sur ces diverses formes alternatives d'éducation populaire largement plébiscitées, en les valorisant tout en les encadrant et en les décloisonnant grâce à des passerelles vers le système formel.

1 1 Appui à l'entrepreneuriat féminin

Dans les pays du Sud, l'égalité des sexes est trop souvent restée illusoire en matière de droits et de participation à la vie sociale, économique, politique et culturelle. Les femmes sont restées les principales victimes de la pauvreté, de l'exclusion sociale et du déficit d'accès aux services de base. Pourtant, elles jouent de nos jours un rôle croissant dans la création de micro et petites entreprises en Afrique, même si elles se heurtent encore à de fortes contraintes pour gérer et développer leurs entreprises. D'où l'urgence qu'il y a à procéder au renforcement de leurs capacités, ce qui est considéré, par une majorité de partenaires au développement, comme une stratégie-clé pour parvenir à l'égalité entre les sexes. Considérer l'entrepreneuriat des femmes comme une voie d'accès à l'emploi décent et à l'atteinte des OMD, est une idée de plus en plus avancée, d'autant plus qu'il a déjà été démontré que le phénomène a un effet sur la réduction de la pauvreté.

En outre, sur un continent où l'esprit d'entreprise est encore peu répandu, les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes entrepreneuses africaines s'en trouvent considérablement renforcées. La croissance fulgurante du secteur informel constatée ces dernières années, avec la création de nombreuses micro et petites entreprises dirigées pour la plupart par des femmes, constitue la preuve que les divers appuis prônés par Enda depuis plus d'une décennie, en termes d'accès au micro-crédit et d'appuis conseils, commencent à porter leurs fruits.

Enda Inter-Arabe, basé à Tunis (Tunisie), est une entité aujourd'hui forte d'une expérience de plus d'une décennie déjà dans l'appui aux micro-entrepreneuses défavorisées des zones urbaines et périurbaines de la Tunisie, en leur proposant des services financiers et non financiers. L'entité est désormais présente dans les principales villes du pays et les micro-entrepreneuses tunisiennes ont ainsi pu, par le biais des différents programmes de micro-crédit développés par elle, accéder à des lignes de crédit pour consolider et développer leur entreprise et profiter de services d'accompagnement pour renforcer leurs capacités entrepreneuriales.

Créée en 1990 et proposant des services de micro-crédit depuis 1995, Enda Inter-Arabe est la première (et toujours l'unique) institution en Tunisie à appliquer les méthodologies connues sous le nom de bonnes pratiques de la microfinance. Depuis 2005, et pour ses services financiers, Enda Inter-Arabe n'a plus besoin de subventions et refinance l'expansion de ses services grâce à des prêts bancaires accordés à des taux commerciaux (7,5 millions de dinars tunisiens, soit 4,4 millions d'euros en 2006).

Le recours d'Enda Inter-Arabe aux emprunts commerciaux a contribué à la forte croissance de l'année 2006. Le portefeuille à risque (proportion des prêts avec un jour ou plus de retard) s'est quant à lui maintenu parmi les plus bas au monde, à 0,38%. En plus de 3 banques locales, l'investisseur social privé OIKOCREDIT et la Banque Européenne d'Investissement sont devenus partenaires de l'entité. Les populations à faibles revenus sont exclues du système bancaire, faute de garanties. Ainsi, en collaborant avec les banques, Enda Inter-Arabe se positionne comme une interface entre les populations à faibles revenus et celles-ci, et prend à sa charge la gestion des prêts de petits montants et le risque de l'opération. L'entité favorise de la sorte l'inclusion de ces populations dans le système financier national. Qui plus est, face au constat de la marginalisation socioéconomique des femmes, Enda a fait le choix, depuis 1997, de privilégier les femmes qui constituent 84% des emprunteurs, réputées plus dynamiques et plus dévouées à leur famille. Leur autonomisation économique leur permet également de bousculer l'ordre établi, s'affirmant davantage au sein de leur ménage et de leur communauté.

Enda Inter-Arabe a ainsi octroyé plus de 65'000 prêts en 2006, soit 66% de plus qu'en 2005. D'où il ressort que 31 millions de dinars tunisiens (soit 18,3 millions d'euros) ont ainsi pu être investis dans les micro entreprises des quartiers défavorisés (un montant en hausse de 73%). Au 31 décembre 2006, le portefeuille (l'argent entre les mains des emprunteurs) s'élevait à 14,9 millions de dinars (8,8 millions d'euros) répartis entre 39'190 clients actifs (micro-entrepreneur) avec un prêt en cours. Le taux de remboursement reste très proche de 100%.

Avec l'ouverture de 8 nouvelles antennes, le réseau mis en place par Enda Inter-Arabe compte désormais 29 antennes réparties dans 17 des 24 gouvernorats du pays. L'entité a renforcé sa présence à l'ouest, région prioritaire du programme de développement national, le Centre et le Sud du pays. Pour la première fois depuis 1995, le nombre d'antennes à l'intérieur du pays (15 antennes) a dépassé celui du Grand Tunis (14 antennes).



La micro-entrepreneuse est, dans ce système, traitée en acteur économique responsable et capable de payer des services de qualité à leur juste prix. Ainsi, l'octroi de crédits par Enda Inter Arabe est assujéti à la viabilité du projet et à un remboursement sans retard. Les micro-entrepreneuses accèdent à une ligne de crédit progressive allant de 150 à 5000 dinars tunisiens (100 à 3500 euros), mais 95% des prêts sont inférieurs ou égaux à 1000 dinars tunisiens, soit moins de 600 euros. La méthode mise en œuvre permet donc d'initier progressivement les emprunteurs à la gestion de la dette et en même temps de diminuer les risques de non-remboursement.

L'année 2006 a ainsi été marquée par le succès du nouveau produit financier *Ta'alim*, répondant au besoin des micro-entrepreneuses d'étaler dans le temps les dépenses de la rentrée scolaire et de la formation professionnelle. L'introduction de ce nouveau produit s'inscrit dans la stratégie de diversification des produits financiers d'Enda Inter-Arabe, l'objectif visé étant de mieux répondre aux besoins des micro-entrepreneuses. Ces femmes sont, par ailleurs, accompagnées dans le développement de leur activité par des services non financiers. Des activités soutenues par les bailleurs de fonds, dont Enda Tiers Monde, afin d'éviter de leur en faire porter le coût parfois élevé. De 2006 à 2008, l'accompagnement des micro-entrepreneuses aura pour cadre un projet intitulé *Femmes micro-entrepreneuses de la Méditerranée (FEM)*, en partie financé par l'Union Européenne, qui inclut 4 institutions de micro-finance dans le monde arabe (d'Egypte, du Liban, du Maroc et de la Tunisie) et 2 ONG françaises. Un projet qui vise à améliorer les capacités entrepreneuriales des micro-entrepreneuses, à former des formateurs parmi le personnel des institutions et à étendre les diagnostics sur site et l'appui à la commercialisation.

Dans le cadre de ce même projet, Enda Inter-Arabe a organisé en novembre un Forum des micro-entrepreneuses méditerranéennes. Soixante artisanes d'Egypte, du Liban, du Maroc et de Tunisie se sont ainsi retrouvées pour un atelier d'échange et de formation. Un centre d'affaires pour micro-entrepreneurs a d'autre part été inauguré dans le quartier de Hay Ettadhamen (banlieue ouest de Tunis). En plus de la formation des micro-entrepreneuses en informatique, ce centre proposera dès 2007 un appui en comptabilité, s'attachera les services d'un secrétariat, et offrira des conseils en matière d'exportation.

Afin de pérenniser son autonomie financière, Enda Inter-Arabe poursuivra dans les prochaines années sa stratégie de financement bancaire, pour appuyer le développement de ses services financiers et répondre à la croissance de ses activités. L'entité devrait maintenir le rythme de croissance actuel et prévoit pour la fin de l'année 2007 d'atteindre 58'000 clients actifs, avec un portefeuille de 25 millions de dinars tunisiens (soit 14,8 millions d'euros). Le réseau sera composé de 45 antennes et bureaux, renforçant dans certains cas la présence d'Enda aux portes du milieu rural tunisien. De nouveaux produits financiers viendront alors élargir l'éventail de services proposé aux micro-entrepreneuses. Un produit destiné à l'amélioration du logement sera lancé en début d'année et dans la perspective de notre action dans le domaine des activités rurales, une phase de test sera lancée. Au cours de 2007, les services non financiers seront consolidés et connaîtront une expansion progressive pour toucher plus d'entrepreneurs. Aussi Les partenariats avec les programmes gouvernementaux seront-ils, dans ce but, renforcés.

Enda Graf Sahel met en œuvre une initiative portée par une expérience de deux décennies acquise par l'entité dans le domaine de l'appui à l'entrepreneuriat des femmes au Sénégal : le programme d'appui aux mutuelles d'épargne-crédit. Cette initiative économique individuelle génère naturellement un débat sur la

place de la femme dans la société sénégalaise. C'est en 1987 qu'Enda Graf Sahel avait identifié une entrepreneuse porteuse d'une activité innovante de micro-crédit dans le quartier de Grand-Yoff. A sa demande, Enda l'avait appuyée techniquement (formations à la gestion et à la comptabilité, élaboration d'outils de suivi financier, information de ses partenaires) et financièrement (dotation au démarrage, prêt de locaux, etc.), puis l'avait encouragée à monter son propre guichet. Au bout de quelques mois, le guichet devenu opérationnel, les femmes qui le tenaient obtinrent d'autres formations visant à les rendre plus professionnelles, notamment sur leur organisation interne, ce qui permit à l'activité de prendre son essor. Enda le poussa alors à son autonomie, pour que le guichet ne dépende plus d'Enda Graf Sahel, ni institutionnellement, ni techniquement (si ce n'est quelques appui-conseil ponctuels), mais devienne partenaire.

Une fois ce guichet autonome, l'entité prit le parti d'encourager la création d'une mutuelle rassemblant plusieurs guichets décentralisés, afin que ces caisses profitent et responsabilisent le plus grand nombre. L'équipe féminine du guichet put alors identifier et former d'autres entrepreneuses capables de porter des guichets dans des quartiers périphériques de Dakar, en fonction de la demande. La mise en réseau de ces guichets et leur ouverture à d'autres femmes aux activités diverses a alors apporté aux membres de la mutuelle une ouverture sur d'autres possibilités du micro-crédit. Des activités connexes, renforçant les guichets et répondant à des attentes spécifiques des épargnantes se sont développées : crédit pour l'habitat et préfinancement d'activités génératrices de revenus. L'amélioration des conditions économiques de ces femmes a fait naître chez elles de nouvelles vocations : une sensibilisation sur la nutrition, des cours d'alphabétisation, la création d'une mutuelle de santé, la maîtrise du foncier, etc.

Ainsi est né le Réseau des caisses d'épargne et de crédit des femmes (RECEC) soutenu par Enda Graf Sahel et qui s'est par la suite étendu à une quinzaine de communes du Sénégal. Le RECEC a injecté environ 1 milliard de FCFA (1,6 millions d'euros), et le cumul de ses épargnantes dépasse les 500 millions de FCFA (328'000 euros). La caisse de Grand-Yoff (à Dakar) qui en fait partie s'est récemment distinguée en étant primée 3^e meilleure structure nationale d'appui au micro-crédit par Dyna Entreprise.

En 2006, à travers le programme d'appui aux mutuelles d'épargne-crédit, Enda Graf Sahel est intervenu ponctuellement en appui-conseil et en formation, avec comme axes de travail :

1. l'extension du réseau et l'ouverture d'autres caisses autonomes ;
2. l'éducation à la citoyenneté au sein du RECEC ;
3. l'alphabétisation fonctionnelle et le renforcement des capacités des sociétaires.

Au fur et à mesure que le processus se développait, les adhérentes ont pris conscience que leur statut de subordonnées dans la société est resté inchangé, alors que les règles du jeu dans la famille et dans les institutions ont socialement et économiquement évolué. Car, les femmes subviennent aux charges familiales au même titre que les hommes et souvent plus (charges de santé et d'éducation des enfants) et deviennent chef d'entreprises. Elles s'interrogent sur leur place de femmes dans la société sénégalaise et dans l'Islam, organisent des conférences de rue sur ces sujets, se mobilisent pour s'inscrire sur les registres électoraux. Et ainsi, d'une simple activité de survie économique est né un mouvement social de revalorisation du statut de ces femmes ; statut qu'elles ont entrepris de négocier au sein de la famille, de la communauté, des sphères économiques et plus timidement, des sphères politiques.

Enda Mali a poursuivi la mise en œuvre du *Programme ADILCO : Actions de Développement des Initiatives Locales dans les Communes du Cercle de Ségou*, une intervention étalée sur 3 années (2004-2006), destinée à appuyer les femmes rurales de certaines communes du cercle de Ségou. Le principal partenaire financier de ce programme est l'ONG néerlandaise CORDAID. S'inscrivant dans le cadre des objectifs du Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté intérimaire (CSLP) de mai 2000, l'initiative se fixe comme but de lutter contre la pauvreté à travers la promotion des femmes rurales de sa zone d'intervention. Le programme concerne 1000 femmes, réparties entre 45 villages des 3 communes de Markala, Dougabougou et Sibila, et vise l'amélioration de leur pouvoir économique, grâce au renforcement de leurs capacités organisationnelles et entrepreneuriales.

En 2006, Enda Mali a renforcé son intervention et le Programme ADILCO a pu connaître des avancées significatives dans plusieurs domaines où il n'est question que de faire en sorte que les groupements de femmes rurales ciblés puissent, à terme, être dotés de réelles capacités entrepreneuriales :

1. la redynamisation des organisations de femmes, vu le nombre élevé de femmes appartenant à un même groupement et les différentes réalités des différents villages, avait pour but, non seulement de renforcer l'organisation interne et le fonctionnement des différents groupements de femmes, mais aussi de formaliser 29 d'entre eux mis en place dans les villages ; le nombre total de femmes qui s'activent dans les groupements est de 3629 ; les comités de gestion ainsi que les caisses associatives ont été mis en place dans tous les groupements ;
2. la formation en alphabétisation et le recyclage des comités de gestion ont été assurés dans l'ensemble des groupements concernés (excepté ceux de Sibila) et pendant plus d'un mois, les comités de gestion ont été formés en alphabétisation dans le but d'améliorer leurs connaissances en lecture, écriture, calcul et comptabilité de base, afin de pouvoir mieux gérer et tenir efficacement les supports de gestion ;
3. la formation des productrices a été jugée cruciale, dans la mesure où des insuffisances ont été identifiées dans la conduite de certaines activités par l'équipe du projet et les partenaires, lors des observations et du suivi de terrain ; ainsi, un module de formation a été élaboré avec des fiches techniques. Les formations pratiques ont été exécutées sur les parcelles d'apprentissage mises en place à cet effet ; les thèmes retenus et exécutés pour prendre en charge ces insuffisances sont, entre autres : 1) la production de plants en pépinière et repiquage ; 2) la confection de planches de bois destinées à la commercialisation ; 3) l'utilisation de la fumure organique à bonne dose ; 4) les techniques de production maraîchère ; et 5) la protection phytosanitaire ;
4. la redynamisation des groupements de femmes des caisses associatives d'épargne-crédit, a été effectuée selon le même processus ; les règles de jeu ont été mises en relief pour pallier les différents problèmes susceptibles d'entraver le processus dans le long terme (respect des normes, décès, refus, etc.) ;
5. la formation en alphabétisation des comités de gestion a été faite en langue nationale et exécutée par les formateurs des différents villages ayant été imprégnés du contexte et de l'objectif de ce programme ; lors de ces formations, les appuis, suivis, et conseils de l'équipe du projet ont permis de surmonter les difficultés rencontrées.

Enda Eddoc, basé à Dakar (Sénégal), en plus de ses missions traditionnelles de coordination de l'activité éditoriale et de diffusion des publications d'Enda TM, développe d'autres initiatives visant à améliorer les conditions de vie des femmes rurales de l'arrondissement de Fimela et de la commune de Joal-Fadiouth (Sénégal). C'est suite aux causeries sur la santé maternelle et infantile, et en accompagnement des actions d'alphabétisation, que l'entité a décidé de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans la région de Fatick, l'une des régions du Sénégal les plus affectées par ce fléau. C'est ainsi qu'Enda Eddoc a lancé depuis juin 2002 une opération de micro-crédit, par l'octroi de petites subventions à des groupements de femmes. En 2006, 19 localités avaient pu bénéficier de ces subventions ; les fonds provenant essentiellement des reliquats de projets mis en œuvre par l'entité. Il s'est alors agi d'appuyer en priorité les femmes des villages de petite taille (Rho, Soumbel, etc.) ou des villages enclavés (Sahor, Ndiédieng, etc.) qui méconnaissent totalement les circuits d'accès à la micro-finance.

Les fonds mis à la disposition des groupements de femmes ont fait l'objet d'un suivi régulier et systématique. En 2006, deux missions de suivi ont été effectuées (en avril, juillet 2006 et janvier 2007) et ont permis de faire le tour des 19 sites concernés pour estimer l'évolution de l'opération durant l'année 2006. En fonction de la date de réception de la subvention, les villages ont été subdivisés en quatre générations :

1. génération 1 (juin-juillet 2002) : Rho, Faoye, Ndiagamba, Sahor, Ndiédieng, Soumbel, Ndimbiding, Fadiouth 1, Fadiouth 2, Fadiouth 3, Fadiouth 4 ;
2. génération 2 (janvier 2003) : Djilor, Diakhanor ;
3. génération 3 (avril 2004) : Diofior, Loul Sessène, Simal, Soudiane Bala ;
4. génération 4 (juillet 2005) : Mar Soulou, Fadiouth 5, Nobandane, Boyar.

Il convient de remarquer que durant l'année 2006, il n'y a pas eu de nouvelles subventions au niveau des villages, malgré les fortes demandes. Le montant total des subventions est de 5'115'000 francs CFA (7798 uros). Le total arrêté en décembre 2005 est de 15'251'955 francs CFA (23'251 uros), alors que celui de décembre 2006 est de 19'455'096 francs CFA (30'000 uros).

12 Communication et NTIC

L'idée selon laquelle la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ne pourra être réellement profitable à l'Afrique que si elle contribue à la résolution des grands problèmes de développement auquel elle se trouve actuellement confrontée, est séduisante. Elle avance que les efforts considérables déployés dans la démocratisation et la vulgarisation des NTIC doivent également servir à réduire la pauvreté endémique qui y sévit actuellement. De ce point de vue, cette entrée constitue une pierre de plus dans l'édifice de la communication de développement qui veut que radio, télévision, moyens multimédia et Internet contribuent à la formation et à la diffusion des savoirs, et renforcent à terme la productivité économique.

La mise en place de radios communautaires destinées à véhiculer différentes thématiques du développement durable au niveau local et la création de centres de ressources visant l'appropriation des NTIC par les organisations communautaires de base, participent de la même volonté d'Enda de renforcer la communication sociale. Une démarche qui, pour rester cohérente, doit avoir pour seul objectif l'appropriation sociale des moyens de communication ainsi mis à la disposition des couches défavorisées, afin que les évolutions espérées au sein des communautés puissent se produire et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Communication sociale & développement culturel

Enda Graf Sahel a poursuivi en 2006 la mise en œuvre de son Programme d'appui à la communication radiophonique qui vise à offrir des outils de dialogue politique en réseau aux différentes communautés de base. L'information et la communication sont essentiels dans la stratégie de lutte contre la pauvreté de l'entité, car elles permettent d'aborder des questions sociales prioritaires et de pallier le déficit d'information politique des communautés isolées. Les radios sont un outil largement plébiscité et utilisé par les communautés. Elles sont utilisées comme tremplin vers l'accès à la parole et au témoignage des " sans-voix ", comme lieu d'enseignement et de débat. Les thèmes abordés peuvent aussi bien être la scolarisation des filles, les violences faites aux femmes, que le foncier ou la santé. Dans ce schéma, les populations ne sont plus seulement réceptrices, mais diffusent leur savoir, leur vécu, leurs aspirations et s'emparent des débats de société. La radio devient alors un outil de gouvernance partagée, à l'échelle des quartiers et des villages. C'est dire que la mise en réseau des radios communautaires a démultiplié leur onde de choc.

Ce programme, mis en œuvre par le Pôle KORA d'Enda Graf Sahel, a permis l'ouverture de 20 fréquences radiophoniques et la formation de plus de 10'000 femmes depuis 1995, qui suivent la démarche de l'entité, qui est de trois ordres :

1. l'épanouissement des personnes et leur accès à la citoyenneté, pour un changement du statut de la femme dans la société sénégalaise et le renforcement de leurs capacités à travers la radio (formations sur le leadership féminin, audiences spéciales, etc.) a permis leur prise de parole et leur accession à des postes de responsabilité ;
2. le soutien aux entrepreneurs dans leurs projets de création et d'animation de radios, le renforcement des capacités de leurs associations à travers des formations professionnalisantes pour le personnel et le conseil d'administration (diffusion éthique, méthodes journalistiques, textes réglementaires et autorisations, recherche de financements, management, contexte sénégalais de la liberté d'expression, enjeux de la libre parole, etc.) ;
3. une mise en réseau à l'échelle nationale et internationale permet à ce programme de s'inscrire dans un mouvement mondial de défense des radios communautaires (Association mondiale des radios communautaires - AMARC) et de valorisation de leurs apports sociétaux ; à travers des collectifs et séminaires internationaux tels que le Réseau International des femmes (RIF - AMARC), les conférences panafricaines des radios communautaires, les assemblées mondiales des radios communautaires, la Conférence Mondiale contre le racisme et la xénophobie. Un lobbying efficace permet de conforter la position des radios communautaires et d'aborder la question de la place de la population dans la gestion du pays, en restant fidèle aux aspirations de la base.

Enda Eddoc a poursuivi la mise en oeuvre de son *Projet Promolivres* qui ambitionne de mieux faire connaître le livre dans toute sa richesse et sa diversité, et d'en renforcer l'usage par une pratique assidue de la lecture. Mais, il s'agit également d'offrir aux radios de proximité, qui connaissent un développement fulgurant en Afrique de l'Ouest, la possibilité d'enrichir leurs programmes, par la création d'émissions régulières au bénéfice de leurs auditoires, alimentées en priorité à partir d'un ancrage dans la production écrite nationale, et d'ouvertures à celles de la sous-région et du monde francophone. Les équipes d'animation, composées d'un journaliste et d'un médiathécaire, contribuent ainsi, chaque semaine, à lever les obstacles multiples à l'acclimatation du livre dans les pays bénéficiaires que sont le Bénin, la Gambie, le Ghana, le Mali, le Sénégal, le Burkina Faso, la Guinée-Conakry et le Niger. Elles complètent de la sorte les politiques du livre menées dans ces pays par les pouvoirs publics, avec l'appui de la coopération étrangère, française en particulier. Après une phase test qui s'est déroulée en 2002, une phase intermédiaire de consolidation en 2003, et les deux premières années de la phase 2 (2004 et 2005), le *Projet Promolivres* a poursuivi ses activités en 2006, avec la production d'environ 400 émissions radiophoniques.

Une analyse des contributions des différentes radios montre que les thèmes traités sont très variés en raison du choix des ouvrages, qui embrassent de nombreux aspects de la vie, tels que :

1. la culture et la religion : certaines pratiques culturelles africaines néfastes, le mariage, la sculpture, l'Islam et le Christianisme, les religions traditionnelles ;
2. la santé : excision, santé par les plantes, sida) ;
3. la politique : mondialisation, colonisation, émancipation, indépendance des pays africains, corruption politique, etc.
4. les droits humains : législation liée à la puissance paternelle et à la parenté conjointe ;
5. les conflits en Afrique : crise ivoirienne et autres conflits dans la sous région ;
6. les questions sociales : modernisation de la société, féminisme, mendicité, racisme, migrations rurales et urbaines, vie associative, situation des enfants africains, mariage et polygamie, prostitution, solidarité, syndicalisme, etc ;
7. la gestion de l'Etat : décentralisation, police, armée, esclavage, chefs traditionnels vis-à-vis de l'Etat moderne, problèmes de la jeunesse, etc. ;
8. le sport : football en Afrique ;
9. l'éducation : solidarité avec les écoles, autoformation, appui aux daaras - écoles coraniques - , école et éducation traditionnelle des enfants, livre en langue nationale, émulation des enseignants ;
10. l'économie : recherches paysannes pour la lutte contre la pauvreté, OGM, gestion administrative et financière, etc.



*Au Mali, le *Projet Promolivres* a suscité la création de l'Association culturelle des élèves et étudiants du Mali dont les membres participent à l'animation des émissions à travers les stations du réseau de Radio Liberté situées à Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal.*

Dans les pays où le projet a été mis en œuvre, il a connu un impact important. Au Mali, du fait de son impact, les stations locales du réseau de " Radio Liberté ", situées à Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal, produisent des émissions hebdomadaires interactives, selon le modèle de celle réalisée à Bamako. L'émission a également suscité la création de l'Association culturelle des élèves et étudiants du Mali dont les membres participent à son animation. En Gambie, l'émission Promolivre qui diffuse en français sur City Limits Radio à Banjul, a suscité la création d'une nouvelle émission en français ("L'antenne aux enfants"), centrée autour du livre et des questions scolaires. Diffusée depuis août 2006, tous les dimanches de 16h à 17h à la suite de Promolivre, elle enregistre, au-delà des enfants, la participation des parents d'élèves, des enseignants et du grand public, et renforce la présence francophone dans ce pays, tout en répondant à un besoin fortement exprimé de cette communauté linguistique. Au Niger, on note la création d'un fan-club Promolivre. Au Ghana, les professeurs recommandent à leurs étudiants l'écoute régulière de l'émission Promolivre en raison de sa popularité.

Le Projet Promolivre dispose d'un site Internet qui permettra à l'ensemble de ses acteurs d'avoir une plus grande visibilité de leurs productions, ainsi que la possibilité d'échanges plus soutenus entre eux. En 2006, un accord de partenariat a été passé entre Promolivre et l'Ecole des bibliothécaires archivistes et documentalistes de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, avec entre autres les points suivants :

1. l'élaboration et participation concertées à des programmes de formation continue ;
2. la facilitation de l'accès à des supports de connaissances (échanges de documentations, publications) ;
3. l'organisation de manifestations promotionnelles en faveur du livre et de la lecture ;
4. l'accueil et encadrement par le projet des étudiants de l'EBAD pour leur initiation dans le domaine de la promotion du livre et de la lecture par la radio ;
5. l'intervention des responsables de Promolivre dans le cadre des enseignements délivrés par l'EBAD, en vue d'illustrer les voies de la promotion du livre et de la lecture par la radio ;
6. et la promotion et participation à toutes formes d'échanges susceptibles de valoriser l'image du livre et de l'écrit auprès des décideurs des politiques du livre et du grand public.

Renforcer l'utilisation des NTIC

Enda Cyberpop, basé à Dakar (Sénégal), est né d'un partenariat entre Enda TM et le CRDI depuis mars 1998. Le démarrage s'est appuyé sur un projet pilote appelé " Utilisation et appropriation des TIC par les organisations populaires au Sénégal " (UATIC), dans le cadre de l'Initiative ACACIA " Communautés et sociétés de l'information en Afrique ". C'est un programme d'appui aux dynamiques populaires qui vise :

1. l'accès universel aux savoirs et à l'information pour tous et toutes : la démocratisation de l'utilisation des NTIC en les intégrant dans le tissu social sans oublier les populations les plus défavorisées;
2. la valorisation des ressources de l'économie populaire par l'utilisation de supports multimédia pour rendre visible les innovations sociales et techniques des groupes de base ;
3. la collecte et l'exploitation d'informations pour la production de contenus endogènes sur les stratégies alternatives de lutte contre la pauvreté, pour un développement durable.

Le programme a pour objectifs :

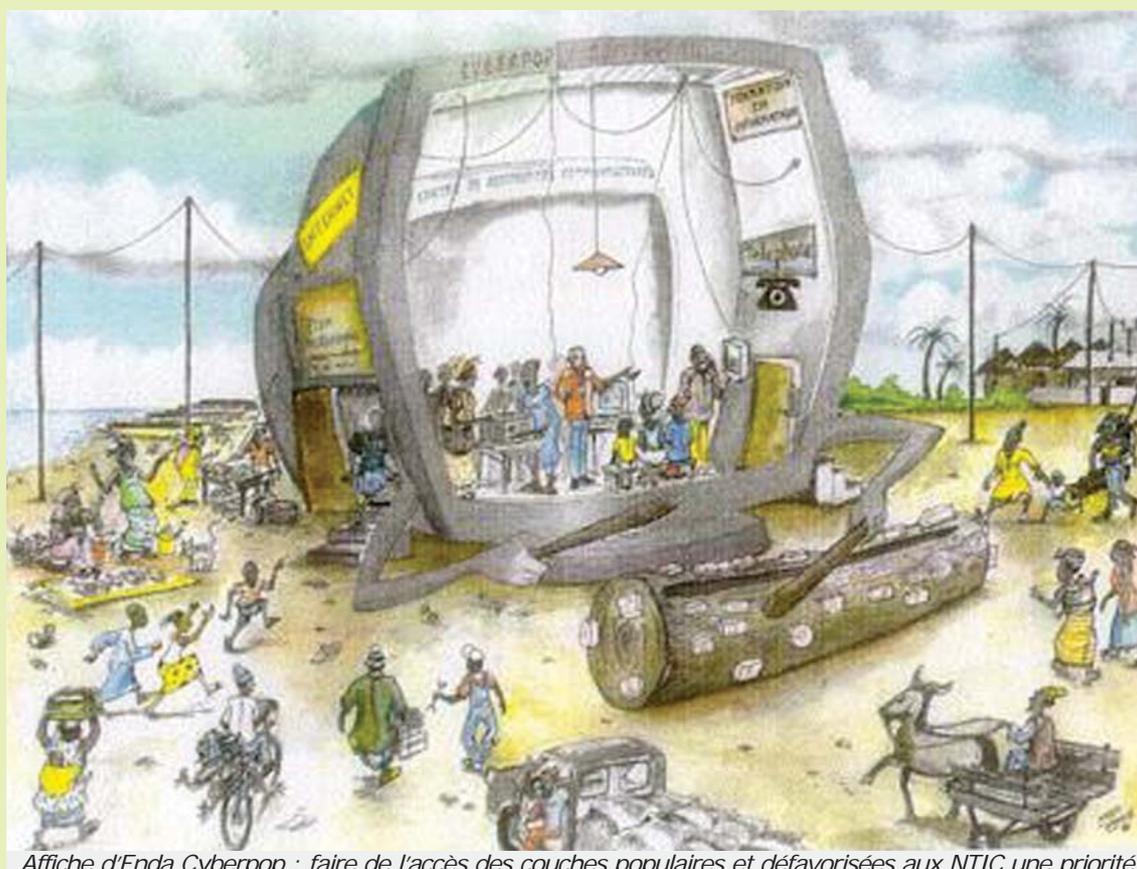
- 1) le décloisonnement des initiatives populaires pour un changement d'échelle des activités et des innovations sociales, culturelles et techniques ;
- 2) le renforcement des capacités stratégiques et opérationnelles des organisations populaires pour négocier et faire valoir leurs visions et leurs actions dans le développement durable par la lutte contre la pauvreté.

C'est ainsi qu'un partenariat a été établi avec des organisations de base constituées en groupements, associations, reconnus ou informels, ayant une assise populaire locale identifiable en termes d'un nombre significatif d'impacts et de participation de la population. Ces organisations sont situées dans des zones défavorisées en milieu urbain et périurbain, et ont réalisé des activités rentrant dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, pour un développement durable et la sauvegarde de l'environnement. Elles sont composées de groupes sociaux très différents par leurs origines ethniques, leurs appartenances religieuses, leurs activités économiques et sociales.

Enda Cyberpop, dans sa configuration actuelle, est donc un réseau de réseaux articulés entre eux, dont l'un des points forts est le centrage sur les réseaux sociaux constitués par les dynamiques populaires. L'activité principale d'appui vise à faciliter le décloisonnement et les convergences entre réseaux et organisations, afin de déceler et de résoudre collectivement les problèmes du développement et gagner la bataille de la société de l'information.

Le processus d'accompagnement a facilité les capacités d'interréseautage, afin de créer les convergences stratégiques et les complémentarités entre réseaux. Cela permet aussi d'enrichir les compétences et expertises de chacun par l'apport des autres, à travers le forum des acteurs populaires organisés en ateliers utilisant la méthodologie des Réseaux d'Echanges Réciproques des Savoirs. L'ensemble est articulé à la stratégie de production de contenus endogènes et de systèmes d'information pertinents et utiles pour la lutte contre la pauvreté par le développement local.

Pour contribuer à lever certains obstacles liés à l'accès aux échanges de savoirs, le *Projet Open Knowledge Network (OKN)/Cyberpop* est parvenu, en 2006, à mettre en place une stratégie de changement d'échelle destinée à construire les conditions d'une production de contenus plus substantielle et d'un volume d'échanges plus significatif pour doter les différents acteurs de moyens qui améliorent leurs capacités d'action et d'intervention pour le développement local. La stratégie de changement d'échelle de diffusion se doit donc de diversifier les supports, en utilisant toute la gamme disponible des vecteurs de diffusion de contenus. Il s'est agi de mettre l'accent sur les supports qui sont les plus accessibles au plus grand nombre, comme les radios communautaires. La zone géographique concernée regroupe les quartiers de Dakar et sa banlieue, (Khadimou Rassoul, Colobane, Yeumbeul-nord, Pikine-est, Parcelles-assainies, Guédiawaye, Rufisque, Yeumbeul-sud), des régions de Thiès et de Diourbel (Mboro et Diourbel commune).



Affiche d'Enda Cyberpop : faire de l'accès des couches populaires et défavorisées aux NTIC une priorité

Sur le plan social, la mise en place des conditions sociales de réalisation du Projet OKN a permis 1) le renforcement des capacités des acteurs, 2) l'organisation d'ateliers, de séminaires et de focus (création de contenus, durabilité, etc.), 3) le suivi et l'accompagnement. Sur le plan technique, il s'est agi de procéder : 1) au diagnostic et à l'état des lieux des points d'accès, 2) au renforcement de l'équipement des points d'accès (PA), et 3) à la connectivité. Sur le plan économique, l'entité a pu effectuer 1) l'analyse des besoins nécessaires pour le développement d'une stratégie de pérennisation, 2) la proposition d'un plan financier pour chaque PA visant à tester les stratégies de pérennisation, 3) la mise en place d'une ligne de crédit au niveau de la mutuelle d'épargne et de crédit des Parcelles-assainies pour le financement des stratégies des PA. Ainsi, les interventions d'Enda Cyberpop se sont focalisées sur deux aspects essentiellement : le renforcement des capacités et la production de contenus. En ce qui concerne le renforcement des capacités, quatre points ont marqué les activités en 2006 :

1. les formations en informatique (application OKN) ont consisté en 1) trois sessions de formation pour l'Union nationale des femmes coopératrices du Sénégal (20 agentes féminines de suivi (AFS) et 6 coordonnatrices régionales), 2) une session pour les tradipraticiens de

- l'AMPHOT (Réseau des tradipraticiens et des métiers de la pharmacopée), 3) une session pour les aveugles diplômés (CAD), 4) une formation continue pour les enfants de Falia Editions, durant l'année scolaire 2005-2006, 5) deux (2) sessions pour le Sous-Hub de Pikine-est, 6) six sessions pour le Cocady (30 personnes) ;
2. Les formations en communication dans des domaines tels que 1) les notions de base (Module 1), 2) les techniques d'enquêtes (Modules 2), et 3) la conception et la réalisation d'un bulletin d'information (Module 3). L'objectif est de créer de nouvelles compétences, par la formation de reporters/rédacteurs populaires et de vingt experts en collecte de données et traitement de l'information spécialisée et professionnelle ;
 3. l'initiation à l'Alphabet de synthèse pour l'Afrique (ASA) s'est faite en partenariat avec la commission de recherche sur l'AOA (Alphabet ouest-africain), avec l'organisation en avril 2006 d'une formation des formateurs ;
 4. les séminaires & ateliers organisés par Enda Cyberpop ont porté sur les thèmes suivants : 1) les stratégies et conditions sociales d'extension du réseau OKN à l'étendue du territoire national sénégalais, 2) la propriété intellectuelle et les barrières linguistiques pour une plus grande échelle de diffusion du contenu, 3) l'atelier de restitution et de validation de l'ASA, 4) l'atelier sur la collecte, le traitement et la diffusion de l'information au niveau des PA et des radios communautaires, 5) l'atelier de sensibilisation sur le projet de loi relatif à l'exercice de la médecine et de la pharmacopée traditionnelle, 6) l'atelier de validation du plan stratégique pour la promotion de la médecine traditionnelle dans le système de santé, et 7) le séminaire sur l'accès à la bBande passante en Afrique de l'Ouest et du Centre.

En ce qui concerne la production de contenu, l'un des enjeux principaux du développement local et de la lutte contre la pauvreté, est la création de contenus endogènes sous forme de systèmes d'informations utiles et pertinentes pour l'économie populaire. Au cours de la 1re phase, cet objectif a été le plus difficile à réaliser pour des raisons de niveau de compétences de départ des jeunes et de coût que les groupes ne pouvaient supporter sur leurs ressources propres. C'est pourquoi, il a été jugé essentiel de viser la professionnalisation de cet axe par la formation de jeunes spécialisés dans les systèmes d'informations, qui à terme, devrait créer leur propre emploi. L'objectif final est de mettre sur pied une agence d'informations professionnelle au niveau du Hub de Cyberpop, en collaboration avec des réseaux partenaires d'Enda, des associations et d'autres ONG. La production de contenu local ou de proximité permet d'être plus proche de la réalité et du vécu quotidien des populations, afin de mieux s'appuyer sur leurs propres initiatives pour promouvoir le développement durable.

La stratégie de mise en œuvre du Projet OKN et ses implications reposent sur une vision de l'économie solidaire appliquée par Enda Cyberpop et axée sur la communication et la solidarité numérique. L'objectif est :

1. d'impliquer davantage les populations dans les activités par l'intermédiaire des leaders d'opinions ;
2. d'adapter les services et les produits des Points d'Accès aux besoins et aux attentes des populations ;
3. de diversifier les offres des PA par le biais d'un marketing social ;
4. de renforcer les activités génératrices de revenus pour faire face aux frais de fonctionnement des PA (achat et entretien du matériel, honoraires des agents).

La mise en œuvre de cette stratégie devra prendre en compte, pour aboutir à de bons résultats, le matériel et les services envisageables pour l'investissement, les comptes d'exploitation des Points d'Accès (PA) et les Mécanismes d'accès aux ressources.

Pour une bonne mise en œuvre du Projet OKN, Enda Cyberpop a convenu avec ses partenaires de base la mise en place de mécanismes de gestion transparente d'accès aux ressources, en vue d'assurer une durabilité financière du projet. Ainsi, une ligne de crédit a été mise en place dans une structure financière décentralisée (la Mutuelle du groupement d'épargne et de crédit des Parcelles-assainies). Les PA sont tenus de bien gérer leurs comptes d'exploitation, car cette gestion conditionne la durabilité du programme et doit se traduire par la réalisation de situations prévisionnelles, en vue d'assurer la rentabilité des activités. A cet effet, chaque PA a défini ses investissements, ses charges et ses prévisions, et discuté avec Enda Cyberpop lors d'un atelier sur " les stratégies de pérennisation ", avant la mise en exécution.

Ces stratégies sont fondées sur des études de faisabilité (demande potentielle et solvable) et ont permis aux acteurs de posséder, d'organiser et de gérer leurs PA dès le départ, d'une manière transparente, inclusive et démocratique. Ce qui permettra de renforcer les AGR, pour faire face aux frais de fonctionnement des PA, et de diversifier les offres par le biais d'un marketing social efficace. Toutefois, pour leur survie, les PA devraient prendre en compte toutes les sources possibles de revenus et rechercher toutes les sources de financement liées aux objectifs de développement similaires.

Enda Ecopole a poursuivi en 2006 la mise en œuvre de son *Projet TIC* dans le cadre duquel l'essentiel des activités était prévu dans l'Espace Ecopole où le public a pu profiter de quatre espaces distincts, en plus des ateliers prétechniques qui ont consisté en :

1. une formation en informatique ;
2. un espace " Formation " où sont proposées une initiation au routage, aux techniques de base et une formation aux techniques de l'informatique et de l'audiovisuel ;
3. un renforcement des capacités des électroniciens populaires et des nouveaux informaticiens a été prévue, avec un transfert de technologies ;
4. une initiation à l'utilisation de la messagerie électronique ;
5. un espace " Navigation libre " permettant au grand public de naviguer à volonté sur le Web, de tisser des liens avec le reste du monde, de s'informer et d'accroître leurs connaissances dans les recherches ;
6. une recherche d'information et des échanges en ligne ;
7. un espace " Débats " où seront organisé des conférences portant sur des sujets d'actualité ; des lectures de journaux en ligne voire la transmission même du journal télévisé par l'Internet. En plus d'une documentation avancée ;
8. une formation Web master et la création de pages web ;
9. un espace destiné à la réalisation de sites Web, pour la création, de façon rapide et efficace, d'une source d'information très importante ; cet espace prévoit aussi la création, pour le public et les associations partenaires, de pages dynamiques leur permettant de mettre à jour leurs produits et services de façon régulière.

Par ailleurs, Enda Ecopole a renforcé les activités de l'atelier audiovisuel " Nino Magdalena " qui, en tant que centre de ressources, s'est adapté aux préoccupations et aux activités d'Enda dans son ensemble. Cette structure permet aux jeunes, de venir s'informer, se documenter, échanger, converger, se former et se distraire, en mettant divers outils à leur disposition et en proposant des activités socioculturelles et des formations appropriées.

A l'heure où l'utilisation des TIC a atteint un niveau jamais égalé, l'atelier audiovisuel " Nino Magdalena " a consolidé ses acquis en rendant les résultats des actions et des recherches accessibles à un grand public. Il a aussi réussi à promouvoir un développement à la base, en mettant l'accent sur les productions et les valeurs locales. Sa véritable optique est de permettre aux citoyens, aux organisations de la société civile, au monde de l'éducation, à l'administration, aux collectivités locales et au secteur privé, d'utiliser massivement les TIC, afin qu'ils puissent, chacun en ce qui le concerne, en tirer le meilleur profit. C'est ainsi qu'en 2006 de nombreux reportages et autres productions audiovisuelles ont été réalisés :

- 1) reportage photos dans divers quartiers de Dakar sur les activités d'Enda dans les quartiers défavorisés et populaires, entre janvier et mars ;
- 2) reportage photos pour le projet d'appui aux initiatives participatives à la base avec les Belges BD, à Dakar, en février ;
- 3) tournage de vidéo clips pour les rappeurs du groupe JOTAY BI de Rufisque (Sénégal) en mars ;
- 4) reportage vidéo et photos pour l'atelier sur l'élaboration d'une charte des valeurs dans le cadre du projet, en juillet ;
- 5) reportage vidéo et photos lors de l'Hommage rendu à Feu Mohamed Soumaré, ex Secrétaire Exécutif d'Enda, en juillet ;
- 6) reportage photos à la Foire de l'Habitat organisée à Dakar en août ;
- 7) réalisation d'un film et d'un reportage photos lors de la visite de Mme Ségolène Royal à Enda Ecopole, en septembre 2006 ;
- 8) couverture vidéo de la journée mondiale de l'Habitat et de l'Architecture, en octobre ;
- 9) réalisation d'un film lors de l'atelier de validation de la charte nationale d'engagement des acteurs du commerce équitable au CESAG, en octobre ;
- 10) couverture vidéo de la 3e édition du Forum Social Sénégalais " En route pour Nairobi 2007, la CEDEAO dit NON aux APE dans leur forme actuelle! " du 27 au 29 novembre ;
- 11) couverture photos et vidéo du Forum " Sous-régional du développement local " de Saint-Louis, en décembre.

13 Edition - diffusion - documentation



Enda Eddoc (Edition - Diffusion - Documentation), a comme principale mission de contribuer à la mise en système d'une grande partie de la communication interne et externe d'Enda, à travers l'édition et la diffusion d'ouvrages et de revues élaborés par les différentes entités, ainsi que la gestion de la documentation centrale. Dans son programme éditorial pour l'année 2006, il a continué à appuyer la publication d'ouvrages en rapport avec le développement durable et à contribuer à la réalisation technique de certains ouvrages, de bulletins, de rapports d'activités, de prospectus et d'affiches d'autres entités d'Enda TM (Enda Lead, Enda Energie, Enda Rup, etc.).

Dans la série *Etudes et Recherches*, plusieurs documents ont été réalisés en 2006 avec Enda Rup :

- *Rapport annuel 2005 d'Enda Rup*, 24 pages ;
- *Observatoires de développement local : Dialogue politique sur la production sociale de l'habitat*, Enda Rup, n° 253-254-255, 132 pages (ce rapport de capitalisation rend compte des leçons tirées des expériences par pays (tels que le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger, le Mali, le Sénégal et le Togo), des consultations nationales en matière de

- politiques et de pratiques d'amélioration des conditions d'habitat des populations. Ces leçons seront analysées sous l'angle des droits humains dans le domaine de l'habitat en général et de son corollaire (eau, assainissement, habitat) ;
- *Local Development Observatories: Regional Policy Dialogue on Social Production of Habitat*, Enda Rup, n° 253-254-255, 118 pages (This Report describes the situations in such countries as Benin, Niger, Burkina Faso and Cameroon);
 - *Evaluation of Urban Observatories in Francophone Africa*, n° 256-257, 188 pages
The main objective of this process is to contribute to, and strengthen, the emergence of a better urban management with participatory planning with a view to promoting poverty reduction.

Avec Enda Diapol, ce sont les publications suivantes qui ont été réalisées en 2006 :

- *Libéralisation du commerce et gestion durable des secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest* :
 - o *Etude de cas du Sénégal*, n° 258, 116 pages ;
 - o *Etude de cas du Cap-Vert*, n° 259, 130 pages ;
 - o *Etude de cas de la Guinée-Bissau*, n° 260, 126 pages ;
 - o *Etude de cas de la Mauritanie*, n° 261, 96 pages ;
 - o *Etude de cas de la Guinée-Conakry*, n° 262, 124 pages ;
 - o *Sustainable management of fishery sector in West Africa : Case Study of Gambia*, n° 263, 106 pages.

En relation avec certains partenaires, Enda Eddoc a constamment apporté sa collaboration à la réalisation technique d'ouvrages de certaines maisons d'édition de Dakar, démunies d'une unité de micro édition, telles que :

- l'ASAFODEB (Association Sénégalaise d'Appui à la Formation pour le Développement à la Base), à qui Enda Eddoc a assuré la mise en page du journal *Siiwal* en versions wolof, pulaar et sereer ;
- Papyrus Edition Afrique à qui Enda Eddoc a également assuré la mise en page de son journal intitulé *Lasri* en langues nationales wolof et pulaar ;
- IDEA (Initiative pour le Développement de l'Édition en Afrique) pour un accompagnement régulier de son activité éditoriale.

L'année 2006 a aussi été marquée par une intéressante collaboration avec ATADMD. Après l'évaluation des propositions de trois ouvrages parascolaires à l'approbation de l'ATADMD (Assistance technique à l'approvisionnement durable en matériel didactique) du *Programme Education en qualité pour tous*, Enda Eddoc a été sélectionné par cette organisation, non seulement pour les thèmes choisis, mais aussi pour une proposition technique et sa proposition financière relative à ces ouvrages, en vue du financement de leur publication par le Fonds nordique de développement. Il s'agit des titres : 1) *Contes d'Afrique : la tortue*, 32 p. ; 2) *Mon école et moi*, 32 p., et 3) *Eau source de vie et de plaisir*, 32 p. Chacun de ces ouvrages, tiré à 7500 exemplaires, est à acquérir par le ministère de l'Éducation.

Dans la série *Bulletin*, Enda Eddoc a permis la parution des titres suivants :

- *PASSERELLES*, entre le commerce et le développement durable, bimensuel 2006, Enda Syspro II, 24 pages (tous les numéros de l'année 2006) ; publication conjointe d'Enda et ICTSD (International Centre for Trade and Sustainable Development) qui a pour vocation de fournir une perspective africaine dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales ;
- *BULLETIN AFRICAIN*, sur : " Réduction de la pauvreté : les énergies renouvelables peuvent-elles vraiment y contribuer de manière significative ? ", Enda Energie, n°16, septembre 2006, 66 pages ;
- *FLAMME D'AFRIQUE / AFRICAN FLAME*, quotidien d'information, version bilingue (français, anglais) et pour certains numéros en portugais et en bamanan, 8 pages ; ce journal qui n'existe que le temps d'un Forum social mondial, en est à sa 4e expérience ; ceux qui étaient au Forum social mondial de Mumbai, en janvier 2004, l'ont vu naître ; avec le rendez-vous de Bamako, en janvier 2006, FLAMME D'AFRIQUE accompagne pour la 4e fois le mouvement social africain. Le temps de cette rencontre, le journal sera quotidien et entièrement dédié à la couverture des différentes manifestations qui se tiennent ; cette initiative découle d'un partenariat entre Enda TM et l'Institut Panos Afrique de l'Ouest, dans une volonté d'impliquer davantage le secteur des médias et de la communication, pour accompagner la marche du mouvement social africain et assurer une plus large diffusion des idées, des enjeux et des perspectives qui se dessinent autour ; au-delà de la réalisation du journal, les journalistes qui composent la rédaction de FLAMME D'AFRIQUE travaillent aussi à l'information du public sur les activités et les enjeux du FSM.

En ce qui concerne la **Documentation Centrale d'Enda TM**, il faut préciser qu'elle a pour tâches habituelles de :

1. collecter, traiter, conserver et diffuser l'information produite ou reçue par les différentes entités d'Enda tant au niveau interne qu'externe ;
2. développer la communication à la base en vue de faciliter l'accès à l'information aux groupements de base et couches sociales les plus défavorisées, en fournissant un appui documentaire aux bibliothèques de quartier, aux associations ou aux structures qui en font la demande, pour la mise en place de leur unité d'information ;
3. fournir une expérience pratique aux élèves et étudiants de l'EBAD dans le cadre de leur formation scolaire.

Les usagers du Centre sont, d'une part, les utilisateurs internes (agents des différentes équipes d'Enda) et d'autre part, les utilisateurs externes composés d'étudiants, d'élèves, d'enseignants, d'animateurs d'associations, de consultants, de journalistes, d'ingénieurs, de personnel de santé, d'agriculteurs, de formateurs, de leaders de groupes communautaires, d'assistants sociaux, et du grand public (artistes, tradipraticiens, guérisseurs, etc.). Pour l'année 2006, l'ensemble des documents traités par la Documentation Centrale a été estimé à 1655 documents répartis comme suit : 1) documents généraux : 1500 documents traités ; 2) documents d'Enda TM : 155 documents traités.

On note cependant une baisse du nombre de documents généraux et de documents d'Enda traités en 2006, par rapport au nombre traité en 2005 qui était de 1800 documents. Les raisons sont simples et ne diffèrent pas vraiment de celles évoquées l'année dernière. Il s'agit :

1. du manque de collaboration entre les structures documentaires des équipes et entités décentralisées d'Enda, qui ne déposent pas systématiquement des exemplaires de leurs publications à la documentation centrale (qui leur sert de lieu de dépôt légal) ; ce qui constitue un frein à l'alimentation de la base de données, mémoire collective d'Enda TM, disponible en ligne et visible à partir d'Internet (c'est une des raisons pour lesquelles la mise en place d'un Système intégré de gestion de l'information (SIGIE) a été initiée pour l'année 2007-2008 ;
2. du fait que la documentation centrale dispose d'un personnel insuffisant par rapport au nombre de documents reçus dans l'année ;
3. et du déménagement du centre de documentation qui a ralenti l'activité du Centre et les activités habituelles de la documentation.

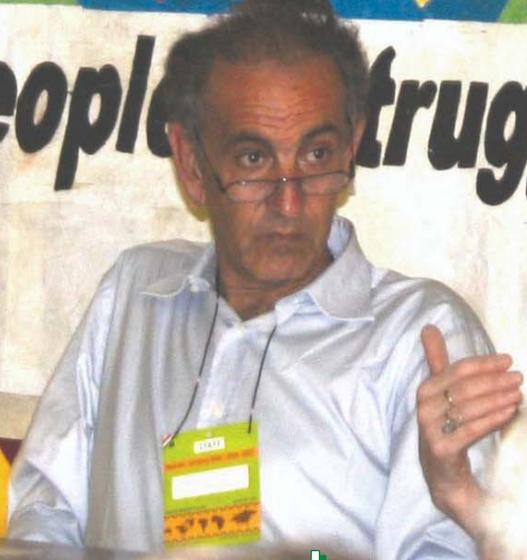
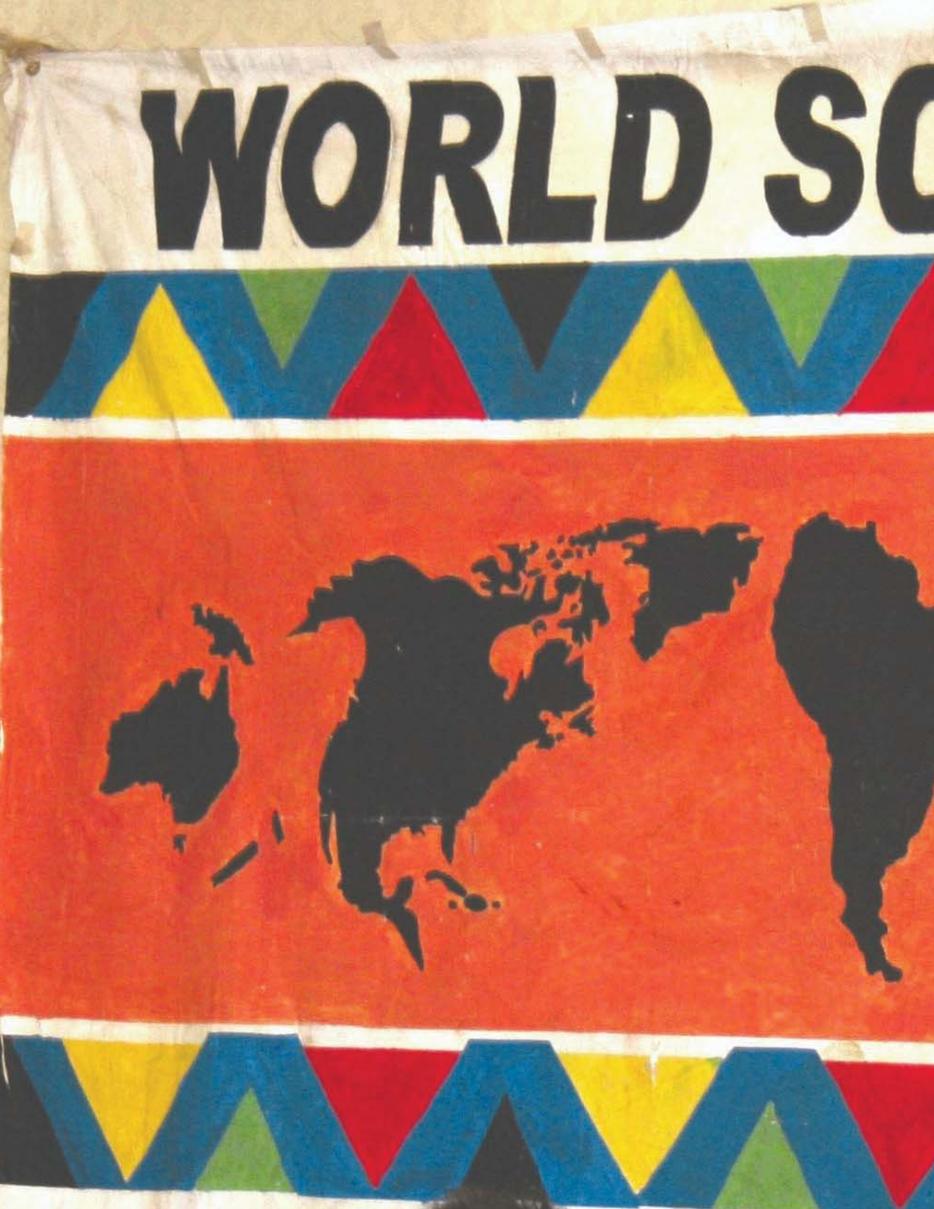
Avec l'acquisition du nouveau matériel de reprographie en juin 2006, la reprise des copies en vue de l'alimentation des dossiers de presse a été effectuée et plus de 4000 articles et dossiers traitant de thèmes aussi divers que la lutte contre la pauvreté, la gestion de l'environnement, la santé, l'éducation, la décentralisation, etc., ont été exploités. Ces nouveaux dossiers vont renforcer les anciens et permettre une mise à jour de ces informations issues de la presse. En ce qui concerne les dossiers documentaires, leur réalisation n'a connu aucune difficulté, contrairement aux années précédentes. Ainsi, quatre dossiers documentaires portant sur des sujets actuels ont été réalisés par des étudiants stagiaires. Il s'agit notamment de :

- 1) la grippe aviaire ;
- 2) les médias au Sénégal et dans le monde ;
- 3) le théâtre et le cinéma en Afrique ;
- 4) la corruption au Sénégal.

Pour être en phase avec l'avènement des NTIC et leur rôle dans le processus du transfert de l'information, les utilisateurs ont pu, grâce à l'acquisition d'un ordinateur affecté à la salle de lecture, faire des recherches dans la base des documents Enda accessible maintenant sur le site de l'institution et dans les différentes bases de données disponibles au Centre. Cependant, des difficultés ont été notées tant sur les modes d'utilisation que sur la durée de consultation. En dehors de ces quelques problèmes, cette nouvelle dynamique de recherche, a eu un écho très favorable auprès du public.

Le développement de la communication à la base en vue de faciliter l'accès à l'information aux groupements de base et couches sociales les plus défavorisées, en fournissant un appui documentaire aux bibliothèques de quartiers, aux associations ou aux structures qui en font la demande, pour la mise en place de leur unité d'information, est un créneau qui mérite d'être bien étudié parce que porteur de projets. En outre, pour aboutir à une meilleure organisation du travail documentaire à Enda et pour traiter et rendre accessibles les ressources informationnelles de l'institution sur son site Internet, la mise en place d'un SIGIE et d'un Centre de ressources Multimédia pour l'Environnement et le Développement doit être une priorité pour les prochaines années.

Cérémonie d'ouverture de FSM polycentrique
de Bamako (Mali) en janvier 2006



SOCIAL FORUM

Du fait de la diversité de ses ancrages thématiques et de sa présence sur les continents africain, asiatique, latino-américain et européen, Enda est devenu, au fil des ans, l'une des organisations internationales qui a le mieux développé des stratégies d'alliance et de lobbying ayant pour objectif fondamental de lutter contre les dérives du néolibéralisme. Considérées à tort comme l'évolution nécessaire des sociétés humaines vers la globalisation, ces dérives sont marquées par l'hégémonie de l'hyperpuissance américaine, les impacts désastreux de l'ultralibéralisation des marchés sur les économies africaines, la multiplication des conflits et des guerres pour l'accaparement des ressources du continent, la marchandisation et la privatisation de la société et l'affaiblissement de la plupart des mouvements sociaux. C'est ce qui a amené Enda à affirmer avec force que non seulement une autre forme de mondialisation est possible, mais aussi et surtout nécessaire, pour la majeure partie de l'humanité vivant dans les pays du Sud. La place de pivot occupée aujourd'hui par Enda dans le mouvement altermondialiste international, le renforce dans sa volonté toujours affirmée, depuis sa création durant les années 70, de défendre systématiquement les intérêts des moins nantis et des "sans-voix", afin que ils soient toujours sauvegardés dans la formulation et l'application des politiques.

peuples alternatives"

Renforcer l'impact des forums sociaux

Enda Syspro II, basé à Dakar (Sénégal), est un membre actif du mouvement altermondialiste international où il œuvre sans relâche à la création et à l'animation d'espaces de solidarité opposés aux dérives du néolibéralisme et favorables à la recherche de formes alternatives de développement économique et social. Ainsi, Enda fait partie du Conseil International du Forum Social Mondial (FSM), assure le Secrétariat le Forum social africain (FSA) et à ce titre, a joué un rôle prépondérant dans l'organisation du FSM polycentrique à Bamako (Mali) en janvier 2006.

Ce FSM polycentrique a enregistré la participation de plus de 20'000 représentants de mouvements sociaux, d'ONG et de personnalités en provenance de tous les continents. Parce qu'il était organisé sur un continent qui se devait en plus d'accueillir une année plus tard le FSM, à Nairobi (Kenya) en janvier 2007, la mobilisation des organisations africaines a été sans précédent. La rencontre a été précédée par une journée de commémoration de la Conférence historique de Bandung (Indonésie), tenue en 1955 et qui avait vu l'émergence sur la scène mondiale des pays non alignés situés pour la plupart dans le Tiers Monde. Cette Conférence marqua un tournant dans les affaires mondiales dans la mesure où des pays anciennement dominés proclamèrent à la face du monde leur détermination à briser à jamais le joug de la domination, scellèrent leur unité et forgèrent leur solidarité dans la lutte pour leur émancipation politique et économique. C'est pour commémorer un tel événement qu'Enda Tiers Monde, le Forum du Tiers Monde et le Forum pour l'Autre Mali (FORAM) ont réuni une centaine d'intellectuels d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, d'Europe et d'Amérique du Nord, autour d'une série de thèmes liés aux enjeux stratégiques de notre époque. Ce " Bandung des Peuples ", comme l'a baptisé un de ses initiateurs, le Professeur Samir Amin, a permis aux participants de situer le combat du mouvement social dans la continuité de celui du Bandung des chefs d'Etat et de gouvernement. Il s'agit aujourd'hui de faire revivre l'idéal de Bandung, à travers le Front Uni des Peuples contre le système néolibéral. La résistance de plus en plus puissante à ce système étant aujourd'hui incarnée par la popularité grandissante du FSM, né en 2001 à Porto Alegre au Brésil.

L'appel lancé par le " Bandung des Peuples " a donné le ton du FSM de Bamako qui a permis de revisiter certaines grandes questions représentant un défi majeur pour l'Afrique : 1) la dette extérieure de l'Afrique, 2) les règles du commerce international, 3) la vision d'une Autre Afrique, 4) la charte de l'unité des peuples, 5) la question de la migration, 6) la Coopération internationale, 7) l'éducation et la formation, 8) le Tribunal des femmes, 9) le camp international de la jeunesse, 10) le forum de la communication, 11) la parution du journal Flamme d'Afrique et 12) l'appui au festival du cinéma.

1) La dette extérieure de l'Afrique

Sous le titre " la voie à suivre dans la lutte contre la dette illégitime de l'Afrique ", une grande séance plénière a réuni, au 2e jour du FSM Polycentrique, des représentants de mouvements sociaux ou d'ONG d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Le but de la conférence était de prendre connaissance des derniers développements sur la dette africaine et d'indiquer la voie à suivre dans la campagne pour son annulation. Parmi les développements significatifs intervenus en 2005, il a été noté la décision du G8, lors de son Sommet annuel, tenu en Ecosse, au mois de juillet 2005. Cette décision promet l'annulation de la dette multilatérale de 18 pays, dont 14 en Afrique au sud du Sahara. Un consensus semble se former sur cette question entre les organisations de la société civile, les gouvernements et les institutions panafricaines. Selon toutes ces organisations, la dette de tous les pays africains doit être annulée. En effet, au cours d'un atelier organisé en mars 2005 à Addis-Abéba (Ethiopie) et d'une réunion de ministres des finances tenue au mois de mai à Dakar, la Commission de l'Union africaine a appelé à l'annulation de toute la dette du continent. Par ailleurs, le Sommet de l'Union africaine, tenu en Libye, quelques jours avant celui du G8, avait entériné cette décision de la Commission. Après la résolution du G8, plusieurs chefs d'Etat africains, tout en reconnaissant que celle-ci était un " pas positif " dans la bonne direction, avaient appelé à l'annulation de la dette de tous les pays africains. Un tel développement devrait donner une nouvelle impulsion à la campagne sur la dette et inciter les organisations de la société civile à forger des alliances plus étroites avec leurs gouvernements, ainsi qu'avec les institutions sous-régionales et continentales.

2) Les règles du commerce international et l'OMC

Les débats ont été dominés par les discussions sur les résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC, tenue à Hong Kong, en Chine, du 13 au 18 décembre 2005. Les intervenants ont été unanimes à proclamer que la Conférence a été un échec, malgré l'apparent " accord " arraché à la dernière minute, après de multiples pressions et fausses promesses faites aux pays en développement, surtout aux pays africains. Cette Déclaration visait plus à sauver la face à l'OMC qu'à offrir de réelles solutions aux problèmes soulevés par les pays du Sud.

En fait, il n'y pas eu de percée réelle en ce qui concerne les dossiers qui intéressent l'Afrique et d'autres pays en voie de développement. En ce qui concerne les subventions agricoles, la concession obtenue par le Sud, d'une élimination des subventions en 2013, ne donne ni

chiffres précis, ni structures de formules pour la réduction de ces subventions et des tarifs. Seul le dossier coton semble avoir enregistré quelque progrès, avec la demande d'élimination des subventions à l'exportation pour 2006. Mais ceci concerne spécialement les formes de subventions octroyées par les Etats-Unis. Toutefois, en ce qui concerne les subventions internes, les pays africains n'ont pas obtenu gain de cause. Or, ces subventions représentent entre 80 et 90% des quatre milliards de dollars accordés en 2004 par le gouvernement américain à ses exportateurs de coton. Une maigre consolation pour les pays africains semble être l'accès au marché de leurs exportations de coton. Cependant, les pays africains ne risquent pas d'en tirer grand profit étant donné qu'ils n'exportent pas vers les Etats-Unis et que ces derniers les concurrencent sur les autres marchés d'exportation. Les pays africains n'ont pas obtenu le fonds de compensation ou d'urgence en cas de pertes de revenus dues aux subventions. Cependant, la Déclaration finale exhorte le Directeur Général de l'OMC à explorer des mécanismes de soutien aux exportations en cas de baisse de revenus du coton, en attendant la fin des subventions.

Pour les PMA, la réunion de Hong Kong semble avoir apporté quelques réponses à certaines de leurs revendications. En effet, la Déclaration indique que les pays développés doivent accepter l'accès en franchise de droits et sans contingentement des produits en provenance des PMA à partir de 2008. Mais, la restriction qui accompagne la Déclaration limite considérablement la portée de celle-ci. Car, elle indique que les pays qui auront des difficultés à remplir cette obligation seront tenus de ne le faire qu'à 97% des lignes tarifaires. Or, cette réserve de 3% comporte quelque 330 lignes tarifaires qui pourraient priver les PMA d'accès pour l'ensemble de leurs produits, étant donné le panier non diversifié de leurs exportations.

La question de l'accès au marché des produits non agricoles (NAMA en anglais) a apporté quelque satisfaction aux PMA. La Déclaration indique " une réciprocité qui ne soit pas totale dans les engagements de réduction " et préconise l'élimination des crêtes tarifaires, des tarifs élevés et la progressivité des droits, surtout dans les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les PMA. Par ailleurs, la Déclaration prévoit des exemptions pour les pays en développement sur un petit nombre de lignes tarifaires ou des abaissements moins importants que ceux exigés par la formule sur un nombre plus élevé de lignes tarifaires. Les panélistes ont noté le remarquable travail de conscientisation et de lobbying accompli par les organisations de la société civile comme Enda. Ce travail a permis d'obtenir certaines des avancées notées plus haut. La conclusion a été d'exhorter ces organisations à redoubler d'efforts auprès de leurs gouvernements pour les amener à rester fermes sur leurs revendications, surtout à renforcer leur unité et leur solidarité pour faire échec aux manœuvres de division des pays du Nord.

3) les visions africaines

Le sujet sur les Visions avait été proposé par la Commission contenu et méthodologie du FSA et soutenu par un certain d'organisations africaines et internationales, comme Enda Tiers Monde, le Forum du Tiers Monde, le Centre d'Etudes sur l'Afrique et le Monde Arabe (Egypte) et El Taller International (Tunisie). En introduisant le sujet, les quatre panélistes insistèrent sur le fait que les Africains devraient d'abord se débarrasser de l'influence de l'idéologie dominante, remettre en cause ses concepts et certaines de ses valeurs afin d'être en mesure d'analyser la situation de leur continent à partir de leurs propres grilles d'analyse. C'est à cette condition seulement qu'ils seront en mesure de proposer une vision qui reflétera véritablement des valeurs conformes aux intérêts des peuples africains.

Les panélistes ont souligné que l'exercice n'était point de proposer une route balisée vers une Afrique idéale, mais plutôt d'ouvrir la voie à d'autres discussions qui enrichiront la réflexion dans les mois à venir. Ensuite, les panélistes passèrent en revue les changements qui sont en train de se produire dans de nombreux domaines sur le continent, notamment des transformations sociales, économiques, culturelles et politiques, indispensables à l'avènement d'une Nouvelle Afrique. Cependant, ces transformations ne signifient pas un rejet total de tout ce qui existe aujourd'hui. Au contraire, il s'agit de préserver et de promouvoir les choses positives tout en éliminant les obstacles à la naissance de la Nouvelle Afrique. Il est à signaler que le projet sur les Visions Africaines fait partie d'un projet s'étendant à tous les pays du Sud et visant à éditer un Livre sur les Visions du Sud, comme alternative au paradigme néolibéral.

4) La Charte de l'unité des peuples et du futur africains

L'un des premiers objectifs d'une telle charte serait de créer des repères collectifs pour la construction de l'unité entre les peuples africains, pour renforcer les résistances menées par les mouvements sociaux africains et pour soutenir le processus de construction d'alternatives au paradigme néolibéral. Un deuxième objectif serait d'établir un lien entre le FSM Polycentrique et le FSM de 2007 à Nairobi. Le lancement du processus d'élaboration de la Charte a eu lieu à Bamako et devrait être mené tout le long de 2006 pour s'achever à Nairobi, en 2007. Le processus d'élaboration devrait être organisé de manière à permettre la participation de tous les mouvements sociaux du continent et refléter la diversité des acteurs et des peuples. Des consultations devraient avoir lieu en 2006 dans tous les espaces sociaux existants, tant au niveau local, national qu'africain. Le processus doit être démocratique et inclusif. Pour atteindre cet objectif, il faudra mobiliser les travailleurs des villes et des campagnes, les jeunes et les femmes, les universitaires, les artistes et musiciens. Il faudrait peut-être envisager de créer des groupes de réflexion et d'action dans chaque pays et entre pays. Enfin, le processus devrait surtout permettre le renforcement des liens entre les peuples, d'une part, et entre les mouvements sociaux africains, d'autre part. Une assemblée de validation du processus d'élaboration de la Charte devait avoir lieu à Nairobi, en janvier 2007, lors du FSM.

5) Les migrations

Plusieurs ateliers ont été organisés sur la question des migrations, avec la présence de délégués d'associations d'immigrés venus d'Espagne, de France et d'Italie. La tragédie de Ceuta et Melilla et les échos des luttes menées par les travailleurs africains en Europe, les sans-papiers et les autres, ont contribué à faire des questions de migrations un thème majeur au FSM Polycentrique de Bamako. Les discussions sur ces questions ont permis de replacer les migrations dans leur contexte historique et également de faire le lien avec les effets de la mondialisation. Les ateliers ont permis aux représentants de travailleurs immigrés de nouer des liens avec les mouvements sociaux africains organisés au sein du FSA. La solidarité entre travailleurs immigrés et mouvements sociaux dans les pays d'accueil (France, Espagne et Italie) a été réaffirmée avec force. Plusieurs recommandations ont été faites sur la nécessité de protéger les droits humains des immigrés, de reconnaître la libre circulation des personnes comme pendant de la libre circulation des capitaux, l'implication des gouvernements africains dans la défense et la protection de leurs citoyens. Les associations d'immigrés, les organisations européennes et le FSA ont convenu d'entreprendre des actions communes visant à mieux défendre les droits des travailleurs migrants.

6) La Coopération internationale : de la charité à la Construction d'un agenda commun

Cette conférence a eu lieu à l'initiative d'Ibase (Brésil) et du Secrétariat du FSA. Plusieurs panélistes se sont exprimés, parmi lesquels Bernard Pinot du CRID (France), la ministre des Affaires raciales du Brésil, Sophie Bessis (France), etc. L'objectif de cette conférence était de contribuer à la réflexion destinée à changer les modèles de coopération entre pays et entre sociétés civiles

7) L'éducation et la formation

L'Atelier sur ce sujet a été coorganisé par le PAALAE et Aide Action. Après le FSA de Lusaka (en décembre 2004), ces organisations avaient établi un partenariat, qui s'est poursuivi à Conakry (décembre 2005). Les participants ont revisité les grands moments de réflexion sur l'Education entamés depuis une quinzaine d'années (Jomtien 1990, Dakar 2000) qui ont consacré une part importante aux partenariats. Au cours de l'Atelier, l'ONG Aide et Action a partagé sa réflexion sur la question du partenariat dans le cadre du développement local. Ainsi, selon Aide & Action, " Le partenariat pourrait être défini comme un système de collaboration, de coopération, d'associations, d'entreprises, d'institutions, d'organisations, de personnes indépendantes les unes des autres, mais liées par des intérêts communs et impliquées à des niveaux variés dans une action commune en vue de réaliser conjointement des objectifs partagés. ". Aide et Action encourage la synergie entre les actions des différentes parties prenantes et des collectivités locales à prendre en charge les besoins économiques de l'école à travers des projets intégrant les actions des autres partenaires qui ont une incidence dans son fonctionnement.

8) Le Tribunal des Femmes

Comme lors du FSM de Porto Alegre en 2005, le Tribunal des Femmes fut organisé autour de l'impact des politiques néolibérales sur les conditions de vie des femmes africaines. Des témoignages ont été entendus de la part de femmes venant d'Algérie, de la Guinée, du Kenya, du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Sénégal, de Tanzanie et du Tchad. Ces témoignages ont dépeint une situation presque identique, en dépit de la diversité des pays passés en revue. Presque partout, les femmes ont été les principales victimes des politiques de libéralisation du commerce et de privatisation des services publics. Elles ont payé le prix fort en matière de pertes d'emploi et de chute des revenus. Ces politiques ont aggravé les discriminations à leur égard et accru les violences conjugales. Le Tribunal a donc condamné avec force ces politiques qui violent les droits les plus élémentaires des femmes africaines.

9) Le Camp International de Jeunesse Thomas Sankara

Le Camp de jeunesse du FSM de Bamako a été dédié à Thomas Sankara, ancien Président du Burkina Faso, assassiné en juillet 1987. Ses idées et ses actions en ont fait le héros de la jeunesse africaine en quête de références et de repères dans la poursuite d'une Autre Afrique. Une journée spéciale d'hommages lui a été consacrée, au cours de laquelle, les orateurs ont revisité son œuvre et sa contribution à la lutte des peuples africains. Des thèmes chers à la jeunesse, tels que l'éducation, la santé, l'emploi et les migrations, ont été débattus des jours durant. Le Camp a surtout permis à la jeunesse africaine de débattre de sa contribution aux luttes menées par le mouvement social africain dans la perspective de construire une Autre Afrique, pièce essentielle d'un " Autre Monde " en gestation.

10) Le Forum de la Communication

Avant le démarrage du FSM, un Forum de la communication, organisé par Panos Afrique de l'Ouest et Enda Tiers Monde, a réuni plusieurs journalistes africains venus couvrir les activités du FSM. Pendant deux jours, des conférenciers sont venus leur exposer leur analyse de la situation internationale et de certaines questions majeures, comme la dette extérieure du continent, les questions commerciales, les problèmes de l'agriculture africaine, la réforme des Nations Unies, la coopération Sud-Sud et ainsi de suite. Ces exposés ont permis aux journalistes de mieux s'imprégner de ces questions et de mieux comprendre le discours et les idées défendues par les mouvements alter mondialistes.

11) La publication de Flamme d'Afrique

La publication du quotidien " Flamme d'Afrique " en est à sa 4e année. Ce journal est devenu une référence, non seulement de par son existence même, mais surtout de par la qualité des articles qui y sont publiés, fruits de son innovation constante. Lors du Forum de Bamako, l'innovation a consisté à utiliser trois langues africaines : le Bamana, le Pulaar (Fulfulde) et le Swahili, en plus du français et de l'anglais. Ce faisant, le journal a sorti cinq (5) numéros, rendant compte des débats dans divers ateliers et séances plénières, et a pu élargir son audience et permettre à nombre de participants de suivre les principaux débats du FSM de Bamako.

12) Appui au festival de cinéma

Le festival de cinéma s'est tenu à Bamako durant le Forum et a permis la projection de films africains et internationaux, en particulier dans les milieux populaires de Bamako. La manifestation a été un excellent moyen de sensibiliser sur les objectifs du Forum, et de mobilisation des franges de la population.

De l'avis général, le FSM de Bamako a été un grand succès, tant du point de vue de la participation que de celui de la qualité des thèmes qui y ont été débattus. Le Forum a surtout vu une grande mobilisation des organisations de base, en particulier les organisations de femmes et de jeunes. Cela a renforcé le caractère populaire du Forum qui a été un véritable espace démocratique ouvert à tous les mouvements sociaux désireux de partager leurs expériences de luttes et de nouer des liens de solidarité avec d'autres mouvements. Le Secrétariat et le Conseil du FSA ont largement contribué à ce succès.



Manifestation en faveur des paysans sans terre pakistanais lors du Forum social mondial de Nairobi (Kenya)

Dialogue politique et Commerce équitable

Enda Syspro II met en œuvre depuis plusieurs années un Programme commerce qui a pour vocation de provoquer, suivre et renforcer l'émergence au niveau national, régional et continental d'une masse critique (et de réseaux) d'acteurs informés et conscients des enjeux des négociations commerciales en cours sur l'évolution du continent. L'enjeu essentiel étant d'utiliser efficacement les opportunités offertes par les différents niveaux de négociation (OMC, APE, AGOA etc.) dans la poursuite des objectifs du développement durable des pays africains et de leur intégration au commerce mondial. Plus spécifiquement, le programme cherche à :

1. susciter et consolider la participation effective d'une large palette d'acteurs nationaux dans l'élaboration des politiques en matière de commerce et de développement durable ;
2. aider au renforcement des capacités de ces acteurs par la recherche, l'analyse et la production d'une information ciblée sur les différents domaines de négociations commerciales à l'OMC ou dans d'autres instances ;
3. contribuer à la création, dans les pays de la sous-région, de masses critiques de compétences diversifiées susceptibles d'appuyer les gouvernements dans la formulation de leurs politiques (les ONG intervenant dans le commerce et l'environnement, les universitaires et chercheurs, le secteur privé etc.)
4. aider à décliner les actions nationales à l'échelle sous-régionale et régionale, afin de créer un réseau interactif d'acteurs capables de mener des actions de plaidoyer et de lobbying auprès de toutes les instances où se discutent les intérêts commerciaux et environnementaux de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

La stratégie du Programme s'inscrit dans la volonté d'Enda de renforcer son rôle de centre d'expertise régional en matière de commerce et de développement durable. La démarche mise en œuvre pour une conduite efficace de ce programme s'articule autour des axes stratégiques suivants :

1. **la recherche, l'analyse et la formation ;**
2. **la participation et le dialogue politique ;**
3. **le partenariat.**

Enda Syspro II a su développer et entretenir un vaste réseau de partenaires dans la sous-région et au-delà, comprenant à la fois des acteurs gouvernementaux, des ONG et des organismes intergouvernementaux. Parmi ces institutions il convient de citer :

- A. en Afrique : Africa Trade Network (Sénégal et Ghana), CONGAD (Sénégal), SEATINI (Zimbabwe), Third World Network (Ghana), AIDC, EJA (Afrique du Sud), l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP Sénégal), Commission économique pour l'Afrique, Oxfam GB, ActionAid, Forum ACP de la société civile, etc. ;
- B. en Europe : ICTSD (Suisse), Institut allemand de développement (IAD) ;
- C. au Canada : Institut international du développement durable (IISD), Unisfera ;
- D. les organismes régionaux : CEDEAO, UEMOA et CEMAC ;
- E. les organismes internationaux : CNUCED, IUCN, PNUE, PNUD, OMC, CEA.

Le principe de ce partenariat est de mettre en exergue l'existence d'une communauté d'intérêt constituée par des pays ayant à peu près les mêmes caractéristiques économiques et commerciales, et confrontés de la même façon à un agenda international complexe et contraignant imposé par les pays du Nord. C'est pourquoi Enda cherche avec ses partenaires africains à mieux cerner les intérêts commerciaux sous-régionaux pour ensuite renforcer leurs alliances stratégiques avec d'autres organisations du Nord comme du Sud partageant leurs idéaux et leur démarche.

Deux catégories d'activités ont marqué l'année 2006 : 1) la communication du Programme commerce, à travers l'information des partenaires et la publication, et 2) le dialogue politique et la participation au niveau régional et international.

1) La communication du Programme commerce

Plusieurs publications ont marqué l'activité d'information en direction des partenaires d'Enda Syspro II :

- a. la parution de 5 numéros de la revue bimestrielle d'information et d'analyse sur le commerce international *PASSERELLES* entre le commerce et le développement durable, tirée à 2500 exemplaires (Passerelles est une publication conjointe d'Enda Syspro II et d'ICTSD sur les négociations commerciales. L'année 2006 a été caractérisée par une contribution positive de Passerelles à l'analyse des résultats de la conférence ministérielle de l'OMC à Hong Kong en décembre 2005) ;
- b. la parution de 12 numéros du bulletin électronique *PASSERELLES*, synthèse mensuelle sur le commerce et le développement, envoyé à plus de 2000 lecteurs, dont des négociateurs à l'OMC ;

- c. un document de travail intitulé *Repenser la mondialisation pour libérer le développement de l'Afrique : quelle action sur les négociations commerciales internationales ?*, Enda Syspro II, novembre 2006, 20 pages (le document analyse le concept du développement du point de vue de son histoire récente et de ses objectifs dans les pays africains, auxquels la mondialisation pose une série de contraintes nouvelles, car la libéralisation commerciale qui en est l'une des facettes, peine encore à offrir à ces pays un cadre adéquat pour atteindre leurs objectifs de croissance et de développement durable) ;
- d. une analyse intitulée *Leurres et lueurs de la libéralisation du commerce international : les négociations commerciales multilatérales peuvent-elles améliorer le sort des femmes en Afrique ?*, Document de travail, Enda Syspro II, septembre 2006, 10 pages (le document s'intéresse à l'impact des négociations commerciales multilatérales sur l'activité et les conditions de vie des femmes africaines ; l'analyse de la structure du commerce mondial et des transformations introduites ces dernières années sous l'égide de l'OMC ont permis de voir que la baisse des niveaux de protection des économies, en particulier par la baisse des droits de douane, affecte plus particulièrement les femmes, catégorie de loin la plus vulnérable) ;
- e. un papier de position intitulé *Les graines de la souveraineté... Une protection intelligente pour un développement durable de la riziculture au Sénégal*, Enda Syspro II, novembre 2006, 15 pages (ce document analyse la filière rizicole du Sénégal et essaye de dégager ses principales faiblesses, mais aussi ses potentialités, à la lumière des politiques intérieures et des négociations multilatérales, afin de voir comment mieux la protéger pour libérer son potentiel) ;
- f. un document intitulé *L'oignon : prendre l'initiative pour accompagner une filière émergente*, Enda Syspro II, novembre 2006, 13 pages (l'oignon étant une filière émergente au Sénégal, ce document pose la problématique de la production et du commerce de ce produit, avec pour objectif de mieux comprendre la réalité de cette filière, afin de proposer les meilleures politiques pour la relancer ; ce document et celui sur le riz seront les deux axes fondamentaux d'un programme qui sera être mis sur pied en 2007, sur la protection des filières locales en relation avec l'intégration régionale).

2) Le Dialogue politique et la participation aux niveaux régional et international

Les activités de dialogue politique ont été marquées par plusieurs événements majeurs, tels que :

- a. l'atelier conjoint sur l'OMC, avec comme thème abordé : " l'évaluation critique des résultats de la conférence ministérielle de Hong Kong, FSM Polycentrique de Bamako, en janvier 2006 ;
- b. la réunion d'évaluation conjointe de la revue *Passerelles*, à Genève (Suisse), mars 2006 (l'objectif était de réunir tous les partenaires régionaux d'ICTSD pour une évaluation globale et conjointe des publications que sont : *Passerelles* (Afrique), *Puentes* (Amérique latine), *Pontes* (Brésil et autres pays lusophones), *Bridges Asia* (chine) etc. ;
- c. la participation à la Conférence ordinaire des ministres du Commerce de l'Union africaine, en qualité d'observateur, mai 2006, Nairobi (Kenya) ;
- e. la participation comme formateur à l'atelier de formation des acteurs des gouvernements et de la société civile d'Afrique de l'Ouest, organisé par Oxfam, juillet 2006, Cotonou (Bénin) ;
- f. la réunion de coordination annuelle du réseau Africa Trade network, décembre 2006, Accra, (membre clé du réseau Africa Trade Network, Enda Syspro II a pris part à la réunion de planification annuelle du réseau, qui avait pour objectif d'évaluer le travail du réseau au cours l'année écoulée et de proposer des pistes de travail pour 2007).

Enda Syspro II a également poursuivi la mise en œuvre de son Programme de plaidoyer politique et de renforcement des capacités de la société civile, dans le cadre général du partenariat économique et commercial entre les Etats du groupe ACP et la Commission Européenne. Ce programme vise à favoriser une définition et une mise en œuvre démocratiques des politiques nationales et régionales, ainsi que des politiques de coopération, en faveur du développement durable. Il encourage et favorise une participation active et effective des acteurs de la société civile concernés par la négociation de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'Afrique de l'ouest et la Commission Européenne.

La stratégie adoptée se décline en plusieurs axes :

- 1) soutenir la construction et la structuration des cadres de dialogue entre les acteurs de la société civile eux-mêmes et entre ceux-ci et les pouvoirs publics, au niveaux national et régional ;

- 2) favoriser l'acquisition d'outils analytiques et l'émergence de compétences, les politiques et les questions concernées étant de plus en plus complexes en raison notamment du contexte globalisé dans lequel ils interviennent ; les activités de renforcement des capacités et de formation devront soutenir la préparation, la participation et le plaidoyer ;
- 3) favoriser la contribution des différents acteurs du développement et autres parties prenantes à la définition des politiques commerciales nationales et régionale, en procédant notamment à de larges concertations, afin d'adopter des positions qui représentent l'intérêt national et régional, en mettant à profit l'expertise et l'expérience des acteurs de la société civile en matière de développement.

Les activités qui ont été menées en 2006 ont consisté en : 1) la conclusion du programme de renforcement des capacités, 2) la participation aux réunions de négociation de la région, 3) le plaidoyer et la participation aux autres activités liées aux APE, 4) l'organisation de la 3^e concertation des OCS de l'Afrique de l'Ouest, 5) l'élargissement du partenariat d'Enda Syspro II dans la mise en œuvre de ce programme.

1. La conclusion du programme de renforcement des capacités

En 2004 et 2005 Enda Syspro II a coordonné et exécuté un Programme de renforcement des capacités de la société civile de l'Afrique de l'Ouest avec l'appui du Secrétariat ACP et de la Commission Européenne. En début 2006, le rapport consolidé de ce programme (les rapports des ateliers nationaux, de l'atelier régional, ainsi que les positions nationales et régionales sur l'APE) a été finalisé, audité et envoyé aux partenaires financiers (Secrétariat ACP et Commission Européenne).

2. La participation aux réunions de négociation de l'APE

Plusieurs réunions de négociation ont eu lieu en 2006, mais contrairement aux années précédentes et durant toute l'année, elles se sont déroulées uniquement entre les pays membres de la CEDEAO, suite à la décision du Comité ministériel de suivi des APE de Cotonou en octobre 2005 (le CMS est composé des ministres du Commerce et des ministres des Finances des pays de la CEDEAO). Le CMS avait à cette occasion décidé de ne pas aller à la phase 2 des négociations et de terminer d'abord les travaux de la phase préparatoire encore en suspens. En plus des réunions au niveau des experts, trois importantes réunions ministérielles (CMS) sur l'APE ont eu lieu en 2006. La première à Abuja en avril, la seconde à Niamey en juillet et la troisième à Abuja en octobre. A l'occasion des trois réunions du CMS, Enda Syspro II a présenté les positions de la société civile de la région sur les questions en discussion.

3. Le plaidoyer et la participation aux autres activités liées aux APE

Plusieurs activités de coordination, de renforcement des capacités, de concertation, de dialogue et de planification stratégique ont été organisées par des parties prenantes à la négociation appartenant à la société civile ou à des institutions étatiques. Il s'agit de : 1) la Planification stratégique de la coalition Stop APE (Harare, février 2006), deux réunions de coordination des négociateurs en chef ACP (à Helsinki et à Berlin), la session de l'Assemblée parlementaire paritaire (Vienne), la réunion de haut niveau entre les organisations de la société civile Nord-Sud et les ministres du Commerce ACP (Bruxelles), le séminaire de sensibilisation pour les pays des Grands Lacs (Rwamagana) et le séminaire sur les services et le genre (Accra) .

4. La 3^e concertation des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest

Une réunion de concertation des organisations de la société civile d'Afrique de l'Ouest, ainsi que d'autres parties prenantes, telles que les syndicats et les organisations paysannes, est organisée au moins une fois par an. La 3^e concertation a été organisée à Dakar du 10 au 13 novembre 2006 et à cette occasion, toutes les questions importantes relatives à l'APE ont été passées en revue. Une déclaration reflétant la position des participants sur les questions en discussion dans l'APE a été adoptée à l'issue de la réunion, dont les principales demandes en direction des décideurs étaient :

- a) de suspendre la phase II des négociations de l'APE qui est prématurée ;
- b) d'exiger la prolongation du délai des négociations au-delà de décembre 2007 ;
- c) d'exploiter cette période pour la conduite d'évaluations autonomes, indépendantes et concrètes de l'APE sur les économies dans leur ensemble et surtout sur les différents secteurs et segments de la société ;
- d) de s'assurer que la revue à mi-parcours des APE, ainsi que le stipule l'Accord de Cotonou, soit globale, inclusive et substantielle ; et que dans ce contexte les gouvernements favorisent des discussions pour l'adoption de cadres alternatifs aux APE dans leur forme actuelle ;
- e) de maintenir leur décision d'exclure les questions de Singapour sur la Concurrence, l'Investissement et les Marchés Publics de tout accord éventuel avec l'Union Européenne ;

- f) de s'assurer que le projet de cadre de politique régionale sur les investissements et la concurrence soit assujéti à des concertations nationales complètes et inclusives ; que les discussions explorent d'autres modèles plus adaptés aux besoins de l'Afrique de l'Ouest et ses économies, avec le souci d'améliorer fondamentalement la production agricole et le tissu industriel ;
- g) de s'assurer que les accords sur les services n'impliquent pas pour les pays d'Afrique de l'Ouest plus d'engagement que ceux qu'ils ont pris au niveau de l'OMC ;
- h) de s'assurer que sur la propriété intellectuelle des disciplines plus strictes que celles de l'OMC ne soient imposées aux pays d'Afrique de l'Ouest ;
- i) de s'assurer de l'implication effective de toutes les parties prenantes du niveau national au niveau régional, dans le processus de négociation de l'APE.

5. L'élargissement à de nouveaux partenariats

L'APE est maintenant central dans l'agenda des principales organisations de la société civile. De nouvelles alliances et de nouveaux partenariats ont été recherchés et réalisés dans le cadre de ce programme. C'est ainsi que pour la première fois des discussions ont été menées et qu'un accord a été conclu entre ICCO et Enda Syspro II. Ce partenariat nouveau sera notamment consacré aux activités en direction des parlementaires nationaux et régionaux.



La provenance par sources des fonds projets mobilisés par l'organisation en 2006, peut être ainsi présentée (en euros) :

Pays-Bas	1'177'548,82
France	1'177'394,07
Nations Unies	774'082,21
Sénégal	773'978,73
Suisse	731'818,28
Allemagne	601'218,98
Grande-Bretagne	522'670,90
Canada	479'896,41
Espagne	343'405,00
Luxembourg	323'902,47
Maroc	299'210,89
Belgique	251'243,45
Union Européenne	219'075,31
Autriche	156'854,92
Italie	126'033,67
Japon	70'879,22
Suède	26'507,76
Danemark	3'361,13
Divers Nord	1'264'860,02
Divers Sud	332'283,53
Recettes propres	3'274'850,34
TOTAL FONDS PROJETS	12'931'076,11

15 Aspects du budget

L'exercice budgétaire de l'année 2006 s'est achevé globalement sur une note de satisfaction, du fait de l'augmentation notable des recettes et de la maîtrise de plus en plus affirmée des charges. Une tendance que montre l'analyse synthétique des comptes consolidés de l'organisation, qui fait apparaître plusieurs caractéristiques majeures.

Ainsi, le budget global d'Enda s'est élevé pour l'exercice 2006, à 15'119'134 d'euros, soit une nette augmentation par rapport au budget de l'exercice 2005 qui était de 14'096'830 d'euros.

La croissance du budget global de l'organisation provient principalement d'une hausse des " fonds projets " mobilisés par les différentes entités de l'organisation, soit 12'931'076 d'euros pour l'exercice 2006, contre 11'640'712 d'euros pour l'exercice 2005. Cette croissance des " fonds projets " constitue une preuve éclatante du regain de vitalité des différentes entités à travers le monde, qui arrivent à mobiliser des ressources de plus en plus importantes pour la mise en œuvre de projets utiles aux populations.

Les fonds institutionnels, encore appelés " fonds stratégiques ", accordés par les principaux partenaires financiers de l'organisation, ont connu une légère baisse. Ils se sont élevés à 2'188'058 d'euros en 2006, contre 2'516'092 d'euros pour l'exercice précédent. Globalement, les principaux contributeurs (Pays-Bas, Suisse, Autriche et Luxembourg) ont maintenu un niveau de financement global satisfaisant, permettant ainsi à Enda de préserver son indépendance et de renforcer son action auprès des populations les plus démunies.

L'utilisation des ressources stratégiques évolue vers une plus grande rationalisation, grâce à une réduction constante des charges courantes de fonctionnement de l'organisation et le financement des objectifs prioritaires définis dans le cadre du Programme stratégique 2005-2007 d'Enda Tiers Monde. L'exhortation qui avait été faite en 2005 aux entités et aux partenaires, notamment ceux appuyant les entités dans la mise en œuvre de leurs projets, de contribuer aux charges de fonctionnement de leurs activités, a été globalement respectée. Ce qui a permis aux fonds institutionnels, devenus de moins en moins " souples " au fil des ans, de devenir plus des fonds stratégiques que de fonctionnement.

La provenance par sources des fonds stratégiques de l'organisation en 2006, est ainsi présentée (en euros) :

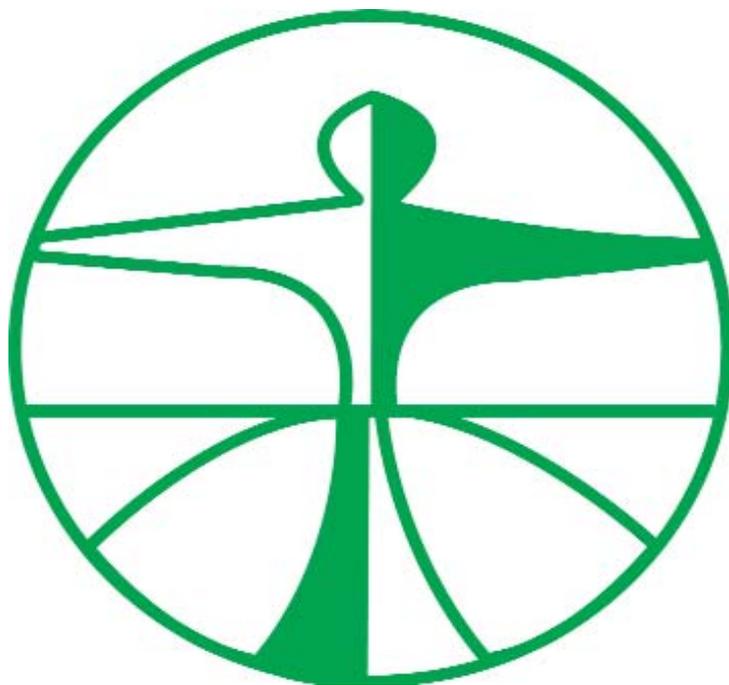
Suisse, DDC (Berne)	828 058,85
Autriche (Min. Aff. Etr.)	520 000,00
Luxembourg	540 000,00
Pays-Bas	300 000,00
TOTAL FONDS STRATEGIQUES	2 188 058,85

<p>Adressothèque Mme Sata TALL Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GESTION DE LA BASE DE DONNÉES DES PARTENAIRES 2. MISE EN CONNEXION DES NOUVEAUX CONTACTS AVEC ENDA 3. DIFFUSION DES PUBLICATIONS 4. GESTION DU COURRIER <p>4 & 5, rue Jacques Bugnicourt (ex rue Kléber) / BP 3370 Tél.: +221 842 82 60 / Fax: +221 822 26 95 E-mail: adressot@enda.sn</p>	<p>Caf (Coordination Administrative et Financière) Mme Marie Lou DO & M. Jacques MOYNAT Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU PERSONNEL 2. GESTION COMPTABLE DE L'ORGANISATION 3. COMPTABILITÉ MATIÈRE ET INTENDANCE GÉNÉRALE 4. GESTION DE LA BASE DE DONNÉES DES PROJETS <p>54, rue Carnot / BP 21177 Tél: +221 889 34 04 / 889 34 00 / Fax: +221 823 51 57 E-mail: caf@enda.sn</p>
<p>Acas (Actions en Casamance) M. Sankoung FALL Ziguinchor - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES 2. AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES 3. APPUI À L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ <p>BP 224 Ziguinchor - Sénégal Tel : +221 991 14 07 Fax : +221 991 24 94 E-mail : acas@enda.sn</p>	<p>Bukol (Bureau de Kolda) M. Ibrahima CISSE Kolda - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES 2. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES RURALES 3. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES <p>BP 169 Kolda - Sénégal Tel : +221 996 14 85 Fax : +221 996 17 55 E-mail : acas-kol@enda.sn</p>
<p>Cyberpop-bombolong Mme Rabia Abdelkrim CHIKH Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. APPUI AUX DYNAMIQUES POPULAIRES URBAINES 2. DÉMOCRATISATION DE L'UTILISATION DES NTIC 3. FEMMES, QUESTIONS DE GENRE ET DÉVELOPPEMENT <p>Centre culturel Blaise Senghor Annexe Ecopole 6, Boulevard Dial Diop / BP 3370 Tel : +221 824 65 47 / E-mail: cyberpop@enda.sn Web: http://www.enda.sn/cyberpop</p>	<p>Diapol (Prospectives Dialogues Politiques) M. Moussa MBAYE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE 2. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL 3. AMÉNAGEMENT CONCERTÉ DES ESPACES 4. PROMOTION DE L'ÉDUCATION ALTERNATIVE <p>Rue 15 x corn. ouest / BP 7329 / Tél. : +221 823 53 47 Fax : +221 823 67 13 / E-mail : diapol@enda.sn Web: http://www.enda.sn/diapol</p>
<p>Eddoc (Edition, Diffusion, Documentation) M. Raphaël NDIAYE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ÉDITION ET DIFFUSION DES PUBLICATIONS 2. GESTION DE LA DOCUMENTATION CENTRALE 3. ÉDUCATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT <p>54, rue Carnot, BP 3370 Tél. : +221 889 34 17 / 889 34 12 / 889 34 13 Fax : +221 823 51 57 E-mail: editions@enda.sn , eddoc-rn@enda.sn ,</p>	<p>Eau populaire M. Malal TOURE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES 2. ACTIONS D'ASSAINISSEMENT DES ZONES DÉFAVORISÉES 3. LUTTE CONTRE LES MALADIES LIÉES À L'EAU <p>Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072 Tél. : +221 860 41 43 / Fax : +221 860 41 39 Email : malal@enda.sn</p>
<p>Ecopole ouest africaine Jacques BUGNICOURT M. Oumar TANDIA & M. Amadou DIALLO Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ÉDUCATION ALTERNATIVE À LA CITOYENNETÉ 2. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF 3. DÉVELOPPEMENT DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE 4. RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS SOLIDES 4. AUDIOVISUEL ET COMMUNICATION SOCIALE <p>Rue Félix Eboué / BP 21394 / Tél. : +221 823 56 63 / 822 31 94 / Fax: +221 823 95 83 E-mail: ecopole@enda.sn , audiovis@enda.sn Web: http://www.enda.sn/ecopole</p>	<p>Ecopop (Economies Populaires Urbaines) M. Mamadou Bachir KANOUTE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ÉCONOMIE POPULAIRE, SOCIALE ET SOLIDAIRE 2. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX 3. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF 4. ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE <p>N° 8609D S. Coeur II / BP 3370 / Tél.: +221 864 69 59 Fax : (221) 864 68 32 / E-mail : ecopop@enda.sn Web : www.enda.sn/ecopop</p>

<p>Energie M. Jean Phillippe THOMAS Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ACCÈS DES PAUVRES AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES 2. ÉLABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT 3. ANALYSE ET RECHERCHE DE SYNERGIES ENTRE ENERGIE, ENVIRONNEMENT & DÉVELOPPEMENT <p>54 rue Carnot / BP 3370 / Tél. : +221 822 59 83 Fax : +221 821 7595 / E-mail: enda.energy@sentoo.sn Web: http://energie.enda.sn</p>	<p>Graf (Groupe Recherche Action Formation) - Sahel M. Emmanuel Seyni NDIONE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GOUVERNANCE LOCALE CONCERTÉE 2. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE 3. ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES DE BASE 4. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL 5. APPUI AUX FEMMES, AGR ET MICRO FINANCE 6. EDUCATION ALTERNATIVE <p>B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal Tél.: +221 827 20 25 Fax: +221 827 32 15 E-mail: graf@enda.sn / Web: http://www.enda.sn/graf</p>
<p>Jeunesse Action M. Fabrizio TEREZIO/M. Pierre Marie COULIBALY Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES TRAVAILLEURS 2. SOUTIEN AUX ENFANTS EN DIFFICULTÉ 3. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL <p>54, rue Carnot, BP 3370 Dakar - Sénégal Tél.: +221 889 34 20 / 889 34 21 / 889 34 24 Fax: +221 823 51 57 E-mail: jeuda@enda.sn Web: http://www.enda.sn/eja</p>	<p>Lead Afrique francophone M. Masse LO Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS 2. APPUI AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 3. ANIMATION DE RÉSEAUX ET PLAIDOYER INTERNATIONAL <p>54, rue Carnot, BP 3370 Dakar - Sénégal Tél.: +221 889 34 30 / 889 34 31 / 889 34 32 Fax: +221 821 75 95 / 823 51 57 E-mail: lead-af@enda.sn Web: http://fa.lead.org</p>
<p>Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel) M. Mame Thierno Aby SY Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. CONDITIONNEMENT DE PHYTOMÉDICAMENTS 2. FORMATIONS EN SANTÉ PUBLIQUE 3. DÉVELOPPEMENT D'AGR ET DU MICRO CRÉDIT 4. ENCADREMENT DES FEMMES DANS LE MARAÎCHAGE <p>BP 6259 Dakar-Etoile, BP 414 Mbour - Sénégal Tél.: +221 823 76 76 / 842 29 63 (Dakar) Tél.: +221 957 15 33 / Fax: +221 823 76 76 E-mail: madesahel@enda.sn</p>	<p>Pronat (Protection Naturelle des Cultures) Mme Mariam SOW Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. CRÉATION D'ESPACES DE CONCERTATION DES RURAUX 2. MINIMISATION DE L'UTILISATION DES PESTICIDES 3. FORMATION AUX TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE BIO 4. ACTIONS CONTRE L'INTRODUCTION DES OGM EN AFRIQUE <p>54, rue Carnot / BP 3370 Tél.: +221 889 34 19 / 889 34 37 Fax: +221 823 51 57 / E-mail: pronat@enda.sn Web: http://www.enda.sn/pronat</p>
<p>Rup (Relais pour le développement Urbain Participé) M. Malick GAYE Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ANIMATION ET MISE EN RÉSEAU SUR L'URBAIN 2. GOUVERNANCE URBAINE 3. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL 4. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES 5. RÉALISATION DE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT 6. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE <p>Rue Félix Eboué / BP 27083 / Tél.: +221 822 09 42 Fax: +221 821 41 66 / E-mail: rup@enda.sn Web : http://www.enda.sn/rup</p>	<p>Santé - Plantes Médicinales Mme Fatimata SY Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. CULTURE DE PLANTES MÉDICINALES 2. FABRICATION DE PHYTOMÉDICAMENTS 3. MODERNISATION DE LA VENTE DES PLANTES MÉDICINALES 4. EXPÉRIMENTATIONS DE NOUVELLES ESSENCES <p>Rue Félix Eboué / BP 3370/ Tél.: +221 822 96 95 / 823 66 17 Fax: +221 823 66 15 E-mail: endaste@enda.sn</p>
<p>Santé - Actions contre le SIDA M. Daouda DIOUF Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ACTIONS DE SENSIBILISATION CONTRE LE SIDA 2. ASSISTANCE DES PERSONNES INFECTÉES & COUNSELING 3. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À LA PROSTITUTION 4. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL SUR LE SIDA <p>56 COMICO VDN Liberté VI Extension / BP 3370 Tél. : +221 867 02 62 Fax : +221 823 51 57 E-mail : santecom@enda.sn</p>	<p>Synfev (Synergie, Genre et Développement) Mme Marie-Hélène MOTTIN SYLLA Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ANIMATION DE RÉSEAUX ET QUESTIONS DE GENRE 2. ORGANISATION DE SESSIONS DE FORMATION 3. PUBLICATION DE REVUES ET PLAIDOYER INTERNATIONAL <p>Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils Immeuble N° 13, 2ème étage / BP 3370 Tel/fax : +221 860 42 05 E-Mail : mhms@enda.sn Web : http://synfev.enda.sn http://www.famafrique.org</p>

<p>Syspro I (systèmes et prospectives) M. Moussa SECK Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. MODERNISATION DES TECHNIQUES AGRICOLES 2. ENCADREMENT DES PRODUCTEURS AGRICOLES 3. APPUI À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES 4. APPUI À LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS MARAÎCHERS <p>7, rue Kléber / BP 3370 Tél.: +221 821 05 72 Fax: +221 822 26 95 E-mail: syspro@enda.sn</p>	<p>Syspro II (systèmes et prospective) M. Taoufik BEN ABDALLAH Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2. LOBBYING ET PLAIDOYER SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL 3. ORGANISATION DES FORUMS SOCIAUX INTERNATIONAUX 4. RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE <p>73, Rue Carnot / BP 3370 Tél.: +221 821 70 37 / 823 57 54 Fax: +221 823 51 57 E-mail : syspro2@enda.sn</p>
<p>Ethiopie Mme Azeb GIRMAI Addis Abeba - Ethiopie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE 2. GESTION DES DÉCHETS URBAINS 3. DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT 4. ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS <p>PO Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia Tel.: +251-1 51 21 86 Fax: +251-1 51 45 80 E-mail: enda-eth@telecom.net.et</p>	<p>Inter-Arabe Mme Essma BEN HAMIDA - M. Michael CRACKNELL Tunis - Tunisie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. MICRO FINANCE ET MICRO CRÉDIT 2. AIDE À LA CRÉATION DE MICRO ENTREPRISES 3. ANIMATION ET MISE EN RÉSEAU <p>3, rue el aacha, 2041 ettadhamen, Tunisie BP 72 Ksar Saïd II, Tunis - Tunisie Tél.: +216-71 65 06 00 / 65 06 90 Fax: +216-71 65 07 61 / E-mail : bhessma@gnet.tn - Web: www.endarabe.org.tn</p>
<p>Maghreb M. Magdi IBRAHIM Rabat - Maroc</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX 2. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE 3. GESTION DES DÉCHETS SOLIDES 4. GRN ET DÉVELOPPEMENT RURAL <p>12, rue Jbel Moussa, Appt. 13, JOLI COIN / Rabat Agdal Tél. : +212 37 75 64 14 /15 / Fax: +212 37 75 64 13 E-mail: endamaghreb@enda.org.ma Web: http://www.enda.org.ma</p>	<p>Mali M. Soumana COULIBALY Bamako - Mali</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ 2. INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE 3. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES 4. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE <p>Oulofobougou, rue 424, porte N° 200 / BP 3123 Tél.: +223 22 55 64 Fax : +223 23 25 93 E-mail: enda-mali@cefib.com</p>
<p>Océan indien Mme Véronique JENN-TREYER Antananarivo - Madagascar</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. RÉHABILITATION DE L'HABITAT EN MILIEUX DÉFAVORISÉS 2. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ 3. GESTION DES DÉCHETS URBAINS 4. ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS <p>BP 1467 Antananarivo - Madagascar Tél.: +261-20 22 61 64 Fax: +261-20 22 61 74 E-mail: endaoui@simicro.mg</p>	<p>Europe M. Farid YAKER Paris - France</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. LOBBYING EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ 2. RÉALISATION DE PROJETS D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT 3. AIDE À LA VISIBILISATION DES ACTIONS D'ENDA 4. MONTAGE DE PROJETS ET RECHERCHE DE FINANCEMENTS 5. ANIMATION DE RÉSEAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE <p>5, rue des immeubles industriels / 75011 Paris - France Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50 E-mail: enda-europe@wanadoo.fr - Web : www.enda-europe.org</p>
<p>Colombie Mme Pilar TRUJILLO URIBE Bogotá - Colombie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GESTION ENVIRONNEMENTALE URBAINE 2. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL 3. GESTION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS URBAINS 4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS <p>Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia Tel.: +571 338 3140/41/42 / 285 39 49 Fax: +571 285 66 28 E-mail: endacol@andinet.com</p>	<p>Bolivie M. Carlos OROS La Paz - Bolivie</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ 2. INITIATIVES DE SANTÉ PRÉVENTIVE 3. EDUCATION ALTERNATIVE. 4. ACCOMPAGNEMENT PSYCHO SOCIAL <p>Av. antofagasta No. 308 Villa Dolores El Alto La Paz Bolivia Sud America Tél.: (591-2) 810079/811695 / Fax: (591-2) 811446 E-mail: enboldr@caoba.entelnet.bo</p>

<p>Brésil</p> <p>Mme Sonia Maria Gomes de CARVALHO Rio de Janeiro - Brésil</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. EDUCATION ALTERNATIVE 2. ECONOMIE POPULAIRE URBAINE 3. DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS <p>Rua Senador Correia 48- Laranjeiras- cep 22231-180 - Rio de Janeiro-RJ- Brasil E-mail : endabrasil@endabrasil.org.br Web: http://www.endabrasil.org.br</p>	<p>Dominicana</p> <p>M. Mamerto VALERIO Santo Domingo - République dominicaine</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES / AGROFORESTERIE 2. PROMOTION DES INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE 3. DÉVELOPPEMENT URBAIN ET SERVICES DE BASE <p>BP 3370, Santo Domingo-República Dominicana Tél.: +1-809 385-0421 Fax: +1-809 385-2359 E-mail: enda.dom@codetel.net.do Web: http://www.Funredes.org/endacaribe</p>
<p>Siddhi Bombay</p> <p>Mme Pratima PANWALKER - M. Virup PANWALKER New Bombay - Inde</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL 2. APPUI À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES 3. APPUI AUX MOUVEMENTS ET ASSOCIATIONS DE FEMMES 4. GESTION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS SOLIDES <p>5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi Mumbai 400703, New Bombay - Inde Tel.: +91-22 27 66 19 02 / Fax: +91-22 27 65 88 97 E-mail: paragp@vsnl.com</p>	<p>Vietnam</p> <p>M. Bang ANH TUAN Ho Chi Minh City - Vietnam</p> <p>RESTRUCTURATION DE L'HABITAT DANS LES BIDONVILLES GESTION ENVIRONNEMENTALE URBAINE ACCÈS AUX SERVICES DE BASE AIDE À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES</p> <p>C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10, Tel.: (84-8) 9700243 Fax: (84-8) 9703273 E-mail: endavn@hcmc.netnam.vn</p>



© 2007 Enda Tiers Monde / Organisation Internationale Non Gouvernementale

